

LES FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES :

UNE CAPACITÉ NATIONALE



SOUS LA DIRECTION
D'EMILY SPENCER, Ph. D.

LES FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES

Les Forces d'opérations spéciales : une capacité nationale

SOUS LA DIRECTION
d'Emily Spencer, Ph. D.



PRESSE DE L'ACADÉMIE
CANADIENNE DE LA DÉFENSE

Tous droits réservés © 2013 Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale.



Presse de l'Académie canadienne de la Défense
C.P. 17000, succ. Forces
Kingston (Ontario) K7K 7B4

Cet ouvrage a été réalisé pour la Presse de l'Académie canadienne de la Défense par le Bureau de publications de la 17^e Escadre Winnipeg.
WPO30861

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Les forces d'opérations spéciales : une capacité nationale / sous la direction d'Emily Spencer.

Publ. aussi en anglais sous le titre: Special operations forces, a national capability.
Cet ouvrage a été réalisé pour les Presses de l'Académie canadienne de la défense par le Bureau de publications de la 17^e Escadre Winnipeg.
Publ. par: L'Académie canadienne de la défense.
Également disponible sur l'Internet.
Comprend des réf. bibliogr. et un index.
ISBN 978-1-100-99984-5
No de cat.: D2-278/2-2011F

1. Forces spéciales (Science militaire)--Canada--Congrès. 2. Opérations spéciales (Science militaire)--Canada--Congrès. 3. Opérations interarmes (Science militaire)--Canada--Congrès. 4. Forces spéciales (Science militaire)--Congrès. 5. Opérations spéciales (Science militaire)--Congrès. 6. Opérations interarmes (Science militaire)--Congrès. 7. Opérations combinées (Science militaire)--Congrès. 8. Canada. Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada--Congrès. I. Spencer, Emily II. Académie canadienne de la défense III. Canada. Forces armées canadiennes. Escadre, 17^e

U262 S63 2013

355.4'60971

C2012-980234-4

Imprimé au Canada.

1 3 5 7 9 10 8 6 4 2



Les opinions exprimées dans la présente publication ne représentent que celles des auteurs et ne correspondent pas nécessairement aux opinions, à la position ou à la politique du gouvernement du Canada, du ministère de la Défense nationale, des Forces canadiennes ou de toute autre unité ou organisation leur étant subordonnée.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	<i>Brigadier-général D.W. Thompson</i>	iii
Introduction	v
CHAPITRE 1	Histoire des Forces d'opérations spéciales du Canada <i>Colonel Bernd Horn, Ph. D.</i>	1
CHAPITRE 2	Les Forces d'opérations spéciales : le développement des forces <i>Colonel Bob Kelly</i>	93
CHAPITRE 3	Les Forces d'opérations spéciales : façonner la zone d'opérations <i>Lieutenant-colonel Mike Rouleau</i>	101
CHAPITRE 4	Façonner les opérations : les Forces d'opérations spéciales en tant qu'élément habilitant national <i>Colonel (à la retraite) James F. Powers, Jr. (É.-U.)</i>	109
CHAPITRE 5	Les Forces d'opérations spéciales : un moyen pour le Canada d'adopter le principe de l'économie de forces? <i>David A. Charters, Ph. D.</i>	127
CHAPITRE 6	Trouver le juste équilibre : l'application du principe d'économie de forces grâce aux Forces d'opérations spéciales <i>Captain (Navy) Thomas C. Sass (É.-U.)</i>	169
CHAPITRE 7	« Un bonneteau mortel » : les Forces d'opérations spéciales et les opérations axées sur l'économie d'effort dans le sud de l'Afghanistan <i>Sean M. Maloney, Ph. D.</i>	205

T A B L E D E S M A T I È R E S

CHAPITRE 8	Réflexions d'un journaliste <i>David Pugliese</i>	227
CHAPITRE 9	Sortir de l'ombre : les Forces d'opérations spéciales du Canada et les relations avec les médias <i>Emily Spencer, Ph. D.</i>	235
Auteurs	273
Liste des abréviations et des acronymes	277
Index	283

AVANT-PROPOS

Beaucoup soutiendraient que le XXI^e siècle bénéficie de toutes les conditions idéales pour créer l'instabilité mondiale considérable que nous connaissons aujourd'hui. La conjoncture actuelle se caractérise par la complexité, l'ambiguïté et l'inconstance auxquelles s'ajoute la prolifération des médias de masse, de sorte que la réussite dans l'environnement opérationnel contemporain (EOC) nécessite des forces d'intervention agiles, souples, rapides et capables d'aider à faire valoir les intérêts nationaux.

Le Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada (COMFOSCAN) a été créé en février 2006 pour procurer au gouvernement du Canada (GC) toute une gamme de capacités particulières devant permettre de remplir la plupart des missions décrites dans la Stratégie de défense *Le Canada d'abord* (SDCD). Composé de membres des Forces canadiennes (FC) venant des trois armées et de tous les groupes professionnels militaires, le COMFOSCAN offre un ensemble bien équilibré de compétences et de connaissances grâce auquel il peut fonctionner avec efficacité aux côtés des forces conventionnelles dans l'EOC.

Comme les Forces d'opérations spéciales (FOS) doivent collaborer de près avec tous les partenaires de la défense et de l'appareil gouvernemental, tout en respectant les exigences de la sécurité opérationnelle, le moment est venu pour elles d'encourager un dialogue avec leurs partenaires des milieux de la défense, les médias et la population canadienne afin de recueillir divers points de vue sur les questions de défense et d'éviter de faire preuve de nombrilisme et d'aveuglement en ce qui concerne leurs capacités actuelles et futures. Chose certaine, les Forces d'opérations spéciales du Canada (FOSCAN) constituent un élément dynamisant national, vital et unique en son genre, et il importe donc d'examiner cette capacité

A V A N T - P R O P O S

sous divers angles de manière à nous préparer le mieux possible à fonctionner dans l'environnement opérationnel de l'avenir (EOA).

À ce titre, le Symposium sur les Forces d'opérations spéciales qui s'est tenu au Collège militaire royal du Canada du 6 au 8 décembre 2010 a marqué une étape importante dans les efforts consentis pour ouvrir ce dialogue. Le présent volume réunit les idées et les exposés qui ont été offerts par des praticiens militaires et des experts pour renseigner les auditoires sur les FOS et amorcer un échange sur le sujet.

C'est avec plaisir que je signe l'avant-propos de ce recueil de textes qui expliquent, analysent et abordent les façons dont les Forces d'opérations spéciales en général, et les FOSCAN en particulier, procurent au GC une capacité nationale sans pareille qui a prouvé son efficacité dans l'EOC et qui s'avérera sûrement aussi précieuse dans l'EOA. Comme la devise de notre Commandement *Viam Inveniemus* (nous trouverons un moyen) le propose, malgré la nature instable, incertaine et non conventionnelle de l'EOC, et peut-être même grâce à elle, nous continuerons de fournir au GC une capacité nationale essentielle.

Le Brigadier-général D.W. Thompson
Commandant,
Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada

INTRODUCTION

Très peu de Canadiens comprennent le concept des Forces d'opérations spéciales (FOS), et encore moins l'idée que notre pays possède actuellement de telles forces très respectées et de calibre mondial. Or, leurs origines remontent à une période très lointaine. En effet, l'histoire des FOS du Canada nous ramène à la création même de notre pays. En fait, on pourrait soutenir que la « tradition des Rangers », que beaucoup considèrent comme étant le fondement d'un certain nombre d'unités des FOS américaines, par exemple les US Special Forces et les US Rangers, a commencé au Canada. En effet, les FOS du Canada et les entités s'y assimilant ont toujours apporté une importante contribution à la sécurité et aux intérêts nationaux du Canada, depuis l'époque des raids audacieux des partisans canadiens-français dans la lutte pour la conquête de l'Amérique du Nord, jusqu'aux diverses unités ayant opéré pendant la Seconde Guerre mondiale et après, en passant par les raiders loyalistes qui ont agi pendant la Révolution américaine. Bref, l'histoire montre que les FOS constituent une capacité nationale importante sur laquelle notre pays mise depuis des siècles.

L'accent mis à l'origine sur le recrutement d'hommes et de femmes possédant des qualités spéciales, sur l'entraînement spécial et sur les missions spéciales demeure vrai, mais les FOS ont tout de même évolué. Les missions traditionnelles ont changé, et notre compréhension actuelle des FOS correspond à l'environnement de sécurité plus nuancé et complexe où elles opèrent aujourd'hui et à leurs responsabilités cruciales dans ce contexte. Dans la doctrine, on définit aujourd'hui les FOS comme étant :

« [...] des organisations composées d'un personnel choisi qui est organisé, équipé et entraîné pour mener des opérations spéciales à haut risque et à valeur élevée visant la réalisation d'objectifs militaires, politiques, économiques

I N T R O D U C T I O N

ou informationnels par l'emploi de méthodologies opérationnelles spéciales et uniques dans des régions hostiles, interdites ou sensibles sur le plan politique, dans le but d'obtenir les effets tactiques, opérationnels et/ou stratégiques désirés en temps de paix, de conflit ou de guerre. »

Le présent ouvrage explique certaines des complexités qui définissent les Forces d'opérations spéciales du Canada et l'environnement opérationnel contemporain. Reposant sur les présentations et les exposés faits dans le cadre du Symposium organisé par le Collège militaire royal du Canada et le Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada (CMRC/COMFOSCAN), « Les FOS : une capacité nationale », au CMRC du 6 au 8 décembre 2010, l'ouvrage offre les points de vue et les réflexions de membres des FOS et d'experts. Il contribue aussi à l'effort grandissant pour créer un recueil typiquement canadien de connaissances sur les FOS afin de favoriser le perfectionnement professionnel des membres des FOS et, aspect important, d'aider à mieux faire connaître le rôle clé que les FOS jouent lorsqu'il s'agit de renforcer la sécurité et les intérêts nationaux du Canada.

Par conséquent, le livre commence par décrire l'histoire des FOS du Canada, laquelle fait clairement voir comment notre pays a acquis sa longue expérience des FOS et des organisations semblables et comment celles-ci ont évolué au cours des décennies pour répondre aux besoins du pays. Sous le grand thème des FOS perçues comme étant une capacité et un élément dynamisant d'envergure nationale, le volume aborde ensuite des volets fondamentaux du développement des forces et les façons dont les FOS aident à façonner les opérations. Enfin, le livre examine des questions importantes telles que le rôle des FOS en tant que moyen utilisé aux fins de l'économie d'effort/ de forces dans l'environnement opérationnel contemporain, puis il aborde la relation naissante entre les médias et les FOS.

I N T R O D U C T I O N

En résumé, l'ouvrage renseigne grandement sur la contribution des FOS en général, et sur l'apport de celles-ci dans le contexte canadien en particulier. Il a pour but de mieux faire comprendre cette capacité nationale très importante et d'encourager la discussion sur le sujet.

CHAPITRE 1

HISTOIRE DES FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES DU CANADA

COLONEL BERND HORN, Ph. D.

En octobre 2001, les médias ont critiqué à maintes reprises le ministre de la Défense nationale (min DN) en l'accusant de ne pas suffisamment prêter main-forte à nos amis américains en Afghanistan au lendemain de la tragique attaque terroriste perpétrée contre les deux tours du World Trade Center à New York le 11 septembre 2001, en début de journée. Au cours d'une mêlée de presse, le min DN a finalement révélé que le Canada faisait effectivement sa part. En fait, il a mentionné que des « commandos » canadiens appuyaient les Américains dans le théâtre même.

La révélation a stupéfié la plupart des Canadiens. Effectivement, peu de gens savaient que le Canada avait des « commandos » ou, plus exactement, des Forces d'opérations spéciales (FOS), mais l'annonce disant que de telles troupes spéciales étaient déjà à l'œuvre a suffi pour calmer l'opinion. Malgré tout, une question plus vaste se posait encore : qui étaient ces guerriers de l'ombre? Leur existence faisait l'objet d'un secret bien gardé. Ni les Canadiens, ni qui que ce soit d'autre d'ailleurs, ne savaient grand-chose sur la Deuxième Force opérationnelle interarmées (FOI 2), et encore moins sur toute autre organisation semblable qui avait existé dans l'histoire du pays et dans celle des FOS au Canada.

Fait important, l'existence des FOS du Canada remonte à l'époque des Rangers de l'Amérique du Nord coloniale où, grâce à des raids ou à « l'action directe » et aussi à des missions de reconnaissance spéciale, la nation canadienne naissante a pu jouer dans la cour

des grands, pour ainsi dire, et exercer un effet stratégique au moyen de l'action tactique. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le rôle des FOS s'est accru considérablement avec les interventions de plusieurs unités spécialisées, et au cours de la guerre froide, avec la création du Régiment aéroporté du Canada.

L'organisation de FOS plus modernes au Canada remonte à 1986 avec la mise sur pied du Groupe spécial des interventions d'urgence (GSIU) de la Gendarmerie royale du Canada, chargé de libérer les otages. En 1992, ce rôle a été assumé par les forces armées, et le Groupe a pris le nom de FOI 2. Les forces armées en ont fait une FOS de premier niveau. En 2005, le Général Rick Hillier, alors chef d'état-major de la Défense, a décidé de créer, dans le cadre de la transformation continue des Forces canadiennes, un quatrième service qu'il a appelé Commandement – Forces d'opérations spéciales du Canada. Le 19 avril 2005, il déclare qu'il prévoit « [Traduction] d'intégrer la FOI 2 et tous les éléments habilitants dont elle aurait besoin pour mener des opérations avec succès dans une seule organisation dirigée par un seul commandant¹ ».

C'est ainsi que, le 1^{er} février 2006, le COMFOSCAN est officiellement mis sur pied : la création d'un commandement indépendant, quatrième service des FC, complétait donc l'évolution des FOS du Canada, dont le présent chapitre raconte l'expérience.

LA TRADITION DES RANGERS

Le grand public a été davantage sensibilisé aux FOS par suite des événements du 11 septembre 2001 et de la guerre en Afghanistan. En fait, l'existence d'une unité canadienne d'élite anti-terroriste n'est devenue largement connue qu'après la diffusion d'un reportage des médias affirmant qu'elle se déployait en Afghanistan pour aller y appuyer les Américains. Cependant, les origines des FOS du Canada remontent à très loin dans l'histoire. Après tout, rien ne concrétise plus la notion d'opérations spéciales hardies

que la pratique de « la petite guerre » par les « maraudeurs » canadiens-français pendant la guerre de Sept Ans en Amérique du Nord. Malgré un climat rigoureux et un pays au relief inhospitalier et face à des ennemis farouches et sauvages, les intrépides guerriers canadiens personnifiaient l'audace, le courage et la ténacité. Leurs incursions et leurs raids intrépides derrière les lignes ennemies semaient la terreur chez leurs adversaires autochtones ainsi que chez les colons et les soldats britanniques et américains. En fait, pendant longtemps, ces tactiques ont eu un effet stratégique sur les luttes impitoyables que les adversaires se sont livrés pour conquérir l'Amérique du Nord aux XVII^e et XVIII^e siècles.

Endurcis par l'âpre guerre d'anéantissement menée contre les Iroquois au cours du XVII^e siècle, les Canadiens français ont créé une catégorie de combattants capables de s'adapter aux nouvelles caractéristiques de la guerre dans le Nouveau Monde². En outre, ils ont fait preuve d'une agilité intellectuelle et tactique qui en a fait des maîtres de « l'art du raid » et de ce qui allait plus tard être appelé « opérations de commandos ». En mettant l'accent sur la furtivité, la vitesse, l'action violente, la condition physique et le courage et en menant des opérations avec des alliés amérindiens, ils ont engendré une force qui a réussi à faire des ravages chez leurs ennemis.

Au grand désespoir des Anglais, cette capacité s'est manifestée de façon continue tandis que les deux puissances européennes ennemies se faisaient de plus en plus la lutte pour contrôler l'Amérique du Nord. En bref, les Français comptaient sur les Canadiens inférieurs en nombre pour défendre leur territoire grâce à la conduite efficace d'une guerre distinctement canadienne, c'est-à-dire grâce au recours à de petites escouades de coureurs des bois expérimentés et de partisans qui, au mépris du danger, exécutaient des missions de reconnaissance, tendaient des embuscades et lançaient des raids en territoire anglais³. Ainsi, les

raids déclenchés contre les Anglais dans la baie d’Hudson en 1686, contre les Sénécas dans ce qui est aujourd’hui l’État de New York en 1687, et contre les Iroquois en 1693 et en 1696 et un certain nombre d’attaques dévastatrices contre les colonies anglaises telles que celles de Casco, de Deersfield, de Haverhill, de Salmon Falls et de Schenectady au cours d’une série de guerres livrées entre 1688 et 1761, ont prouvé l’efficacité des « maraudeurs » canadiens-français qui se spécialisaient dans l’exécution de frappes foudroyantes derrière les lignes ennemies.

De nombreux chefs français et canadiens, surtout ceux qui avaient été longtemps exposés à la façon nord-américaine de faire la guerre, ou ceux qui étaient nés et qui avaient grandi au Canada, en sont venus à rejeter la manière européenne conventionnelle de combattre. Ils croyaient plutôt que la technique de guerre optimale reposait sur une force mixte qui faisait appel aux atouts de soldats réguliers (courage, discipline et flair tactique) et à ceux de volontaires et d’Amérindiens (endurance, aptitude à naviguer et à se déplacer en milieu sauvage, adresse au tir), ces derniers misant plus sur l’initiative, l’action indépendante et les tactiques propres aux petites unités que sur des méthodes et des techniques militaires rigides. La peur que les Canadiens engendraient chez leurs ennemis attestait de leur efficacité. Dans leurs analyses, les généraux britanniques et de nombreux observateurs contemporains britanniques ont concédé que les « maraudeurs » canadiens « [*Traduction*] étaient, on le sait bien, les plus dangereux ennemis de tous [...] et d’une qualité égale, sinon supérieure, dans cette partie du monde à celle de troupes aguerries⁴ ».

Les maraudeurs canadiens-français ont eu un effet immense. Un colonel britannique a écrit ce qui suit : « [*Traduction*] J’ai honte du fait que toutes leurs escouades de reconnaissance aient réussi dans leurs missions, tandis que les nôtres échouent toujours⁵. » Cet état de choses trompait continuellement le commandement britannique et le privait de renseignements sur les préparatifs ou

les plans des Français. Naturellement, cela menait souvent à des décisions inopportunes et peu judicieuses aux multiples conséquences désastreuses, qu'il s'agisse de la prise en embuscade d'une colonne britannique ou de la perte d'un fort stratégique⁶. En outre, les ravages, les embuscades et les raids incessants perpétrés par les Canadiens et leurs alliés amérindiens affaiblissaient constamment les Britanniques sur le plan matériel et économique. Aspect tout aussi important, ils imposaient un écrasant fardeau psychologique et moral aux colonies anglo-américaines. Les forces britanniques semblaient incapables de riposter. Elles essayaient défaite après défaite, leurs campagnes et leurs offensives avortaient, et les colonies étaient dévastées. Partout, les Canadiens et les Amérindiens surgissaient comme des fantômes, frappaient comme l'éclair et se retiraient en laissant dans leur sillage les corps mutilés des morts et des mourants. Malgré leur petit nombre, ils infligeaient toujours à l'ennemi des pertes humaines disproportionnellement élevées, et tout cela finissait par paralyser complètement les combattants et les colons anglais⁷.

Le succès total des maraudeurs canadiens-français a obligé les Britanniques à se doter de troupes semblables. Une des premières tentatives faites en ce sens a eu lieu en 1744 en Amérique du Nord, dans le contexte plus vaste de la Guerre de la succession d'Autriche (1740-1748). Pendant ce conflit, les Britanniques présents dans les Maritimes étaient de nouveau la proie des maraudeurs abénaquis et micmacs, alliés des Français. Par conséquent, un « Corps indépendant de Rangers », également appelé « Corps des Rangers néo-écossais », a été mis sur pied en Nouvelle-Angleterre. Deux compagnies ont été recrutées et déployées à Annapolis (Nouvelle-Écosse), en juillet 1744, pour renforcer la garnison. En septembre, une troisième compagnie est arrivée sous la direction du Captain John Goreham.

Goreham avait sous ses ordres 60 guerriers mohawks et métis. Puisque ces derniers connaissaient bien la méthode amérindienne de faire la guerre, ils ont rapidement pris à partie les Français

et leurs alliés amérindiens. Le gouverneur du Massachusetts, William Shirley, félicita Goreham et ses Rangers de leur réussite en déclarant que « la garnison [était] maintenant à l'abri des alertes⁸ ». Plus tard, la majorité des compagnies sont retournées au Massachusetts d'où elles étaient venues et elles ont laissé à John Goreham et à sa compagnie le soin de patrouiller seuls en Nouvelle-Écosse de 1746 à 1748. Ils ont remporté un tel succès que Shirley a écrit : « [*Traduction*] L'immense service que la compagnie de Rangers du lieutenant-colonel Gorham [*sic*] a rendu à la garnison d'Annapolis Royal est une démonstration de l'utilité d'un tel corps⁹. »

Les Rangers de Goreham ont continué à servir le long des frontières instables. Avant le début de la guerre de la Conquête, également connue dans son contexte mondial sous le nom de guerre de Sept Ans (1756-1763), les Rangers de Goreham ont été affectés à la protection des colonies britanniques en Nouvelle-Écosse contre les raids amérindiens. Cependant, une fois la guerre déclarée officiellement, ils ont de plus en plus participé à des opérations militaires, précisément en raison de leur expérience de la guerre irrégulière¹⁰.

Malgré leur succès dans ce conflit, les Rangers de Goreham ont été éclipsés par un autre plan britannique destiné à égaler l'efficacité des maraudeurs canadiens-français dans le théâtre d'opérations du lac Champlain, qui revêtait alors une importance stratégique. Les Britanniques ont fini par créer les légendaires Rangers de Rogers. Au tout début de la guerre, quand le sort semblait défavoriser les Britanniques, les connaissances et l'expérience de Robert Rogers en ce qui concernait les repères et les passages secrets de l'ennemi et la méthode amérindienne de faire la guerre ont vite retenu l'attention de son supérieur, le Major-General William Johnson¹¹. À l'automne 1755, Rogers exécutait de dangereuses missions de reconnaissance loin derrière les lignes ennemies. Ses efforts lui ont rapidement valu une formidable réputation et ont également mené le Major-General William Shirley, alors commandant en chef

C H A P I T R E 1

de l'Armée britannique en Amérique du Nord, à faire valoir ce qui suit :

« [*Traduction*] Il est absolument essentiel au Service de Sa Majesté qu'au moins une compagnie de Rangers soit constamment présente sur le lac George, le lac Iroquois (lac Champlain), le ruisseau des Bois et dans les terres adjacentes [...] pour découvrir les bons itinéraires pour nos troupes, recueillir du renseignement sur les effectifs et les mouvements de l'ennemi, détruire ses dépôts avancés et ses colonies, attaquer de petits groupes à bord de leurs canots sur les lacs, et les tenir constamment sur un pied d'alerte¹². »

Durant l'hiver 1756, les audacieuses incursions de Rogers et de sa petite bande de Rangers non officiels derrière les lignes françaises faisaient régulièrement l'objet des manchettes dans les journaux des colonies. Ces articles redonnaient courage aux Anglais aux abois qui vivaient à la limite des espaces colonisés. En mars 1756, le Major-General Shirley a ordonné à Rogers de mettre sur pied une compagnie indépendante de 60 rangers qui serait distincte des unités provinciales et régulières. C'est pourquoi elle fut appelée Compagnie indépendante des Rangers américains de Sa Majesté (il y en eut plusieurs par la suite). L'unité fut chargée de mener des missions de reconnaissance et de recueillir du renseignement dans le théâtre du lac Champlain et aussi « [*Traduction*] d'affliger les Français et leurs alliés en pillant, en incendiant et en détruisant leurs maisons, leurs granges, leurs casernements, leurs canots, leurs embarcations... d'attaquer par surprise et de détruire leurs convois de provisions sur terre et sur l'eau¹³. »

La réputation et les réussites des Rangers n'ont pas tardé à influencer sur les officiers britanniques. Tous voulaient que des Rangers accompagnent leurs expéditions pour déjouer les Canadiens et les Amérindiens ennemis et pour aider leurs soldats à s'orienter et à

survivre dans l'impitoyable nature sauvage. Il n'y a pas à douter que les « Rangers de Rogers », comme ils en vinrent à être connus partout, aient engendré la tradition des Rangers en Amérique du Nord et fait en sorte qu'elle ne meure jamais. Leurs prouesses et leurs exploits sont devenus légendaires avec le temps, même si le mérite ne leur revient pas toujours. Quoi qu'il en soit, les Rangers américains, dirigés par le très aventurier, très courageux et exceptionnellement tenace Robert Rogers, ont créé une image très romantique qui semblait à la fois symboliser et définir la force.

Ironiquement, les adversaires canadiens de Rogers l'ont supplanté à maintes reprises en lui infligeant régulièrement d'horribles pertes. Le General Jeffrey Amherst et le General Thomas Gage considéraient les Canadiens comme étant supérieurs aux Rangers américains, en raison de leur adresse et de leur discipline¹⁴. En outre, pendant toute cette période, les Rangers de Goreham n'étaient pas oisifs. En 1758, ils ont joué un rôle important dans la capture de la Forteresse stratégique de Louisbourg et, un an plus tard, ils ont pris part au siège de Québec. En fait, à la fin du conflit, le haut commandement britannique disait des Rangers de Goreham, bien que ceux-ci aient été rarement mentionnés auparavant, qu'aucune autre organisation de Rangers ne leur avait été supérieure pendant la guerre¹⁵.

Quoi qu'il en soit, les Rangers canadiens et américains ont essentiellement établi une tradition caractérisée par une attitude aventurière, sinon audacieuse, chez des hommes animés par une agressivité extrême et un esprit toujours offensif. Les Rangers incarnaient donc ainsi des personnages perçus comme des rebelles faisant fi de l'institution et de la mentalité militaires classiques : des hommes capables de s'adapter, robustes et rejetant toute convention dans leur façon de penser et de combattre, des hommes capables de surmonter les pires épreuves et, en dépit d'un milieu inhospitalier et d'un ennemi impitoyable, de mener leurs missions à bien¹⁶.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Cette ténacité allait se perpétuer chez les guerriers canadiens et revivre dans les générations futures. Le chapitre le plus contemporain de l'histoire des FOS au Canada coïncide avec leur expansion spectaculaire au début de la Seconde Guerre mondiale. Essentiellement, les FOS modernes sont en grande partie un phénomène issu de cette époque même. En effet, elles sont souvent nées en temps de crise chez un antagoniste plus faible que l'autre. Elles ont été mises sur pied pour combler une lacune bien précise. Au lendemain des premières victoires allemandes, les Alliés étaient dépourvus de gros équipements, leurs forces armées étaient d'une qualité douteuse et ils étaient sur la défensive dans toutes les parties du monde¹⁷.

Les équipements britanniques brûlaient encore sur les plages de Dunkerque quand le fougueux nouveau premier ministre Winston Churchill a déclaré ce qui suit à la Chambre des communes britannique, le 4 juin 1940 : « [*Traduction*] Nous ne nous cantonnerons pas dans une guerre défensive¹⁸. » Il savait très bien que, pour gagner une guerre, il fallait tôt ou tard passer à l'attaque. En outre, seule une action offensive permet à une armée de procurer à ses soldats et à ses chefs la confiance et l'expérience du combat dont ils ont besoin. Par ailleurs, l'offensive est essentielle pour soutenir le moral de la population et des forces armées. Finalement, l'offensive déplace l'initiative : si l'on frappe son ennemi, celui-ci doit obligatoirement adopter des mesures défensives, ce qui le force à affecter une partie de ses ressources à cette fin.

Cet après-midi-là, Churchill a rédigé une note à son chef d'état-major du Secrétariat du Cabinet de Guerre, le General Hastings Ismay. « [*Traduction*] Le risque d'un débarquement allemand en Angleterre nous préoccupe beaucoup [...] pourquoi ne songerions-nous pas à envisager la même chose contre l'Allemagne? » Et il a alors ajouté : « [*Traduction*] Nous devrions entreprendre

immédiatement l'organisation d'unités de maraudage autonomes et parfaitement équipées¹⁹. » Après tout, disait encore Churchill en réfléchissant, « [il] serait magnifique de faire en sorte que les Allemands soient amenés à se demander où ils vont être frappés la prochaine fois, au lieu que nous soyons forcés par eux à entourer cette île d'un mur, avec un toit par-dessus!²⁰ »

Le 6 juin, Churchill a écrit une autre lettre à Ismay. « [*Traduction*] Il faut dresser des plans, affirmait-il, pour mettre sur pied des troupes de chasseurs qui recevraient un entraînement spécial et pourraient semer la terreur le long de ces côtes, tout d'abord en suivant la politique dite "du boucher et de l'éclair". » Il ajoutait en des termes saisissants : « [*Traduction*] Voir surgir de la mer une main d'acier qui arrache les sentinelles allemandes de leur poste²¹. » Il a alors ordonné brusquement au « Conseil des chefs d'état-major combiné qu'il [lui] apporte des suggestions pour une offensive vigoureuse, hardie et infatigable contre toute la ligne côtière occupée par les Allemands ». Il a aussi demandé de mener loin à l'intérieur des terres, des raids qui laisseraient dans leur sillage « une traînée de cadavres allemands²² ».

LE SPECIAL OPERATIONS EXECUTIVE

Par conséquent, au cours des premières années de la guerre, de multiples organisations et unités d'opérations spéciales, telles que le *Special Operations Executive* (SOE), les commandos, le *Long Range Desert Group* (LRDG), le *Special Air Services* (SAS) et les Rangers américains, pour n'en nommer que quelques-unes, ont été mises sur pied pour porter des coups à la machine de guerre allemande qui semblait invincible.

Un des premiers efforts non conventionnels a pris la forme du SOE, un service secret britannique dont la mission consistait à encourager la guerre subversive dans les territoires occupés par l'ennemi. Il a été formé en juillet 1940, au lendemain de la désastreuse retraite de Dunkerque, alors que l'Angleterre se préparait à

faire face à l'invasion inévitable. Il s'agissait d'un « [Traduction] service secret complet, dont l'existence même ne pouvait être révélée ni au Parlement ni aux médias²³ ». Le SOE a été chargé d'exécuter « [Traduction] toutes les opérations de sabotage, d'organiser la propagande subversive secrète, d'encourager la résistance civile dans les régions occupées, de susciter l'insurrection, d'exécuter des attaques, etc. en Allemagne ou dans les régions qu'elle occupait²⁴ ».

Les Canadiens n'ont pas tardé à apporter leur contribution. Peu de temps après avoir été créé, le SOE a demandé au commandant canadien supérieur outre-mer, le Major-général A.G.L. McNaughton, de lui fournir des volontaires. Plus précisément, il cherchait des Canadiens français pour servir en France, des Canadiens originaires de l'Europe de l'Est pour les Balkans et des Canadiens d'origine chinoise pour mener des opérations en Extrême-Orient. De toute évidence, une fois dotés des paramètres raciaux, linguistiques et culturels voulus et des connaissances appropriées, ces volontaires allaient procurer au SOE, à bien des égards, des agents prêts à entrer en action. Il ne resterait plus qu'à leur enseigner des compétences techniques particulières au cours de l'entraînement.

Les volontaires canadiens, tout comme le reste des hommes et des femmes entraînés pour servir au sein du SOE pendant la Seconde Guerre mondiale, « [Traduction] ont vite appris à oublier tout ce qui se rapportait aux règles de Queensbury et à la guerre dite "civilisée" [...] et on leur a enseigné toute une gamme de techniques de sabotage et de méthodes bizarres pour tuer leur ennemi²⁵ ». En outre, on leur a appris à fond comment conseiller, armer et aider les membres des divers mouvements de résistance dans les pays occupés par l'ennemi.

Comme, en grande partie, l'art et la science des FOS en étaient à leurs balbutiements, il ne faut pas s'étonner que la sélection des agents du SOE ait été peu performante. Au début, elle se limitait à un entraînement de trois à quatre semaines que l'on jugea trop décontracté et inefficace. Bon nombre des candidats à l'entraînement

avaient échoué en fin de parcours, ce qui s'était soldé par un gaspillage de temps et de ressources. Par conséquent, en juillet 1943, on a mis sur pied un jury d'évaluation des candidats (JEC) qui a assujetti ceux-ci à un éventail d'épreuves psychologiques et pratiques pendant quatre jours. De cette façon, on a pu éliminer les volontaires de qualité douteuse tôt au cours du processus. Ainsi, la sélection axée sur le JEC a exigé moins de temps et a produit de meilleurs résultats.

Les volontaires choisis subissaient ensuite un entraînement en plusieurs étapes. Pendant la première étape, on s'assurait que tous les agents étaient dans la meilleure forme physique possible. En outre, on leur enseignait comment se servir avec précision des armes légères qu'utilisaient les alliés et les Allemands et on leur inculquait des compétences sur les explosifs et les techniques de démolition. On leur apprenait également à reconnaître les uniformes et l'équipement allemands. Ensuite, les agents se rendaient au centre d'entraînement des commandos à Arisaig, dans les Highlands occidentaux de l'Écosse, près de l'île de Skye. Les agents s'astreignaient alors à un rigoureux entraînement en campagne et à des exercices de tir avec munitions réelles. À la suite de l'entraînement des commandos venait l'instruction de parachutiste à Manchester. À la fin de l'entraînement de qualification, on séparait les agents en fonction de leurs compétences particulières et on les envoyait dans des centres d'entraînement spécialisés.

La contribution du Canada aux efforts du SOE ne s'est pas limitée à fournir des volontaires. Elle a aussi comporté la mise sur pied de l'École d'entraînement spécial (EES) 103, ou Camp X, qui était située dans une ferme isolée, à l'extérieur de Whitby (Ontario). Le Camp X jouait deux rôles. D'abord, on y entraînait des hommes recrutés au Canada, tels que des Canadiens français et des réfugiés d'Europe de l'Est, destinés à servir avec le SOE en Europe. Ensuite, le Camp fournissait une aide ultra-secrète au service du renseignement extérieur américain; il s'agissait d'une activité qui

ne pouvait avoir lieu aux États-Unis tant et aussi longtemps que ceux-ci se cantonnaient dans la neutralité²⁶.

Le Camp X fut le premier centre d'entraînement d'agents secrets jamais mis sur pied en Amérique du Nord. Il a ouvert ses portes le 9 décembre 1941 et a permis l'entraînement des agents en fonction de leur groupe culturel d'appartenance. Tous les officiers, à l'exception du capitaine-adjutant du Camp, étaient britanniques, mais tous les sous-officiers supérieurs étaient canadiens. Le Camp X a été fermé le 20 avril 1944.

Au cours de la guerre, environ 227 Canadiens ont servi au sein du SOE dans les divers théâtres du conflit. En outre, des Canadiens membres de l'Aviation royale du Canada et d'autres qui faisaient partie d'unités de la Royal Air Force ont eux aussi servi dans les escadrilles de service spécial chargées de larguer des bombes et d'insérer et d'extraire des agents du SOE²⁷. En fin de compte, la valeur du SOE a été immense. Dans un rapport du Commandement suprême du corps expéditionnaire allié (SHAEF) adressé au Comité des chefs d'état-major combiné le 18 juillet 1945, l'état-major du General Dwight « Ike » Eisenhower signalait que, « [*Traduction*] sans l'organisation, les communications, l'entraînement et le leadership fournis par le SOE [...] les mouvements de résistance n'auraient eu aucune valeur militaire²⁸ ».

LA FORCE VIKING

Cependant, le SOE n'a pas constitué le seul effort novateur et non conventionnel. Dans un remarquable exemple d'efficacité militaire, deux jours après que Churchill eut émis sa directive, soit le 8 juin 1940, le General sir John Dill, chef du grand état-major impérial, a reçu l'autorisation de créer les commandos et l'après-midi de ce même jour la Section MO9 du War Office a été mise sur pied. Quatre jours plus tard, Churchill a nommé le Lieutenant-General sir Alan Bourne, Adjutant-General des Royal Marines,

« [*Traduction*] commandant des raids sur les côtes occupées par l'ennemi et conseiller auprès du Comité des chefs d'état-major en ce qui concerne les opérations combinées²⁹ ».

Les hommes attirés par la notion de commandos ont très vite compris la teneur de celle-ci. L'exécution de raids constituait leur rôle premier. En deux mots, ils allaient recevoir l'entraînement de « troupes de choc » capables de collaborer avec la Marine et la Force aérienne. Par conséquent, il leur incombait de capturer des centres de résistance, de détruire les services ennemis, de neutraliser les batteries côtières et d'anéantir par surprise toute force ennemie désignée par un quartier général supérieur³⁰. On a aussi informé ces hommes qu'ils devaient s'habituer à travailler plus, durant des périodes de service plus longues et à bénéficier de repos plus courts que les autres membres des forces armées.

Comme il fallait le prévoir, le concept des commandos a attiré des hommes d'action énergiques et motivés par une même passion, des hommes qui ont rapidement défini les caractéristiques fondamentales des commandos. « [*Traduction*] Ils éprouvaient un sentiment d'urgence et le désir pressant de réaliser un idéal, et chacun était résolu à parvenir aux limites de son endurance physique au nom d'un objectif moral », a expliqué un officier de cette époque. « [*Traduction*] Cette résolution, ajoutait-il, était partagée par chaque membre de la force; or, un degré aussi élevé d'idéalisme collectif n'est pas chose courante chez les soldats en général³¹. » Ensemble, ils ont façonné un « esprit des commandos » caractérisé par la détermination, l'enthousiasme et la bonne humeur, surtout dans des conditions difficiles, l'initiative individuelle et l'autosuffisance et, finalement, la camaraderie³².

Le Canada a mis du temps à réagir au concept des commandos. En outre, l'engagement qu'il avait pris de créer une unité de commandos d'élite pendant la Seconde Guerre mondiale a été éphémère, ce qui trahissait le sentiment national sous-jacent en faveur des unités des FOS. En fait, la création de la « Force Viking » canadienne

a été attribuable à la critique populaire au pays, et à l'occasion qu'offrait le programme britannique des raids. Le Major-général Harry D.G. Crerar, réagissant à la critique populaire et aux pressions du gouvernement qui demandait que les troupes canadiennes entrent dans le jeu – car elles étaient en Angleterre depuis presque deux ans et elles n'avaient toujours pas combattu contre l'ennemi – a pris l'initiative, en sa qualité de commandant intérimaire du Corps d'armée canadien, de s'adresser à son supérieur immédiat, le Lieutenant-General Bernard Law Montgomery, commandant de l'Armée du Sud-Est en Angleterre, au sujet de l'utilisation de troupes canadiennes comme commandos.

Montgomery n'était pas un partisan des FOS, mais pour lui, les raids représentaient un moyen d'insuffler un esprit offensif aux troupes relevant de lui et de leur procurer une expérience du combat. Par conséquent, Crerar n'a pas eu beaucoup à faire pour le convaincre. « [Traduction] Je crois que les occasions se multiplieront de déclencher de petits raids au-delà de la Manche, face au front de l'Armée, a fait valoir Crerar, et que faute d'une réputation acquise au combat, le Corps d'armée canadien se sentirait sans doute fort stimulé si, dans le proche avenir, il réussissait à se faire un nom grâce à ses raids; il se taillerait ainsi une réputation qu'il a très clairement méritée pendant la dernière guerre, soit dit en passant. » Montgomery a répondu que ses « [Traduction] hommes devraient exceller à l'art du raid », et il a autorisé Crerar à exécuter des raids depuis le port de Newhaven³³.

Crerar n'a pas perdu de temps. Le 6 mars 1942, il a discuté des opérations de maraudage avec le directeur des opérations combinées, lord Louis Mountbatten. Celui-ci a tout d'abord hésité à accepter la participation canadienne aux raids, car il estimait qu'elle atténuerait le rôle des commandos britanniques qui avaient le monopole des activités de ce genre. Cependant, il était fort au courant des réalités politiques et il a fait une exception. Il a cependant posé deux conditions aux Canadiens :

C H A P I T R E 1

- a) ils devraient prendre un temps suffisant pour bien se préparer et s'entraîner (il a parlé de six à huit semaines);
- b) les seules personnes mises au courant de l'entreprise seraient le commandant du Corps d'armée, le Brigadier-General Staff (BGS) et un nombre limité de membres de son propre (Mountbatten) état-major³⁴.

Cet après-midi-là, une deuxième réunion entre Crerar, le Brigadier Guy Simonds, qui occupait le poste de BGS, et le Brigadier J.C. Haydon, commandant de la Force de service spécial (FSS), a eu lieu³⁵. Les officiers supérieurs présents ont alors décidé de créer une unité canadienne de 200 commandos qui commenceraient à s'entraîner à la mi-mars.

L'unité canadienne de commandos, appelée « Force Viking », provint de la 2^e Division. En moins de deux semaines, 267 volontaires de la division s'entraînaient à Seaford, dans l'estuaire boueux de la rivière Cuckmere, dans le Sussex. La structure de la Force Viking reprenait celle d'une unité britannique de commandos, mais à une échelle moindre. L'état-major était dirigé par un major et comptait 24 militaires de tous grades. Trente-six autres officiers et soldats composaient l'escadron de soutien (renseignement, transmissions et section médicale). Les 130 autres militaires étaient divisés en deux troupes, chacune comptant cinq officiers et 60 hommes. La Force Viking mettait fortement l'accent sur la puissance de feu. En plus du fusil réglementaire Lee-Enfield de calibre .303, chaque troupe disposait de quatre mitrailleuses légères Bren, de huit mitraillettes Thompson, de deux fusils antichars et d'un mortier de deux pouces.

Quelques jours à peine après le début de l'entraînement, les instructeurs avaient réduit le nombre de volontaires à 190 militaires de tous grades, ce qui correspondait à l'effectif officiel. À partir du 4 avril 1942, des membres de la FSS se sont joints aux hommes

de la Force Viking pour accroître l'intensité de l'entraînement et ils ont commencé à faire de ces derniers des commandos endurcis. Le commandant (cmdt) chargé de faire des néophytes canadiens des commandos dignes de ce nom était le Major Brian McCool, du Royal Regiment of Canada.

L'entraînement s'est intensifié pendant la seconde moitié d'avril 1942. Il comprenait désormais des marches au pas accéléré avec armes et sac à dos de 60 livres, le franchissement de rivières, des sauts dans des sablières à partir de pitons rocheux d'une hauteur de 15 pieds, l'escalade de falaises et des manœuvres de nuit. Pendant ces exercices d'entraînement, si les hommes ne retournaient pas à la plage à temps pour être ramenés à bord du bateau-mère, ils devaient revenir à la nage avec tout leur équipement.

Le 30 avril, Montgomery a rendu visite au Major-général Andrew McNaughton, commandant du Corps d'armée canadien, et ils ont convenu que les Canadiens formeraient la principale force d'attaque dans le cadre d'un raid planifié contre le port français de Dieppe. Le même jour, le quartier général de McNaughton a diffusé une instruction d'entraînement ordonnant d'accroître l'envergure de l'entraînement des troupes devant participer à des opérations combinées. Cette nouvelle instruction visait à couvrir l'entraînement des 4^e et 6^e Brigades en vue du grand raid conventionnel prévu sur Dieppe. Par conséquent, avant même que l'effectif de la Force Viking fût complet, le Brigadier Simonds avait déjà conçu les plans pour l'anéantir. « [Traduction] Les membres des détachements ayant terminé l'entraînement [opérations combinées/commandos], conformément à l'Instruction n° 7, ordonna-t-il, retourneront dans leur unité d'appartenance et serviront de cadres pour élaborer des techniques d'opérations combinées au sein de leur unité³⁶. »

Par conséquent, la Force Viking se retrouva complètement absorbée par les préparatifs de l'Opération *Rutter* (le raid sur Dieppe), et l'entraînement intensif qui avait été réservé à l'élite de la Force

Viking était désormais celui de tous les membres des 4^e et 6^e Brigades. En résumé, le Major McCool et ses officiers sont devenus les instructeurs de ces dernières. À cet égard, de la fin mai jusqu'au début juillet, le cadre des officiers de la Force Viking a contribué d'une façon vitale aux efforts déployés pour aider les deux brigades à maîtriser les compétences exigeantes en vue de la guerre amphibie.

Cependant, comme on insistait pour que les forces conventionnelles assument la responsabilité des raids, il n'était pas surprenant que Crerar écrive le 4 juin 1942 : « [*Traduction*] L'occasion de débarquer sur les côtes ennemies ne nous sera sans doute plus refusée très longtemps. L'entraînement des détachements, des unités et des formations du Corps d'armée canadien dans ce but a déjà progressé jusqu'à un certain point [...] On s'attend à ce qu'il se poursuive jusqu'à ce que chaque formation du Corps d'armée soit entièrement capable de participer pleinement à des opérations comportant le débarquement sur des plages occupées par l'ennemi, ainsi que la capture rapide de "têtes de pont" et le renforcement de ces dernières. » Il terminait sa missive avec une observation révélatrice : « [*Traduction*] Le Corps d'armée canadien ne doit aucunement avoir besoin de faire appel à une aide extérieure et à des unités spéciales de commandos, au stade initial du débarquement sur les plages³⁷. »

La nouvelle approche canadienne était aux antipodes de l'idée originale. La Force Viking devait être un groupe capable d'exécuter des frappes violentes et composé de commandos spécialement entraînés dont le rôle consisterait à infliger des dommages à l'ennemi dans des opérations d'une envergure limitée, en exploitant grandement l'effet de surprise, puis à employer leurs compétences pour se retirer avant que l'ennemi n'ait eu le temps de réagir. Éparpillés dans les bataillons des 4^e et 6^e Brigades lors du fatidique raid sur Dieppe, le 19 août 1942, les commandos de la Force Viking originale n'ont jamais eu la chance d'accomplir ce qu'ils avaient été

entraînés à faire. Dans la foulée du désastreux raid, aucun effort n'a été fait pour reconstituer la Force Viking³⁸.

LES COMMANDOS DE PLAGES DE LA MARINE ROYALE DU CANADA

Toutefois, le raid sur Dieppe a débouché sur la création d'une autre organisation canadienne s'apparentant aux FOS, à savoir les commandos de plage de la Marine royale du Canada (MRC). Leur création a découlé du raid au cours duquel les groupes de plage (« C », « D » et « H ») de la Royal Navy (RN) avaient été chargés de débarquer les troupes et les véhicules des péniches de débarquement, d'organiser des secteurs de « plage » convenables et de les surveiller et de charger les navires utilisables au moment du retrait. Pendant le raid sur Dieppe, les groupes de plage comptaient au départ 200 membres de la Marine, mais 63 d'entre eux ont été tués ou blessés. Par conséquent, il a fallu reconstituer entièrement les trois groupes. Il ne faut pas s'étonner que, peu après le désastre de Dieppe, l'Amirauté ait décidé de donner un nouveau nom au service des groupes de plage pour opérations combinées, qui sont devenus les « Commandos de la Marine ». L'Amirauté a donc ordonné la constitution de 20 unités de commandos de plage pour l'invasion de l'Europe occupée (deux groupes pour chacune des trois divisions d'assaut, un par brigade d'assaut, et une réserve équivalant à 100 pour 100 de l'effectif de combat)³⁹.

La MRC n'a pas tardé à se doter de ses propres unités à cet égard, de sorte qu'à la fin de 1943, elle a créé le commando de plage « W ». L'unité a repris la structure de son équivalent de la Royal Navy et comprenait 84 membres de la Réserve volontaire de la MRC (12 officiers et 72 matelots). Le commando de plage naval était décrit comme suit : « [*Traduction*] C'est une unité spécialement entraînée pour diriger et maîtriser les péniches de débarquement sur les plages [...] et elle a pour mission de manier les navires, les péniches et les barges de débarquement d'un groupe-brigade d'assaut ainsi

que les autres navires, embarcations et barges parvenus jusqu'aux plages en question⁴⁰. » Il incombait aussi aux commandos de plage de neutraliser les obstacles, les mines et les pièges sur les plages.

Le commando de plage « W » de la MRC a été affecté auprès de la Force « J », sur la plage Juno, pendant l'invasion de la Normandie le 6 juin 1944, et il a servi avec bravoure et distinction. Les journaux canadiens ont vite vanté le rôle des commandos de plage, en les décrivant comme étant composés de « [Traduction] Canadiens coriaces, tenaces, combattifs et autonomes⁴¹ ». Le commando de plage « W » a été dissous à la fin d'août 1944.

LE 1^{er} BATAILLON CANADIEN DE PARACHUTISTES

L'histoire des FOS du Canada pendant la Seconde Guerre mondiale n'a pas pris fin avec le raid sur Dieppe. Un mois avant l'attaque désastreuse, une autre organisation s'apparentant aux FOS, et qui s'insère dans la tradition des FOS au Canada, a été créée : il s'agissait du 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes (1 Bon CA para). Bien que les unités aéroportées contemporaines ne soient pas considérées comme faisant partie des FOS, le 1 Bon CA para, comme bien d'autres nouvelles entités aéroportées constituées au début de la Seconde Guerre mondiale, satisfaisait à bon nombre des critères propres aux FOS. Les parachutistes faisaient l'objet d'une sélection particulière, ils recevaient un entraînement spécial et on leur confiait des missions spéciales derrière les lignes ennemies. Ils étaient animés d'un esprit indomptable les rendant aptes à affronter tous les défis. En fait, au tout début, le taux de sélection des candidats aspirant à appartenir au 1 Bon CA para n'était que de 30 pour 100⁴².

Au moment de la création du 1 Bon CA para, les généraux de l'Armée canadienne et l'ensemble des médias ont exposé clairement le genre d'organisation mise sur pied et de personnes qui la composeraient. Robert Taylor, reporter au *Toronto Daily Star*, a brossé le portrait suivant des volontaires : « [Traduction]

Des hommes assoiffés d'action et impatientes de jouer leur rôle, soit celui de la pointe aiguisée et durcie de la dague que l'Armée canadienne s'apprêtait à enfoncer dans le cœur de Berlin⁴³. » Les officiers supérieurs décrivaient les nouveaux parachutistes canadiens comme étant des « super-soldats », et les journaux disaient tous invariablement que les parachutistes volontaires étaient « aussi durs que l'acier » et qu'ils représentaient les soldats les plus coriaces et les plus intelligents de l'Armée canadienne⁴⁴. Un journaliste a écrit ce qui suit : « [*Traduction*] Ce sont des soldats de qualité, voire remarquables, tenaces, passionnés, anxieux de combattre et à l'esprit vif. » Un autre disait : « [*Traduction*] Ce sont les soldats les plus audacieux et aguerris du Canada [...] audacieux parce qu'ils subiront l'entraînement des parachutistes, et aguerris, parce que les parachutistes accomplissent les missions les plus difficiles, dans les endroits les plus dangereux derrière les lignes ennemies⁴⁵. » D'autres encore parlaient de super-hommes : « [*Traduction*] Imaginez des hommes aux muscles d'acier, tombant du ciel suspendus précairement à de minces cordes, prêts à toutes les sortes de combat [...] ces hommes endurcis au maximum qui portaient toujours la tenue kaki⁴⁶. » Un autre journaliste expliquait tout simplement que « [*Traduction*] le parachutiste canadien est un tueur sans peur, doté d'un sang-froid à toute épreuve, calculateur et possédant tous les attributs d'une bombe à retardement⁴⁷ ».

Cependant, il n'en avait pas toujours été ainsi. Au début, les généraux supérieurs avaient rejeté l'idée de créer des unités de parachutistes canadiens en disant que de tels soldats spécialisés n'avaient aucun rôle dans le contexte canadien. Toutefois, au printemps 1942, les Britanniques et les Américains ont épousé sans réserve le concept des forces aéroportées et, quand l'évolution des choses a commencé à favoriser les Alliés, ceux-ci ont rapidement délaissé la défensive au profit de l'offensive. Or, personne n'incarrait mieux l'action brute et agressive que les parachutistes. Très vite, les troupes aéroportées sont devenues une composante déterminante de l'armée moderne. Pour ne pas

C H A P I T R E 1

être laissés pour compte, les commandants militaires supérieurs canadiens ont rapidement abandonné leurs réserves antérieures et ils ont recommandé la mise sur pied d'un bataillon de parachutistes à J.L. Ralston, ministre de la Défense nationale. Celui-ci s'est immédiatement dit d'accord et, le 1^{er} juillet 1942, le Comité de guerre du Cabinet canadien a approuvé la formation d'une unité de parachutistes, soit le 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes.

À bien des égards, l'entraînement de l'unité était novateur pour l'époque et plus exigeant que celui imposé à d'autres troupes de combat. Il mettait davantage l'accent sur les compétences du soldat individuel au chapitre du leadership, du maniement des armes et de la navigation. Les ordres qui concernaient les exercices et les opérations ultérieures étaient toujours donnés aux militaires de tous les grades, de manière que, peu importe les circonstances d'un largage de parachutistes, tous comprenaient la mission et pouvaient exécuter les tâches nécessaires, que des officiers ou des sous-officiers (s/off) supérieurs soient présents ou non. L'unité a donc accordé une importance énorme au courage, à la condition physique, à la ténacité et, par-dessus tout, à l'initiative personnelle.

Comme le Canada n'avait aucun rôle à confier à l'unité quant à la défense intérieure, il l'a offerte au Commandant des Forces territoriales en Angleterre. Les Britanniques ont rapidement accepté l'offre, et le gouvernement a annoncé en mars 1943 que le 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes serait affecté auprès de la 3^e Brigade de parachutistes, au sein de la 6^e Division aéroportée. Le Bataillon a donc combattu dans une formation britannique pendant le reste de la guerre. Ses états de service ont été remarquables. Le Bataillon a toujours mené ses missions à bien et il n'a jamais perdu ou abandonné un objectif après l'avoir conquis. Les parachutistes canadiens ont compté parmi les premiers soldats alliés à atterrir dans l'Europe occupée, ils ont été les seuls Canadiens à participer à la bataille des Ardennes et, à la fin de la

guerre, ils avaient pénétré plus loin en Allemagne que n'importe quelle autre unité canadienne. À n'en pas douter, les membres du 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes, moyennant d'énormes efforts et sacrifices personnels, ont inventé une forme de guerre novatrice et fait preuve de souplesse dans leurs analyses et leurs actions, sans compter leur ténacité inégalée dans leurs attaques audacieuses derrière les lignes ennemies. Le Bataillon a été dissous le 30 septembre 1945 à Niagara-on-the-Lake.

LA 1^{re} FORCE DE SERVICE SPÉCIAL

Fait intéressant, en juillet 1942, au moment même où était créé le 1^{er} Bon CA para, le Comité de guerre du Cabinet canadien a autorisé la mise sur pied d'une deuxième unité de « parachutistes », appelée 2^e Bataillon canadien de parachutistes (2^e Bon CA para). Cependant, ce nom était trompeur : il ne s'agissait pas du tout d'un bataillon de parachutistes, mais plutôt d'une unité de commandos. On avait choisi le nom pour des raisons de sécurité, afin de voiler la véritable nature du mandat opérationnel de l'unité⁴⁸. Le 25 mai 1943, celle-ci a changé de nom en fonction de son rôle et elle s'est dès lors appelée 1^{er} Bataillon canadien de Service spécial; celui-ci constituait l'élément canadien de la Première Force de Service spécial (PFSS) canado-américaine⁴⁹.

Quoi qu'il en soit, la PFSS est née en Angleterre dans le Quartier général des opérations interalliées (QGOI) de lord Mountbatten et avec l'appui personnel du premier ministre Churchill. Sous le nom de code « Opération *Plough* », on prévoyait à l'origine de constituer une guérilla capable d'aller en Norvège attaquer les centrales hydroélectriques et les usines de production d'eau lourde pour perturber ainsi l'industrie de guerre allemande et le programme nazi de fabrication d'armes atomiques⁵⁰. On a aussi songé à envoyer la force détruire les champs pétrolifères de Ploesti, en Roumanie, ou les installations hydroélectriques, en Italie. En définitive, les stratèges ont conclu que, dans n'importe lequel de

ces endroits, une force de frappe surprise non seulement endommagerait l'industrie de guerre allemande vitale, mais accaparerait aussi des forces ennemies qui seraient ainsi obligées de protéger les installations et de poursuivre les membres de la guérilla⁵¹.

Les Américains ont accepté le projet, et le premier ministre Churchill et lord Mountbatten ont très rapidement convaincu les Canadiens d'y prendre part également. C'est ainsi qu'a été créée une formation canado-américaine de la taille d'une brigade dans laquelle les Américains et les Canadiens combattaient côte à côte et portaient le même uniforme américain, au sein d'un commandement militaire entièrement intégré. Il était impossible de distinguer les Canadiens des Américains, et vice-versa. Chaque pays avait des officiers qui commandaient des soldats de l'autre. Au début, les Canadiens ont fourni à la formation 697 soldats, tous grades confondus, ce qui représentait environ le quart de l'effectif total⁵².

Comme ce fut le cas pour le 1^{er} Bon CA para, l'Armée canadienne a pris cet engagement au sérieux et elle a essayé de choisir les meilleurs soldats pour cette entreprise particulière. Le Colonel Robert T. Frederick, commandant américain de la PFSS, a précisé qu'il préférerait que les volontaires canadiens soient choisis parmi « [Traduction] les grades inférieurs et qu'ils soient âgés de 18 à 45 ans, physiquement aguerris et dotés d'un esprit vif, forts et disposés à suivre l'entraînement des parachutistes⁵³ ». Tous les intéressés ont compris qu'une condition physique supérieure, l'expérience, la maturité et la jeunesse constituaient les pierres angulaires sur lesquelles la PFSS serait construite⁵⁴. En outre, Frederick a souligné qu'il était impératif que chaque homme puisse bien travailler seul ou en petit groupe, quelle que fût la situation stratégique ou le théâtre d'opérations. Le fameux correspondant de guerre canadien Ross Munro a écrit que la Première Force de Service spécial « [Traduction] serait la version continentale des commandos de l'Armée britannique ». Il a ajouté : « [Traduction] Quand on choisira les hommes qui la composeront,

C H A P I T R E 1

on mettra l'accent sur la jeunesse, la robustesse et la condition physique⁵⁵. »

Comme la PFSS devait initialement se concentrer sur le sabotage, les raids et les tactiques de guérilla, ses membres ont reçu un entraînement dans une vaste gamme de domaines : parachutisme, démolition, combat sans armes, maniement détaillé des armes, alpinisme et guerre dans l'Arctique. La bonne condition physique est vite devenue le critère de sélection décisif. Seuls les hommes les plus robustes pouvaient terminer l'entraînement. Par exemple, les membres de la PFSS étaient « [*Traduction*] capables de franchir 35 milles par jour à pied dans un terrain accidenté, ou 90 milles sans repos⁵⁶ ».

En effet, la Force devait être prête à se déployer en Norvège le 15 décembre 1942 pour y exécuter une mission ardue et très dangereuse. Par conséquent, même au moment où elle était encore en train de s'organiser, son régime et sa cadence d'entraînement étaient intensifs. Dès leur arrivée, les hommes ont entrepris leur entraînement de parachutiste qui, dans certains cas, n'a duré que 48 heures, comparativement au cours plus normal de trois semaines. En août 1942, le journaliste Don Mason a peint le portrait de la Force que l'on était en train de constituer à Helena (Montana), où elle était basée : « [*Traduction*] La crème des jeunes soldats combattifs du Canada, disait-il, s'entraîne aujourd'hui aux États-Unis pour faire partie des commandos de l'air qui, bientôt, effectueront des raids en Allemagne et au Japon où l'on pensera qu'un cyclone a frappé là où l'on se croyait en sécurité⁵⁷. »

Cependant, vers la fin de 1942, il devint clair que l'opération Plough n'aurait pas lieu en raison de trois obstacles importants. Tout d'abord, quand Frederick a demandé que 750 bombardiers Lancaster lui soient cédés temporairement vers le milieu de janvier 1943 pour insérer sa formation, il s'est immédiatement heurté à un mur. L'intraitable architecte de la campagne britannique de

bombardements stratégiques, le Air Chief Marshal Charles Portal de la Royal Air Force (RAF) a répondu ceci : « [*Traduction*] Il s'agit là de notre meilleur bombardier. [...] si vous pouvez nous montrer comment l'opération *Plough* pourra accomplir à elle seule plus que ce qu'il est possible de faire avec un millier de Lancaster au cours de leurs missions de bombardement, nous envisagerons de mettre les aéronefs à votre disposition⁵⁸. »

Frederick a reçu une autre douche froide quand les stratèges du Commandement des opérations combinées (COC) l'ont renseigné sur le programme de raids des commandos et, élément plus important, sur le travail du SOE du Brigadier Colin Gubbins et sur sa campagne de sabotage en Norvège. Bien que le SOE n'avait jamais entendu parler du projet *Plough*, voire de la PFSS, il avait lui aussi dressé des plans pour saboter la plupart des objectifs que la PFSS devait théoriquement détruire. Aspect digne de mention, le plan de Gubbins nécessitait très peu d'aéronefs et seulement deux ou trois soldats norvégiens sur les lieux de chaque objectif⁵⁹.

Le dernier coup porté au plan du Colonel Frederick l'a été quand il s'est entretenu avec le Major-General Wilhelm von Tange Hansteen, commandant en chef des Forces armées norvégiennes. Celui-ci a froidement informé Frederick que le roi et le premier ministre de la Norvège s'opposaient au concept du projet *Plough*. Ils craignaient que la destruction généralisée des centrales électriques ne cause plus de tort au peuple norvégien qu'aux Allemands. En outre, ils accueilleraient avec plaisir toute aide fournie pour chasser les forces d'occupation allemandes, mais ils ne voulaient pas détruire l'infrastructure industrielle dont dépendait fondamentalement le bien-être économique de la Norvège⁶⁰.

Par conséquent, sans aéronef mis à sa disposition, sans l'appui du pays hôte et en présence d'une autre organisation qui semblait avoir un moyen plus efficace, plus précis et exigeant moins

de ressources pour atteindre le même but, le Colonel Frederick a vite compris que le projet *Plough* était condamné. Tout doute qu'il pouvait encore nourrir à cet égard a promptement été dissipé quand il est retourné à Londres pour s'entretenir avec lord Mountbatten, avant de s'envoler pour Washington (D.C.). Le chef des opérations combinées lui a expliqué franchement que le projet *Plough* ne comptait plus parmi les dossiers pressants. Au War Office, les opérations combinées et tout le concept des raids suscitaient de nombreuses critiques. L'effort allié, fondé notamment sur la puissance des États-Unis et sur la capacité de leur industrie, commençait lentement à renverser le cours de la guerre. Les raids et les activités de subversion, que l'appareil militaire établi n'avait jamais appuyés pleinement, ont été encore plus marginalisés quand des opérations conventionnelles d'envergure, telles que l'invasion de l'Afrique du Nord, ont commencé à prendre forme.

En outre, Mountbatten n'avait aucun moyen d'influer sur la décision concernant l'utilisation des aéronefs et il a admis que le SOE offrait une solution plus économique pour obtenir le résultat souhaité, outre que le prix exigé du gouvernement norvégien en exil à Londres était plus acceptable du point de vue politique. Par conséquent, les deux hommes ont convenu de mettre fin au projet *Plough*. Frederick a rapidement envoyé un message à sa formation à Helena (Montana). Fidèle à son caractère, il s'en est tenu à un texte court et précis :

« [Traduction] Suspendez la préparation de la mission actuelle [...] Le nouveau plan risque de différer considérablement du plan actuel et de ne pas concerner les installations hydroélectriques ou d'autres objectifs industriels [...] Cessez l'entraînement axé sur les installations hydroélectriques et [...] mettez l'accent sur l'instruction tactique générale, notamment sur l'attaque de fortifications, de casemates, de casernements et de concentrations de troupes. Il faudra peut-être modifier les armes utilisées,

C H A P I T R E 1

pour procurer une plus grande puissance de feu à nos unités. Par conséquent, suspendez l'entraînement avec les armes légères, en attendant une décision à cet égard⁶¹. »

Rentré en Amérique du Nord, le Colonel Frederick a mis le General George Marshall, chef d'état-major de l'Armée américaine, au fait de la situation. Il est ensuite parti pour le Montana, sans savoir si la PFSS survivrait, ou si elle serait dissoute. Il incombait maintenant à l'État-major général d'obtenir une décision politique. Le 8 octobre 1942, le chef d'état-major général canadien a envoyé un télégramme au Lieutenant-général McNaughton, commandant des troupes canadiennes outre-mer, pour l'informer de l'évolution récente des choses. Les Canadiens attendaient maintenant que les Américains fassent connaître leurs intentions, avant de confirmer la continuation de leur appui.

Cependant, la lettre du Major-général Murchie contenait quelques indices révélateurs. Les diverses solutions envisagées étaient les suivantes :

- A. Continuer à faire partie de la Force de Service spécial si les Américains le souhaitaient.
- B. Fusionner avec le 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes.
- C. Démanteler la formation et en disperser le personnel.
- D. Faire de la formation un bataillon de parachutistes ordinaire qui servirait au Canada et outre-mer⁶².

Aspect important, Murchie a souligné les effets négatifs des options B, C et D. Il a déclaré que chacune « [*Traduction*] comportait le désavantage d'une publicité non souhaitée sur l'annulation des Forces de Service spécial très publicisées, tout comme les options B et C au sujet de l'apparente réduction de nos plans relatifs aux unités canadiennes de parachutistes⁶³ ».

C H A P I T R E 1

Les Américains ont finalement décidé de conserver la PFSS. Le 17 octobre, le General Marshall a informé le Major-général Maurice Pope, président de l'État-major conjoint du Canada à Washington (D.C.), que l'on avait décidé de conserver la PFSS en tant qu'unité spéciale⁶⁴. Il appartenait dès lors au Canada de confirmer sa participation continue. Dans les milieux militaires, la volonté de demeurer au sein de la PFSS semblait présente, mais en fin de compte, la décision allait relever des autorités politiques⁶⁵. Le Comité de guerre du Cabinet a donc discuté de la question le 28 octobre 1942. D'un point de vue canadien, le gouvernement estimait que la Première Force de Service spécial, une formation « d'élite » avait une valeur opérationnelle négligeable, après l'annulation de sa mission originale. Dans les *Procès-verbaux du Comité de guerre du Cabinet*, on lisait ce qui suit : « [Traduction] On doute que l'unité soit utilisée dans l'avenir en dehors de son rôle de force en attente, mais on recommande d'accepter la proposition américaine [conserver l'unité pour les opérations spéciales] pour symboliser l'étroite coopération existant entre les deux pays⁶⁶. »

Par conséquent, la PFSS est devenue à bien des égards une formation d'infanterie spécialisée capable d'exécuter toute une gamme d'opérations dans à peu près n'importe quel terrain. En août 1943, elle a pris part à l'attaque contre les Japonais dans l'île Kiska. Comme ceux-ci s'étaient déjà retirés des Aléoutiennes, elle est vite revenue sur le continent pour se préparer en vue d'opérations en Italie. Dans ce pays, la PFSS s'est fait un nom par suite de son attaque couronnée de succès contre le Monte La Difensa, position défensive allemande qui semblait imprenable au sommet d'une montagne de 945 mètres (3 100 pieds). Jusque-là, les Allemands avaient repoussé de nombreuses attaques alliées et retardé ainsi l'avance de leur ennemi vers leur principale ligne de défense, la ligne Gustav, et, par conséquent, vers Rome. Le 3 décembre 1943, à la faveur d'un audacieux assaut de nuit comportant l'escalade des falaises arrière de la montagne, que les Allemands considéraient comme étant infranchissables, la PFSS a réussi à s'emparer du

sommet. Cependant, l'assaut et la lutte ultérieure qu'il fallut livrer pour tenir la position au sommet de la montagne en forme de soucoupe et pour conquérir également le sommet voisin, à savoir le Monte La Remetanea, ont coûté très cher à la formation. Après la bataille, la PFSS n'a jamais pu reconstituer son effectif original de troupes spécialisées. Les renforts provenaient tout simplement et directement des réserves normales qui ne recevaient ensuite qu'un entraînement de base sur les armes et les tactiques.

Malgré tout, la PFSS a renforcé sa réputation en février 1944 à Anzio où, en dépit de son armement léger et d'un effectif d'environ 1 200 hommes seulement, tous grades confondus, elle a tenu un long segment (13 kilomètres) du secteur vital qu'était le canal Mussolini. Grâce à des raids nocturnes agressifs, elle a suscité la peur chez l'ennemi, qui croyait faire face à une petite division. Les soldats allemands appréhendaient tellement les raids de la PFSS qu'ils en avaient surnommé les membres « démons noirs ». Dans la poussée qui a suivi, la PFSS a progressé vers Rome. Après la conquête de la ville et une courte période de repos et de récupération, elle s'est emparée de deux îles d'Hyères dans la Méditerranée pour protéger le flanc gauche des troupes qui débarqueraient en août 1944 sur les plages de la Riviera française. La PFSS s'est ensuite jointe au 6^e Groupe d'armées pour prendre part à l'avance dans la France méridionale.

La composante canadienne de la PFSS posait cependant un problème au gouvernement canadien. Faisant face à une pénurie d'hommes et, par conséquent, à une crise de la conscription, le gouvernement canadien a pris une décision simple, vu la nécessité constante de fournir des renforts à la PFSS qui était difficile à administrer et, on pouvait le faire valoir, redondante dans le contexte de la fin de la guerre. Le moment était venu de retirer les Canadiens de la PFSS qui fut donc dissoute à Menton, le 5 décembre 1944.

La dissolution de la PFSS n'a pas été surprenante. À mesure que le cours de la guerre favorisait de plus en plus les Alliés qui, à la fin de 1942, avaient commencé à déployer de grandes armées modernes, les FOS ont évolué pour fournir des capacités particulières que ne possédaient pas les grandes forces armées conventionnelles et remplir des tâches distinctes telles que des missions axées sur l'optimisation des efforts, des raids et des opérations de sabotage destinés à accaparer les forces ennemies. Ces activités ont bientôt été éclipsées par des tâches propres à la reconnaissance stratégique et à la guerre non conventionnelle. Même encore là, la stratégie alliée s'était transformée en une démarche conventionnelle fortement axée sur l'usure et comparable à la progression d'un gros rouleau compresseur écrasant tout sur son passage. Par conséquent, la précision et les capacités spéciales offertes par les FOS n'étaient ni nécessaires, ni appréciées par la plupart des commandants militaires supérieurs.

En définitive, malgré la valeur et la réussite globales des opérations spéciales, les FOS n'ont jamais été pleinement acceptées par l'ensemble de la collectivité militaire⁶⁷. La nature irrégulière des tactiques, l'allure peu conventionnelle, pour ne pas dire canaille, de leurs membres, dont on pensait souvent qu'ils n'observaient ni la discipline ni le décorum militaires, ainsi que le statut quasi indépendant des organisations des FOS paraissaient étranges et désagréables aux yeux des chefs militaires plus traditionnels et conservateurs. Il n'est donc pas surprenant que la plupart de ces organisations aient été dissoutes à la fin de la guerre, comme nous l'avons déjà signalé.

Le Canada n'était pas différent à cet égard. En fait, le Lieutenant-général McNaughton a exprimé clairement ce qu'il pensait des FOS. « [Traduction] J'ai observé avec intérêt ici [en Angleterre] l'organisation de ces unités spéciales appelées commandos, bataillons de soldats à ski et parachutistes », disait-il. Il en était même venu à la conclusion suivante : « [Traduction] Le cycle est toujours

le même : un enthousiasme initial très élevé, le recrutement de bons officiers et hommes de troupe dans les unités régulières, ce qui en distraît et en perturbe d'autres et déséquilibre l'organisation de ces unités. » Par conséquent, il s'est carrément opposé à la formation de telles unités⁶⁸.

LA COMPAGNIE CANADIENNE D'OPÉRATIONS SPÉCIALES AÉROPORTÉES

Fait non surprenant, donc, toutes les unités canadiennes des FOS avaient été dissoutes en septembre 1945, comme nous l'avons déjà dit. Cependant, en 1947, un court souffle d'air a semblé raviver l'idée d'une FOS nationale. D'anciens membres du SOE, de la PFSS et du 1 Bon CA para ont élaboré un plan pour ressusciter une FOS canadienne distincte. Leur méthodologie était aussi obscure que l'unité qu'ils comptaient constituer.

La longue et coûteuse guerre mondiale avait épuisé les ressources du pays, de sorte que le gouvernement, criblé de dettes et fatigué de la guerre, était résolu à se doter d'une armée d'après-guerre qui n'aurait rien d'extravagant. Nonobstant les réalisations portées au crédit des forces armées pendant la guerre, le gouvernement canadien a défini deux critères clairs auxquels son armée de temps de paix devrait satisfaire. Tout d'abord, tous les services des forces armées devaient y être représentés. Ensuite, elle devait avoir pour but primordial de fournir au pays une petite force de militaires professionnels très entraînés et compétents qui, en temps de conflit, pourrait s'accroître et entraîner les citoyens soldats qui iraient au combat. Dans ce contexte, les FOS n'avaient aucune raison d'être.

Tandis que l'Armée canadienne s'affairait fébrilement à démobiliser tout en créant la structure des Forces canadiennes de l'après-guerre, le commandant du petit Centre canadien d'entraînement des parachutistes, à Shilo (Manitoba), a apporté

C H A P I T R E 1

sa contribution à la prochaine étape de l'histoire des FOS du Canada⁶⁹. Il a fait un tri sélectif parmi les anciens membres du 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes, qui avait été dissous, et aussi parmi ceux qui avaient fait partie de la PFSS. En deux mots, il a choisi les meilleurs parmi les soldats qui avaient décidé de rester dans la Force active pour en faire des instructeurs et des membres du personnel dans son établissement d'instruction.

Dépourvus de toute directive de la part du Quartier général de l'Armée canadienne, le commandant et son état-major ont surtout cherché à établir des contacts et à se tenir à jour sur l'évolution des concepts concernant les forces aéroportées. Ces efforts prescients allaient bientôt être récompensés. La perpétuation des liens avec les plus proches alliés du Canada et le souci ardent de se tenir au fait des plus récentes innovations tactiques dans le domaine de la guerre moderne, en particulier dans celui de l'aérotransport, ont finalement engendré le souffle de vie dont les partisans des forces aéroportées et des FOS avaient tant besoin.

Les commandants canadiens observaient ce qui se passait à l'étranger pour se donner une orientation à suivre dans le contexte de l'après-guerre, et cela n'a rien de surprenant. En 1947, donc, une étude du Quartier général de la Défense nationale (QGDN) a révélé que la politique britannique du temps de paix reposait sur l'entraînement et l'équipement de toutes les formations d'infanterie de manière à les rendre aérotransportables. Des discussions avec les alliés ont vite confirmé que les Britanniques et les Américains se réjouiraient de la création au Canada d'un centre des forces aéroportées qui les aiderait à « compléter leurs connaissances », en particulier dans les domaines tels que l'harmonisation des équipements britanniques et américains et la nécessité de mener des recherches expérimentales sur les opérations par temps froid. Aux yeux de ses alliés, le Canada représentait l'intermédiaire idéal.

Les chefs militaires canadiens ont vite compris que la coopération avec leurs plus proches partenaires en matière de défense permettrait au pays de profiter d'un échange de renseignements sur les tout derniers progrès au chapitre de la défense et de la doctrine. Pour les partisans des forces aéroportées et des FOS, un centre d'essais permettrait aux forces armées canadiennes de continuer à être de la partie. En définitive, pour économiser main-d'œuvre et ressources, le QGDN a décrété que l'entraînement des parachutistes et la conduite des recherches auraient lieu au même endroit, dans un seul centre canadien d'entraînement de l'Armée canadienne (AC) et de l'Aviation royale du Canada (ARC). C'est ainsi qu'a été fondée l'École d'entraînement aérien interarmées (EEAI) (*Joint Air School*), à Rivers (Manitoba), le 15 août 1947.

L'EEAI était une façon d'entrer dans le jeu. Il lui incombait de conserver les compétences nécessaires pour mener des opérations aéroportées et, avec une certaine ingéniosité, des opérations spéciales de l'AC et de l'ARC. Aspect plus important, l'EEAI, qui a changé de nom pour s'appeler Centre interarmes d'entraînement aérien du Canada (CIEA), le 1^{er} avril 1949, a planté les graines qui engendreraient plus tard une FOS à part entière⁷⁰.

Le programme caché des partisans des forces aéroportées a rapidement pris racine. Une fois établie la structure permanente de l'Armée canadienne, en 1947, ils ont promptement cherché à accroître l'importance de la capacité aéroportée à l'EEAI en présentant une proposition au printemps pour créer une Compagnie canadienne d'opérations spéciales aéroportées (OSA)⁷¹. Cette nouvelle entité devait être une sous-unité intégrante de la composante de l'Armée canadienne à l'EEAI, et son mandat allait être le suivant : remplir des fonctions pour l'Armée canadienne ainsi que des rôles interarmes et publics tels que mener des travaux de recherche et développement tactiques pour l'AC et l'ARC; exécuter des démonstrations pour contribuer à l'entraînement de l'AC et de l'ARC; combattre les incendies avec des moyens aéroportés; mener

des missions de recherche et de sauvetage; prêter main-forte aux autorités civiles⁷². Cependant, son évolution allait être fort différente de ce que son nom donnait à entendre.

La proposition initiale concernant la sous-unité spéciale prescrivait un rôle clairement défini. L'Armée canadienne, qui parrainait la mise sur pied de la nouvelle organisation, a fait valoir que la mobilité inhérente de la compagnie d'opérations spéciales aéroportées constituerait un atout certain pour l'ensemble du public, aux fins des opérations menées au pays. Dans une évaluation militaire rédigée par ses défenseurs, ceux-ci soutenaient que l'unité était nécessaire en raison des avantages éventuels qu'elle procurerait à la population. Ils expliquaient que la compagnie spécialement entraînée « [*Traduction*] serait une organisation efficace pour sauver des vies et des biens et capable de se rendre n'importe où au Canada, depuis sa base, en dix à quinze heures⁷³ ». En outre, ils ont montré que la compagnie jouerait un rôle essentiel quand il s'agirait d'aider l'ARC à remplir ses missions aériennes de recherche et de sauvetage conformément à l'accord conclu avec l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Le plan d'instruction proposé améliorerait encore plus l'image bienveillante. Le cycle d'instruction comprenait les quatre étapes suivantes : 1. Travaux de recherche et développement sur le plan tactique (activités se rapportant au parachutisme et aux techniques de campagne); 2. Lutte contre les incendies avec des moyens aéroportés; 3. Vols de recherche et de sauvetage; 4. Aide mobile aux autorités civiles (maîtrise des foules, premiers soins, droit militaire)⁷⁴. Il y avait un oubli manifeste, à savoir un entraînement pour commandos ou spécialistes, que le nom de l'unité impliquait naturellement. Après tout, la compagnie canadienne d'opérations spéciales aéroportées empruntait son nom au SAS britannique de l'époque de la guerre, lequel s'était taillé toute une réputation en menant d'audacieuses opérations de commandos derrière les lignes ennemies.

En septembre 1947, la demande d'approbation de la création de la sous-unité a été envoyée au chef d'état-major général adjoint. Aspect important, deux autres rôles lui ont alors été confiés : servir le public en cas de catastrophe nationale et constituer un noyau qui pourrait prendre de l'ampleur et former des bataillons de parachutistes. Cependant, la proposition soulignait également que la compagnie d'opérations spéciales aéroportées devait fournir les effectifs nécessaires au grand programme d'essai et de développement qu'avait entrepris l'Escadre tactique de recherche et développement et des équipes de démonstration pour toutes les démonstrations qui seraient faites au CIEA et en dehors⁷⁵.

À mesure que le soutien en faveur de la sous-unité grandissait, son identité réelle s'est définie plus clairement. Une évaluation des avantages éventuels qu'en retirerait l'Armée canadienne comprenait sa capacité de « [*Traduction*] conserver dans les forces armées du temps de paix les techniques employées par les membres du SAS britannique pendant la guerre⁷⁶ ». Cet élément figurait initialement au bas de la liste des priorités, mais il est vite passé au sommet de celle-ci.

Le QGDN a décrété que la sous-unité serait officiellement mise sur pied le 9 janvier 1948. Une fois cela annoncé, un changement d'orientation spectaculaire est devenu évident. Non seulement son rôle de noyau qui grandirait pour créer des unités aéroportées est devenu primordial, mais aussi la mention autrefois subtile d'une force de combat spéciale est passée à l'avant-plan. Le nouveau mandat régissant l'emploi de la compagnie d'opérations spéciales aéroportées, qui a été confirmé en avril, énumérait les fonctions suivantes dans un ordre de priorité révisé :

- a) fournir une compagnie tactique de parachutistes pour l'entraînement des troupes aéroportées. Cette compagnie doit constituer le noyau qui prendra de l'expansion en

C H A P I T R E 1

vue d'entraîner les trois bataillons d'infanterie pour en faire des bataillons de parachutistes;

- b) fournir un corps de troupes dûment constitué, pour participer aux exercices tactiques et aux démonstrations dans le cadre des cours du CIEA, et des unités de service dans tout le pays;
- c) conserver et faire progresser les techniques propres aux opérations du SAS [commandos] et mises au point pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945);
- d) au besoin, fournir des parachutistes pour appuyer les unités de l'ARC, selon les directives données dans le Plan des opérations aériennes de recherche et de sauvetage;
- e) aider les autorités civiles à combattre les feux de forêt et à faire face aux catastrophes nationales, quand le Quartier général de la Défense l'y autorise⁷⁷.

La transition n'a rien eu de subtil. À l'origine, on avait mis l'accent sur l'aide aux autorités civiles et sur les services à assurer au public; c'était des fonctions qui avaient été attrayantes aux yeux d'un gouvernement fatigué de la guerre et conscient des réalités budgétaires, mais elles perdaient désormais leur priorité (autrement dit, elles étaient totalement marginalisées). Toutefois, cela représentait aussi la réaction initiale de l'Armée canadienne à l'annonce que le gouvernement avait faite en 1946 et pour dire qu'il envisageait de fournir un entraînement aéroporté au Groupe-brigade de la Force active (Armée régulière) et qu'un effectif était en cours de création à cette fin.

La nouvelle entité a été dotée d'un effectif de compagnie : 125 hommes, tous grades confondus. Elle comprenait un peloton de chacun des trois régiments d'infanterie réguliers, soit le

C H A P I T R E 1

Royal Canadian Regiment (RCR), le Royal 22^e Régiment (R22^eR) et le Princess Patricia's Canadian Light Infantry (PPCLI). Tous ses membres étaient des volontaires et bon nombre d'entre eux possédaient une expérience des opérations aéroportées acquise pendant la guerre. Ils avaient été sélectionnés avec soin. Ils étaient tous célibataires et dans une forme physique superbe; ils avaient le sens de l'initiative et de la discipline personnelle et une bonne agilité d'esprit; ils étaient autonomes et ils abordaient les choses avec originalité.

S'il subsistait des doutes quant à l'intention de l'unité, ils ont été vite dissipés quand le Capitaine Guy D'Artois, membre de la PFSS puis du SOE pendant la guerre, en est devenu le commandant adjoint. Cependant, comme on avait du mal à trouver un major qualifié, il a été nommé commandant intérimaire⁷⁸. Après tout, ses titres de compétence étaient impeccables. En avril 1944, D'Artois avait sauté en parachute à Mont Cortevaix (France), endroit qui était alors occupé par les Allemands. Avant la libération du secteur, il avait entraîné 600 partisans, créé le réseau Sylla du maquis, établi une ligne téléphonique protégée de 800 kilomètres et attaqué les troupes d'occupation allemandes à de nombreuses reprises dans sa zone d'opérations (ZO). En outre, il avait communiqué à ses alliés français le goût de la victoire. Ses exploits lui ont mérité l'Ordre du Service Distingué et la Croix de guerre française avec palme qui lui a été décernée par le Général Charles de Gaulle. Ses actions avec le maquis lui ont valu des éloges : « [Traduction] Le Major D'Artois incarne la noblesse par son personnage, sa force et sa stature, mais plus important encore, par sa simplicité et sa gentillesse⁷⁹. »

D'Artois a fait bénéficier de son expérience la Compagnie canadienne d'opérations spéciales aéroportées (CCOSA). Il a entraîné sa sous-unité de parachutistes soigneusement choisis comme s'il s'agissait d'une force spéciale de commandos. Son approche intraitable et sa persistance caractéristique ont vite suscité le « [Traduction] désespoir absolu des officiers supérieurs, à Rivers

[CIEA] ». Les vétérans de la CCOSA ont expliqué que « [*Traduction*] le Capitaine D'Artois ne comprenait pas le sens du mot "non". Il poursuivait son programme d'entraînement, peu importe ce que les autres disaient. » Un autre vétéran s'est rappelé que « [*Traduction*] Guy ne rendait de comptes à personne; il était son propre maître et menait sa propre barque⁸⁰ ».

Cependant, la question est vite devenue théorique. Jusqu'alors, la survie de l'EEAI et de sa capacité limitée d'entraîner des FOS et des troupes aptes à exécuter des opérations aéroportées, comme la représentait la CCOSA, était principalement due au penchant des Britanniques et des Américains pour les forces aéroportées et aérotransportables dans l'après-guerre. Cet intérêt résultait d'un concept de la sécurité fondé sur de petites forces permanentes dotées d'une plus grande mobilité tactique et stratégique. En deux mots, les parachutistes incarnaient la capacité d'intervention opérationnelle du pays. Cela était vital, en raison du Plan canado-américain de sécurité de base (PSB) adopté en 1946 qui obligeait le Canada à fournir une brigade aéroportée/aérotransportable et les moyens de transport aérien nécessaires, dans le cadre de sa contribution à la mise en œuvre de l'accord global de défense continentale. À l'été 1948, la Compagnie d'opérations spéciales aéroportées constituait l'ensemble des moyens opérationnels du Canada au chapitre des forces aéroportées et des FOS. De toute évidence, une décision quelconque s'imposait.

Par conséquent, le chef d'état-major général (CEMG) a ordonné de terminer l'entraînement d'un bataillon d'infanterie pour les opérations aéroportées/aérotransportées avant le 1^{er} avril 1949. Après tout, le PSB exigeait qu'au 1^{er} mai 1949, le gouvernement canadien soit en mesure de déployer une équipe de combat de la taille d'un bataillon prête à faire face immédiatement à une insertion réelle des Soviétiques dans l'Arctique, puis un deuxième bataillon dans les deux mois suivants, et enfin un groupe-brigade complet dans les quatre mois⁸¹. Ceci sonna le glas de la CCOSA.

L'Armée canadienne était alors en train de se doter, enfin, de son groupe-brigade actif et aéroporté/aérotransportable qu'elle a appelé « Force de frappe mobile », ou FFM. Cela eut un effet dévastateur sur la Compagnie canadienne d'opérations spéciales aéroportées. Les divers pelotons hautement entraînés de celle-ci ont fourni le cadre d'instructeurs à chacun des régiments d'infanterie de la Force régulière (le RCR, le R22^eR et le PPCLI) qui ont envoyé à tour de rôle à l'EEAI un groupe d'hommes qui y ont obtenu la qualification de parachutiste avant de retourner dans leur régiment d'appartenance pour y constituer un cadre de spécialistes des missions aéroportées. Le CEMG a rendu officielle la lente dissolution de la CCOSA quand il a annoncé qu'elle ne serait pas reconstituée une fois que le R22^eR aurait terminé son instruction de conversion aux missions aéroportées, car c'était le dernier des trois régiments d'infanterie de la Force active à la recevoir. La dissolution comme telle a été si discrète qu'il n'en existe aucune date officielle. Le personnel de la CCOSA s'est tout simplement dispersé. Malgré tout, elle a joué un rôle vital dans l'histoire des FOS et des troupes aéroportées du Canada. Elle a été le « pont » entre le 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes et les trois bataillons d'infanterie qui ont conceptuellement formé une brigade aéroportée (c.-à-d. la FFM). Ce faisant, elle a perpétué l'esprit des forces aéroportées et conservé les compétences nécessaires propres aux parachutistes. Elle a aussi maintenu, bien que brièvement, le concept d'une force de commandos triés sur le volet et très bien entraînés, capables d'exécuter des opérations spéciales, dans l'esprit des traditions du SOE et du SAS de la Seconde Guerre mondiale.

LE RÉGIMENT AÉROPORTÉ DU CANADA

À ce stade-ci, l'histoire des FOS a fait une pause au Canada. Ni la FFM, ni la Force de défense du Canada qui lui a succédé ne comportait une forme quelconque de FOS. D'ailleurs, on pourrait soutenir que ni l'une ni l'autre ne possédait une véritable capacité aéroportée. Comme toujours, des facteurs extérieurs ont influé sur

les virages organisationnels internes. Au début des années 1960, la notion d'une unité d'intervention rapide et d'une capacité de forces spéciales au sein de l'Armée canadienne a rallié de plus en plus de gens, en grande partie par suite de la présence américaine au Vietnam. En 1966, le Lieutenant-général Jean-Victor Allard, nouveau commandant du Commandement de la Force mobile (FMC) (c.-à-d. l'Armée de terre), a décidé que l'Armée canadienne se doterait d'une capacité semblable. Plus précisément, il souhaitait mettre sur pied une unité entièrement aérotransportable avec tout son équipement, qui se déploierait dans n'importe quel théâtre opérationnel désigné en moins de 48 heures. Le 12 mai 1966, donc, le ministre de la Défense nationale a annoncé que « [Traduction] la FMC comprendrait un régiment aéroporté dont le personnel et l'équipement pourraient être envoyés rapidement dans des zones de danger⁸² ».

Pour le commandant de l'Armée canadienne, le nouveau régiment aéroporté offrait la souplesse et un niveau plus élevé de professionnalisme et de compétences militaires. Il croyait clairement que « cette unité légère sera très tentante pour un jeune homme aimant le danger; donc tous les volontaires peuvent y appartenir. » Le régiment qu'il allait créer serait accessible aux membres des trois armes et constitué exclusivement de volontaires. « Nous avons l'intention, disait-il, d'étudier un peu plus les individus plutôt que de considérer l'unité comme un grand ensemble de troupes, dont certains ne conviennent pas à certaines tâches⁸³. »

Au printemps 1966, le Général Allard, alors chef d'état-major de la Défense (CEMD), a franchi l'étape suivante et s'est mis à parler de la formation qu'il décrivait avec enthousiasme comme étant le nouveau « régiment de commandos aéroportés ». Le Colonel Don H. Rochester a été désigné pour en être le commandant, et on lui a donné une autre année pour en parfaire le « concept d'opération », l'organisation et la structure. Les perspectives semblaient illimitées. Selon le Colonel Rochester, « l'intérêt de l'idée du général

Allard était que cette unité serait complètement différente des autres. Sauf pour les aéronefs, elle serait autonome et comprendrait ses propres unités d'infanterie, de blindés, d'artillerie, de génie, de transmissions et de soutien administratif. » Et il ajoutait : « Tous les membres seraient volontaires et si bien formés dans leur propre service ou arme qu'ils pourraient consacrer leur temps à de l'instruction spécialisée⁸⁴. »

Le Régiment aéroporté du Canada (RAC) a été créé officiellement le 8 avril 1968⁸⁵. Il comprenait un quartier général et un escadron des transmissions aéroportés (80 militaires), deux commandos d'infanterie aéroportés (278 militaires chacun), une batterie d'artillerie aéroportée (80 militaires capables de constituer deux troupes de trois obusiers démontables, ou deux groupes de six mortiers moyens [82 mm]), un escadron aéroporté de campagne (81 soldats) et un commando aéroporté des services (soutien logistique au combat et administration – 89 soldats).

Le mandat du Régiment était impressionnant, voire trop optimiste. Le Régiment devait pouvoir remplir toute une gamme de missions, dont les suivantes : assurer la défense du Canada; se tenir en attente, au service de l'Organisation des Nations Unies (ONU); exécuter des opérations de maintien de la paix; remplir des missions en cas de catastrophe nationale; se charger de missions confiées autrefois aux forces spéciales aéroportées (SAS); exécuter des raids en période de guerre; se charger de l'entraînement des parachutistes des FC. L'Ordonnance d'organisation des Forces canadiennes (OOF) pertinente disait ce qui suit : « [Traduction] Le Régiment aéroporté du Canada a pour rôle de fournir une force capable de se déplacer rapidement pour s'opposer à toute menace ennemie imprévue, ou pour remplir tout autre engagement des Forces canadiennes⁸⁶. » En outre, le commandant de l'Armée canadienne, le Lieutenant-général W.A.B. Anderson, a ordonné à l'équipe de planification du RAC de rendre visite au US Special Forces Centre et au Régiment britannique du SAS pour réunir « [Traduction] les éléments

factuels et autres nécessaires afin d'élaborer son concept⁸⁷ ». Par ailleurs, il a décrété qu'un élément du Régiment devait avoir les compétences voulues pour remplir les tâches suivantes : sauts en parachute en chute libre prolongée (HALO – High Altitude Low Opening); patrouilles en profondeur en territoire ennemi; plongée sous-marine; enlèvement d'obstacles et pose de charges de démolition sous-marines; alpinisme; missions en équipe du genre de celles remplies par les forces de service spécial⁸⁸.

Bien que le régiment ait été en apparence une unité aéroportée conventionnelle, en raison de sa conception même il s'agissait clairement, tant aux termes officiels de l'OOFC pertinente qu'en vertu des directives données par la chaîne de commandement des FC, d'une entité qui devait pouvoir mener des opérations spéciales, telles qu'on les envisageait à l'époque⁸⁹. La capacité de servir comme une FOS était aussi intégrée dans le concept de l'opération tout comme dans le manuel de doctrine qui allait suivre, soit la PFC 310 (1) intitulé *Forces aéroportées, volume 1, Le Régiment aéroporté du Canada*. Sous la rubrique « Opérations spéciales » figurait une longue liste de tâches qui relevaient clairement des forces spéciales, en fonction de leur nature. Plus précisément, le document indiquait que « [Traduction] le Régiment aéroporté du Canada doit être prêt à mener les opérations suivantes pour lesquelles il a reçu un entraînement particulier : perturbation des lignes de communications, destruction d'installations essentielles, opérations de guerre psychologique, missions spéciales de renseignement, missions de récupération, opérations de tromperie, opérations de sécurité intérieure, opérations de contre-guérilla et soutien aux forces paramilitaires locales⁹⁰ ».

Les chefs du RAC étaient conscients de l'accent mis sur les opérations spéciales et ils se souciaient parfois quasi exclusivement de pouvoir exécuter d'audacieux raids s'assimilant à l'action directe des commandos. En outre, comme un certain nombre d'anciens commandants l'ont souligné, si quelque chose se produisait

(p. ex., un incident terroriste), ils savaient que le RAC serait appelé à intervenir; par conséquent, ils s'efforçaient d'inculquer aux soldats les compétences qu'il leur faudrait pour exécuter des opérations spéciales.

La qualité des premiers membres du Régiment était incontestable. Les thèmes officiels de recrutement mettaient l'accent sur les atouts supérieurs du nouveau genre de guerriers. Ils soulignaient que le nouveau parachutiste devait être en excellente condition physique, un expert des armes légères et un spécialiste de la survie. En outre, les exigences faisaient ressortir la nécessité d'être robuste, courageux et doté d'une endurance considérable. En grande partie, et cela ne surprend personne, les candidats étaient des soldats ambitieux, déterminés et énergiques. Les recruteurs ont choisi la crème de la crème dans l'Armée de terre. Seuls les officiers, les sous-officiers et les soldats expérimentés ont été acceptés. Tous les fusiliers qui faisaient partie des commandos devaient posséder l'ensemble des qualifications propres aux caporaux. Cela signifiait qu'ils avaient tous servi dans un bataillon de fusiliers de la Force régulière et que les aspects élémentaires de la vie de soldat n'avaient plus de secret pour eux. Ce qui importait tout autant, c'était que tous étaient en général plus âgés et, dans l'ensemble, plus vieux de caractère. Cet état de choses a permis au Régiment de se consacrer à un entraînement spécialisé qui portait, par exemple, sur les opérations en montagne et les missions d'éclaireur, sur l'art de la patrouille, sur les missions à skis et sur le combat sans armes.

Le RAC a rapidement eu la réputation d'une unité qui entreprenait des missions difficiles, exigeantes et dynamiques. Il a fixé de nouvelles normes de condition physique et de réalisme à l'entraînement. Étant donné son statut de force stratégique capable de se déployer partout dans le monde, le Régiment a voyagé dans tout le Canada, aux États-Unis et dans des lieux exotiques tels que la Jamaïque pour s'exercer à appliquer ses compétences létales. Il

C H A P I T R E 1

s'est entraîné et a fait des échanges avec le SAS britannique, les Rangers et les US Special Forces et la Légion étrangère (France). Au début des années 1970, le Régiment aéroporté était au sommet de sa puissance. Il avait le statut d'une mini-formation, un accès direct au commandant de l'Armée de terre et un effectif accru en temps de paix de 1 044 hommes, tous grades confondus.

Le RAC s'est déployé à Montréal (Québec) pendant la crise d'octobre 1970 déclenchée par le Front de libération du Québec (FLQ) et, quatre ans plus tard, à Chypre, pendant l'invasion de l'île par la Turquie. Cependant, il a fonctionné dans tous les cas uniquement comme une unité d'infanterie conventionnelle. Le 26 novembre 1976, le RAC a déménagé d'Edmonton à Petawawa et a perdu son statut de formation⁹¹. Il est alors devenu une simple unité au sein des FOS auxquelles on venait de confier un nouveau rôle; cela procurait à l'Armée de terre une force de réaction rapide aéroportée/aérotransportable relativement légère au centre démographique du pays. Cette force pouvait être transportée rapidement pour renforcer l'une ou l'autre des brigades sur les flancs aux fins de la sécurité intérieure, pour intervenir dans l'Arctique, ou pour participer à des opérations de l'ONU⁹².

La restructuration a infligé d'autres blessures au Régiment. Son effectif a été considérablement réduit et il a perdu son statut privilégié au sein de l'Armée de terre quant à la dotation en personnel et au droit d'être exempté des missions ordinaires que les autres unités devaient accepter. Par la force des choses, il a commencé à accepter des militaires moins expérimentés dans tous les grades, ce qui a bien sûr entraîné une dégradation de ses capacités. En outre, les chefs supérieurs des FC s'en sont pris à lui de plus en plus, eux qui ne voyaient pas d'un bon œil les « soldats spéciaux », surtout à une époque où les budgets de la défense diminuaient sans cesse.

Malgré l'OOFC sur le Régiment et son statut international de force en attente, le fait qu'il ne s'était jamais déployé ajoutait aux

frustrations de ses membres. Les chefs supérieurs des FC soutenaient que le déploiement du Régiment aurait privé le Canada de sa réserve stratégique. D'un point de vue plus réaliste, le problème était axé sur la composition de l'unité aéroportée elle-même. Elle n'avait ni la mobilité (véhicules blindés et à roues) ni les moyens de soutien nécessaires pour se déployer pendant de longues périodes. Par conséquent, il était plus facile d'envoyer des unités conventionnelles exécuter les opérations, lesquelles étaient toutes de nature conventionnelle, de toute façon.

La réduction de la taille du Régiment à celle d'un bataillon en 1992 a miné encore plus son statut et ses capacités. Malgré tout, en décembre de cette année-là, le RAC s'est déployé en Somalie dans le cadre d'une opération de rétablissement de la paix ordonnée aux termes de la Résolution 794 du Conseil de sécurité. Malheureusement, le Régiment a éprouvé dans le théâtre des problèmes disciplinaires qui ont éclipsé son rendement réel⁹³. Le Régiment a pacifié son secteur en moins de trois mois, ce qui lui a valu les éloges de Hugh Tremblay, directeur des secours humanitaires et de la réhabilitation en Somalie, qui disait à tous ceux qui voulaient l'entendre : « [*Traduction*] Si vous voulez savoir et voir ce qu'il faut faire quand vous êtes ici en Somalie, allez à Beledweyne, parlez aux Canadiens et faites comme eux; imitez les Canadiens, et vos efforts humanitaires seront couronnés de succès dans votre secteur⁹⁴. »

En fin de compte, la mission a néanmoins été redéfinie dans les médias et dans la conscience publique comme ayant été un échec en raison du piètre leadership et des actes criminels d'un petit nombre. L'inexplicable et lamentable meurtre par la torture de Shidane Arone, un ressortissant somalien pris en train de commettre un vol dans l'enceinte du Régiment, a marqué plus que toute autre chose l'opération du RAC en Afrique. Le tollé général et les critiques formulées contre le ministère de la Défense nationale (MDN) par suite de la tentative de camouflage au QGDN, ainsi que les vidéos

diffusées ultérieurement qui montraient des séances d'initiation au sein du RAC, ont engendré une crise gigantesque, et les décideurs supérieurs tant politiques que militaires se sont désespérément mis en quête d'une solution rapide et facile à leurs ennuis. Ils n'ont pas tardé à en trouver une. Dans un communiqué officiel publié dans l'après-midi du 23 janvier 1995, David Collenette, alors ministre de la Défense nationale, a annoncé ce qui suit : « [Traduction] Nos officiers supérieurs militaires croient que le Régiment tel qu'il existe devrait continuer à exister, mais le gouvernement pense le contraire. Par conséquent, aujourd'hui, en vertu des pouvoirs que me confie la *Loi sur la défense nationale*, j'ai ordonné la dissolution du Régiment aéroporté du Canada⁹⁵. »

Tout compte fait, le RAC avait été la seule unité qui avait permis au Canada de mener des opérations spéciales de 1968 à 1993. Le Brigadier-général Cox a exprimé le sentiment général des anciens membres du Régiment : « [Traduction] Dans notre cœur, nous étions les égaux des membres du SAS et des US Special Forces⁹⁶. » En définitive, bien que le Régiment, surtout au cours des dernières années de son existence, n'ait pas eu toutes les caractéristiques d'une FOS à proprement parler, il possédait le mandat officiel (et l'assentiment implicite des chefs supérieurs des FC en ce sens) le chargeant de mener des opérations spéciales, s'il le fallait. En outre, le RAC s'était exercé à remplir des missions nécessitant une action directe (DA) et à exécuter des reconnaissances spéciales. Par ailleurs, il s'entraînait régulièrement et il a opéré des échanges de petites unités avec des FOS américaines et britanniques. Il a donc joué un rôle important dans l'histoire des FOS au Canada.

GROUPE SPÉCIAL DES INTERVENTIONS D'URGENCE

Quoi qu'il en soit, avant même la dissolution du RAC, l'émergence de véritables FOS canadiennes avait commencé à s'opérer. La nature des menaces pesant sur les pays occidentaux industrialisés a changé fondamentalement et soudainement vers la fin des années

1960. La violence politique ou plus précisément le terrorisme, a dès lors été reconnue comme étant une « nouvelle » menace. Les attentats à la bombe, les enlèvements, les meurtres et le piratage aérien ont semblé envahir la scène mondiale. Non seulement au Moyen-Orient, mais aussi en Europe, les pays étaient projetés dans la violence, alors que des terroristes locaux et internationaux livraient une guerre incessante ne respectant aucune frontière ni limite. Le massacre d'athlètes israéliens pendant les Jeux olympiques de Munich (Allemagne de l'Ouest) en 1972, est devenu un des épisodes déterminants de la crise, tout comme l'attentat terroriste de 1975 contre le siège social de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à Vienne (Autriche)⁹⁷.

Cependant, le problème s'est répandu au-delà du conflit et des affrontements politiques au Moyen-Orient. En Allemagne, des entités telles que le groupe Baader-Meinhof (ou Faction de l'Armée rouge) ont semé la mort et la destruction. La Hollande a été assiégée par des terroristes moluquois, et la Grande-Bretagne s'est trouvée aux prises avec l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et le dossier de l'Irlande du Nord. Même en Amérique du Nord, le terrorisme a fait voir ses horreurs. Les Américains ont assisté à une multiplication des groupes radicaux tels que les Weathermen, le New World Liberation Front et le Black Panther Party, pour n'en nommer que quelques-uns. Au Canada, le FLQ a amorcé un règne de terreur qui a abouti à la crise d'octobre de 1970. Par ailleurs, des terroristes étrangers ont importé leurs luttes politiques au Canada et y ont déclenché des attaques contre divers objectifs. Mentionnons ici l'assaut lancé contre l'ambassade de Turquie à Ottawa par trois Arméniens (Armée révolutionnaire d'Arménie), le 12 mars 1985; l'interruption de service du réseau torontois des transports en commun le 1^{er} avril 1985, après réception d'un communiqué envoyé de la part d'un groupe s'identifiant comme étant l'Armée secrète arménienne pour la libération de la terre natale dans lequel le groupe menaçait de tuer des passagers du

C H A P I T R E 1

réseau; l'explosion d'un avion d'Air India au large des côtes irlandaises le 23 juin 1985, date où 329 personnes ont perdu la vie après qu'une bombe posée avant le départ de l'aéroport international de Toronto eut explosé en plein vol.

Rien d'étonnant à ce que, comme bien d'autres pays, le Canada ait décidé qu'il lui fallait sa propre unité de lutte contre le terrorisme⁹⁸. Dans un premier temps, il a créé le Programme « Prise d'otages, Attaques et Sauvetages » (POAS) sous la gouverne de la GRC, en 1982. La petite équipe avait été bien entraînée par des membres de FOS étrangères, mais malheureusement, un imbroglio bureaucratique a empêché la conclusion d'un accord administratif convenable, ce qui a torpillé le projet. La GRC voulait que les agents passent des périodes de trois mois à Ottawa et qu'ils se rendent ensuite pendant un mois et demi dans leur poste d'appartenance. Quant à eux, les gendarmes voulaient une affectation permanente à Ottawa, de manière à pouvoir y déménager leur famille. En fin de compte, les parties n'ont pas pu s'entendre, et les autorités ont mis fin au programme.

Trois ans plus tard, soit en 1985, le gouvernement du Canada ne pouvait plus se cantonner dans l'inaction, étant donné qu'un certain nombre d'attentats terroristes très publicisés avaient été commis en territoire canadien, notamment l'attaque contre l'ambassade de Turquie. Le moment était venu de mettre sur pied sa propre force anti-terroriste. La discussion initiale quant à savoir si la nouvelle force serait militaire ou policière a dégénéré en une lutte entre le CEMD de l'époque et le commissaire de la GRC. Ni l'un ni l'autre ne voulait être chargé de créer la force ou en être le responsable. Le commissaire estimait que l'entité envisagée s'assimilait plus à une unité de commandos militaires qu'à un corps policier. Quant à lui, le CEMD soutenait que les soldats qui seraient formés dans une telle entité risquaient de faire problème : il craignait qu'une fois leur période de service terminée, ils deviennent

immanquablement des mercenaires quelconques, et il ne voulait pas ce genre de retombées. Par conséquent, il ne voulait aucune unité de cette nature dans ses Forces canadiennes⁹⁹.

Finalement, le CEMD a eu gain de cause, car le Solliciteur général croyait que le contre-terrorisme (CT) relevait de la police. Par conséquent, l'année suivante, en 1986, la GRC a créé le Groupe spécial des interventions d'urgence (GSIU) qui comptait 75 membres et qui a constitué la première entité canadienne de libération d'otages (LO)/CT. Le groupe a rapidement réuni son effectif en puisant dans les groupes tactiques d'intervention (GTI) de la police qui existaient déjà dans le pays. Les membres du groupe ont reçu un entraînement complet au début, surtout de la part d'experts internationaux du CT. Le GSIU était constamment occupé, mais il ne s'est jamais déployé pour remplir une véritable mission.

DEUXIÈME FORCE OPÉRATIONNELLE INTERARMÉES

Au début des années 1990, les efforts que le gouvernement fédéral déployait sans arrêt pour combattre son énorme déficit ont entraîné des réductions budgétaires marquées dans tous les ministères et organismes de l'État, et la GRC n'a pas été épargnée. Dans le contexte des compressions financières, la nécessité de verser une prime de temps supplémentaire aux membres du GSIU et le fait que celui-ci devait constamment recourir au transport aérien militaire et à d'autres appuis et que la force existait depuis des années, mais qu'elle ne s'était jamais déployée ont incité les autorités à opérer un changement. En outre, dans l'après-guerre froide, les forces armées étaient prêtes à assumer de nouveaux rôles¹⁰⁰. Bob Fowler, alors sous-ministre, a aidé à convaincre le MDN de se substituer au GSIU. Par conséquent, en février 1992, des hauts fonctionnaires du gouvernement, de la GRC et du MDN ont décidé de céder à une entité militaire les responsabilités de la

C H A P I T R E 1

LO/du CT que le GSIU avait assumées jusque-là, et c'est ainsi que la Deuxième Force opérationnelle interarmées (FOI 2) a vu le jour.

L'unité faisait face à un défi immense. Elle devait choisir et entraîner son personnel, se constituer en tant que telle et parvenir au stade opérationnel avant le 1^{er} avril 1993. En raison de l'échéancier serré, le premier commandant, le Lieutenant-colonel Ray Romses, n'a eu d'autre choix que d'utiliser le modèle du GSIU de la GRC pour la présélection, la sélection et les normes de qualification. La GRC avait deux entités distinctes. Le Centre d'entraînement de Dwyer Hill était dirigé par un inspecteur de la GRC qui s'occupait de l'infrastructure et de l'entraînement. Par ailleurs, le commandement et le contrôle du GSIU même étaient confiés à un autre officier de la GRC. Romses allait cependant se charger à la fois des fonctions opérationnelles et de l'entraînement.

La GRC a entraîné le premier groupe de militaires de la FOI 2. Une fois leur instruction terminée, ces derniers ont formé le cadre d'instructeurs qui s'est ensuite chargé d'entraîner le deuxième groupe et les groupes ultérieurs. Peu à peu, les membres du GSIU de la GRC ont assumé de moins en moins de responsabilités.

L'échéancier était serré, mais la FOI 2 était fin prête à la date fixée, soit le 1^{er} avril. Une cérémonie de passation de commandement et un dîner régimentaire ont eu lieu à Dwyer Hill le 31 mars 1992, pour souligner la cession, par le GSIU de la GRC, de son rôle relatif à la LO et au CT à la FOI 2 des FC. Le lendemain, l'unité entreprenait déjà des tâches opérationnelles.

Dès le départ, le commandant a compris que l'unité était appelée à évoluer. Le GSIU de la GRC s'était contenté de demeurer une organisation policière se limitant strictement aux opérations de LO. En raison des délais serrés, la FOI 2 a dû accepter ce paradigme et la culture policière connexe. Cependant, le rôle « noir » s'accompagnait de la question de l'utilité. Combien de fois l'unité

serait-elle utilisée? Romses savait que cela risquerait de nuire à la conservation des effectifs. En outre, pour que la FOI 2 soit utile à l'ensemble des FC, il faudrait lui trouver un rôle « vert » (FOS).•

L'unité a donc commencé à évoluer du milieu à la fin des années 1990 pour s'orienter davantage vers un rôle militaire propre aux FOS; cependant, la LO et le CT sont demeurés ses principales préoccupations. En 1994, le CEMD a approuvé la croissance de la FOI 2 ainsi qu'une transition qui l'amenait à délaissier un rôle purement axé sur le CT en faveur d'autres missions typiques des opérations spéciales. Par conséquent, l'unité s'est chargée, un peu partout dans le monde, de missions qui ont procuré à ses membres une expérience des lieux étrangers et des occasions de côtoyer des décideurs supérieurs militaires et civils.

L'unité prenait alors de l'ampleur pour se doter d'un élément « vert », comme nous l'avons déjà dit, mais elle continuait de mettre l'accent presque exclusivement sur les compétences dites « noires ». Pendant l'entraînement initial, une « étape verte » correspondait essentiellement à une introduction aux techniques de campagne à l'intention des volontaires n'appartenant pas aux armes de combat. Au sein de l'unité existait aussi une tension entre, d'une part, ceux qui souhaitaient conserver exclusivement le rôle « noir » et la « culture policière » et, d'autre part, ceux qui voulaient voir la FOI 2 devenir davantage une organisation militaire qui s'apparenterait au SAS britannique et à la Force Delta américaine. Des événements extérieurs ont fourni le catalyseur du changement.

Le matin du 11 septembre 2001, des millions de téléspectateurs ont assisté, sidérés, à ce qui se passait à New York. En début de

• L'expression « rôle noir » désigne les tâches typiques du contre terrorisme, tandis que le « rôle vert » renvoie à des missions de niveau I propres aux FOS, par exemple la reconnaissance spéciale et l'action directe.

matinée, un avion de ligne avait heurté de plein fouet les étages supérieurs d'une des tours du World Trade Centre (WTC), dans le quartier des affaires de la ville. Tandis que les observateurs essayaient de comprendre la situation, un deuxième gros avion de ligne est apparu dans le ciel et s'est dirigé sur la deuxième tour du WTC. Peu de temps après, les deux tours se sont effondrées au sol, tuant du coup toutes les personnes prises au piège à l'intérieur. Un troisième avion s'est abattu sur le Pentagone, tuant et blessant des centaines d'autres personnes, tandis qu'un quatrième appareil détourné qui se dirigeait vers Washington (D.C.) s'est écrasé au sol en Pennsylvanie, sans atteindre son objectif, grâce à la bravoure de ses passagers. En tout, près de 3 000 personnes ont été tuées au cours de ces attaques.

À peine quelques jours plus tard, il est devenu clair que les États-Unis recourraient à la force pour frapper les terroristes qui avaient planifié et exécuté l'attaque et aussi ceux qui les appuyaient et s'en faisaient les complices. Oussama ben Laden et son groupe terroriste al-Qaïda, protégés en Afghanistan par le mollah Omar et son gouvernement taliban, ont rapidement retenu l'attention. Les Américains ont évidemment rapidement déclenché une offensive pour chasser les talibans et capturer ben Laden. Pour ce faire, ils ont agi par l'intermédiaire des forces paramilitaires de la Central Intelligence Agency (CIA) et de leurs FOS et collaboré avec l'Alliance du Nord, un mouvement de résistance anti-taliban.

Le Canada n'a pas tardé à appuyer ses alliés américains. Les FC se sont mobilisées pour envoyer des navires, des aéronefs et des forces terrestres soutenir la mission américaine baptisée « Opération *Enduring Freedom* », ou OEF. Le contingent des FC comprenait entre autres une Force opérationnelle spéciale (SOTF) qui s'est déployée dans le cadre de l'OEF et qui relevait du contrôle opérationnel du commandant américain du Combined Joint Forces Special Operations Component Command. L'action directe, les missions

de reconnaissance spéciale et l'exploitation de sites sensibles comptaient parmi ses fonctions¹⁰¹.

La SOTF, qui provenait de la FOI 2, s'est déployée dans le théâtre de décembre 2001 à novembre 2002¹⁰². À ce moment-là, la FOI 2 était une entité peu connue, et son rôle dans le théâtre a été marginalisé au début. « [Traduction] Ils étaient curieux, parce qu'ils [les Américains] ne nous connaissaient pas vraiment », a affirmé un membre de la Force opérationnelle. « [Traduction] Au début, ils disaient de nous : "Hein? La FOI 2?"¹⁰³ »

Il n'a cependant fallu qu'une mission pour en démontrer les compétences et, très rapidement, la FOI 2 est devenue un outil de prédilection. À la fin de la période de service, d'après les autorités militaires américaines, la SOTF de la FOI 2 avait exécuté « [Traduction] 42 missions de reconnaissance et de surveillance et 23 missions d'action directe¹⁰⁴ ». Parmi ses tâches figuraient les suivantes : « [Traduction] s'emparer de hauts dirigeants talibans », occuper des postes d'observation en altitude et ratisser des réseaux de grottes dans les montagnes¹⁰⁵. Le rendement de la SOTF lui a valu la confiance et le respect des commandants américains dans le théâtre, et elle a été chargée de tâches spéciales avec des sous-unités américaines qui avaient été placées sous son contrôle tactique (normalement, il s'agissait de Rangers ou de membres du 82^e Régiment aéroporté et de ressources de l'aviation). En fin de compte, la SOTF de la FOI 2 a exécuté plus de missions que toute autre force spéciale de la coalition affectée auprès du Groupe interarmées multinational pour les opérations spéciales – Sud (CJSOTF-S).

En fait, le Commander Kerry Metz de la Marine américaine, qui était directeur des opérations du CJSOTF-S, a déclaré au Congrès : « [Traduction] Nous avons eu la chance de disposer des meilleures Forces d'opérations spéciales [...] et nous les avons mises au défi d'exécuter des missions dans certains des environnements les

plus hostiles jamais vus par de telles unités. » Il a précisé que « [*Traduction*] certaines de nos équipes de reconnaissance spéciales travaillaient dans les montagnes d'Afghanistan à plus de 10 000 pieds d'altitude pendant de longues périodes et sans se faire ravitailler¹⁰⁶ ». Le commandant du CJSOTF-S, le Rear-Admiral Robert Harward, a tout simplement admis « [*Traduction*] que son équipe de la FOI 2 était celle qu'il préférait entre toutes pour exécuter n'importe qu'elle mission d'action directe¹⁰⁷ ».

La participation de la FOI 2 à l'OEF a sans conteste été un tournant dans son évolution et dans l'histoire des FOSCAN. La valeur de sa contribution ou, aspect plus important, l'effet qu'elle a eu dans le théâtre a renforcé la crédibilité des Canadiens. « [*Traduction*] Nous avons dû faire des pieds et des mains pour entrer dans la collectivité internationale des FOS aux côtés des membres du SAS britannique et de la Force Delta des États-Unis, a expliqué le Colonel Clyde Russell, commandant de la FOI 2 à l'époque, mais une fois que nous avons réussi à nous y tailler une place, nous avons su nous faire valoir¹⁰⁸. »

La participation à l'OEF a aussi mis fin au débat à Dwyer Hill, à Ottawa. Un commandant de détachement de la FOI 2 a expliqué que « [*Traduction*] les attentats du 11 septembre 2001 nous ont propulsés à pleins gaz dans la guerre et nous ont permis de franchir de nombreux obstacles que nous aurions mis des années à surmonter en temps de paix ». Le Brigadier-général Michael Day, un des commandants de la SOTF à l'époque et commandant du Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada au moment de la rédaction du présent article, a déclaré ce qui suit : « [*Traduction*] Au cours de la première année [passée en Afghanistan], la maturité de l'unité a fait des bonds de géant. »

Bref, l'opération a amorcé la croissance des FOSCAN et leur cheminement vers la maturité. « [*Traduction*] Elle nous a permis de passer à un mode cinétique, affirmait Day. Elle a fait voir le lien

qui existait entre, d'une part, le contre-terrorisme et la libération d'otages et, d'autre part, les forces expéditionnaires. » Non seulement elle a revitalisé l'unité, mais elle a aussi mis au jour une capacité internationale très puissante¹⁰⁹. « [*Traduction*] Notre entrée sur la scène mondiale a marqué notre première grande intervention, expliquait le Colonel Russell. D'un point de vue stratégique, l'opération a fait voir aux autorités supérieures comment les FOS pouvaient servir de marqueur stratégique, d'une certaine façon, pendant une crise. » Le Colonel Russell ajoutait ceci : « [*Traduction*] Nous ne prenions pas beaucoup de place, mais nous exercions un effet de taille. Le pays en a tiré beaucoup de crédit. »

Invariablement, les chefs des FOSCAN confirment que la participation de la FOI 2 à l'OEF en 2001-2002 a marqué le franchissement d'une étape majeure pour l'unité et les FOSCAN. « [*Traduction*] Les attentats du 11 septembre et la campagne afghane ont permis au COMFOSCAN de grandir et de devenir une force combattante accomplie, expliquait le Brigadier-général Day. Ces événements ont contribué à former notre capacité de déployer des forces mobiles que nous employons maintenant pour mettre à profit notre capacité de façonner un théâtre. » Il conclut en disant : « [*Traduction*] Notre premier déploiement demeurera le moment décisif qui a défini notre identité¹¹⁰. »

Les commandants des FOSCAN n'ont pas été les seuls à reconnaître l'importance du premier déploiement de la FOI 2 au combat. Le 7 décembre 2004, le secrétaire de la Marine a présenté, au nom du président des États-Unis, George W. Bush, la citation présidentielle d'unité aux membres de la FOI 2 affectés à la Force opérationnelle K-BAR du CJSOTF-S. Des dignitaires américains ont envoyé la demande au Canada pour la faire approuver, avant que la citation ne soit officiellement décernée aux membres des FC. Le MDN a publié un communiqué le lendemain pour annoncer la présentation. La Gouverneure générale du Canada a félicité la FOI 2 le 10 décembre 2004, en diffusant un avis aux médias.

C H A P I T R E 1

Voici le texte de la citation [Traduction] :

Pour avoir manifesté un héroïsme extraordinaire et fourni un rendement remarquable au combat face à l'ennemi, en Afghanistan, du 17 octobre 2001 au 30 mars 2002. Pendant cette période, la Force opérationnelle K-BAR du Groupe interarmées multinational pour les opérations spéciales – SUD, travaillant depuis Oman, d'abord, et ensuite depuis des emplacements avancés disséminés dans les régions méridionales et orientales de l'Afghanistan, a accompli sa mission première qui était de mener des opérations spéciales à l'appui des États-Unis, conformément aux ordres donnés au Commandant du US CENTCOM par l'intermédiaire du Commandement des forces interarmées d'opérations spéciales (JFSOCC), pour détruire, affaiblir et neutraliser les chefs et les forces armées des talibans et d'al-Qaïda (AQ). Pendant son existence de six mois, la FO K-BAR a été l'élément moteur dans le cadre de multiples missions de combat exécutées dans la zone des opérations interarmées multinationales en Afghanistan. Parmi ces missions qui ont établi des précédents et qui comportaient des risques très élevés figuraient les suivantes : missions de recherches et sauvetage; opérations de récupération menées par des plongeurs; arraisonnement de navires dignes d'intérêt pour non-conformité; missions de reconnaissance spéciale et de reconnaissance hydrographique; ESS [exploitation de sites sensibles]; missions d'action directe; arrestation de détenus militaires et politiques; destruction de multiples réseaux de grottes et de tunnels; repérage et destruction de plusieurs camps d'entraînement connus d'AQ; destruction de milliers de livres de munitions ennemies et coordination réussie d'opérations de guerre non conventionnelle pour l'Afghanistan. Les marins, soldats, aviateurs, marines et partenaires coalisés de la FO K-BAR du CJSOTF-S ont obtenu un taux de réussite sans précédent de 100 pour 100 dans toute la vaste gamme des opérations

C H A P I T R E 1

spéciales qu'ils ont menées, malgré des conditions extrêmement difficiles et toujours dangereuses. Ils ont établi des normes repères de professionnalisme, de ténacité, de courage, de brio tactique et d'excellence opérationnelle, tout en manifestant un superbe esprit de corps et en atteignant un niveau maximum de préparation au combat¹¹¹.

Après l'attribution de la citation, les dirigeants ont profité de l'occasion pour louer encore plus les guerriers de l'ombre. Comme l'a déclaré Bill Graham, ministre de la Défense nationale, « [c]ette citation accordée par les États-Unis souligne la capacité exceptionnelle que les Forces canadiennes ont acquise en matière de lutte contre le terrorisme et d'opérations spéciales. » Et il a ajouté : « La FOI 2 a joué un rôle essentiel au chapitre de la contribution canadienne à la guerre contre le terrorisme et demeurera un élément important de notre dispositif de sécurité nationale¹¹². »

De même, le Général Ray Hénault, alors CEMD, a affirmé ce qui suit : « La présentation de la *U.S. Presidential Unit Citation* à des membres de la FOI 2 constitue une importante marque de reconnaissance à l'égard d'un groupe de militaires canadiens extraordinaires dont les exploits ne peuvent normalement pas être soulignés publiquement pour des raisons de sécurité nationale¹¹³. » Il a ainsi conclu : « Les Canadiens devraient être fiers de cette unité militaire canadienne spécialisée¹¹⁴. »

La décision que le gouvernement a prise de doubler la taille de la FOI 2 a elle aussi montré que la mission était importante et que l'on reconnaissait la valeur de la contribution des FOSCAN. Le min DN a vite compris tout l'effet stratégique qu'une FOS, même petite, pouvait produire à un coût relativement faible et il a donc milité en faveur de son expansion¹¹⁵.

Malgré l'effort considérable déployé et les résultats incroyables obtenus, le déploiement initial de la FOI 2 en Afghanistan a pris

fin assez rapidement. À la fin de 2002, les talibans ayant été chassés en grande majorité et le pays entrant dans ce qui semblait être une période de calme relatif, le Canada a retiré toutes ses forces de l'Afghanistan. Cependant, il y est revenu l'année suivante pour contribuer à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), à Kaboul. Dans le cadre de leur redéploiement, les FOS du Canada ont aussi conservé une présence en Afghanistan. Puis, en 2004, une demande formulée par les Américains a incité le Canada à déployer une autre SOTF. Cela n'avait rien de surprenant, étant donné que le rendement de la FOI 2 avait suscité les éloges de l'ambassadeur des États-Unis, Paul Cellucci, qui avait fait la déclaration publique suivante : « [Traduction] La FOI 2 de niveau I du Canada est aussi capable que n'importe quelle autre force spéciale du même niveau dans le monde [et elle] apporte une énorme contribution, chaque fois qu'elle se déploie¹¹⁶. »

Le CEMD, le Général Rick Hillier, et le sous-ministre, D.M. Elcock, étaient fortement en faveur du déploiement de la SOTF. Ils s'expliquaient ainsi : « [Traduction] Le déploiement de Forces d'opérations spéciales canadiennes en Afghanistan rendrait évident notre volonté soutenue de participer activement à la campagne contre le terrorisme et montrerait aussi que nous sommes prêts à porter directement le fardeau avec nos plus proches alliés. » Le déploiement allait aussi dans le sens des objectifs stratégiques permanents des FC dans la guerre mondiale contre le terrorisme (GMCT). Il aiderait le gouvernement de l'Afghanistan à procurer sécurité et stabilité au pays et à travailler à la reconstruction; en outre, il contribuerait à l'élimination d'al-Qaïda, des talibans et d'autres militants anti-coalition, autant d'entités terroristes qui continuaient de menacer la paix et la sécurité internationales. Enfin, il soutiendrait les efforts déployés pour répondre aux besoins humanitaires des Afghans.

Néanmoins, le soutien venant des échelons supérieurs n'était pas surprenant. Après tout, ces personnes connaissaient bien la force

de l'unité. « [Traduction] Une des premières unités auxquelles j'ai rendu visite, confirmait le Général Hillier, a été la Deuxième Force opérationnelle interarmées, notre unité des Forces spéciales basée près d'Ottawa; c'était une unité qui était loin de m'être inconnue, après les nombreuses opérations qu'elle avait menées. » Il ajoutait ce qui suit :

« [Traduction] Les membres de la FOI 2 sont les olympiens des forces armées, notre version des médaillés d'or : ils se chargent des missions les plus difficiles et ils les remplissent avec une compétence et un professionnalisme qui leur ont valu le respect des forces spéciales du monde entier. Tout comme la Force Delta des États-Unis ou le Special Air Services (SAS) britannique, les soldats de la FOI 2 reçoivent les missions les plus dangereuses et les plus exigeantes, qu'il s'agisse de libérer des otages ou de servir de gardes du corps à des dignitaires (tels que moi!), ou encore de fonctionner pendant de longues périodes en territoire ennemi, sans aucune aide¹¹⁷. »

En 2005, la SOTF de la FOI 2 était revenue en Afghanistan pour appuyer l'OEF. Bien que l'engagement initial ait été d'un an, le mandat a été prolongé à maintes reprises jusqu'à l'époque actuelle. La mission est toutefois demeurée essentiellement la même. Le Général Hillier a affirmé que les FOS canadiennes avaient établi une présence sur les champs de bataille de l'Afghanistan et qu'elles réussissaient à perturber les plans des dirigeants talibans¹¹⁸. Il a déclaré ce qui suit : « [Traduction] Nous cherchons à prendre à partie les commandants [talibans] qui orchestrent, facilitent et planifient les attaques et qui paient et dirigent les gens en les incitant à nous attaquer, à attaquer les Afghans ou à attaquer les innocents. » Et il a ajouté : « [Traduction] Nos Forces spéciales se préoccupent grandement de cela [...] Dans un discours récent, j'ai dit que nous avons éliminé du champ de bataille six commandants qui étaient responsables de la mort de 21 soldats canadiens. » Le

C H A P I T R E 1

Général Hillier a continué en affirmant : « [*Traduction*] Eh bien, les choses ont changé : nous avons éliminé sept commandants responsables de la mort de 27 soldats¹¹⁹. »

Les experts canadiens ont corroboré les révélations du Général Hillier. Une équipe qui étudiait les opérations menées dans la province de Kandahar a souligné que « [*Traduction*] les opérations des insurgés en 2007 se caractérisaient de plus en plus par un manque de coordination et une piètre planification, ce que l'on pouvait attribuer à l'efficacité grandissante des Forces d'opérations spéciales de la FIAS ». Les experts donnaient l'explication suivante : « [*Traduction*] Les unités des FOS de tous les pays fournissant des troupes à la FIAS dans le Sud ont été mises à contribution pour appréhender les chefs connus de cellules fabriquant des bombes, les caïds de la drogue, et pour monter un dossier d'accusation contre eux en vue de leur arrestation. Les soldats des FOS canadiennes (et d'autres pays de la FIAS) étaient envoyés en déploiement pour appréhender les suspects. La plupart du temps, s'il s'agissait d'un chef taliban de niveau I, il essayait de s'enfuir en faisant feu de toutes ses armes, et les résultats étaient prévisibles. Par conséquent, la capacité talibane de commandement et de contrôle dans le Sud en 2007 a diminué par rapport à celle de l'automne précédent¹²⁰. »

En outre, les commandants de forces conventionnelles ont aussi parlé de l'influence exercée par les FOSCAN dans le théâtre. Un commandant du groupement tactique canadien a décrit l'effet impressionnant que les FOS avaient dans sa zone d'opérations, à Kandahar. « [*Traduction*] Les attaques des FOS refroidissaient les ardeurs des talibans. Au cours de l'une d'elles, les FOS ont tué un chef important et 16 de ses combattants. Les dirigeants talibans à Kandahar ont senti l'énorme pression exercée par les FOS. Ils se déplaçaient tous les jours, de sorte que nous avons observé une réduction de leurs activités. Leurs plans étaient perturbés, et ils devaient changer de place et fuir¹²¹. »

Or, c'était exactement là l'effet que le CEMD s'attendait à voir sa SOTF des FOSCAN produire. « [*Traduction*] Sans les opérations proactives nécessaires pour poursuivre précisément [les chefs talibans], pour les repérer et pour les attaquer, soulignait le Général Hillier, ils seraient encore en train d'essayer de nous tuer avec leurs forces¹²². » Par conséquent, à mesure que la campagne dans le théâtre d'opérations canadien évoluait entre 2005 et 2011, les missions particulières des FOSCAN ont aussi changé, tout comme leurs tactiques, techniques et procédures (TTP), pour que la SOTF permanente des FOSCAN en Afghanistan produise les effets voulus afin de soutenir les efforts continus de la contre-insurrection.

LE COMMANDEMENT DES FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES DU CANADA

L'expérience vécue en Afghanistan, comme nous l'avons déjà souligné, a marqué un tournant pour les FOSCAN. Très rapidement, la cadence opérationnelle et l'exécution de multiples missions ont clairement mis en lumière des défauts structureaux qui empêchaient la FOI 2 de parvenir à son plein potentiel. Dans une étude de 2003, l'état-major des FOSCAN examinait les leçons retenues à l'issue de la mission de 2001-2002 en Afghanistan. L'étude cernait le besoin de créer au Canada une FOS de niveau II qui soutiendrait les opérations de la FOI 2. Cette demande de ressources supplémentaires n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd.

En février 2005, le Général Hillier, alors CEMD, a fait la déclaration suivante à ses officiers généraux, lors d'un colloque spécial organisé à leur intention à Cornwall (Ontario) : « [*Traduction*] Nous avons besoin de Forces canadiennes intégrées composées d'unités maritimes, aériennes, terrestres et spéciales agissant ensemble pour former un appareil militaire plus efficace¹²³. » C'était la première fois qu'un CEMD parlait des FOS canadiennes comme étant un quatrième élément au sein des FC. Plus tard cette année-là, soit le 19 avril 2005, le Général Hillier a annoncé qu'il comptait

« [Traduction] réunir au sein d'une organisation ayant à sa tête un seul commandant la FOI 2 et tous les éléments dynamisants dont elle aurait besoin pour mener des opérations avec succès¹²⁴ ». Cela allait marquer le franchissement d'une grande étape pour les FOSCAN. Par conséquent, le 1er février 2006, dans le cadre du programme de transformation des FC, le COMFOSCAN a été créé¹²⁵.

La raison d'être du COMFOSCAN a été clairement exprimée : il fallait « [Traduction] développer, mettre sur pied et, au besoin, employer et maintenir en puissance des forces opérationnelles spéciales capables de produire les effets tactiques, opérationnels et stratégiques exigés par le gouvernement du Canada¹²⁶ ». Le Commandement comportait un petit quartier général, la FOI 2, une nouvelle unité de combat de « niveau II » appelée Régiment d'opérations spéciales du Canada (ROSC), le 427^e Escadron d'opérations spéciales d'aviation (EOSA) et la Compagnie interarmées de défense nucléaire, biologique et chimique (Cie IDNBC) qui allait officiellement changer de nom en septembre 2007 pour devenir l'Unité d'intervention interarmées du Canada (UIIC)¹²⁷. Ces diverses entités ont reçu les responsabilités suivantes :

1. FOI 2 – Sa mission consiste à fournir une force capable d'apporter une assistance armée et de produire des effets précis et ciblés dans le contexte du règlement d'un différend qui nuit à l'intérêt national ou qui risque de le faire. Elle met d'abord et avant tout l'accent sur le contre-terrorisme, mais elle remplit aussi d'autres missions de grande importance telles que les missions de reconnaissance spéciale, d'action directe et de défense, de diplomatie et d'aide militaire (DDAM)¹²⁸;
2. ROSC – Sa mission consiste à fournir des Forces d'opérations spéciales à niveau de préparation élevé capables de mettre sur pied et d'utiliser des SOTF pour exécuter des opérations au nom du gouvernement du Canada. Il lui

C H A P I T R E 1

incombe aussi de mener des missions d'action directe, des opérations d'évacuation de non-combattants (NEO) et de DDAM;

3. 427^e Escadron d'opérations spéciales d'aviation – Sa mission consiste à mettre sur pied et à employer l'élément d'aviation intégré des SOTF à niveau de préparation élevé du COMFOSCAN afin d'exécuter des opérations au Canada et à l'étranger. Il accomplit ainsi des missions de CT, d'action directe et de DDAM;
4. UIIC – Sa mission consiste à fournir à point nommé au GC un soutien souple et généralisé en matière de défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN), afin de prévenir, de maîtriser et d'atténuer les menaces CBRN pesant sur le Canada, la population canadienne et les intérêts canadiens. L'unité constitue un élément clé de l'Équipe d'intervention nationale CBRN, et il lui incombe aussi de remplir des missions de CT, de reconnaissance spéciale et de contre-prolifération (CP). Elle assume trois rôles fondamentaux :
 - a. Passer à l'action, quand se produisent des incidents CBRN, avec d'autres éléments de l'Équipe d'intervention nationale CBRNE (Explosifs);
 - b. Constituer un élément intégrant agile de la Force opérationnelle de réaction immédiate (FORI);
 - c. Assurer un soutien spécialisé aux opérations expéditionnaires des FC¹²⁹.

Au début, la FOI 2 constituait le cœur du COMFOSCAN, mais celui-ci a évolué par la suite. Comme l'a expliqué le commandant du COMFOSCAN, le Brigadier-général Mike Day : « [*Traduction*] Nous ne disons pas que nous déployons des unités; nous disons

que nous déployons des Forces d'opérations spéciales qui sont, en fin de compte, des amalgames de toutes les parties du commandement¹³⁰. » À titre d'exemple, citons le cas de la SOTF « Arrowhead », dont la mise sur pied a fait l'objet d'une annonce publique. Cette force opérationnelle n'a pas été créée pour une mission de longue durée, mais plutôt pour permettre aux Forces canadiennes de s'installer dans une zone en crise¹³¹. « [*Traduction*] La FO Arrowhead préparera le terrain à une force opérationnelle spéciale de plus grande envergure, si nécessaire, a expliqué le Brigadier-général Day¹³². » Il a déclaré qu'il incomberait au ROSC de constituer l'équipe de commandement nécessaire pour coordonner l'intervention dans le contexte d'une crise ou d'une mission internationale. Cependant, la force opérationnelle pourrait puiser des soldats dans diverses unités du COMFOSCAN, selon ses besoins, et le personnel affecté à la FO Arrowhead devrait se tenir prêt à partir en permanence¹³³.

Le statut du COMFOSCAN à titre de quatrième arme des FC s'est solidifié quand, le 4 février 2008, le CEMD a accordé à la FOI 2 et au ROSC le privilège de porter des honneurs de guerre. Ce privilège est « accordé aux unités de combat qui ont pour mission d'engager les forces ennemies, de les défaire, de les neutraliser ou de les détruire comme force de combat effective. Seules les unités de combat ont le droit d'être reconnues publiquement par l'octroi d'honneurs de bataille et de distinctions honorifiques pour avoir participé activement à un combat contre un ennemi formé.¹³⁴ » En outre, le CEMD a aussi autorisé le ROSC à perpétuer l'histoire du 1^{er} Bataillon de service spécial du Canada (mieux connu comme étant la composante canadienne de la PFSS). Cela signifiait que le ROSC porterait les honneurs de guerre que la PFSS avait mérités au cours de la Seconde Guerre mondiale¹³⁵.

Cinq ans après sa création, le COMFOSCAN a montré qu'il constitue une capacité nationale intégrale. Il a mené des opérations au Canada et dans les diverses parties du monde et il a toujours

manifesté un haut niveau de professionnalisme et de compétence. Il a procuré au MDN et au GC une capacité sans pareille qui n'existe nulle part ailleurs dans les FC ou dans n'importe quel autre ministère de l'État. « [Traduction] On peut dire à juste titre, je crois, que les Forces d'opérations spéciales du Canada ont prouvé leur valeur à la chaîne de commandement (les Forces canadiennes et le gouvernement du Canada), au point où la question qui se pose n'est pas "Survivront-elles?" ou "Quelle en est la structure?", mais plutôt "Quelle ampleur voulons-nous qu'elles prennent?"¹³⁶ », a soutenu le Brigadier-général Day.

Ce n'était pas des paroles en l'air. D'autres, en dehors du commandement, y ont souscrit également. Le Lieutenant-général (à la retraite) Michel Gauthier, un ancien commandant du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada, a déclaré : « [Traduction] Il n'y a aucune unité aussi agile du point de vue tactique dans le monde. Les FOSCAN sont aussi bonnes que n'importe quelle autre force du genre dans le monde; elles fonctionnent avec efficacité dans des environnements chaotiques et complexes¹³⁷. » Un ancien CEMD, le Vice-amiral Larry Murray, a pour sa part affirmé : « [Traduction] Je ne sais pas où nous en serions aujourd'hui si nous ne nous étions pas dotés des FOS dans les années 1990¹³⁸. »

L'actuel CEMD a apparemment abondé dans le même sens. Le Général Walter Natynczyk a fait l'éloge des réalisations des FOS du Canada et déclaré : « [Traduction] Elles ont fait leurs preuves au cours des 17 dernières années dans des zones de guerre, depuis la Bosnie jusqu'en Afghanistan¹³⁹. » Il a bien souligné que « [Traduction] les unités demeureront essentielles dans l'avenir, [car] la guerre irrégulière, c'est-à-dire la contre-insurrection dont nous sommes témoins en Afghanistan, existe et pourrait exister dans d'autres parties du monde ». Il a également ajouté : « [Traduction] L'atout primordial des Forces d'opérations spéciales, c'est leur capacité très "chirurgicale". Il leur faut un haut niveau de [...] compétence¹⁴⁰. »

CHAPITRE 1

Or, c'est exactement ce qu'a montré l'histoire nationale des FOS au cours des siècles. Depuis l'époque des tout premiers Rangers jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et à la guerre froide, puis jusqu'à la campagne actuelle contre le terrorisme, les FOS canadiennes ont montré qu'elles comptaient parmi les meilleures du monde. Le COMFOSCAN poursuit cette tradition au pays et au front, en Afghanistan et dans d'autres points chauds du globe. En outre, le COMFOSCAN continue d'évoluer et de s'adapter pour être en mesure de faire face aux menaces qui pèseront demain sur le Canada. En fin de compte, le Commandement donne une expression concrète aux mots de sa devise : « *Viam Inveniemus* » (Nous trouverons un moyen).

NOTES

1 *Canada, Canadian Special Operations Command – 2008*, Ottawa, MDN, 2008; *Canada, CANSOFCOM Capstone Concept for Special Operations 2009*, Ottawa, MDN, 2009, p. 8.

2 Voir Bernd Horn, « La Petite Guerre: A Strategy of Survival », dans B. Horn (sous la dir. de), *The Canadian Way of War. Serving the National Interest*, Toronto, Dundurn, 2006, p. 21-56; Bernd Horn, « Marin et Langis, éminents spécialistes de la "petite guerre" », dans Bernd Horn et Roch Legault (sous la dir. de), *Le leadership militaire canadien-français : continuité, efficacité et loyauté*, Kingston, Presse de l'Académie canadienne de la Défense, Toronto, Dundurn, 2007, p. 55-90; Bernd Horn, « Only for the Strong of Heart: Ranging and the Practice of *La Petite Guerre During the Struggle for North America* », dans B. Horn (sous la dir. de), *Show No Fear: Daring Actions in Canadian Military History*, Toronto, Dundurn, 2008, p. 17-64; B. Horn, « Terror on the Frontier: The Role of the Indians in the Struggle for North America », dans B. Horn (sous la dir. de), *Forging a Nation: Perspectives on the Canadian Military Experience*, St. Catharines, Vanwell Publishing Ltd., 2002, p. 43-64.

C H A P I T R E 1

3 Avec une population de tout juste 60 000 âmes, la Nouvelle-France risquait de se faire avaler par son voisin du Sud plus fort, à savoir les colonies anglaises qui comptaient environ 1 500 000 habitants. La menace était considérable. Pendant les guerres contre les Français et les Amérindiens (guerre de la Conquête), la population des colonies anglaises était près de 25 fois plus nombreuse que celle de la Nouvelle-France. George F.G. Stanley, *Nos soldats : l'histoire militaire du Canada de 1604 à nos jours*, Montréal, Les éditions de l'Homme, 1980, p. 103; W.J. Eccles, « Les forces armées françaises en Amérique du Nord pendant la guerre de Sept Ans », dans *Dictionnaire biographique du Canada [DBC], volume III, de 1741 à 1770*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, p. xxi; Robert Leckie, *A Few Acres of Snow - The Saga of the French and Indian Wars*, Toronto, John Wiley & Sons, 1999, p. 103; A. Doughty, *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*, vol. I, Québec, Dussault & Proulx, 1901, p. 158.

4 Impartial Hand, *The Contest in America Between Great Britain and France with Its Consequences and Importance*, Londres, Strand, 1757, p. 128. L'auteur souligne aussi que les Amérindiens et les Canadiens se déplacent sans bagages, subviennent à leurs besoins avec leurs provisions et les produits de la forêt et « [Traduction] font plus [...] que nos troupes qui sont de quatre à cinq fois plus nombreuses ». *Ibid.*, p. 138. Voir aussi W.J. Eccles, *The French in North America 1500-1783*, Markham (Ontario), Fitzheny & Whiteside, 1998, p. 208; Edward P. Hamilton (sous la dir. de), *Adventures in the Wilderness. The American Journals of Louis Antoine de Bougainville, 1756-1760*, University of Oklahoma Press, 1990, p. 333; M. Pouchot, *Mémoires sur la dernière guerre de l'Amérique septentrionale entre la France et l'Angleterre, tome I*, Yverdon, 1781, p. 34.

5 Walter O'Meara, *Guns at the Forks*, Pittsburg, University of Pittsburg Press, 1965, p. 85. Voir aussi Stephen Brumwell, *Redcoats: The British Soldier and War in the Americas, 1755-63*, Cambridge, University of Cambridge, 2002; Ian K. Steele, *Guerillas and Grenadiers*, Toronto, Ryerson Press, 1969.

6 « Memoir on the Defense of the Fort of Carillon », *The Bulletin of the Fort Ticonderoga Museum*, vol. 13, n° 3, 1972, p. 200-201; Ian K. Steele, *Betrayals. Fort William Henry & the Massacre*, New York, Oxford

CHAPITRE I

University Press, 1990, p. 96; Fred Anderson, *Crucible of War*, New York, Vintage Books, 2001, p. 187.

7 Les attaques déclenchées en profondeur dans le territoire britannique pendant la guerre de Sept Ans ont constamment perturbé les plans de campagne des Britanniques et cantonné ceux-ci sur la défensive de l'été 1755 jusqu'en 1758. En outre, elles ont ravagé les colonies les plus éloignées, les économies et le moral de la population. Les raids terrorisaient les colons et immobilisaient des troupes nombreuses, qui étaient chargées de protéger l'arrière. Les dirigeants politiques ne pouvaient ignorer le désespoir des colons. Les incursions menées en Virginie ont à elles seules incité le gouverneur de l'État à mettre sur pied dix compagnies de miliciens, soit 1 000 hommes en tout, pour assurer la défense intérieure. De même, la Pennsylvanie a formé 1 500 soldats provinciaux et construit une série de forts qui allaient du New Jersey au Maryland, l'objectif étant d'essayer de gêner les maraudeurs. Voir la lettre du General Shirley au Major-General Abercromby, 27 juin 1756, Public Records Office (PRO), War Office (WO) 1/4, Correspondence, 1755-1763. Voir aussi Robert C. Alberts, *The Most Extraordinary Adventures of Major Robert Stobo*, Boston, Houghton Mifflin Company Boston, 1965, p. 152. Voir également Anderson, p. 637; Leckie, p. 101; Lettre de William Shirley (New York) au Secrétaire principal de la guerre, 20 décembre 1755, PRO, WO 1/4, Correspondence, 1755-1763; H.R. Casgrain (sous la dir. de), *Lettres du Chevalier De Lévis concernant La Guerre du Canada 1756-1760*, Montréal, C.O. Beauchemin & Fils, 1889, p. 75; Steele, *Guerillas and Grenadiers*, p. 24; le Comte Gabriel de Maurès de Malartic, *Journal des Campagnes au Canada de 1755 à 1760*, Paris, Librairie Plon, 1902, p. 52-53 et p. 232; O'Meara, p. 161.

8 *DBC, vol. III*, p. 279.

9 *Ibid.*, p. 280.

10 *DBC, vol. IV, 1771-1800*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 332.

11 Rogers était un contrebandier avant la guerre. L'ouvrage par excellence sur Robert Rogers et ses Rangers est celui de Burt G. Loescher, *The History of Rogers Rangers. Volume I The Beginnings Jan 1755 - 6 April*

C H A P I T R E 1

1758, Bowie (Maryland), Heritage Books, Inc., 1946, réimpression en 2001, et *Genesis Rogers Rangers. Volume II - The First Green Berets*, San Mateo (Californie), 1969. Réimpression : Bowie (Maryland), Heritage Books, Inc., 2000. Voir aussi John R. Cuneo, *Robert Rogers of the Rangers*, New York, Oxford University Press, 1959; DBC, vol. IV, 1771-1800, p. 735-740; Timothy J. Todish, *The Annotated and Illustrated Journals of Major Robert Rogers*, Fleischmanns (N.Y.), Purple Mountain Press, 2002; *Warfare on the Colonial American Frontier: The Journals of Major Robert Rogers [Rogers' Journal] & An Historical Account of the Expedition Against the Ohio Indians in the year 1764, Under the Command of Henry Bouquet, Esq.* (Réimpression à partir d'une édition originale de 1769, Edition – Bargarville [IN], Dreslar Publishing, 2001).

12 Cuneo, p. 33.

13 Voir *Rogers' Journal*, p. 13-14; Loescher, vol. 1, p. 63-64 et 87; Brumwell, p. 213; Cuneo, p. 32-33.

14 Cité dans René Chartrand, *Le patrimoine militaire canadien, tome II, 1755-1871*, Montréal, Art global, p. 49; Lettre de Thomas Gage à Amherst, Albany, 18 février 1759, PRO, WO 34/46A, Amherst Papers.

15 Voir DBC, vol. IV, p. 332; Chartrand, *Le patrimoine militaire canadien, tome II*, p. 49.

16 Ironiquement, malgré l'utilité apparente et la réussite incontestée des Rangers et en dépit du fait que l'on faisait constamment appel à leurs services, les militaires dont les tâches et fonctions s'apparentaient aux leurs ne les ont jamais acceptés entièrement. Pendant la guerre, ils n'ont jamais fait officiellement partie de l'effectif de l'Armée britannique. Qui plus est, leur discipline relâchée, leur allure négligée, pour ne pas dire désordonnée, ainsi que leur manière de faire la guerre étaient tout simplement inacceptables aux yeux de la plupart des officiers britanniques. « [Traduction] J'ai bien peur, disait lord Loudoun en se plaignant, que l'on me blâme pour les compagnies de Rangers. » Cité dans Loescher, vol. 1, p. 164.

17 Les dernières troupes britanniques ont été évacuées des plages de Dunkerque le 2 juin 1940; 54 000 soldats français l'ont été les 3 et 4 juin.

C H A P I T R E 1

L'Amirauté britannique a estimé que 338 226 hommes ont été évacués entre le 26 mai et le 3 juin. Les Britanniques ont abandonné 2 000 canons, 60 000 camions, 76 000 tonnes de munitions et 600 000 tonnes de carburant et d'approvisionnements. Cesare Salmaggi et Alfredo Pallavisini, *La Seconde Guerre mondiale au jour le jour : 2 194 jours de guerre*, Paris, Presses de la Cité, 1988, 4 juin 1940; I.C.R. Dear (sous la dir. de), *The Oxford Companion to World War II*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 312 -313. Dans un autre ouvrage, on lit que les Britanniques ont perdu 475 chars, 38 000 véhicules, 12 000 motocyclettes, 8 000 téléphones, 1 855 télégraphes, 7 000 tonnes de munitions, 90 000 fusils, 1 000 canons lourds, 2 000 tracteurs, 8 000 mitrailleuses Bren et 400 canons antichars. Le 6 juin, le Cabinet de Guerre a appris qu'il y avait, dans l'ensemble du Royaume-Uni, moins de 600 000 fusils et seulement 12 000 mitrailleuses Bren. John Parker, *Commandos. The Inside Story of Britain's Most Elite Fighting Force*, Londres, Headline Book Publishing, 2000, p. 15. Selon une autre source, les pertes étaient les suivantes : les approvisionnements et l'équipement de 500 000 hommes, une centaine de chars, 2 000 autres véhicules, 600 canons et de grosses quantités de munitions. A.J. Barker, *Dunkirk: The Great Escape*, Londres, J.M. Dent & Sons Ltd., 1977, p. 224. Un des grands problèmes que comporte le calcul des quantités est attribuable à la catégorisation même des équipements.

18 Cecil Aspinall Oglander, *Roger Keyes. Being the Biography of Admiral of the Fleet Lord Keyes of Zeebrugge and Dover*, Londres, Hogarth Press, 1951, p. 380.

19 *Ibid.*, p. 380.

20 Cité dans John Terraine, *Lord Louis Mountbatten, Comte de Birmanie, Amiral de la Flotte : sa vie et son époque*, Paris, Presses de la Cité, 1979, p. 118.

21 Hilary St. George Saunders, *The Green Beret. The Story of the Commandos*, Londres, Michael Joseph, 1956, p. 118.

22 Winston S. Churchill, *Mémoires sur la Deuxième Guerre mondiale, tome II. L'heure tragique*, Paris, Plon, p. 259. Voir aussi Colonel J.W. Hackett, « The Employment of Special Forces », *Royal United Services Institute*

C H A P I T R E 1

(RUSI), vol. 97, n° 585 (février 1952), p. 28. Churchill a plus tard envoyé au président Franklin D. Roosevelt une note qui révélait sa pensée : « L'essence de la défense, disait il, est d'attaquer l'ennemi, de lui sauter à la gorge et de tenir jusqu'à ce que la vie l'abandonne. » Cité dans William Stevenson, *Nom de code : Intrepid*, Montréal, Nouvelles éditions de poche, 1979, p. 181.

23 William Mackenzie, *The Secret History of SOE*, Londres, St Ermin's Press, 2000, p. xvii.

24 *Ibid.*, p. 754. Le SOE menait des opérations partout dans le monde, sauf en Union soviétique. Il comportait deux divisions : l'une fournissait les éléments nécessaires (p. ex., argent, vêtements, faux papiers, entraînement, armes, chiffres et transmissions), et l'autre exécutait les missions.

25 Denis Riggin, *SOE Syllabus. Lessons in Ungentlemanly Warfare, WWII*, Londres, Public Records Office, 2001, p. 1.

26 *Ibid.*, p. 11. Une fois les États-Unis entrés en guerre, le deuxième rôle est devenu le plus important. Le Camp X et son personnel ont aidé de nombreux Américains de l'Office of Strategic Services (OSS) et de l'Office of War Information à mettre sur pied leurs propres écoles et à former leur propre personnel. L'OSS a été créé en juin 1942. Ce fut la principale organisation américaine du renseignement dans tous les théâtres pendant le reste de la Seconde Guerre mondiale. C'était l'équivalent américain du service de renseignement britannique MI6 et du SOE. Voir aussi Lynn Philip Hodgson, *Inside Camp X*, Port Perry (Ontario), Blake Book Distribution, 2000.

27 Roy MacLaren, *Derrière les lignes ennemies : les agents secrets canadiens durant la Seconde Guerre mondiale*, Montréal, Lux, 2002, p. 184, 208, 240-241. Environ 3 226 personnes, y compris les employés civils et les agents de toutes les armes, étaient au service du SOE en 1942. Le 30 avril 1944, l'effectif total comptait 11 752 membres. Mackenzie, p. 717-719.

28 Cité dans Peter Wilkinson et Joan Bright Astley, *Gubbins & SOE*, Londres, Leo Cooper, 1997, p. i. Le SOE a été démantelé en janvier 1946.

C H A P I T R E 1

29 *Combined Operations. The Official Story of the Commandos*, New York, The Macmillan Company, 1943, p. 16; Aspinnall Oglander, p. 381.

30 « Hand-out to Press Party Visiting The Commando Depot Achnacarry, 9-12 January 1943 », 2, PRO, DEFE 2/5, War Diary COC.

31 Brigadier T.B.L. Churchill, « The Value of Commandos », *RUSI*, vol. 65, n° 577, février 1950, p. 85.

32 Charles Messenger, *The Commandos 1940-1946*, Londres, William Kimber, 1985, p. 411. Afin de lire un récit détaillé sur la politique de maraudage des Britanniques et sur la création des commandos, voir Bernd Horn, « La faiblesse engendre la force : la création des commandos britanniques et le concept de raid », *Revue militaire canadienne*, vol. 6, n° 3, automne 2005, p. 59-68.

33 George Kerr, « Viking Force. Canada's Unknown Commandos », *Canadian Military History*, vol. 9, n° 4, automne 2000, p. 28.

34 *Ibid.*, p. 29.

35 En décembre 1940, les commandos ont pris le nom d'unités de service spécial. Cependant, en février 1941, ces unités ont été divisées en unités indépendantes, et le nom de commandos est réapparu. Cela résultait de la décision de déployer un certain nombre de commandos au Moyen-Orient. Malgré tout, les 11 unités de commandos existantes ont été groupées dans une brigade de service spécial (BSS) dont la mission première est restée la même : exécuter des raids. Toutefois, on lui a confié un rôle secondaire, soit celui d'agir comme brigade d'élite ou de choc pour créer et tenir une tête de pont afin de couvrir un débarquement en force, et de fournir des forces de couverture spécialement entraînées dans le cadre de n'importe quelle opération. « Organization and Training of British Commandos », *Intelligence Training Bulletin No. 3*, Quartier général de la 1^{re} Force de service spécial, 11 novembre 1942, Direction de l'histoire et du patrimoine (DHP) du ministère de la Défense nationale, dossier 145.3009 (D5), « Organization and Instructions for the 1st Canadian Special Service Battalion, July 1944-December 1944 ».

36 Kerr, p. 30.

37 *Ibid.*, p. 33.

38 À l'issue du fatidique raid de Dieppe, on a reproché aux autorités compétentes d'avoir fait preuve d'insensibilité, d'incompétence et de négligence et d'avoir violé les consignes de sécurité. Le raid, dont le nom de code était Rutter et qui devait avoir lieu à l'origine le 7 juillet 1942, avait été annulé en raison du mauvais temps. Mountbatten l'a plus tard remis au programme, en vertu d'une autorisation douteuse, en lui donnant le nom de code Jubilee et en fixant la date au 19 août. En tout, 4 963 Canadiens, 1 075 Britanniques et 50 Rangers américains y ont pris part. En deux mots, l'insuffisance du soutien aérien et de l'appui-feu naval (il n'y avait aucun cuirassé), l'incapacité des blindés de se mettre à l'abri, les erreurs de communications, la grande étroitesse des approches empruntées par les forces d'assaut en terrain découvert et la solidité des fortifications allemandes ont entraîné un désastre total. Les Canadiens ont perdu 3 367 hommes (tués, blessés ou capturés) sur les 4 963 qui avaient pris part au raid. Les pertes britanniques se sont élevées à 275 hommes. Un destroyer et 33 péniches de débarquement de la Royal Navy ont été détruits ainsi que 106 avions de la RAF. Voir Brian Loring Villa, *Mountbatten and the Dieppe Raid*, Don Mills (Ontario), Oxford University Press, 1994; Brigadier-général Denis Whitaker et Shelagh Whitaker, *Dieppe – Tragedy to Triumph*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1992; Will Fowler, *The Commandos At Dieppe: Rehearsal for D-Day*, Londres, Harper Collins, 2002.

39 E.G. Finley, *RCN Beach Commando 'W'*, Ottawa, Gilmour Reproductions, 1994, p. 1.

40 *Ibid.*, p. 2. Les commandos de plage de la MRC étaient divisés en trois groupes, chacun étant dirigé par un chef de plage. Vu les conditions d'emploi difficiles, les volontaires devaient satisfaire à des exigences médicales spéciales (par rapport à celles imposées aux autres volontaires de la MRC) :

1. Avoir moins de 35 ans;
2. Posséder un bon équilibre mental et des antécédents familiaux exempts de maladies ou de troubles mentaux;

C H A P I T R E 1

3. Ne pas souffrir de maladies chroniques (p. ex., bronchite, asthme, tuberculose, rhumatisme, arthrite, maladies du cœur ou des oreilles);
4. Vision et audition normales;
5. N'avoir aucune maladie vénérienne.

Ibid., p. 10.

41 *Ibid.*, p. viii à 5.

42 Le modèle conceptuel de sélection était tel qu'un journaliste a écrit avec une pointe d'ironie : « [Traduction] Il faut presque être le cmdtA [commandant adjoint] de Superman pour être choisi. » « Canada's Jumping Jacks! », Khaki, *The Army Bulletin*, vol. 1, n° 22, 29 septembre 1943, p. 1. Pour lire un examen détaillé sur le 1^{er} Bon CA para, voir Bernd Horn et Michel Wyczynski, *Canadian Airborne Forces since 1942*, Londres, Osprey, 2006; B. Horn et M. Wyczynski, *Paras Versus the Reich. Canada's Paratroopers at War, 1942-1945*, Toronto, Dundurn Press, 2003; B. Horn et M. Wyczynski, *Tip of the Spear - An Intimate Portrait of the First Canadian Parachute Battalion, 1942-1945*, Toronto, Dundurn Press, 2002; B. Horn et M. Wyczynski, *In Search of Pegasus - The Canadian Airborne Experience, 1942-1999*, St. Catharines, Vanwell Publishing Ltd., 2000.

43 Robert Taylor, « Paratroop Van Eager to be Tip of Army 'Dagger' », *Toronto Daily Star*, 12 août 1942. Archives de l'Association du 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes, Lockyer, Mark, dossier 10-3.

44 James C. Anderson, « Tough, Hard-As-Nails Paratroopers Arrive to Open Shilo School », 22 septembre 1942, Archives de l'Association du 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes, Firlotte, Robert, dossier 2-11; « Toughest in Canada's Army Back for Paratroop Course », *The Star*, 21 septembre 1942. Archives de l'Association du 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes, Firlotte, Robert, dossier 2-11; Ronald K. Keith, « Sky Troops », *Maclean's Magazine*, 1^{er} août 1943, p. 18-20 et 28. Ce n'est là qu'un échantillon représentatif. Presque tous les auteurs d'articles publiés dans les journaux de l'ensemble du pays employaient des adjectifs semblables pour décrire « la plus nouvelle unité d'élite du Canada ». Voir aussi « Assembling Paratroopers at Calgary », *Globe and Mail*, vol. XCIX, n° 28916, 18 août 1942, p. 13. BAC, microfilm N 20035; Robert Taylor,

C H A P I T R E 1

« Paratroop Van Eager to be Tip of Army 'Dagger' », *Toronto Daily Star*, 12 août 1942. Archives de l'Association du 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes, Lockyer, Mark, dossier 10-3.

45 « Assembling Paratroopers at Calgary », *Globe and Mail*, vol. XCIX, n° 28916, 18 août 1942, p. 13. BAC, microfilm N-20035; Robert Taylor, « Paratroop Van Eager to be Tip of Army 'Dagger' », *Toronto Daily Star*, 12 août 1942. Archives de l'Association du 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes, Lockyer, Mark, dossier 10-3.

46 « Assembling Paratroopers at Calgary », *Globe and Mail*, vol. XCIX, n° 28916, 18 août 1942, p. 13. BAC, bobine N-20035.

47 James C. Anderson, « Canada's Paratroopers Don't Have Stage Fright », *Saturday Night*, n° 11, 12 décembre 1942, p. 11. BAC, bobine 56A.

48 Le 2 Bon CA para avait la priorité sur l'autre. Le Quartier général de la Défense nationale a ordonné au commandant du 1 Bon CA para de muter dans le 2 Bon CA para tous les soldats qui possédaient leur brevet de parachutiste et qui se porteraient volontaires. La rumeur voulant que l'unité jumelle du 1 Bon CA para irait au combat avant celui-ci a vite circulé dans les rangs de ce dernier. De nombreux parachutistes fougueux et excités à l'idée d'entrer en action sont donc passés au 2 Bon CA para, ce qui était à prévoir.

49 L'histoire définitive de la PFSS à ce jour est racontée par le Lieutenant-colonel Robert D. Burhans dans *The First Special Service Force. A War History of the North Americans 1942-1944*, Nashville, The Battery Press, 1996. Il était officier du renseignement (S2) dans la PFSS. Voir Major J.W. Ostiguy, Section historique de l'Armée de terre, « The First Special Service Force », 14 mars 1951, p. 1, MDN, DHP, dossier 145.3003 (D1); Joseph A. Springer, *The Black Devil Brigade. The True Story of the First Special Service Force in World War II*, Pacifica (Californie), Military History, 2001; Robert Todd Ross, *The Supercommandos. First Special Service Force - 1942-1944*, Atglen (Pennsylvanie), Schiffer Military History, 2000; Colonel George Walton, *The Devil's Brigade*, Philadelphie, Chilton Books, 1966; James A. Wood, *We Move Only Forward. Canada, the*

C H A P I T R E 1

United States and the First Special Service Force 1942-1944, St. Catharines (Ontario), Vanwell Publishing Ltd., 2006.

50 La Norvège était une importante source de minéraux rares, essentiels à l'effort de guerre. Par exemple, le molybdène norvégien était un alliage utilisé pour durcir l'acier et il représentait 70 pour 100 de l'approvisionnement allemand, dont 95 pour 100 provenait des dépôts de la mine de Knaben, dans le sud de la Norvège. En outre, le nickel finlandais raffiné en Norvège représentait 70 pour 100 des quantités utilisées par l'Allemagne, et l'aluminium et le cuivre norvégiens, 8 pour 100 respectivement. Burhans, p. 33.

51 Les missions en Roumanie et en Italie ont rapidement été écartées. Dans le cas de la Roumanie, environ trois millions de tonnes de pétrole étaient fournies tous les ans aux puissances de l'Axe. Le pétrole provenait d'à peu près 5 000 puits regroupés dans divers champs situés dans un rayon de 50 milles de Ploesti. Vu l'envergure de l'objectif (il y avait des milliers de puits) et les effectifs nécessaires pour le neutraliser efficacement, compte tenu surtout des solides défenses aménagées dans la région, il aurait fallu autant de ressources que pour mener une campagne de bombardement stratégique. Par conséquent, à la lumière de ces facteurs et du fait qu'il n'existait aucun plan d'extraction raisonnable des commandos, on a renoncé à attaquer cet objectif. La mission italienne posait autant de problèmes. La capacité de production d'énergie hydroélectrique était concentrée dans seulement 12 centrales, mais celles-ci s'échelonnaient tout le long du bassin versant nord du fleuve Po, depuis la frontière française jusqu'à diverses parties de l'Italie. Aspect plus important, l'effet réel d'un arrêt temporaire des centrales sur l'effort de guerre allemand aurait été minime. Burhans, p. 30-33.

52 Les 697 hommes se répartissaient comme suit : *Colonel (cmdtA) - 1; lieutenants colonels ou majors - 4; majors ou capitaines - 6; lieutenants - 36; militaires du rang - 650*. Message de l'attaché militaire du Canada au Defensor, à Washington, 16 juillet 1942. BAC, RG 24, dossier HQS 20-4-32, Mobilization and Organization, vol. 1, Projet Plough, 1 CSSBN. Bobine de microfilm C-5436.

53 Lettre du Lieutenant-colonel C.M. Drury, attaché militaire adjoint, Légation du Canada à Washington, à la Direction des opérations militaires

C H A P I T R E 1

et du renseignement du QGDN, Washington, 7 juillet 1942. BAC, RG 24, vol. 15301, 1st Canadian Special Service Battalion [ci-après appelé 1 CSSBN], War Diary, août 1942.

54 L'âge moyen des membres de la Force entre juillet 1942 et décembre 1943 était de 26 ans. C'était là une moyenne beaucoup plus élevée que celle observée dans d'autres unités de la US Army. Le Lieutenant-colonel Paul Adams, commandant adjoint de la Force, a plus tard signalé que cela était un facteur très important pour garantir la cohésion et la maturité de la Force. Major Scott R. McMichael, « The First Special Service Force », dans *A Historical Perspective on Light Infantry*, Fort Leavenworth (Kansas), Combat Studies Institute, Research Survey No. 6, US Army Command and General Staff College, 1987, p. 172.

55 Ross Munro, « Albertan Second in Command of Allies' Super-Commandos », coupure de presse canadienne non identifiée, 6 août 1942, BAC, RG 24, vol. 15301, août 1942. 1st Canadian Special Service Battalion [ci-après appelé 1 CSSBN], War diary, dossier 1354, août 1942.

56 Note de service adressée par le CCO au CCHQ, « Plough Scheme », 19 janvier 1943. PRO, DEFE 2/6, COC War diary.

57 Don Mason, « 'Air Commandos' Will Strike Hard at Axis », coupure de presse, publication inconnue, Journal de guerre du 2^e Bataillon canadien de parachutistes, BAC, RG 24, vol. 15301, août 1942.

58 Cité dans Burhans, p. 35. Voir aussi Note de service de McQueen au CEMG, 8 octobre 1942. BAC, RG 24, HQS 20-4-32, « Mobilization Organization (1 Special Service Battalion) », bobine C-5436; Message, Canmilitary to Defensor (Stuart to Murchie), GSD 2088, 8 octobre 1942. BAC, RG 24, QGOI, vol. 12, p. 305, dossier 3/Plough/1 « Organization and Operation of Proposed Plough Project ».

59 Note de service de McQueen au CEMG, 8 octobre 1942. BAC, RG 24, HQS 2- 4-32, « Mobilization Organization (1 Special Service Battalion) », bobine C-5436. Voir aussi Message, Canmilitary to Defensor (Stuart to Murchie), GSD 2088, 8 octobre 1942. BAC, RG 24, QGOI, vol. 12, p. 305, dossier 3/Plough/1 « Organization and Operation of Proposed Plough Project ». James Wood, « 'Matters Canadian' and the Problem

C H A P I T R E 1

with Being Special ». Robert T. Frederick on the First Special Service Force, *Canadian Military History*, vol. 12, n° 4, automne 2003, p. 21.

60 Voir Message, Military Attaché to Defensor, Ottawa, MA1286 16/7, 12 juillet 1942. BAC, RG 24, HQS 20-4-32, « Mobilization Organization Plough Project (1st SS Bn) », bobine C-5436; « Minutes of Meeting Held at C.O.H.Q. On 4.1.43 To Discuss Long – and Short – Term Policy Regarding Norwegian Operations », par. 4, « Cobblestone Operations ». PRO, DEFE 2/6, COC War diary; Peter Layton Cottingham, *Once Upon A Wartime. A Canadian Who Survived the Devil's Brigade*, impression privée, 1996, p. 49; Burhans, p. 36.

61 Burhans, p. 37; Lettre de Marshall à Pope, « Second Canadian Parachute Battalion », 17 octobre 1942. BAC, RG 24, HQS-2-32, Employment and Movement Operations, 1st Special Service Battalion, bobine C-5489.

62 Télégramme, Defensor to Canmilitary, n° G.S.D. 2088, 8 octobre 1942. BAC, RG 24, HQS-2-32, Employment and Movement Operations, 1st Special Service Battalion.

63 *Ibid.* Fait qui ne surprend pas, le chef d'état-major général (CEMG) a recommandé à McNaughton d'établir si les Britanniques accueilleraient le 2^e Bataillon canadien de parachutistes dans leur Division aéroportée, ou s'il envisagerait de l'intégrer dans la 1^{re} Armée canadienne, de manière à formuler des solutions au cas où les Américains décideraient de ne plus faire appel aux Canadiens.

64 Lettre de Marshall à Pope, « Second Canadian Parachute Battalion », 17 octobre 1942. BAC, RG 24, HQS-2-32, Employment and Movement Operations, 1st Special Service Battalion, bobine C-5489.

65 Lettre de Pope au CEMG, « Second Canadian Parachute Battalion », 17 octobre 1942. BAC, RG 24, HQS-2-32, Employment and Movement Operations, 1st Special Service Battalion, bobine C-5489. Voir aussi Télégramme, Defensor to Canmilitary, n° G.S.D. 2088, 8 octobre 1942. BAC, RG 24, HQS-2-32, Employment and Movement Operations, 1st Special Service Battalion.

C H A P I T R E 1

66 *Délibérations du Comité de guerre du Cabinet*, 28 octobre 1942. BAC, RG 2, série A-5-B, Comité de guerre du Cabinet, Délibérations et documents du Comité de guerre du Cabinet, vol. 11, Réunion n° 201, 28 octobre 1942, bobine C -874.

67 Le succès des divers raids des FOS, au début de la guerre, a provoqué une réaction extrême de la part d'Hitler. Le 18 octobre 1942, il a émis sa fameuse « Directive sur les commandos » dans laquelle il ordonnait ce qui suit : « [Traduction] Tous les hommes agissant contre des troupes allemandes dans des raids dits de commandos en Europe ou en Afrique doivent être exterminés jusqu'au dernier. » Des condensés des services ennemis du renseignement précisaient froidement que « [Traduction] les hommes choisis par l'ennemi pour exécuter les missions de ce type (commandos) sont bien entraînés et équipés en fonction de leur tâche ». Les attaques constantes des commandos ont mis le dictateur allemand dans une telle rage qu'il a ordonné de les tuer « [Traduction] peu importe que ce soit des soldats en uniforme [...] au combat ou tentant de fuir [...] même si, ayant été découverts, ils expriment clairement leur intention de se rendre ». Il soulignait que toute forme de pardon à leur égard était exclue. Voir Circulaire de la 10^e Division de panzers, « Sabotage and Commando Operations », 10 janvier 1943. PRO, DEFE 2/6, War diary, COC; John Parker, *Commandos. The Inside Story of Britain's Most Elite Fighting Force*, Londres, *Headline Book Publishing*, 2000, p. 2-3; Julian Thompson, *War Behind Enemy Lines*, Washington (D.C.), *Brassey's*, 2001, p. 127.

68 Lettre du Lieutenant-général McNaughton au Major-général Crerar, 19 août 1941. BAC, RG 24, vol. 12260, dossier 1 Para Tps/1, Message (G.S. 1647).

69 L'école elle-même faisait face à un avenir précaire. Sa survie demeurait incertaine tant que ne serait pas prise une décision définitive sur la structure de l'armée de l'après-guerre.

70 La mission de l'EEAI/du CIEA était la suivante :

- a. mener des recherches sur l'aérotransportabilité du personnel et de l'équipement de l'Armée canadienne;
- b. faire exécuter des essais de l'équipement par les utilisateurs, surtout par temps froid;

C H A P I T R E 1

- c. mettre au point et évaluer, dans une mesure limitée, l'équipement aéroporté;
- d. entraîner les parachutistes volontaires; exécuter des exercices d'aérotransportabilité du personnel et de l'équipement; entraîner des spécialistes de la maintenance aviation; procurer aux pilotes de planeurs un entraînement avancé dans le cadre d'exercices avec les troupes; entraîner les troupes à utiliser des aéronefs légers dans certains contextes.

Voir « The Organization of an Army Air Centre In Canada », 29 novembre et 27 décembre 1945, DHP 168.009 (D45).

71 Pour lire une histoire détaillée de la Compagnie canadienne d'opérations spéciales aéroportées, voir Bernd Horn, « A Military Enigma: The Canadian Special Air Service Company, 1948-49 », *Canadian Military History*, vol. 10, n° 1, hiver 2001, p. 21-30.

72 « SAS Company - JAS (Army) », 13 juin 1947. BAC, RG 24, bobine C-8255, dossier HQS 88-60-2.

73 « SAS Company », 30 octobre 1947, p. 4, et « Requested Amendment to Interim Plan – SAR », 11 septembre 1947. BAC, RG 24, bobine C-8255, dossier HQS 88-60-2.

74 « SAS Company JAS (Army) », 13 juin 1947, annexe A. BAC, RG 24, bobine C-8255, dossier HQS 88-60-2.

75 « Special Air Service Company - Implementation Policy », 12 septembre 1947. ANC, RG 24, bobine C-8255, dossier HQS 88-60-2.

76 « SAS Company », 30 octobre 1947 (Air S94), BAC, RG 24, bobine C-8255, dossier HQS 88-60-2.

77 « SAS Terms of Reference », 16 avril 1948; « Duties of the SAS Coy », 29 janvier 1948; SAS Coy - Air Training Directive », décembre 1948. BAC, RG 24, bobine C-8255, dossier HQS 88-60-2.

78 « SAS Company », 27 octobre 1948. BAC, RG 24, bobine C-8255, dossier HQS 88-60-2.

C H A P I T R E 1

79 Luc Charron, « Loss of a Canadian Hero », *Le béret maron*, vol. 4, n° 2, août 1999, p. 28.

80 Entrevues accordées à l'auteur par d'anciens membres de la Compagnie.

81 Voir Bernd Horn, *Bastard Sons: A Critical Examination of the Canadian Airborne Experience, 1942-1995*, St. Catharines, Vanwell Publishing Ltd., 2001; George Kitching, *Mud and Green Fields. The Memoirs of Major-General George Kitching*, St. Catharines (Ontario), Vanwell Publishing Ltd., 1986, p. 248; « Command, Mobile Striking Force », 21 octobre 1948. DHP 112.3M2 (D369); Sean Maloney, « The Mobile Striking Force and Continental Defence 1948-1955 », *Canadian Military History*, vol. 2, n° 2, août 1993, p. 78.

82 « Special Parachute Force is Planned », *The Gazette*, 7 décembre 1966, p. 1.

83 Comité permanent de la Défense nationale, Procès verbaux et témoignages, 21 juin 1966, p. 298-299.

84 Colonel D. H. Rochester, « Création d'un régiment », *Le Béret maron*, numéro soulignant le 20^e anniversaire, 1988, p. 39.

85 Pour lire une histoire complète du Régiment aéroporté du Canada, voir Bernd Horn, *Bastard Sons: A Critical Examination of the Canadian Airborne Experience, 1942-1995*, St. Catharines, Vanwell Publishing Ltd., 2001.

86 « Formation of the Canadian Airborne Regiment - Activation and Terms of Reference », 15 mai 1967, p. 3.

87 *Ibid.*, p. 3.

88 *Ibid.*, p. 2.

89 La revue officielle des FC a annoncé la création du RAC en soulignant le mandat spécial : « Certains membres seront entraînés aux missions de pénétration avancée en territoire ennemi. D'autres,

C H A P I T R E 1

appartenant à toutes les armes, recevront en plus une formation de plongeur. Le régiment possédera des spécialistes du saut à haute altitude avec ouverture retardée du parachute, spécialistes à qui l'on confiera les missions d'éclaireurs ou les patrouilles d'infiltration. [...] Un peu partout dans le régiment se trouveront des soldats pouvant parler une autre langue. » Major K.G. Roberts, « Nos PARAS », *Sentinelle*, juin 1968, p. 2-3.

90 « Canadian Airborne Regiment - Operational Concept, Annex C », rédigé par l'état-major de planification du RAC, et *PFC 310 (1) – Forces aéroportées, volume 1, Le Régiment aéroporté du Canada*, 1968, chapitre 1, section 2, « Rôle, capacités et emploi ».

91 Cependant, le déménagement et la réorganisation ont marqué un tournant déterminant pour le RAC. Il n'a annoncé rien de moins que la fin éventuelle de l'unité. La perte du statut de formation indépendante a revêtu une importance primordiale et a contribué au déclin ultérieur du Régiment. Ce n'était plus maintenant qu'un élément intégré dans la FOS nouvellement créée. Le RAC n'était désormais plus qu'une unité d'infanterie ordinaire, mais aéroportée. Il a perdu son exemption spéciale au chapitre des missions et a dès lors reçu ses affectations de la même manière que les autres unités de la FOS. Toutefois, il y avait une autre conséquence plus grave. Quand le Régiment a été défini et perçu comme une unité d'infanterie ordinaire, il a cessé d'avoir un accès privilégié aux officiers et aux soldats aguerris. Tragiquement, il a perdu son effectif trié sur le volet. Il ne bénéficiait plus de la position enviable lui permettant de ne choisir que les chefs et les soldats expérimentés et mûrs. Avant la réorganisation, tous les fusiliers des commandos devaient posséder les qualifications propres aux caporaux. Cela signifiait bien sûr que ces soldats étaient en général plus sérieux et expérimentés. Cependant, après le déménagement à la BFC Petawawa, cette condition à remplir a disparu. L'arrivée consécutive de soldats jeunes et manquant d'ancienneté et de maturité a fini par miner le caractère et la réputation du Régiment. Voir Horn, *Bastard Sons*, p. 143-184.

92 La FOS était auparavant le 2^e Groupe brigade mécanisé du Canada (GBMC). Elle a repris ce dernier nom en 1995.

93 Les incidents comprenaient : le mauvais traitement de prisonniers, à plusieurs reprises; avoir censément tiré sans raison sur un intrus,

C H A P I T R E 1

qui est mort de ses blessures; la mise à mort par torture d'un voleur appréhendé. Ces méfaits ont en fin de compte défini le rendement du Régiment aéroporté dans la conscience des gens. Afin d'en savoir plus, voir Horn, *Bastard Sons*, p. 185-248.

94 Voir Horn, *Bastard Sons*, p. 185-209.

95 *Ibid.*, p. 217-248.

96 Brigadier-général Jim Cox, entrevue avec l'auteur, 27 avril 2010.

97 Voir Peter Harclerode, *Secret Soldiers. Special Forces in the War Against Terrorism*, Londres, Cassell & Co, 2000; Paul B. de Taillon, *The Evolution of Special Forces in Counter Terrorism*, Westport, Praeger, 2001; Benjamin Netanyahu, *Combattre le terrorisme*, Paris, L'Archipel, 2002; Christopher Dobson and Ronald Payne, *The Terrorists*, New York, Facts on File, 1995; Landau, p. 187-201; Marquis, p. 62-65; Brian MacDonald (sous la dir. de), *Terror*, Toronto, The Canadian Institute of Strategic Studies, p. 1986.

98 De nouvelles unités ont été créées, ou des unités existantes ont reçu de nouvelles affectations. Par exemple, les Allemands ont mis sur pied le *Grenzschutzgruppe 9* (GSG 9) (Protection des frontières – Groupe 9) en septembre 1972; la même année les Britanniques ont confié la lutte contre le terrorisme au SAS; deux ans plus tard la France a formé le Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (GIGN); la Belgique s'est dotée de l'Escadron Spécial d'Intervention (ESI) en 1974 également; les États Unis ont mis sur pied leur unité d'élite de lutte contre le terrorisme, le 1^{er} Détachement opérationnel des Forces spéciales (DELTA), en 1977; enfin, l'Italie a formé le Groupe d'intervention spécial (GIS) en 1978. En fin de compte, la plupart des pays ont créé des organismes spécialisés dans la lutte contre le terrorisme pour faire face au problème. Voir Major-General Ulrich Wegener, « The Evolution of Grenzschutzgruppe (GSG) 9 and the Lessons of 'Operation Magic Fire' in Mogadishu », dans Bernd Horn, David Last et Paul B. de Taillon, *Force of Choice - Perspectives on Special Operations*, Montréal, McGill Queen's University Press, 2004, chapitre 7; David Miller, *Special Forces*, Londres, Salamander Books, 2001, p. 18-73; Harclerode, p. 264-285 et 411; Adams, p. 160-162;

C H A P I T R E 1

Marquis, p. 63-65; Weale, p. 201-235; Colonel Charlie Beckwith, *Delta Force*, New York, Dell, 1983; Connor, p. 262-356; Neillands, p. 204-246; Leroy Thompson, *The Rescuers. The World's Top Anti-Terrorist Units*, Londres, A. David et Charles Military Book, 1986.

99 Discussion entre l'auteur et un ancien lieutenant-gouverneur de l'Ontario qui était à l'époque membre du gouvernement fédéral, 21 juin 2006. Cela montre comment de nombreux dirigeants supérieurs conventionnels percevaient alors les FOS.

100 Le Brigadier-général Ray Romses, premier commandant de la FOI 2, a déclaré que le transfert de responsabilités s'expliquait en partie par l'accent que le gouvernement mettait sur l'économie de moyens. Maintenant que la guerre froide était terminée et que le MDN cherchait de nouveaux rôles, les sous-ministres des divers organes de l'État ont donc conclu que les 75 membres de la GRC qui composaient le GSIU et qui ne faisaient que s'entraîner se rendraient plus utiles en remplissant des fonctions de police concrètes, tandis que le MDN, qui était un expert de l'entraînement et cherchait un nouveau rôle à jouer, pourrait s'occuper de la LO et du CT. Entrevue avec l'auteur, le 21 juin 2008.

101 Communiqué du MDN NR-04.098, daté du 8 décembre 2004, « Des membres de la Deuxième Force opérationnelle interarmées reçoivent la *U.S. Presidential Unit Citation* ». Par « action directe », on entend des attaques de courte durée et d'autres manœuvres offensives précises de petite envergure que les Forces d'opérations spéciales exécutent pour saisir, détruire, capturer, exploiter, récupérer ou endommager des objectifs désignés. L'action directe se distingue des attaques offensives conventionnelles quant au niveau de risque physique et politique, aux techniques opérationnelles et au degré de la force sélective et précise employée pour atteindre des objectifs bien définis. L'expression « reconnaissance spéciale » désigne des missions menées pour recueillir ou valider des renseignements revêtant une importance stratégique ou opérationnelle. Celles-ci font complément et ajoutent à d'autres méthodes de collecte, mais elles ont normalement lieu dans des zones d'intérêt extrêmement importantes. L'exploitation de sites sensibles (ESS) fait partie des opérations d'action directe comportant la collecte de renseignement et/ou d'éléments de preuve dans un secteur ou un endroit bien

C H A P I T R E 1

particulier. Elle peut avoir lieu dans un territoire ami, ennemi, interdit ou sensible du point de vue politique. Les missions de ce type peuvent comprendre la destruction d'armes, de munitions ou de matériel s'il n'est pas possible de récupérer ces ressources. Si l'on ne s'attend vraiment pas à se heurter à des forces ennemies ou hostiles, on ne fait pas appel aux FOS.

102 La FOSCAN emploie un concept opérationnel intégré axé sur les SOTF. Le concept suppose une vaste gamme de capacités propres aux FOS; dans le cas d'un déploiement délibéré ou d'une crise, ces capacités sont adaptées aux circonstances et constituées en une force intégrée. Les SOTF sont mises sur pied et, au besoin, employées pour produire les effets tactiques, opérationnels et stratégiques exigés par le gouvernement du Canada. Voir Canada, *Commandement des Forces d'opérations spéciales – 2008*, Ottawa, MDN, 2008; Canada, *CANSOFCOM Capstone Concept for Special Operations*, 2009, Ottawa, MDN, 2009, p. 11, pour en savoir davantage.

103 Allan Woods, « Canada's elite commandos and the invasion of Afghanistan », The Star.Com, http://www.thestar.com/news/canada/afghanmission/article/800296_forged_in_the_fire_of_afghanistan, site consulté le 25 avril 2010.

104 « Ottawa, Canadian Commandos Were on Afghan Frontlines », http://circ.jmellon.com/docs/html/jtf2_canada_super_commandos.html, site consulté le 12 mars 2004.

105 *Ibid.*

106 Martin O'Malley, « JTF 2: Canadas Super Secret Commandos », CBC News, http://circ.jmellon.com/docs/html/jtf2_canada_super_commandos.html, site consulté le 12 mars 2004.

107 Cité dans Allan Woods, « Canada's elite commandos and the invasion of Afghanistan », The Star.Com, <http://www.thestar.com/news/canada/afghanmission/article/800296--forged-in-the-fire-of-afghanistan>, site consulté le 25 avril 2010.

108 Toutes les citations non attribuées sont tirées d'entrevues accordées à l'auteur.

C H A P I T R E 1

109 Le Brigadier-général Day soulignait ce qui suit : « [Traduction] Nous avons traversé une période assez démoralisante avant l'arrivée de Clyde [Russell] [dans le poste de commandant]. Nous commençons à être fatigués de l'entraînement : nous comptons parmi les meilleurs au chapitre de la libération d'otages, et nous étions peut-être même les meilleurs sur ce plan. » Le problème résidait dans le fait que l'unité ne se déployait jamais. Beaucoup craignaient d'avoir hérité de certaines des traits culturels de la GRC (une mentalité policière, à bien des égards). « [Traduction] La présence d'un ennemi en Afghanistan nous a obligés à adopter une mentalité plus guerrière. »

110 Colonel Mike Day, 5 mars 2008. Day a été le deuxième commandant du Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada, en juillet 2008.

111 La citation s'accompagnait aussi d'un bref historique de la FO K-BAR du CJSOTF : En octobre 2001, dans la foulée des attentats terroristes du 11 septembre, le Commandant du US Central Command (CENTCOM) a ordonné la mise sur pied d'un groupe interarmées multinational pour les opérations spéciales qui exécuterait des missions spéciales dans le sud de l'Afghanistan pour y détruire, affaiblir et neutraliser les talibans et les forces d'al-Qaïda (AQ). Le Captain (Navy) Robert Harward de la Marine américaine, commandant du Groupe spécial 1 de guerre navale et commandant de la FO K-BAR, a commencé à mener des opérations d'interception maritime dans la mer d'Oman. Les opérations de combat terrestres ont débuté le 22 novembre 2001, quand des unités rattachées ont exécuté une reconnaissance spéciale clandestine de 96 heures en prévision d'un assaut par le United States Marine Corps (USMC) dans la zone d'atterrissage (Z atter) Rhino, dans le sud de l'Afghanistan, tandis que d'autres unités exécutaient des opérations préliminaires et menaient des missions de reconnaissance et d'évaluation dans des zones de débarquement de rechange. Le 24 novembre, sa force opérationnelle navale spéciale de combat a fourni les derniers paramètres directionnels au USMC pour son assaut dans la Z atter Rhino. Une fois celle-ci prise, le Captain Harward a mis sur pied le CJSOTF S, le 26 novembre, et ses forces ont exécuté une série de missions de reconnaissance spéciale, d'action directe et d'ESS pour repérer, prendre à partie et détruire des éléments talibans et des forces d'AQ. La FO a exécuté des missions de reconnaissance spéciale essentielles à l'appui de forces conventionnelles pendant

C H A P I T R E 1

l'opération *Anaconda*, en mars 2002. D'octobre 2001 à mars 2002, le CJSOTF-SUD a rempli 42 missions de reconnaissance spéciale et 23 missions d'action directe et d'ESS, elle a dirigé 147 missions d'appui aérien rapproché, intercepté et fouillé 12 navires, appréhendé 112 détenus et entraîné plus de 115 pertes ennemies; quant à lui, le Groupe a perdu trois soldats (un tué et deux blessés).

112 Communiqué du MDN NR-04.098, daté du 8 décembre 2004, « Des membres de la Deuxième Force opérationnelle interarmées reçoivent la *U.S. Presidential Unit Citation* ».

113 Six décorations (une Croix du service méritoire [CSM], une Médaille du service méritoire [MSM] et six citations à l'ordre du jour) ont été décernées, en fin de compte. Le Lieutenant-colonel Mike Beaudette a reçu une CSM; Paul, Devin, Mike et Bruce ont tous mérité une citation à l'ordre du jour.

114 Communiqué du MDN NR-04.098, daté du 8 décembre 2004, « Des membres de la Deuxième Force opérationnelle interarmées reçoivent la *U.S. Presidential Unit Citation* ».

115 Alliance canadienne, « Expansion of JTF 2 Dangerous », 7 février 2002, http://circ.jmellon.com/docs/txt/joint_task_force_2_expansion_dangerous.txt, site consulté le 12 mars 2004.

116 Ambassadeur Paul Cellucci, Conférence des associations de la défense du Canada, 7 mars 2005.

117 Général Rick Hillier, *A Soldier First: Bullets, Bureaucrats and the Politics of War*, Toronto, HarperCollins Publishers Ltd., 2009, p. 368.

118 David Pugliese, « Canadian Forces Make Mark in Afghanistan », *Defense News*, 19 mai 2008, p. 18.

119 Paul Robinson, « [Traduction] Nous ne pouvons pas nous contenter de les descendre; nous serions tentés de lancer tout simplement un missile ou de les abattre en recourant aux tireurs d'élite pour en finir avec les personnes que l'on soupçonne d'être des chefs terroristes, mais

C H A P I T R E 1

le problème est beaucoup plus complexe que cela. » *The Ottawa Citizen*, 27 mai 2008.

120 Lee Windsor, David Charters et Brent Wilson, *Kandahar Tour: The Turning Point in Canada's Afghan Mission*, Mississauga, John Wiley & Sons Canada, Ltd., 2008, p. 167. L'expression « talibans de niveau I » désigne les insurgés endurcis qui combattent pour des raisons idéologiques, politiques et/ou religieuses, tandis que les insurgés de niveau II sont considérés comme étant des soldats à gages, des jeunes gens qui combattent principalement pour des motifs monétaires ou parce qu'ils y sont forcés.

121 Lieutenant-colonel Rob Walker, entrevue avec l'auteur, 5 octobre 2008.

122 David Pugliese, « Canadian Forces Make Mark in Afghanistan », *Defense News*, 19 mai 2008, p. 18.

123 « Talking Points. CF Transformation Initiative », Colloque du CEMD à l'intention des officiers généraux, Cornwall, février 2005, p. 3.

124 *Canadian Special Operations Command – 2008; CANSOFCOM Capstone Concept for Special Operations 2009*, p. 8.

125 Le désir du Général Hillier de transformer les FC reposait sur son idée que les FC devaient accroître leur pertinence et leur capacité de s'adapter aux circonstances. Il déclarait ceci : « [*Traduction*] Nous devons transformer complètement les Forces canadiennes : au lieu d'être une organisation bureaucratique, animée par la mentalité de la guerre froide et axée sur des processus, elle doit devenir une entité moderne et capable de combattre dont les trois éléments – la Marine, l'Armée de terre et la Force aérienne, dynamisées par les forces spéciales – travailleront ensemble comme une seule équipe pour protéger le Canada, en exécutant efficacement des opérations tant au pays qu'à l'étranger. J'envisage un appareil militaire souple, agile et capable de penser rapidement, qui sera capable de fournir exactement les forces appropriées pour accomplir toute mission qui lui sera confiée, qu'il s'agisse d'intervenir en cas de catastrophe naturelle, comme un tsunami ou une tempête de verglas, ou encore de mener une guerre de contre insurrection dans le sud de l'Afghanistan. »

C H A P I T R E 1

Général Rick Hillier, *A Soldier First: Bullets, Bureaucrats and the Politics of War*, Toronto, HarperCollins Publishers Ltd., 2009, p. 323.

126 Canada, *Canadian Special Operations Command – 2008*, Ottawa, MDN, 2008; Canada, *CANSOFCOM Capstone Concept for Special Operations 2009*, Ottawa, MDN, 2009, p. 8.

127 Par suite des événements du 11 septembre 2001, les moyens d'intervention CBRN des FC ont immédiatement été confiés à une nouvelle unité spéciale à haut niveau de préparation opérationnelle, soit la Compagnie interarmées de défense nucléaire, biologique et chimique (Cie IDNBC). En juin 2002, le min DN avait approuvé le projet qui a rendu possible la création d'une unité et d'une équipe d'intervention (EI) autonome CBRN qui allaient former la contribution des FC à l'EI CBRN nationale aux côtés de la GRC et de Santé publique Canada. Depuis le 1^{er} février 2006, l'unité fait partie du COMFOSCAN. Elle a officiellement pris le nouveau nom d'UIIC-CBRN en septembre 2007.

128 Les missions de grande importance (MGI) se définissent comme suit :

La reconnaissance spéciale (RS) correspond à la conduite de missions visant à recueillir ou à vérifier une information d'importance au plan stratégique ou opérationnel. Ces mesures complètent et précisent les autres méthodes de collecte d'information, mais sont normalement dirigées vers des zones d'intérêt extrêmement importantes.

L'action directe (DA) fait référence à des frappes et à d'autres mesures offensives de courte durée et à petite échelle menées par les Forces d'opérations spéciales pour saisir, détruire, capturer, exploiter, récupérer ou endommager des cibles désignées. L'action directe diffère des mesures offensives classiques à l'égard du niveau de risque physique et politique, des techniques opérationnelles et de l'utilisation sélective et précise de la force pour atteindre des objectifs précis.

La contre-prolifération (CP) fait référence aux mesures entreprises pour limiter la possession, l'emploi, l'acquisition ou la circulation d'armes à effet de masse et englobe les actions menées pour localiser, confisquer, capturer et récupérer des armes à effet de masse et, dans certains cas, en vertu de l'Initiative de sécurité contre la prolifération, prévenir l'emploi inapproprié de matériel à double usage.

C H A P I T R E 1

Les opérations d'évacuation des non-combattants (NEO) sont des opérations exécutées pour aider le ministère des Affaires étrangères à évacuer des Canadiens de pays hôtes étrangers. La SOTF peut jouer un rôle clé en fournissant des services hâtifs de reconnaissance spéciale et en fournissant des liaisons de communications stratégiques et des conseils en matière de sécurité.

La diplomatie en matière de défense et l'assistance militaire englobent les opérations qui contribuent à la construction d'une nation en fournissant une assistance aux États sélectionnés au moyen de la prestation de conseils militaires spécialisés, d'instruction et d'assistance (p. ex. l'équipe d'aide à la planification des mesures d'urgence, le Programme d'aide à l'instruction militaire [PAIM]). Le COMFOSCAN apporte sa contribution à l'intérieur des domaines d'expertise du commandement.

129 Canada, *Canadian Special Operations Command – 2008*, Ottawa, MDN, 2008; Canada, *CANSOFCOM Capstone Concept for Special Operations 2009*, Ottawa, MDN, 2009.

130 David Pugliese, « Canadian Forces Make Mark in Afghanistan », *Defence News*, 19 mai 2008, p. 18.

131 David Pugliese, « Military Forms New Quick Reaction Task Force », *The Ottawa Citizen*, <http://www2.canada.com/ottawacitizen/story.html?id=b56da058-84a3-490c-af69-3a1a15642e23>, site consulté le 18 juillet 2010.

132 *Ibid.*

133 *Ibid.*

134 CANFORGEN 030/08 CDS 003/08, 041846Z Feb 08.

135 CANFORGEN 029/08 CDS 002/08, 041846Z Feb 08.

136 David Pugliese, « Getting the drop on Special Ops », *The Ottawa Citizen*, 17 juillet 2010.

C H A P I T R E 1

137 Ian Elliot, « Special forces different from video game portrayal », *The Whig Standard*, <http://www.thewhig.com/ArticleDisplay.aspx?e=2880204>, site consulté le 26 janvier 2011.

138 Vice amiral Larry Murray, entrevue avec le Colonel Bernd Horn et M. Bill Bentley, le 6 octobre 2010.

139 Cité dans David Pugliese, « Getting the drop on Special Ops », *The Ottawa Citizen*, 17 juillet 2010.

140 Cité dans *Ibid.*

CHAPITRE 2

LES FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES : LE DÉVELOPPEMENT DES FORCES

COLONEL BOB KELLY

Dans le contexte de la discussion sur les Forces d'opérations spéciales (FOS) perçues comme étant un élément habilitant national, il importe d'explorer le thème du développement des forces, lequel peut se définir comme étant « la capacité de penser, de concevoir, de mettre sur pied et, finalement, de gérer des capacités nouvelles ou renouvelées ». Par conséquent, la relation de ce concept avec les FOS considérées comme un élément habilitant national est claire : grâce au développement des forces, le Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada (COMFOSCAN) peut évoluer constamment afin de faire face aux défis actuels et à venir.

Tout d'abord, il est prudent de dissiper certains mythes et d'énoncer certains faits au sujet des Forces d'opérations spéciales du Canada (FOSCAN). Le premier mythe très répandu est que les FOS et leurs activités coûtent très cher. En réalité, les FOS sont très économiques. Comme elles ne sont pas axées sur des plates-formes (en d'autres mots, elles ne misent pas sur des navires, des avions, des véhicules blindés légers [VBL], etc.), elles donnent lieu à d'importantes économies.

Le deuxième mythe est qu'il n'y aurait pas assez de militaires qualifiés pour remplir tous les postes des FOS si leur taille devait grandir, ce qui rend donc toute croissance impossible. En fait, il y a dans les éléments Mer, Terre et Air des Forces canadiennes (FC) de nombreux militaires qui possèdent les compétences et les talents voulus pour occuper avec succès les postes des FOS. Bien

qu'il faille du temps pour constituer ces dernières, cela peut actuellement se faire à même la population des FC.

Le troisième mythe est que les FOS sont agiles parce qu'elles prennent des raccourcis et qu'elles se dérobent aux procédures et approbations normales typiques d'une saine gouvernance. Or, la vérité correspond exactement au contraire : le COMSOFCAN est assujéti aux mêmes procédures et approbations obligatoires que celles visant n'importe quel membre des FC ou employé du ministère de la Défense nationale et du gouvernement du Canada (GC). En ce qui concerne les activités quotidiennes, le même processus compétitif et les mêmes seuils d'approbation financiers s'appliquent au COMFOFCAN qu'à tout autre organisme de l'État.

Enfin, le dernier mythe fort courant est que le COMFOFCAN insiste à l'excès sur la sécurité des opérations (SECOP) pour se soustraire aux examens et dissimuler le fait qu'il ne suit pas la politique et le régime de gouvernance acceptés. En vérité, le COMFOFCAN respecte toutes les politiques et procédures du GC. La SECOP est fonction de la réalité suivante : il existe des personnes/groupes ou d'autres pays qui cherchent à exploiter les faiblesses des autres. La collaboration avec nos alliés exige professionnalisme, crédibilité et confiance – ainsi qu'un degré « d'invisibilité », parfois. En deux mots, la SECOP est obligatoire pour rendre possible l'échange efficace des renseignements entre les partenaires.

Ces vérités au sujet des FOFCAN mettent en exergue l'importance d'un bon système de développement des forces, dont les éléments constitutants sont résumés par l'acronyme PRICIE :

- Personnel;
- Recherche et développement;
- Infrastructure et organisation;
- Concepts, doctrine et instruction collective;
- Information (Gestion de l')
- Équipement, fournitures et services.

C H A P I T R E 2

Chacun des éléments susmentionnés représente un maillon essentiel dans la chaîne du développement des forces. Tout d'abord, il faut sélectionner le bon personnel, l'entraîner et le conserver. En effet, la force fondamentale des FOSCAN leur vient de leurs membres, peu importe qu'ils appartiennent aux entités opérationnelles ou aux unités de soutien. Ensuite, afin de se tenir au fait des toutes dernières technologies, idées, tactiques, techniques et procédures, il faut entreprendre constamment des travaux de recherche et de développement. L'existence d'une infrastructure et d'outils de développement organisationnel appropriés facilite ce processus, ce qui se reflète dans les concepts, la doctrine et l'instruction collective des FOS. La gestion de l'information influe elle aussi grandement sur le succès des FOS, car la réussite ou l'échec de l'opération peut dépendre du fait qu'on ait accès ou non, au bon moment, à des renseignements exacts et complets. En outre, s'il dispose de l'équipement voulu et des bonnes fournitures, le COMFOSCAN est davantage capable d'assurer au GC un service essentiel et sans égal.

Muni des ressources voulues et de pratiques exemplaires, le COMSOFCAN cherche tout d'abord à garantir la sécurité (y compris dans le cadre des activités planifiées) afin de prévenir des événements risquant d'être catastrophiques. S'il n'y réussit pas, son prochain grand objectif consiste à doter le GC d'une capacité d'intervention immédiate et efficace en cas d'imprévu. Par conséquent, dans tout travail de conception d'une force, il faut prendre en considération les éléments qui déterminent et favorisent un niveau de préparation élevé. Cela signifie que l'instruction doit toujours être d'actualité; qu'il faut se conformer aux consignes relatives aux déplacements pour pouvoir respecter les délais de rappel; que l'équipement doit toujours être en bon état de fonctionnement pour pouvoir servir dans tout environnement; que le personnel doit posséder des compétences à la fois générales et spécialisées de manière à pouvoir assumer une gamme maximale de tâches; qu'il faut un prépositionnement géographique afin de

recueillir du renseignement et de donner une alerte rapide; que le personnel doit toujours être en bonne condition physique et prêt à partir en déploiement.

Afin de satisfaire à ces besoins, le COMFOSCAN recourt principalement à des forces opérationnelles pour les opérations spéciales (SOTF) qu'il constitue en appliquant un concept opérationnel intégré. Chacune des quatre unités du Commandement (la Deuxième Force opérationnelle interarmées [FOI 2], le Régiment d'opérations spéciales du Canada [ROSC], le 427^e Escadron d'opérations spéciales d'aviation [427 EOSA] et l'Unité interarmées d'intervention du Canada – Menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires [UIIC - ICBRN]) a un rôle à jouer dans la mise sur pied des SOTF, qui concrétisent l'emploi des forces dans les opérations. Les quatre SOTF actuelles sont : la Force opérationnelle de réaction immédiate (FORI), qui se concentre sur le territoire canadien, qui peut être déployée partout dans le monde et qui est dirigée par la FOI 2; la Force opérationnelle – Menace chimique, biologique, radiologique et nucléaire et explosifs (FO CBRNE), qui met l'accent sur le territoire national, qui peut être déployée partout dans le monde et qui est dirigée par l'UIIC; la Force opérationnelle permanente de contingence (FOPC), qui met l'accent sur l'ensemble du monde et dont les éléments d'avant-garde sont déployés à tour de rôle; la FO Arrowhead, une SOTF à vocation mondiale, déployable au Canada et dirigée par le ROSC.

Ces quatre types de SOTF s'alignent fort bien sur la Stratégie de défense *Le Canada d'abord* (SDCD) qui fournit un plan à suivre pour moderniser les FC. Comme le GC l'a décrit, la SDCD « met de l'avant des attentes et des visées claires à l'égard des militaires qui permettront de protéger en maintenant la capacité de servir avec excellence au pays, d'être un partenaire fort et fiable en matière de défense de l'Amérique du Nord et de faire preuve de leadership à l'étranger en prenant une place importante dans les opérations outre-mer¹ ». La SDCD définit six missions principales qui sont confiées comme il suit aux diverses SOTF :

C H A P I T R E 2

Missions énoncées dans la SDCD :	Type de force opérationnelle
1. Mener des opérations quotidiennes nationales et continentales, y compris dans l'Arctique et par l'entremise du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD).	FORI, FO CBRNE
2. Offrir leur soutien dans le cadre d'un grand événement international important au Canada, comme les Jeux olympiques de 2010.	FORI, FO CBRNE
3. Répondre à une attaque terroriste importante.	FORI, FO CBRNE
4. Appuyer les autorités civiles en cas de crise au Canada, par exemple en cas de catastrophe naturelle.	Selon les besoins
5. Diriger et/ou mener une opération internationale importante durant une période prolongée.	FOPC
6. Déployer des forces en cas de crise à l'étranger pour une période de plus courte durée.	FO Arrowhead, ou FORI, FO CBRNE

En raison de ces missions et du mandat du COMFOSCAN qui l'oblige à être prêt quand le gouvernement fait appel à lui, on peut tirer plusieurs conclusions sur les opérations actuelles et à venir des FOS et sur les besoins en ce qui concerne le développement des forces. Tout d'abord, il est clair que le monde entier constitue la zone de responsabilité des FOS. Le Commandement doit donc posséder des compétences dans tous les environnements. Pour cela, il lui faut certaines unités spécialisées dans des environnements particuliers, au lieu que toutes ses unités essaient de fonctionner dans tous les environnements. En outre, les FOS devront peut-être travailler pendant des périodes prolongées dans un milieu contaminé ou dévasté par une pandémie. Dans ce genre d'environnement de travail et, en fait, dans la plupart des environnements opérationnels où les FOS seront envoyées, il devra y avoir des éléments habilitants spécialisés et des ressources positionnées d'avance pour réduire le temps d'intervention (ratio temps/effet). Le financement de travaux de recherche et de développement, y compris dans

le cyberspace, aidera à atteindre cet objectif. En outre, quand ce sera possible, le recours à des machines plutôt qu'à des êtres humains contribuera à l'économie de forces et pourra aussi servir d'agent multiplicateur de forces. En effet, la capacité au chapitre des effectifs doit être suffisante pour l'instruction et le cycle de reconstitution. Afin d'atteindre cet objectif, on aura avantage à prendre en compte les réalités démographiques en recrutant dans l'ensemble de la population aussi bien dans les FC et en veillant à conserver une cadence opérationnelle raisonnable pour le personnel.

Afin d'employer efficacement les FOS et de mieux savoir dans quel contexte leur déploiement est le plus indiqué et où il est plus logique de recourir à une grande force conventionnelle, il importe de se rappeler les quatre « vérités » relatives aux FOS : les êtres humains valent plus que le matériel; il faut préférer la qualité à la quantité; on ne peut produire des FOS en série; on ne peut pas créer des FOS compétentes en situation d'urgence. Les FOS doivent donc être employées pour façonner tôt l'environnement opérationnel et, de préférence, être mises en place avant l'alerte, soit en permanence, soit temporairement, pour aider à transcender les limites qu'imposent le temps et l'espace. Il faut y recourir pour des opérations spéciales de précision, là où un degré de compétence plus élevé que la normale s'impose, par exemple dans un environnement où il faut une instruction et un matériel particuliers, ou encore là où la situation est délicate sur le plan politique.

Les FOS doivent avoir les moyens d'écraser n'importe quel adversaire et posséder sur toute une gamme de moyens pour obtenir les résultats escomptés.

Les FOS sont à l'aise dans un environnement très technologique aussi bien que là où la technologie est absente, et elles excellent dans les situations ambiguës et volatiles. Guidées à tous les niveaux par le renseignement, elles peuvent s'emparer de l'initiative et la

C H A P I T R E 2

conserver. En fait, on peut les considérer comme étant une « carte joker » ou une « force 19 », ce qui donne à entendre que les FOS, outre qu'elles sont à même d'exécuter leurs tâches dans les 18 scénarios préparés par les FC, sont aussi prêtes à intervenir dans le 19^e scénario, qui n'a pas encore été écrit.

En résumé, les FOSCAN procurent au GC un service essentiel et unique en son genre et elles constituent clairement un important atout habilitant national. Par conséquent, le développement des forces, c'est-à-dire l'art de penser, de concevoir, de mettre sur pied et, finalement, de gérer des capacités nouvelles et renouvelées, constitue une fonction sans laquelle le COMFOSCAN ne pourrait pas toujours soutenir le GC. Le développement des forces dans les domaines du personnel, de l'équipement et de l'organisation permet aux FOSCAN de relever les défis qui se posent au gouvernement. Ainsi, dynamisées par un personnel motivé et doué, les FOSCAN fournissent au GC un outil de défense économique et ingénieux qui est particulièrement précieux dans les situations à risque élevé, délicates sur le plan politique et/ou nécessitant une intervention rapide.

NOTES

1 Gouvernement du Canada, *Stratégie de défense* Le Canada d'abord, http://www.forces.gc.ca/site/pri/first_premier/index_fra.asp, site consulté le 12 janvier 2011.

CHAPITRE 3

LES FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES : FAÇONNER LA ZONE D'OPÉRATIONS

LIEUTENANT-COLONEL MIKE ROULEAU

Les recherches et les pratiques actuelles montrent que les ressources interarmées à forte demande et à faible disponibilité, telles que les Forces d'opérations spéciales (FOS), seront sollicitées d'une façon disproportionnée dans l'environnement de sécurité de l'avenir. Par conséquent, il importe de comprendre comment les FOS façonnent la zone d'opérations (ZO) et comment il sera possible de maximiser cet effet dans l'avenir.

Fondamentalement, les FOS façonnent la zone d'opérations en fournissant des solutions cognitives à des situations complexes. Cela est principalement dû au haut calibre de leur personnel et à leur capacité d'exécuter des tâches uniques en leur genre. Outre qu'elles sont tout simplement efficaces, les FOS doivent cependant être perçues comme étant des partenaires dignes de confiance et crédibles par les milieux de la défense d'aujourd'hui et de demain. Par conséquent, afin de conserver leur avantage compétitif, elles doivent demeurer novatrices et capables d'accomplir toute une gamme de missions, tout en contrôlant leur croissance et en gérant judicieusement leurs communications avec les médias.

FOURNIR DES SOLUTIONS COGNITIVES À DES SITUATIONS COMPLEXES

Les FOS ne peuvent pas façonner l'espace de combat à moins de comprendre tout d'abord les complexités de l'environnement opérationnel contemporain (EOC). Par conséquent, les solutions

cognitives aux situations complexes expliquent comment les FOS façonnent l'EOC¹. De nombreux problèmes jouent dans l'EOC. Tout d'abord, il faut comprendre les subtilités du contexte adaptatif de la menace. Les menaces hybrides attribuables à des acteurs non étatiques ayant accès à des technologies dangereuses constituent un problème. Plus important, les groupes transnationaux d'extrémistes radicalisés et radicalisant qui réussissent à exploiter le milieu virtuel mondial pour parfaire leurs techniques représentent une menace². En outre, non seulement la mondialisation a-t-elle rétréci le monde, elle a aussi comprimé le temps et l'espace dont les spécialistes de la sécurité nationale disposent pour voir, reconnaître et exploiter les possibilités s'offrant à eux. Ajoutons à cela l'omniprésence des médias et la nécessité d'une transparence accrue, et nous commençons à comprendre les défis auxquels font face ces spécialistes.

Par conséquent, l'officier militaire d'aujourd'hui doit comprendre fondamentalement les rapports qui existent entre les politiques, la stratégie et l'exécution pour arriver à gérer les interdépendances entre ces éléments. Il est donc essentiel de percevoir avec justesse la façon dont l'appareil gouvernemental fonctionne si l'on veut obtenir les effets optimums dans l'EOC. Il ne suffit pas de « recevoir » les notions tout simplement : les FOS doivent plutôt façonner le contexte du possible et, aspect plus important, de l'impossible.

Les FOS sont particulièrement faites pour cette tâche. Leur caractère unique dans l'environnement de sécurité nationale réside en partie dans le fait qu'elles couvrent les domaines de la défense, de la sécurité et du renseignement. Nous devons bien savoir où se trouvent les atouts du Canada en matière de sécurité nationale afin d'arriver à les « exploiter au mieux pour produire les meilleurs résultats ». Il nous faut aussi bien discerner les défis, de manière à pouvoir contribuer à l'amélioration collective des choses. À ce titre, les FOS doivent être un partenaire productif aux fins de la sécurité nationale et être perçues comme telles.

En effet, les FOS misent sur l'intégration. Les commandants doivent continuer d'exiger l'intégration verticale la plus simplifiée possible. En éliminant les niveaux de décideurs qui ne contribuent pas au processus, on accroît la clarté, l'agilité et la vitesse à toutes les étapes et dans toutes les activités. En ce qui concerne l'intégration horizontale, le fait de désigner un nombre limité de responsables au sein des organisations concernées est la seule façon d'intégrer les activités des FOS, du gouvernement et de la coalition, comme l'exige l'environnement opérationnel d'aujourd'hui. Les solutions globales nécessitent des investissements très onéreux, mais combien nécessaires.

Si l'on examine la sécurité nationale en ne se limitant pas uniquement aux pays, on constate que la sécurité et la défense vont obligatoirement de pair. Dans le contexte du XXI^e siècle, la sécurité nationale a pour dimensions la démographie, les politiques monétaires et budgétaires, les ressources énergétiques et le changement climatique, entre autres. Pour les spécialistes contemporains de la sécurité nationale, la question se résume à ceci : nous devons continuellement accroître nos compétences afin de façonner nos opérations et vaincre sur le terrain.

DES FORCES SPÉCIALES AYANT DES MISSIONS SPÉCIALES

Les FOS sont composées de soldats de haut calibre qui exécutent des missions exigeantes. Elles accomplissent des tâches que d'autres peuvent faire aussi, mais avec un degré de fidélité plus élevé (p. ex., action directe, reconnaissance stratégique, reconnaissance offensive et méthodes d'insertion). En outre, elles se chargent de missions que les autres ne peuvent mener à bien. Il faut un soldat possédant des qualités très particulières pour remplir ces rôles.

Ces soldats intelligents, motivés, dévoués, dotés d'un bon sens de l'humour (bien que parfois irrévérencieux) et en bonne forme

physique font merveille dans les situations ambiguës. Littéralement parlant et au sens figuré, ils voient clairement dans le noir, ils trouvent un filon logique dans le chaos et ils prennent à point nommé des décisions judicieuses quand il ne leur est pas possible « d'appeler à la maison » pour obtenir l'effet souhaité.

Collectivement, sous la forme des Forces d'opérations spéciales, ces soldats très motivés et compétents constituent pour le gouvernement du Canada (GC) un partenaire précieux au chapitre de la sécurité nationale et, à ce titre, ils enrichissent le dialogue aux niveaux politico-militaire et militaro-stratégique, tout en favorisant la réussite sur les plans opérationnel et tactique. Du point de vue stratégique, les FOS représentent un atout sans pareil dans la gamme de moyens dont le GC dispose; elles sont toujours disponibles, car elles conservent constamment un niveau de préparation élevé. Par ailleurs, elles sont à même de fournir aux dirigeants politiques de judicieux et précieux conseils militaires qui leur permettent de prendre des décisions éclairées. En outre, elles possèdent les ressources personnelles et la technologie nécessaires pour se rendre dans des zones très dangereuses et sensibles du point de vue politique. Sur le plan militaire, les FOS agissent comme des « forces d'avant-garde » en ce sens qu'elles élaborent des TTP, font progresser la doctrine et perfectionnent l'équipement, ce qui profite en fin de compte aux forces déployées sur le terrain. Aspect important, les FOS servent régulièrement d'agent unificateur en collaborant avec les forces aériennes, maritimes et terrestres, de sorte que les Forces canadiennes forment dès lors un tout plus grand que la somme de leurs éléments constitutants.

Du point de vue opérationnel, les FOS contrecarrent l'échéancier de l'ennemi, bousculent celui-ci dans son espace et minent sa volonté. Se fondant entièrement sur la discipline du renseignement (veuillez noter ici que j'emploie le mot « discipline » plutôt que « fonction » pour mettre en exergue le rôle critique du renseignement), elles frappent les outils de commandement et de

contrôle (C2) de l'ennemi et ses principaux éléments habilitants, ou elles amènent ce dernier à craindre la planification d'une attaque contre ces ressources. Cette capacité oblige les chefs ennemis à se déplacer constamment, ce qui les empêche de s'installer pour de bon à un endroit donné et contribue à miner leur influence. Par ailleurs, les FOS accroissent le degré de perfection des efforts déployés sur les plans du renseignement, de la surveillance et de la reconnaissance (RSR) grâce à une coopération intégrée et interorganismes qui favorise la réussite de toute la campagne. Il est intéressant de mentionner que les sources ouvertes des éléments blancs des FOS américaines travaillent de concert avec la United States Agency for International Development (USAID) en Afghanistan dans des zones où les équipes provinciales de reconstruction sont absentes. Nous voyons ici le pragmatisme grandir aux dépens du purisme.

Sur le plan tactique, les FOS entrent dans le cycle OODA (observation, orientation, décision et action) de l'ennemi et, en s'appuyant sur la créativité et l'audace dans l'espace de combat, elles mettent à profit des TTP perfectionnées, l'action-choc, un esprit combattif sans égal et leur domination technologique pour conférer une certaine symétrie à un espace de combat asymétrique. La reconnaissance stratégique et les frappes d'action directe aident à établir les conditions locales qui favoriseront la réussite de la force principale. Bien synchronisées et exécutées dans un ordre judicieux, ces missions renforcent le concept « dégager, tenir, construire ». Cela dit, il ne faut pas voir là des opérations décisives dans le contexte de la contre-insurrection (COIN).

Au fil de tous ces processus, cependant, les commandants tactiques des FOS sont mis au défi d'évaluer la demande par rapport à l'offre. Ils doivent appliquer les critères fondamentaux que sont la pertinence, la faisabilité, le caractère justifiable et soutenable. Afin de donner les bons conseils aux commandants supérieurs, ils doivent répondre aux questions suivantes : Est-ce une mission qui

incombe aux FOS? Est-ce une mission réalisable? Les avantages éventuels justifient-ils les risques? Est-ce une mission gérable du point de vue logistique? Et, bien sûr, toutes les décisions à prendre alors se superposent à la nécessité primordiale de respecter les Conventions de Genève et le droit des conflits armés.

En résumé, on doit présumer que les membres des FOS sont capables de tirer, de se déplacer et de communiquer parfaitement. Cependant, le commandant d'une FOS, qu'il s'agisse d'un détachement ou d'une formation, est celui qui doit porter le plus lourd fardeau personnel. Il lui faut faire preuve d'une pensée agile et critique, agir avec résolution et audace et posséder un ressort suffisant pour pouvoir se lever le lendemain et établir de nouvelles conditions une fois de plus, que ce soit dans le contexte d'une opération ou dans son bureau dans une garnison au Canada.

CONSERVER UN AVANTAGE COMPÉTITIF

Sans décrire en détail l'environnement de sécurité de l'avenir, disons tout simplement que les guerres issues d'un choix céderont de plus en plus la place aux guerres de nécessité, que les engagements militaires axés sur l'édification de l'État seront de plus en plus examinés de près, et que les effets de précision continueront d'être en forte demande.

Par conséquent, les FOS doivent chercher sans relâche à s'établir en tant que partenaires fiables et crédibles au sein des milieux de la défense, faute de quoi elles permettront aux mythes de prendre racine et aux opinions négatives de devenir des vérités absolues. Afin d'empêcher cela, il est essentiel de consacrer du temps à cette tâche, de former le personnel et d'adapter l'information en fonction des circonstances.

En outre, les FOS doivent, dans leur poursuite de l'excellence, se concentrer délibérément sur un double objectif : tout d'abord, elles doivent s'assurer que les résultats opérationnels actuels

correspondent parfaitement aux valeurs fondamentales des FC et, ultérieurement, à leurs propres valeurs. Ensuite, tout en s'alignant sur ces valeurs fondamentales, elles doivent se soucier de progresser en vue de développer les capacités améliorées de demain.

Leur petite taille, leur dynamisme et leur structure de gouvernance minime confèrent un atout aux FOS, soit l'agilité, mais c'est aussi là une faiblesse, car à cause de cette réalité, il leur est difficile de faire valoir leur position face à une bureaucratie militaire complexe.

Toutes ces questions méritent qu'on les examine afin de conserver la pertinence des FOS dans l'EOC. Cependant, il ne s'agit pas seulement d'innover, mais bien de repenser la façon dont les FOS innovent. Les groupements ascendants, descendants ou hybrides ont tous leur utilité. Si tout ce que les FOS expérimentent fonctionne, il faut conclure qu'une culture du risque et de l'audace nous fait défaut; en revanche, si trop peu de tentatives donnent de bons résultats, nous gaspillons des ressources et nous devons réévaluer ce sur quoi nous faisons porter nos efforts.

Les FOS ne peuvent se permettre de conserver un équilibre entre les capacités de précision et les tyranniques capacités « spécialisées », c'est-à-dire celles qui ne serviront sans doute que dans des circonstances incroyablement peu probables. Le dilemme de la demande et de l'offre porte à penser que les capacités marginales, bien qu'elles puissent être attrayantes et plaisantes à posséder, doivent être sacrifiées au profit de la nécessité.

En outre, les FOS doivent surveiller de près leur croissance et leur expansion. Pour conserver un certain avantage ou un statut d'organisation à haute fiabilité, il faut prendre en considération la répartition des droits décisionnels, les structures d'encouragement, la circulation de l'information et le modèle organisationnel particulier, autant d'éléments que la croissance risque d'étouffer dans une certaine mesure.

C H A P I T R E 3

Les FOS doivent aussi entretenir un débat interne vigoureux et un dialogue au sujet de l'équilibre entre la portée des communications et la sécurité des opérations. Elles doivent comprendre ce que leur coûte en soutien et en popularité chaque occasion où elles oublient de faire valoir leurs réussites nombreuses.

En conclusion, les FOS et leurs chefs doivent, d'abord et avant tout, demeurer pragmatiques. Nos travaux de conception doivent-ils être axés sur les capacités ou sur le coût? La réponse réside sans doute un peu sur les deux plans. Il n'y a pas de place pour une démarche puriste dans l'avenir, et je me réjouis, à titre d'observateur intéressé par les FOS, de voir que c'est essentiellement l'orientation que les FOSCAN se sont données.

NOTES

1 Dans le présent chapitre, nous mettrons l'accent sur le contexte de la sécurité nationale au Canada.

2 Marc Sageman, célèbre expert américain du terrorisme, a beaucoup écrit sur ce sujet.

CHAPITRE 4

FAÇONNER LES OPÉRATIONS : LES FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES EN TANT QU'ÉLÉMENT HABILITANT NATIONAL

COLONEL (À LA RETRAITE) JAMES F. POWERS, JR. (É.-U.)

Peu importe leur nationalité ou leur métier, beaucoup de gens dans les milieux de la défense savent distinguer les caractéristiques habilitantes des Forces d'opérations spéciales (FOS). Cependant, ceux qui n'appartiennent pas aux FOS (y compris des militaires et des planificateurs) aux niveaux stratégique et opérationnel réussissent moins facilement à cerner ces caractéristiques. En fait, au niveau stratégique de l'élaboration des politiques et des stratégies (ce qui comprend la répartition des ressources), la plupart des décideurs et des autorités qui fournissent les ressources n'ont pas les connaissances suffisantes voulues sur les capacités habilitantes des FOS dans l'environnement opérationnel contemporain (EOC). Cette pénurie de connaissances empêche de comprendre et d'utiliser au maximum les FOS lorsqu'il s'agit d'évaluer, d'envisager et, éventuellement, de façonner les stratégies, les plans et les concepts en devenir. Le fait que les paliers militaires supérieurs chargés de la planification ne comprennent pas les choses à fond à cet égard constitue un problème important relativement à l'emploi efficace des FOS dans l'EOC et dans l'environnement opérationnel de demain. Heureusement, grâce à un effort conscient de la part des chefs et des membres des Forces d'opérations spéciales, ces lacunes commencent à disparaître.

Il est important de noter que le nombre de membres du Congrès américain et d'administrateurs qui ont une expérience militaire et,

par conséquent, une certaine connaissance sur les capacités et les limites des FOS, diminue, et ce de plus en plus depuis la fin de la guerre du Vietnam. Cette relation de cause à effet n'est sans doute pas imprévue, mais elle signifie qu'il faut permettre aux personnes qui connaissent bien les activités et les caractéristiques habilitantes normalisées, sous-jacentes et émergentes des FOS d'influer sur la politique nationale et sur les décideurs. En effet, on peut apprendre bien des choses en étudiant l'histoire des FOS. Ainsi, il sera possible d'orienter les plans et de mettre en lumière divers aspects à prendre en compte dans le cadre des activités à venir.

FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES

Pour se situer, il importe d'abord de cerner les activités particulières que les FOS sont chargées d'exécuter aux termes de la loi. Les activités suivantes, qui sont citées dans le Code des États-Unis (Titre X – Forces armées), incombent expressément aux FOS des États-Unis à l'heure actuelle. Selon le Code, les FOS interviennent dans chacun des domaines suivants :

- Action directe
- Reconnaissance stratégique
- Guerre non conventionnelle
- Défense intérieure à l'étranger
- Affaires civiles
- Opérations psychologiques
- Contre-terrorisme
- Aide humanitaire

- Recherche et sauvetage dans le théâtre
- Autres activités définies par le président ou le secrétaire à la Défense.

Soulignons que la définition du dernier domaine autorise une vaste utilisation des FOS à la discrétion d'autorités clés, selon ce que la situation exige. Par conséquent, il importe d'explorer certains des principes qui détermineront probablement l'environnement opérationnel de l'avenir (EOA).

ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL DE L'AVENIR

Si l'on examine d'un point de vue historique les expériences vécues par les forces armées du monde, on peut formuler plusieurs hypothèses au sujet de l'EOA. Aspect important, toutes s'entendent pour faire valoir la nécessité d'une force rapide, capable et souple, à même d'exécuter des missions non conventionnelles ou spéciales (en langage contemporain, des forces non conventionnelles/spéciales).

Tout d'abord, il est fort probable que les conflits contemporains, naissants et futurs continueront de mettre en lumière les lacunes de la doctrine militaire occidentale. Cette inadéquation ne devrait surprendre personne, surtout ceux qui s'intéressent avidement à l'histoire militaire, aux leçons tirées des études de cas et au processus par lequel les opérations influent sur la doctrine. Fait significatif, ces écarts existent malgré des efforts considérables, car les États-Unis consacrent beaucoup de temps et d'énergie à élaborer une doctrine devant en général servir de fondement aux opérations, à l'entraînement, à la formulation des besoins en équipement et au développement des forces. Malgré tout, des situations se produiront toujours pour lesquelles il n'existera aucun protocole doctrinal officiel ni aucun équipement tout à fait approprié. Les écarts qui se dessinent entre les principes doctrinaux,

les besoins connexes en équipement et les situations sur le champ de bataille expliquent le bien-fondé et l'origine des activités non conventionnelles ou spéciales. La vérité toute simple, c'est que les planificateurs, quel que soit leur niveau, ne réussiront jamais à prévoir tous les besoins imaginables : il y aura toujours un fossé entre la doctrine et les besoins dictés par les réalités du champ de bataille. Ce manque de symétrie n'est pas dû à la fragilité humaine; nous devons tout simplement être conscients du fait que de tels fossés se formeront dans l'avenir. En outre, bien que les belligérants misent en général sur la doctrine en un premier temps, dans le chaos du conflit et de la guerre, ils recourent d'habitude à des mesures spontanées et à des expédients, s'il le faut. C'est là tout simplement la nature des conflits, au cours desquels il faut s'attendre à l'inattendu. Ce constat met juste en évidence la nécessité de forces capables de s'adapter aux circonstances, des forces telles que les FOS.

Ensuite, il est peu probable que le pays se dote d'une grande stratégie d'ensemble dans l'EOA. Les établissements d'enseignement militaires professionnels aux États-Unis fustigent les principes de la stratégie (c.-à-d. la fin et les moyens), mais, malheureusement, la plupart des femmes et hommes politiques n'ont pas bénéficié des mêmes privilèges et/ou de la même éducation. On dirait que les États-Unis ne se sont souciés ni d'adopter une *grande stratégie* d'ensemble qu'aurait élaborée en théorie le Conseil national de sécurité (NSC), ni d'attribuer à chaque département de l'Exécutif des tâches de soutien connexes bien précises. On semble avoir oublié d'une manière ou d'une autre d'inclure dans la stratégie de défense des États-Unis les tâches afférentes à la diplomatie, à l'information, à l'économie, aux finances, au renseignement et à l'application de la loi qui sont censées faire partie d'une grande stratégie d'ensemble détaillée. Par conséquent, les forces armées américaines reçoivent l'ordre d'exécuter des opérations parfois sans savoir comment leur intervention s'inscrit dans le cadre de la stratégie globale (s'il en existe une en réalité). En d'autres mots, il

semble que la synchronisation des actions militaires et des activités non militaires soit inexistante, ou presque. Si les planificateurs du gouvernement comprenaient les rôles et les capacités des forces armées américaines et, en particulier des FOS, cela aiderait à réduire tout élargissement du fossé susmentionné.

Enfin, dans l'EOA, il nous faudra probablement une force militaire capable d'opérer aux *jonctions* des missions définies. Ce principe est particulièrement valide dans le cas des FOS, car il est parfois arrivé que sa portée soit assez large. En outre, des limites naturelles se tracent entre les missions conventionnelles, les capacités des forces polyvalentes et les objectifs stratégiques se situant juste en dehors de la compétence de n'importe quel organisme ou département du gouvernement fédéral américain. Afin de réduire toute friction, l'orchestration des opérations et des activités entre ces limites (les interstices) nécessite un haut degré de cohésion entre les forces conventionnelles et les FOS. Aspect plus important, dans les cas où des lignes directrices légales précises n'existent pas, l'exécution de ces opérations exige que l'esprit du Code des États-Unis soit respecté en toutes circonstances.

FONDEMENT JURIDIQUE DES FOS ET LACUNES DE LA LOI

Chaque pays possède ses propres processus et protocoles pour définir les fondements de ses forces conventionnelles, peu importe qu'ils soient fonction des ressources existantes, d'une mission ou d'une stratégie. Par conséquent, il incombe à chaque pays d'évaluer ses besoins en forces non conventionnelles/spéciales, d'en justifier l'existence et d'en établir les fondements juridiques¹. Bien que ces forces (et les opérations qu'elles mènent) portent de nombreux noms différents, tout dépendant du pays, leur but est toujours le même : exécuter des missions nouvelles que l'on n'a jamais confiées à des forces polyvalentes ou conventionnelles.

En général, chaque pays promulgue des lois qui définissent les rôles, les fonctions et les missions de ses forces armées. Cependant, des organisations paramilitaires, criminelles ou terroristes risquent de passer outre aux lois établies sur les conflits armés. Cette situation engendre un dilemme tactique pour les forces armées américaines : si elles combattent de la même manière que les belligérants, elles risquent intrinsèquement de violer des lois nationales et internationales sur les conflits armés, mais si elles ne le font pas, elles confèrent du même coup aux belligérants un net avantage asymétrique. Les protocoles américains peuvent notamment nécessiter une déclaration présidentielle pour faciliter les opérations militaires contre les belligérants de ce genre, alors qu'une telle condition risque de ne pas exister dans d'autres pays.

Quoi qu'il en soit, les stratèges militaires de chaque pays continueront sans doute de faire face à trois asymétries omniprésentes concernant ce que leurs forces armées et, en particulier, leurs FOS reçoivent l'ordre d'accomplir, d'une part, et les contraintes qui leur sont alors imposées, d'autre part. La première asymétrie se manifeste dans l'opposition entre les tâches essentielles à remplir et les ressources disponibles. En pareil cas, les forces armées américaines optent en général pour un autre plan d'action en vertu duquel elles prennent cette contrainte en compte ou sollicitent une dérogation de la part d'une autorité supérieure pour se soustraire à la tâche, à moins que des ressources leur soient fournies.

La deuxième asymétrie existe entre les responsabilités dictées par la loi, d'une part, et les fonctions et rôles doctrinaux, d'autre part. Chacun de ces éléments peut se transformer au fil du temps en fonction des circonstances, mais le dilemme se pose quand les responsabilités susmentionnées ne trouvent pas écho dans la doctrine et l'équipement, et vice-versa. En d'autres mots, une « responsabilité » légale ou réglementaire d'agir risque d'être disproportionnée par rapport aux moyens dont on dispose, et d'empêcher d'autre part l'exécution d'une mission déjà confiée aux forces armées.

La troisième asymétrie est qu'il existera presque toujours un gouffre entre les impératifs nationaux obligeant le pays à agir, d'une part, et les rôles, fonctions et ressources, d'autre part. Parfois, une décision que les autorités nationales de commandement (aux États-Unis, le président et le secrétaire à la Défense) prennent et qui engage le pays à passer à l'action l'emporte sur toute autre chose, et les unités militaires sont alors projetées dans une mission pour laquelle elles risquent de n'être pas suffisamment entraînées, ou qu'elles n'ont pas pu préparer à fond, faute de temps (cette dernière éventualité est la plus courante). Il incombe aux dirigeants civils, qui se fondent en cela sur les opinions des conseillers militaires, de décider si une présence militaire en vaut ou non la peine, compte tenu du risque. Chose certaine, on peut citer des exemples historiques pour faire valoir l'un ou l'autre point de vue.

HISTOIRE SÉLECTIVE DES FOS

Office of Strategic Services

Les FOS canadiennes et américaines ont un ancêtre commun : le Special Operations Executive britannique. La doctrine des FOS américaines d'aujourd'hui a des fondements historiques remontant à la guerre d'Indépendance et à Francis Marion surnommé le « Renard des marais »; il faut aussi mentionner les « maraudeurs de Merrill », le Programme du groupe de défense civil irrégulier au Vietnam et les opérations d'aujourd'hui menées en Afghanistan, en Iraq et aux Philippines. Tout cela a des liens avec l'Office of Strategic Services, organisation de la Seconde Guerre mondiale créée pour développer le renseignement stratégique. Le United States Special Operations Command (USSOCOM) entretient encore cette relation importante avec d'anciens membres grâce à un partenariat étroit avec l'OSS Society et à une coordination des activités avec cette entité. Les efforts et les exploits de ces femmes et de ces hommes novateurs et intelligents ont permis aux Alliés, pendant la Seconde Guerre mondiale, d'exploiter les missions menées avec

des forces réduites dans toute l'Europe et le Pacifique et, plus tard, en Indochine grâce à leurs méthodes axées sur une présence discrète, la collecte de renseignements et la consultation.

Première Force de Service spécial

Appelée aussi Première Force de Service spécial (PFSS), la *Brigade des diables* était une unité de commandos américains et canadiens qui s'entraînait à Fort Harrison, près d'Helena (Montana), aux États-Unis.

Programme du groupe de défense civil irrégulier (Vietnam)

Au tout début de la période où les États-Unis ont conseillé le gouvernement sud-vietnamien, ceux-ci croyaient qu'il fallait mettre sur pied des forces paramilitaires à même les minorités du Vietnam du Sud qui vivaient dans les montagnes et les hautes terres, afin de renforcer et d'élargir les efforts de contre-insurrection déployés par le gouvernement vietnamien. Ensuite, les Montagnards, les Rhades, les Nungs et d'autres groupes minoritaires ont semblé être des cibles de prédilection pour la propagande communiste nord-vietnamienne, en partie parce qu'ils étaient mécontents du gouvernement sud-vietnamien; il importait donc d'empêcher le Viêt-cong de les recruter et de s'emparer de leurs vastes terres stratégiques.

Quarante villages ont été évalués, puis désignés pour faire partie d'un programme pilote appelé « Programme du groupe de défense civil irrégulier » (CIDG). Dans le cadre d'un effort conjoint, les forces spéciales américaines et vietnamiennes ont réuni des recrues, par l'intermédiaire des chefs des villages, tant pour la défense des villages que pour la force de sécurité locale. Avant qu'un village puisse être accepté dans le programme, le chef du village devait affirmer que chaque membre de ce dernier y participerait et qu'un

nombre suffisant de personnes se porteraient volontaires pour recevoir l'entraînement et pouvoir ainsi assurer une protection acceptable au village. Le programme était tellement populaire que les villageois se sont bientôt mis à faire eux-mêmes du recrutement. Une partie de la popularité du projet était sans doute due au fait que les Montagnards pouvaient récupérer leurs armes. À la fin des années 1950, toutes les armes, y compris les arbalètes, leur avaient été confisquées par le gouvernement en guise de représailles pour les déprédations commises par le Viêt-cong, et seules les lances de bambou ont été autorisées jusqu'à la deuxième semaine de décembre 1961, quand le gouvernement a finalement permis d'entraîner et d'armer les défenseurs des villages et les forces d'attaque. Celles-ci devaient vivre dans des camps, tandis que les défenseurs sont rentrés chez eux après avoir reçu l'entraînement et les armes.

Dans la zone opérationnelle établie de concert avec le chef de la province et les unités de l'Armée vietnamienne, les activités comprenaient ce qui suit :

- mener de petites patrouilles de sécurité locales;
- tendre des embuscades;
- exécuter des patrouilles pour assurer la défense du village;
- créer des réseaux de renseignement locaux;
- établir un système d'alerte grâce auquel les hommes, les femmes et les enfants du village signaleraient tout mouvement suspect dans leur secteur.

Tous les villages étaient légèrement fortifiés, l'évacuation étant la principale mesure de défense, et l'on faisait aussi un certain usage d'abris pour les femmes et les enfants. Les forces d'attaque se tenaient sur un pied d'alerte au centre de la base, à Buon Enao, pour

intervenir en cas de besoin, et les villages appliquaient un système de soutien mutuel en vertu duquel les défenseurs se précipitaient au secours les uns des autres en cas d'attaque. Le système incluait aussi les villages vietnamiens.

Le soutien logistique était assuré directement par des organismes américains, en dehors des voies d'approvisionnement de l'Armée vietnamienne et de l'Armée américaine. Les forces spéciales américaines servaient d'intermédiaire pour fournir ce soutien au niveau des villages, mais la participation américaine était indirecte, en ce sens que la distribution des armes et la remise de leur solde aux troupes se faisaient par l'intermédiaire des chefs locaux.

Dans le domaine de l'aide aux civils, le programme d'auto-défense des villages favorisait le développement des collectivités tout en assurant la sécurité militaire. Les défenseurs des villages et le personnel médical des forces d'attaque organisaient des cliniques et se rendaient parfois dans de nouveaux villages, ce qui accroissait la portée du projet.

On a estimé que le programme avait été couronné de succès. Les défenseurs des villages et les forces d'attaque ont accepté l'entraînement et les armes avec enthousiasme et sont devenus très résolus à s'opposer au Viêt-cong contre lequel ils ont bien combattu. Les projets tels que le programme du CIDG ont permis aux gouvernements des États-Unis et du Vietnam du Sud d'adopter des mesures d'économie de forces au profit d'autres opérations plus importantes dans le cadre de la campagne globale.

Opération *Ivory Coast* (Vietnam du Nord – Raid de Son Tay)

En 1970, les États-Unis ont dressé la liste de plus de 500 prisonniers de guerre (PG) américains détenus par les Vietnamiens du Nord. D'après diverses sources, le camp de prisonniers se trouvait non loin de Son Tay (Vietnam du Nord). Selon les rapports, les

conditions de détention de ces Américains étaient atroces, et l'ennemi leur infligeait de cruels traitements. Un groupe de planification a étudié la possibilité d'exécuter un raid de nuit contre le camp nord-vietnamien de prisonniers de guerre, et il a conclu qu'une attaque était possible et qu'il y avait lieu de la tenter.

Deux mois plus tard, les participants à l'opération *Ivory Coast* ont commencé à s'organiser, à dresser des plans et à s'entraîner en vue de la mission. Celle-ci a été brillamment exécutée, de sorte qu'au cours du raid, un seul soldat américain a été blessé et deux aéronefs ont été perdus. On a estimé qu'entre 100 et 200 soldats nord-vietnamiens avaient été tués. Les services du renseignement ont plus tard fait savoir que les prisonniers, détenus à l'origine à Son Tay, avaient été déplacés plus tôt dans un camp situé 15 milles plus loin. Des renseignements avaient indiqué cet état de choses peu avant le raid, mais il ne restait plus assez de temps pour changer la destination du raid. En dépit de cette erreur de la part des services du renseignement, on a jugé que le raid avait été une réussite sur le plan tactique en raison de son exécution quasi parfaite.

Les compétences que possédaient déjà les membres des 6^e et 7^e Groupes de forces spéciales ont facilité l'entraînement et les exercices de préparation en vue de cette opération. Les efforts déployés aux stades de la planification et de l'exécution des combats que les FOS mèneraient au sol ont favorisé la réussite de ce raid stratégique. Sans cette capacité existante, les autorités nationales de commandement auraient eu deux autres choix : constituer une force spéciale à même les éléments d'une arme donnée ou de plusieurs armes, ou encore confier la mission à des forces polyvalentes/conventionnelles.

Opération *Eagle Claw* (Iran)

En novembre 1979, des étudiants militants iraniens se sont emparés de l'ambassade des États-Unis à Téhéran. En décembre de la même année, on a constitué une force de sauvetage et mis sur pied

un programme d'entraînement. Des exercices ont eu lieu jusqu'en mars 1980, et l'Instance collégiale des chefs d'état-major (JCS) a approuvé l'exécution de la mission le 16 avril 1980. Entre les 19 et 23 avril, la force a été déployée en Asie du Sud-Ouest.

Le 24 avril 1980, les négociations ayant échoué après six mois, les autorités nationales de commandement ont décidé d'exécuter l'opération *Eagle Claw* en vue de libérer les otages américains.

Le plan prévoyait que huit hélicoptères RH-53D de la Marine américaine franchiraient 600 milles pour se rendre à un poste avancé de ravitaillement en carburant appelé *Desert One* et que, sous le couvert de la nuit, ils referaient le plein auprès d'avions-citernes KC-130, prendraient à leur bord une équipe d'attaque composée de 120 soldats de l'Armée américaine, puis se rendraient à deux autres endroits où ils se cacheraient. Un des paramètres de la mise à exécution de la mission était qu'il devait y avoir au moins six hélicoptères en bon état de fonctionnement. En moins de quatre heures, deux appareils ont dû se retirer à cause d'une panne mécanique. Les autres aéronefs ont été retardés par la météo, et l'un d'eux a été cloué au sol par une fuite du système hydraulique.

Pendant qu'il manœuvrait pour se ravitailler auprès des aéronefs C-130, un hélicoptère est entré en collision avec un de ces derniers, et les flammes ont rapidement enveloppé les deux appareils. Le commandant sur place a décidé à ce stade-là de faire monter les survivants de la collision et les équipages de tous les autres hélicoptères à bord des aéronefs C-130 et de quitter les lieux. Huit hommes avaient été tués et cinq autres, blessés. Cinq hélicoptères intacts, les épaves calcinées d'un l'hélicoptère et d'un aéronef C-130 et les dépouilles des soldats tués ont été abandonnés sur les lieux.

Contrairement à ce qui avait été le cas lors de l'opération *Ivory Coast*, l'analyse de la mission a mis au jour des problèmes

importants. L'exercice du commandement et du contrôle pendant l'exécution de l'opération avait été imparfait. Le principe de l'unité de commandement avait été violé, car il a fallu six mois avant qu'un commandant soit désigné pour diriger la mission, ce qui a gêné l'entraînement ainsi que la planification et l'exécution de celle-ci. Des commandants distincts étaient chargés de la sécurité des lieux, de la force d'hélicoptères, de la force terrestre, des avions-citernes KC-130 et du soutien au moment de l'atterrissage. Le commandant de la force terrestre avait le pouvoir de décider si l'opération aurait lieu ou non, mais aucun des autres membres de la force ne le connaissait. Il n'y a eu aucun entraînement interarmées, tel que nous l'envisageons aujourd'hui, et celui qui a été exécuté l'a été au niveau individuel et au niveau des unités au sein de chaque arme. Les troupes se sont exercées à remplir la mission à quelques reprises pour en évaluer des éléments bien précis, mais il n'y a eu aucun exercice complet en tenue de combat. Pour ajouter au problème, des contraintes ont gêné l'interopérabilité des communications et l'application des procédures.

Une commission de six membres mise sur pied par l'Instance collégiale des chefs d'état-major (JCS) a conclu que les pilotes de la Marine et des Marines choisis pour l'opération avaient très peu d'expérience de la navigation terrestre sur de longues distances ou du ravitaillement en vol à l'aide d'aéronefs C-130; pourtant, on les a préférés à plus d'une centaine de pilotes qualifiés de H-53 de la Force aérienne qui étaient disponibles. Un autre problème résidait dans l'absence d'un programme complet d'exercices en vue de la mission et d'évaluation de l'état de préparation. D'emblée, l'entraînement n'a jamais été exécuté dans un contexte véritablement interarmées : il a été compartimenté et mené dans des endroits disséminés dans tout le territoire des États-Unis. Les exercices de préparation limités qui ont eu lieu n'ont permis d'évaluer que des éléments de l'ensemble de la mission. Le nombre d'hélicoptères employés a lui aussi été une source d'ennuis. La commission a conclu que l'on aurait dû aligner au moins 10 et

peut-être même 12 appareils pour garantir le nombre minimal de six qu'il fallait pour mener la mission à bien. Les organisateurs ont aussi été critiqués pour avoir recouru au ravitaillement au sol au lieu du ravitaillement en vol, contrairement à ce qui avait été fait lors du raid sur Son Tay. La commission a conclu que, si les hélicoptères avaient été ravitaillés en vol, on aurait évité tout le scénario du poste *Desert One*.

Personne n'aime l'échec. Dans le présent cas, cependant, le rapport de la Commission Holloway a suscité la volonté de formuler un nouveau paradigme pour garantir que la violation des principes évoqués plus haut ne se reproduirait plus jamais, grâce à des ententes ponctuelles axées sur les préoccupations. Faute des échecs individuels et des violations de la doctrine survenus pendant l'opération *Eagle Claw*, le USSOCOM n'aurait jamais vu le jour. Au cours de cette opération particulière, les capacités intrinsèques des FOS n'ont pas pu être exploitées à fond et devenir des agents multiplicateurs des forces. Les anciennes méthodes – bricoler une force avec des éléments disparates, exécuter un entraînement compartimenté, puis essayer d'orchestrer une mission sans mener un grand exercice général – ont finalement été les éléments annonciateurs de l'échec. Le nouveau modèle, créé en dépit des objections de chacun des chefs d'armée, anciens ou en poste, a pris la forme d'un nouveau commandement pour les Forces d'opérations spéciales, à savoir le USSOCOM.

Opération *Provide Comfort* (Région du sud de la Turquie/Secteur du nord de l'Iraq)

Dans la foulée des combats alliés menés pendant l'opération *Desert Storm*, Saddam Hussein a chassé les populations kurdes d'Iraq vers les frontières séparant son pays de la Turquie et de l'Iran. D'après ce que l'on peut savoir, environ 1,5 million de Kurdes ont fui leur foyer en n'emportant avec eux que très peu de vivres; ils ont été disséminés en groupes le long de la frontière sud de la Turquie et de la frontière nord de l'Iraq. L'opération que

les Alliés ont exécutée pour stabiliser, coordonner et synchroniser les secours humanitaires et pour créer les conditions en vue du retour des réfugiés en Iraq a été appelée opération *Provide Comfort*. Sous le commandement initial d'un Groupe opérationnel interarmées pour les opérations spéciales (JSOTF) mis sur pied à partir d'éléments du Special Operations Command – Europe (SOCEUR), des troupes (10^e Groupe de forces spéciales et 39^e Escadre d'opérations spéciales) ont été envoyées dans ces groupes kurdes éparpillés pour les organiser en camps dûment constitués où il est devenu possible d'évaluer les besoins et de savoir où les interventions s'imposaient. La capacité intrinsèque de ces FOS du SOCEUR de mettre rapidement sur pied un JSOTF et de déployer leurs structures et leurs systèmes bien connus de commandement et de contrôle a permis au US European Command de faire venir ensuite des unités terrestres et aériennes alliées pour entreprendre les efforts de redressement de grande envergure.

Groupe interarmées multinational pour les opérations spéciales (Philippines)

Après les événements tragiques du 11 septembre 2001, le USSOCOM a déployé des éléments du 1^{er} Groupe de forces spéciales aux Philippines afin de faciliter l'entraînement anti-terroriste et de soutenir le gouvernement philippin dans ses efforts. Les capacités des FOS américaines, déjà bien connues des forces armées philippines, ont donc permis au commandant du US Pacific Command de conseiller les autorités, d'influer sur leurs décisions et de surveiller leurs efforts dans la lutte contre le terrorisme, tout en épargnant les forces polyvalentes qui lui étaient confiées et en les affectant à l'instruction et aux opérations normales et en les chargeant d'autres projets axés sur la collaboration avec les forces armées d'autres pays. La capacité interne de contre-terrorisme dans le théâtre procure à chacun des commandants régionaux de forces combattantes une porte d'entrée sans pareille auprès des pays, dans leurs zones de responsabilité respectives.

Opération *Iraqi Freedom* (Iraq)

La situation en Iraq, après les premières opérations de combat, a établi les conditions nécessaires à l'ouverture d'un deuxième front dans le nord au moyen de forces locales constituées en une entité paramilitaire. Cette tâche (que l'on n'associe pas normalement aux forces polyvalentes) a fourni aux FOS américaines l'occasion classique de mener une guerre non conventionnelle pour aider le commandant de la composante terrestre de la Force opérationnelle à mettre en œuvre une autre stratégie d'économie de forces et, par conséquent, à réserver les forces polyvalentes pour les missions qui leur incombent aux termes de la doctrine.

Opération *Enduring Freedom* (Afghanistan)

De toutes les activités habilitantes menées jusqu'ici en Afghanistan, celle qui retient sans doute le plus l'attention des médias et d'autres forces armées qui étudient les réussites et les échecs prend la forme des équipes provinciales de reconstruction (EPR). Ces équipes mixtes, constituées essentiellement à partir d'éléments des FOS et comprenant non seulement des forces polyvalentes, mais aussi du personnel et des groupes d'autres organismes du gouvernement américain, rétablissent des conditions normales dans les régions rurales du pays et libèrent ainsi les forces de combat/polyvalentes plus considérables pour d'autres opérations de combat et de rétablissement de la stabilité. Le succès remporté par ces équipes faisant appel à des stratégies novatrices et axées sur la culture a été un des points saillants de la campagne d'Afghanistan.

CONCLUSION

Ces exemples choisis illustrent comment les FOS peuvent dynamiser les forces armées nationales et les stratégies de sécurité nationale. Ils montrent les difficultés qui risquent de surgir quand les stratèges militaires et les dirigeants politiques ne prennent pas

en compte les capacités particulières des FOS, et aussi les avantages possibles quand on confie des missions appropriées aux FOS. Dans l'EOA, une inadéquation entre la doctrine et l'emploi d'une grande stratégie d'ensemble continuera sans doute d'exister, mais le recours judicieux aux FOS pourra aider à y remédier et à créer une interface quasi homogène entre les FOS et les forces conventionnelles. En outre, le bon emploi des FOS aide à atténuer le manque de symétrie notamment entre les missions essentielles et les ressources disponibles, entre les responsabilités prévues par la loi, d'une part, et les fonctions et rôles décrits dans la doctrine, d'autre part, et entre les actions nationales qui s'imposent impérativement, d'un côté, et les rôles, fonctions et ressources, de l'autre. De nombreux décideurs et des autorités chargées d'attribuer les ressources au niveau stratégique de l'élaboration des politiques et des stratégies continuent sans doute d'acquérir et de conserver des connaissances suffisantes sur les capacités habilitantes des FOS dans l'EOC, mais grâce à un effort conscient déployé au nom des Forces d'opérations spéciales, la situation s'améliore. De toute évidence, en leur qualité d'atout national dynamisant, les FOS ont aussi un autre rôle, soit celui d'instruire les autorités nationales.

NOTES

1 Aux fins du présent chapitre, l'expression « non conventionnelle » désigne les forces irrégulières ou spéciales, les commandos et toute autre force non polyvalente, ainsi que les concepts s'y rapportant.

CHAPITRE 5

LES FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES : UN MOYEN POUR LE CANADA D'ADOPTER LE PRINCIPE DE L'ÉCONOMIE DE FORCES?

DAVID A. CHARTERS, Ph. D.

*« Jamais dans l'histoire des conflits humains
une dette n'aura été si grande à l'endroit d'un si petit nombre. »*

WINSTON CHURCHILL

Dans le témoignage que Winston Churchill a rendu, pendant la guerre, aux aviateurs de la Royal Air Force (RAF) pour leurs fructueux efforts déployés au cours de la bataille d'Angleterre, il a parlé d'actions militaires qui ont été couronnées de succès, tout en étant efficaces de façon disproportionnée par rapport aux ressources engagées. Bien que dépassés en nombre, les aviateurs du Fighter Command de la RAF ont remporté une victoire décisive dont les effets stratégiques ont influé d'une façon déterminante sur la conduite du reste de la guerre. À cet égard, les mots de Churchill traduisent l'essence d'un principe fondamental de la guerre : l'économie de forces (EF).

Le présent chapitre a pour but d'examiner la question de savoir si les Forces d'opérations spéciales (FOS) peuvent procurer au Canada un moyen de réaliser l'EF. Afin d'analyser ce thème, nous aborderons quatre autres questions. Tout d'abord, qu'entend-on par « économie de forces »? Ensuite, pourquoi et dans quelles

circonstances l'EF importe-t-elle? En troisième lieu, comment les FOS permettent-elles aux commandants sur le champ de bataille et aux décideurs d'économiser des ressources? Nous répondrons à cette dernière question en partie à l'aide d'une série d'études de cas destinées à montrer comment les FOS favorisent l'EF. Ces études feront aussi voir les avantages et les inconvénients des opérations des FOS, dans le contexte de l'EF. Dans le reste du chapitre, nous répondrons à une quatrième question : le Canada a-t-il besoin de FOS axées sur le principe de l'EF? Pour répondre à cette question, nous nous poserons une série de questions secondaires :

1. Quels sont les types de crises et de conflits susceptibles de se produire au cours de la prochaine décennie (2010-2020) et lesquels risquent le plus de faire intervenir les Forces canadiennes?
2. Quelles sont les contraintes qui vont sans doute déterminer l'organisation, les capacités et les opérations des Forces canadiennes, de même que les structures et les moyens des FOS canadiennes?
3. Quels types d'opérations expéditionnaires les FC entreprendront-elles probablement?
4. Comment pourrait-on utiliser les FOS pour que les opérations qu'elles mènent soient exécutées dans le respect du principe de l'EF?
5. Quelles sont les capacités minimales dont les FOS canadiennes ont besoin pour faire face aux imprévus probables de l'avenir, au chapitre de l'EF?
6. Quelles mesures le ministère de la Défense nationale et le Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada doivent-ils prendre pour satisfaire à ces exigences?

En fin de compte, nous soutenons que les Forces d'opérations spéciales offrent au Canada une façon d'économiser ses forces, un atout stratégique à une époque caractérisée par l'incertitude budgétaire et politique tant chez nous qu'à l'étranger.

QU'ENTEND-ON PAR « ÉCONOMIE DE FORCES »?

Ce principe fondamental de la guerre est à la fois simple et complexe. D'une part, il signifie, pourrait-on penser, qu'il ne faut pas employer une force supérieure à celle dont on a besoin pour atteindre l'objectif. C'est d'habitude ce que l'on entend par l'expression « force minimale », souvent employée dans le contexte de la sécurité intérieure ou des opérations de contre-insurrection. Aspect important, toutefois, « force minimale » et « économie de forces » (EF) ne sont pas nécessairement synonymes. En effet, pour le stratège militaire Carl von Clausewitz, l'expression « économie de forces » signifie que, pour remporter la victoire à la guerre, il faut utiliser toutes les forces avec *efficience* et *efficacité*¹. La doctrine militaire américaine moderne repose beaucoup sur l'interprétation de Clausewitz. Ici, l'expression EF désigne l'application d'une force maximale au point décisif. Si l'on y emploie cette force avec efficience et efficacité, on obtiendra une économie d'effort en écrasant l'ennemi et en préservant la majorité de ses propres forces au lieu de les gaspiller en lançant une série d'attaques sporadiques². Cependant, il importe de se rappeler que la force maximale nécessaire dépend de la nature de l'objectif et de l'ennemi. Si ceux-ci ne sont pas considérables, la force appliquée contre eux peut alors être relativement petite. En effet, les cas exposés plus loin dans la présente étude illustrent ce point exactement. Ce n'est pas la taille de la force qui importe, mais bien la mesure dans laquelle on sait bien s'en servir.

QUAND ET POURQUOI L'EF IMPORTE-T-ELLE?

Clausewitz a fait valoir l'EF dans le contexte de la guerre en général; il y voyait un principe universel. Cependant, on peut en

exprimer la valeur en des termes plus précis. Premièrement, recourons à une simple analyse coûts-avantages, laquelle Clausewitz a lui-même préconisée. On gaspille des ressources quand on emploie une force de façon non efficiente – « se servir d'un marteau pour tuer une mouche ». Même dans le cas d'une grande puissance, la quantité de force qu'elle peut appliquer au cours d'une campagne donnée, à l'exclusion de la guerre nucléaire, est d'habitude limitée par les aspects logistiques et économiques, par le terrain et par d'autres engagements. Il est rare que l'on ait des forces de trop. Par conséquent, l'EF n'est normalement pas une option, mais bien une nécessité.

Deuxièmement, la guerre est imprévisible. Des exigences et des conséquences inattendues découlent souvent des affrontements armés. L'ennemi peut réagir de façons imprévues, ce qui crée des risques et/ou des possibilités. L'emploi à outrance des forces peut dégarnir les réserves de notre camp qui, dès lors, n'est plus à même d'exploiter les ouvertures ou devient vulnérable aux actions imprévues de son ennemi. À l'inverse, l'EF peut procurer la souplesse en libérant des forces dont on aura peut-être besoin pour faire face à de telles menaces ou profiter de telles possibilités.

Troisièmement, des circonstances peuvent se produire où le recours à la force est nécessaire, mais où la conjoncture politique – tant au pays qu'à l'étranger – risque d'exiger un règlement rapide de la situation. L'emploi rapide et efficient d'une force écrasante peut donner de meilleurs résultats stratégiques et être plus acceptable du point de vue politique qu'une escalade prolongée et graduelle dont l'issue est incertaine. L'EF va donc implicitement de pair avec des actions et des résultats décisifs et avec la dissuasion.

Finalement (et c'est là un argument étroitement lié au précédent), en raison de considérations politiques, « l'emploi d'un marteau pour tuer une mouche » risque d'être perçu comme étant injuste (au pays et à l'étranger). Le recours disproportionné à la force est

souvent inacceptable du point de vue politique. Par conséquent, dans certains conflits, les opérations axées sur l'EF amélioreront sans doute les relations publiques (RP) et accroîtront l'efficacité des opérations d'information (OI).

COMMENT LES FOS PERMETTENT-ELLES AUX COMMANDANTS SUR LE CHAMP DE BATAILLE D'ÉCONOMISER DES FORCES?

Compte tenu de leur nature même, les Forces d'opérations spéciales semblent incarner le principe de l'EF. Elles se composent d'habitude de petites unités et formations, de sorte qu'elles font d'emblée des économies d'échelle. Néanmoins, elles sont spécialement entraînées et équipées pour fournir une puissance de combat non conventionnelle (et d'autres capacités militaires) à une cadence et à un degré disproportionnés par rapport à leur taille. Dans certaines circonstances, elles peuvent donc compenser un manque d'unités conventionnelles. Les FOS sont petites, mais puissantes, ce qui les rend souples; elles peuvent se déployer presque n'importe où et faire sentir rapidement l'effet de leur puissance. Cet atout pourrait leur permettre de contenir une crise ou un conflit qui se dégrade ou une percée ennemie, ou les empêcher de se produire, ou d'exploiter une ouverture inattendue³. Enfin, les FOS adoptent d'habitude un profil peu manifeste, ce qui leur permet de se déployer discrètement. Mais, même dans les cas où l'on connaît son rôle, une petite force portant un coup décisif peut avoir un meilleur effet du point de vue des RP/OI qu'une force considérable écrasant l'opposition avec des troupes et une puissance de feu excessives. À une époque où la notion de « franc-jeu » semble imprégner le discours public au sujet de la conduite de la guerre, l'emploi des FOS pourrait être perçu comme un moyen de niveler les chances.

Cependant, évoquer ces possibilités en théorie est une chose, mais prouver les arguments avancés en est une autre. Heureusement,

l'histoire fournit de nombreux exemples où des FOS ont exécuté des missions avec efficacité en recourant au principe de l'EF, depuis l'époque des unités de Rangers pendant la guerre de Sept Ans jusqu'au raid sur Saint-Nazaire pendant la Seconde Guerre mondiale. En fait, en envoyant T. E. Lawrence aider et conseiller les forces arabes pendant la Première Guerre mondiale, la Grande-Bretagne a sans doute mené une des opérations les plus décisives et les plus rentables de l'histoire avec des FOS appliquant le principe de l'EF, car cela l'a aidée à s'affirmer comme puissance étrangère dominante dans la région pendant près d'un demi-siècle, ce qui équivaut à une « vie entière » dans le domaine de la diplomatie. Les études de cas suivantes, portant toutes sur des situations postérieures à 1945, prouvent elles aussi ces affirmations clés avec une vigueur plus que suffisante.

ÉTUDES DE CAS

Opération *Dragon rouge*, au Congo en 1964

Le 5 août 1964, pendant la guerre civile au Congo, les rebelles « Simbas » ont capturé plus de 1 600 ressortissants étrangers et les ont gardés prisonniers à Stanleyville, dans l'est du Congo. Au cours des 111 journées suivantes, ceux-ci sont devenus des pions dans la lutte entre les rebelles, qui s'étaient emparés de la majeure partie de l'est et du centre du Congo, et le gouvernement congolais, qui tentait de reprendre ces territoires avec l'aide militaire de la Belgique et des États-Unis et avec l'appui de mercenaires. Ces mesures ont mis en danger la vie des otages étrangers; certains ont été tués ailleurs, tandis que d'autres ont servi de boucliers humains. La planification d'une mission de sauvetage avait commencé tôt, mais la distance, le terrain et l'insuffisance du renseignement sur les Simbas et leurs otages compliquaient les choses. Les premiers plans de sauvetage américains étaient soit trop limités pour réussir, soit trop vastes et compliqués. En fin de compte, la Belgique a dépêché une force de 340 para-commandos qui s'est déployée à bord d'un

aéronef C-130 de la US Air Force (USAF) en faisant escale à la base aérienne britannique de l'île Ascension, dans l'Atlantique Sud, et à l'aéroport de Kamina, au Congo. Les premiers commandos ont sauté en parachute en direction de l'aéroport de Stanleyville, à 6 h le 24 novembre, et se sont rendus maîtres de l'endroit; ils avaient dégagé les pistes à 6 h 50, heure où l'aéronef transportant le reste des troupes s'est posé. Les commandos ont ensuite pénétré dans la ville, combattu les Simbas et secouru les otages et les ressortissants congolais. À la fin de la première journée, 1 400 prisonniers avaient été évacués; les autres ont pu quitter le pays par aéronef le lendemain. Le 26, une deuxième opération a été organisée pour secourir 375 otages à Paulis, à environ 200 milles au nord-est de Stanleyville. En tout, à peu près 60 otages ont été tués avant de pouvoir être libérés. La force belge a perdu sept hommes, dont deux ont été tués. On ignore quelles ont été les pertes humaines exactes du côté des Simbas, mais on sait qu'elles ont été élevées. La force de sauvetage s'est retirée rapidement, tandis que la colère et les protestations grandissaient dans de nombreuses capitales du tiers-monde. L'opération n'a pas été parfaite, loin de là, mais ses objectifs ont été atteints dans l'ensemble⁴.

Le récit exposé ci-dessus simplifie ce qui a été, en fait, une opération complexe, controversée et délicate du point de vue politique. Celle-ci a eu lieu dans un contexte instable et dynamique, rempli de tension à cause du désaccord entre les Belges et les Américains au sujet de ses objectifs et de sa planification. Les États-Unis se préoccupaient principalement du sauvetage de leurs citoyens et ont tenté jusqu'à la dernière minute de parvenir à une solution diplomatique négociée. Pour les Belges, l'opération représentait un effort stratégique qui non seulement leur permettrait de libérer les otages, mais aiderait aussi à enrayer ou à renverser la révolte des Simbas qui menaçait leurs intérêts économiques dans le pays. Personne n'avait encore tenté d'exécuter un sauvetage de si grande envergure par aéronef et dans un territoire si lointain. L'effet de surprise stratégique avait été perdu, car, quatre

jours avant l'opération, le ministre belge des Affaires étrangères avait révélé l'existence de la force de sauvetage. Par conséquent, les Simbas s'attendaient à une tentative de sauvetage et avaient planifié de tuer leurs otages, une fois l'opération commencée. Seuls le manque de temps et la confusion qui régnait chez les rebelles au sujet des lieux d'atterrissage ont empêché un massacre plus grave. L'opération n'a pas mis fin à la rébellion simba, mais elle l'a sans doute affaiblie; celle-ci n'a pas pris plus d'ampleur, et l'armée congolaise et sa force auxiliaire de mercenaires étrangers ont pu la mater quelques mois plus tard⁵.

L'aspect essentiel mis en lumière par l'opération *Dragon rouge* est le suivant : malgré les avantages décrits plus haut, les opérations des FOS axées sur l'EF ne représentent pas des options faciles, du point de vue militaire ou politique. Elles sont très risquées, et leurs organisateurs ne peuvent en garantir la réussite totale, surtout dans les circonstances où elles s'imposent souvent et où elles sont planifiées : le chaos politique et militaire; des cultures et un terrain mal connus; du renseignement de mauvaise qualité, et une planification faite en hâte, avec des changements de dernière minute apportés « à la volée ». Malgré tout, dans le présent cas, les forces déployées ont montré la valeur de telles opérations et les qualités nécessaires à leur réussite : le sens de l'improvisation et de l'initiative, la souplesse et le courage. Elles ont été fructueuses dans l'ensemble, en dépit des nombreux obstacles qui en compromettaient les chances de succès.

Opérations *Claret*, à Bornéo, de 1964 à 1966

Entre 1963 et 1966, la Grande-Bretagne, la Malaisie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont été engagées dans une guerre non déclarée avec l'Indonésie dans l'île de Bornéo. Le dirigeant de l'Indonésie, Ahmad Sukarno, s'était opposé à la création précipitée de la Malaisie par les Britanniques en 1963, en dépit de l'avis des alliés de ces derniers, y compris l'Australie et les États-Unis. Non seulement

cette entreprise perturbait les plans de Sukarno qui envisageait une fédération plus grandiose devant s'appeler Maphilindo (la fusion de l'Union malaise, des Philippines et de l'Indonésie sous sa direction), mais elle permettait aussi à la Grande-Bretagne de conserver une présence et une influence importantes dans la région, ce que Sukarno avait espéré remplacer en affirmant sa propre action. Face à la création de la Malaisie, Sukarno a instauré une politique de confrontation (*Konfrontasi*) qui a pris la forme d'un conflit de faible intensité caractérisé par des raids transfrontaliers et par la tentative de stimuler une insurrection dans la partie malaise de Bornéo⁶.

Quand les raids indonésiens ont commencé en avril 1963, les Britanniques avaient peu de soldats prêts à défendre une frontière d'environ 1 500 kilomètres dans la jungle. Pendant qu'ils renforçaient le secteur avec quelque 30 000 soldats britanniques ou originaires de divers pays du Commonwealth, ils ont employé des méthodes de contre-insurrection classiques pour déloger et éliminer les insurgés locaux. Parallèlement, ils ont encaissé, mais contenu les attaques indonésiennes qui ont de plus en plus fait intervenir leurs meilleures forces régulières. Puis, en 1964, les zones frontalières et arrière ayant été rendues relativement sûres, les Britanniques sont passés à l'offensive en optant pour les opérations spéciales : des raids secrets menés contre les bases indonésiennes près de la frontière. Le principal instrument d'exécution a été les FOS, c'est-à-dire le Régiment du SAS. Cependant, comme le SAS ne pouvait déployer qu'un seul escadron, que le SAS de l'Australie et celui de la Nouvelle-Zélande ont plus tard appuyé, il a aussi fallu mettre sur pied et entraîner des compagnies d'opérations spéciales au sein des bataillons réguliers de l'Armée britannique et chez les Gurkhas. Ces opérations portaient le nom de code CLARET⁷.

Le but de ces opérations spéciales était complexe et nuancé. La Grande-Bretagne et ses alliés souhaitaient arrêter la campagne indonésienne contre la Malaisie, mais ils ne voulaient pas d'une

guerre d'envergure pour atteindre cet objectif, guerre qu'ils ne pouvaient d'ailleurs pas poursuivre tant sur le plan militaire que diplomatique. Il n'était donc ni pratique ni souhaitable d'infliger à l'Indonésie une défaite militaire manifeste. Dans les faits, en humiliant Sukarno, la Grande-Bretagne et ses alliés risquaient une escalade du conflit, ce qu'ils cherchaient précisément à éviter. L'objet des opérations transfrontalières consistait donc à appliquer juste assez de pression militaire pour obliger les Indonésiens à rester sur la défensive et pour décourager toute autre incursion dans la partie malaisienne de Bornéo⁸. Bref, il s'agissait de ce que l'on pourrait appeler un exercice de « dissuasion proactive ».

Après avoir exercé une surveillance secrète, les unités des FOS exécutaient des raids soigneusement planifiés contre les bases indonésiennes en recourant judicieusement à des manœuvres furtives, à la surprise et à l'effet de choc au moyen d'attaques soudaines. Au début, les unités ne s'aventuraient pas à plus de 3 000 verges de la frontière, mais plus tard, elles se sont enfoncées jusqu'à 5 000 puis 10 000 verges en territoire ennemi. Afin de garantir le secret et la possibilité d'un démenti britannique plausible, les FOS étaient régies par des lignes directrices strictes appelées « Règles d'or ». Celles-ci établissaient que chaque raid devait être approuvé par le directeur des opérations, être planifié et faire l'objet d'une préparation ne faisant appel qu'à des troupes entraînées et éprouvées; la sécurité opérationnelle devait être absolue; il n'y aurait aucun appui aérien, sauf dans les cas d'urgence les plus extrêmes; personne ne devait être abandonné, pas même les cadavres des soldats tués⁹.

Les opérations spéciales *Claret* ont été couronnées de succès. En août 1965, les forces indonésiennes avaient été repoussées à au moins 10 000 verges de la frontière et avaient cessé toute opération offensive dans la partie malaisienne de Bornéo. Des troubles politiques en Indonésie, amorcés par un coup d'État manqué du parti communiste en septembre, ont affaibli l'emprise que Sukarno avait

sur le pouvoir et préoccupé les forces armées indonésiennes pendant les mois suivants. En mars 1966, le gouvernement indonésien a fait savoir qu'il souhaitait mettre un terme à la campagne de confrontation. Les opérations *Claret* ont cessé en mai, les pourparlers de paix ont commencé en juin, et la guerre a pris fin en août 1966 par suite d'un accord conclu en ce sens¹⁰.

Un certain nombre d'éléments clés expliquent le résultat des opérations. Tout d'abord, dès le départ, les dirigeants politiques et militaires se sont entendus clairement sur le but de la campagne : ce devait être une guerre limitée au cours de laquelle la force armée servirait à atteindre des objectifs politiques bien définis. Les moyens militaires (les opérations spéciales en particulier) ont été adaptés, restreints et appliqués d'une manière soigneusement calibrée pour parvenir aux objectifs fixés, sans plus. Ensuite, la prise de décisions et le commandement ont été le fait d'une structure unifiée qui intégrait toutes les forces du Commonwealth et toutes les autorités civiles et policières sous la direction du Conseil de la défense nationale de la Malaisie, présidé par le premier ministre de ce pays. Le gouvernement de la Grande-Bretagne même était chargé de certaines décisions fondamentales relatives aux opérations des forces britanniques; cependant, grâce aux consultations avec le gouvernement malaisien, aux rapports entretenus avec lui et aux relations de travail personnelles étroites qui avaient été nouées pendant la crise malaise antérieure, les deux gouvernements ont pu exclure de la conjoncture toute question qui aurait pu détourner la campagne de son objectif premier¹¹.

Cela dit, il a tout de même été difficile de mettre un terme à la guerre. L'escalade était inacceptable du point de vue politique et aurait imposé un lourd fardeau aux forces britanniques. Les négociations n'offraient aucun incitatif à Sukarno qui croyait bénéficier politiquement de la *Konfrontasi*; par ailleurs, la Malaisie et Singapour se seraient opposées à toute entente avec lui. La prolongation de la guerre coûtait cher à la Grande-Bretagne, et

il n'était pas certain que la guerre d'usure entraînerait à elle seule la conclusion d'un cessez-le-feu avec l'Indonésie. Cependant, elle a empêché celle-ci d'atteindre ses objectifs et, comme un historien le propose, elle a peut-être influé ainsi sur la crise politique naissante en Indonésie d'une façon qui, en fin de compte, a réglé le problème stratégique de la Grande-Bretagne. Il n'a pas été nécessaire de provoquer une escalade du conflit ou de négocier. Les Indonésiens ont tout simplement décidé de mettre fin à la confrontation.

La campagne britannique a été un bon exemple de « lutte stratégique », mais elle a aussi été véritablement une guerre que les deux camps auraient très bien pu gagner¹². Tout de même, si les opérations militaires ont pour objet de favoriser et d'atteindre des buts stratégiques, alors les opérations spéciales *Claret* portent la marque de la réussite. Avec des moyens limités, elles ont abouti aux objectifs qui leur avaient été fixés et elles ont aidé à façonner toute la campagne d'une manière qui a favorisé la Grande-Bretagne et la Malaisie, quand l'évolution des conditions politiques en Indonésie y a orienté la pensée militaire vers la cessation de la guerre. Cela corrobore l'évaluation contemporaine de Denis Healey, alors ministre de la Défense, qui a décrit la campagne de Bornéo comme étant une « [Traduction] démonstration classique de la façon d'appliquer le principe de l'économie de forces sous la direction des autorités politiques pour atteindre des objectifs politiques¹³ ».

La campagne du Dhofar, de 1970 à 1975

Entre 1970 et 1975, les Britanniques ont mené une contre-insurrection discrète et remporté la victoire dans la province du Dhofar, un endroit désolé et inhospitalier du sultanat d'Oman, dans la péninsule d'Arabie. Ce fut une victoire d'une importance stratégique considérable. Si l'insurrection avait réussi, un régime pro-soviétique risquait de prendre le pouvoir et de se rendre maître de l'embouchure du golfe Arabo-Persique, passage vital pour l'acheminement du pétrole vers l'Occident¹⁴. Dans la guerre du

Dhofar, l'engagement militaire britannique a pris la forme d'un exercice classique d'EF, les FOS jouant un rôle clé dans la stratégie britannique et dans la réussite de sa mise en œuvre.

De 1932 à 1970, Oman est dirigé par le sultan Saïd ibn Taimour, un autocrate reclus qui a perdu tout sens de la réalité et des changements s'opérant dans la région et son pays. Il n'avait pas fait grand-chose pour développer le pays et avait notamment négligé la population du Dhofar. Des groupes tribaux de cette province ont décidé de déclencher une guerre de sécession. En 1970, les rebelles, soutenus par la République démocratique populaire du Yémen (RDPY), État marxiste radical s'alignant sur l'Union soviétique, contrôlaient la majeure partie de la province du Dhofar, et le régime même du sultan était acculé à la défaite. En juillet, le fils du sultan, Qabus, le renverse lors d'un coup d'État qui fait couler peu de sang et est appuyé par des officiers et des fonctionnaires britanniques servant dans le gouvernement et l'appareil militaire omanais. Qabus, un réformateur formé à Sandhurst, est résolu à vaincre les rebelles¹⁵.

Guidé par ses conseillers britanniques, le nouveau sultan a élaboré une stratégie de contre-insurrection fondée sur deux armes clés : l'argent et l'information. Tout d'abord, le gouvernement a créé un comité du développement du Dhofar (CDD) qui a intégré les organismes civils, militaires et policiers dans une seule équipe poursuivant un but commun : procurer des avantages économiques à la province instable. Mettant à profit les richesses pétrolières du pays, le CDD a investi massivement dans le Dhofar : il a construit des routes, des écoles et des mosquées, mis sur pied des cliniques médicales et creusé des puits d'eau, ces derniers représentant un atout d'une valeur inestimable dans une région désertique. En six ans, le gouvernement a consacré plus d'un milliard de livres au développement socioéconomique. C'était là une arme que les insurgés n'avaient tout simplement pas les moyens d'égalier¹⁶.

Ensuite, parallèlement aux efforts déployés aux fins du développement, le gouvernement a lancé une opération d'information afin de regagner l'allégeance de la population et de se rallier au moins une partie des rebelles. L'OI a attiré l'attention de la population sur les avantages économiques que lui procurait le gouvernement. Elle a souligné que les insurgés n'avaient rien de comparable à offrir au peuple. Elle promettait aussi l'amnistie aux rebelles et une part de ces avantages s'ils changeaient de camp et combattaient pour le gouvernement. En outre, ces deux messages appelaient le peuple à l'islam, ce qui plaçait fermement le gouvernement du côté de Dieu et définissait donc le communisme comme étant l'ennemi. Renforcé par des avantages matériels, c'était là un message puissant¹⁷.

Cependant, afin de persuader le peuple de changer d'allégeance, il fallait protéger le programme de développement, l'OI et la population dhofarienne elle-même contre les agissements et l'intimidation des insurgés. Pour des raisons politiques et en raison de la rareté des ressources, l'engagement militaire britannique envers l'Oman et le Dhofar était considérablement restreint. Même au sein du gouvernement conservateur nouvellement élu, on n'était pas très en faveur de la participation à une autre petite guerre dans un lambeau d'empire. Autant que possible, la Grande-Bretagne s'en tiendrait à un conflit sans lien de dépendance. Cette décision allait aussi de soi du fait qu'une bonne partie des forces britanniques était retenue en Grande-Bretagne et en Europe par suite des engagements pris envers l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et que le conflit grandissant en Irlande du Nord absorbait la majorité des autres unités de l'armée. La Grande-Bretagne a donc limité ses risques et sa visibilité en fournissant de petites unités spécialisées et des soldats prêtés ou à contrat qui occupaient des postes de direction clés dans les forces omanaises. Ainsi, il n'y a jamais eu plus de 750 militaires britanniques à Oman. Ce sont les quelque 10 000 soldats omanais, jordaniens, iraniens et pakistanais qui ont livré la majorité des combats¹⁸.

Les FOS comprenaient deux escadrons de SAS qui effectuaient des rotations de quatre mois sous la couverture inoffensive des équipes d'entraînement de l'Armée britannique (EEAB). Celles-ci menaient leurs propres opérations (patrouilles, action directe), entraînaient l'armée du sultan, fournissaient du renseignement et exécutaient des opérations civiles destinées à gagner les cœurs et les esprits. Elles ont aussi, semble-t-il, appris à des Yéménites exilés comment mener des raids transfrontaliers en RDPY. Toutefois, leur plus importante contribution a été d'entraîner et de diriger des unités de *firqats*, soit des bandes contre-insurrectionnelles constituées de Dhofaris de la place et d'anciens insurgés qui s'étaient rendus en échange de l'amnistie et qui avaient accepté de combattre pour le sultan. À la fin de la campagne, il y avait près de 2 000 *firqats*, y compris 800 anciens rebelles. Comme les forces insurgées compaient au maximum 2 000 hommes à temps plein et entre 3 000 et 4 000 combattants à temps partiel, le départ des transfuges leur a porté un dur coup¹⁹.

Les membres du SAS ont également participé à l'affrontement le plus important de la campagne, soit la bataille de Mirbat, le 19 juillet 1972. Au cours d'un combat acharné qui a duré de nombreuses heures, une EEAB, appuyée par 30 à 40 gendarmes omanais, a résisté à une attaque déclenchée par 200 à 300 insurgés résolus. L'issue est demeurée incertaine jusqu'à ce qu'une frappe de l'aviation omanaise et un assaut lancé par un escadron de SAS nouvellement arrivé mettent les insurgés en déroute. Ceux-ci avaient espéré remporter une victoire de propagande en capturant la ville, mais ils ont plutôt subi un revers dont ils ne sont jamais remis ensuite. En raison de préoccupations politiques intérieures, la bataille n'a fait l'objet d'aucun reportage en Grande-Bretagne pendant des semaines. Des combats ultérieurs et la campagne de contre-insurrection dans son ensemble ont peu à peu amenuisé les effectifs des insurgés dont le nombre était tombé à environ 850 au printemps 1975. En décembre, le sultan et ses alliés ont fait savoir que la guerre était terminée et qu'ils avaient remporté la victoire²⁰.

Il est probablement juste de décrire toute la campagne du Dhofar comme ayant été une opération axée sur l'EF et déterminée autant par les contraintes politiques et économiques et la limitation des ressources que par les exigences de la campagne même. C'était l'EF par nécessité. Un analyste a mis en exergue l'avantage qu'il y avait eu à fournir des spécialistes, en particulier les membres du SAS mais sans s'y limiter. Malgré tout, en formant et en dirigeant les *firqats* et en exécutant du travail de développement rural par l'intermédiaire des équipes des affaires civiles, les membres du SAS « [Traduction] ont répondu à un besoin que ni les Omanais ni les soldats britanniques de la force régulière n'auraient pu combler²¹ ». Ces interventions, a-t-on soutenu, ont permis au gouvernement de prendre le dessus sur les insurgés. Les membres du SAS ont également apporté une collaboration précieuse en entraînant les forces omanaises²² et, comme nous l'avons déjà signalé, ils ont assumé un rôle clé dans la bataille qui a changé le cours de la guerre. Ils ont fait preuve des capacités que l'on associe si souvent aux FOS : souplesse, adaptabilité à des environnements opérationnels hostiles et à des cultures peu familières, leadership de la part de petites unités, courage et initiative. Donc, un petit investissement dans les FOS avait produit des résultats disproportionnés, ce qui est l'essence même de l'EF.

Opération *Urgent Fury*, Grenade, 1983

En octobre 1983, les États-Unis ont envahi l'État insulaire de la Grenade, dans les Antilles, de toute évidence pour rétablir l'ordre au lendemain d'un coup d'État sanglant et pour secourir les étudiants américains coincés par les troubles. Les relations grenado-américaines avaient été tendues avant le coup d'État, car les États-Unis jugeaient le New Jewel Movement (NJM), qui était au pouvoir, comme étant trop favorable à Cuba. Par conséquent, le coup d'État, à l'issue duquel un régime encore plus radical a pris le pouvoir, a donné un prétexte pour déclencher une invasion qui avait aussi pour but d'établir un nouveau gouvernement

pro-américain, une fois l'ordre revenu²³. C'est certes là un résumé très succinct des circonstances, mais dans la présente étude, il n'est pas nécessaire de se préoccuper davantage des jeux politiques préalables et postérieurs à l'invasion.

Les FOS américaines ont joué un rôle de premier plan dans l'invasion, mais elles n'ont pas été aussi efficaces qu'il le fallait. La présente analyse n'a pas pour objet de trouver un responsable ou de jeter le blâme, mais plutôt d'utiliser le cas pour illustrer certaines des limites et des difficultés avec lesquelles les FOS doivent composer dans les opérations planifiées à la hâte, lorsque l'EF n'est pas un principe clé.

La Grenade est une petite île de forme ovale (344 km²) située à la limite est des Antilles, à environ 160 kilomètres au nord du Venezuela et à quelque 2 400 kilomètres au sud-est de Miami. À l'époque de l'invasion, elle avait une population d'à peu près 90 000 habitants, dont environ le tiers vivait dans la capitale Saint-Georges ou à proximité, sur la côte sud-ouest. Le principal aéroport était situé au sud de la capitale, à Pointe-Salines, et était doté d'une seule piste de 3 000 mètres orientée d'est en ouest, à l'extrémité sud-ouest de l'île. Un deuxième aéroport, plus petit, était aménagé à Pearls, sur la côte nord-est. L'école de médecine comptait deux campus construits à 2,5 kilomètres l'un de l'autre, au sud de Saint-Georges, et l'un d'eux était près de l'aéroport. L'île est montagneuse, le plus haut sommet s'élevant à 840 mètres au-dessus du niveau de la mer, et sa largeur maximale atteint 20 kilomètres. La majeure partie de l'île est couverte d'une forêt dense, et elle bénéficie d'un climat tropical.

Les forces armées grenadiennes, appelées à l'époque « Forces armées révolutionnaires populaires », ou FARP, comprenaient l'armée régulière, la milice, la police et les services de sécurité. Quelle que soit la norme de référence employée, c'était des forces minuscules, et leurs membres n'étaient ni bien entraînés, ni bien équipés. Le

régime ne pouvait aligner qu'environ 450 à 475 militaires réguliers et moins de 250 miliciens au moment de l'invasion. La majeure partie de la population a rejeté l'ordre de mobilisation. Ainsi, le régime a dû renoncer à défendre l'île dans son ensemble et a concentré ses forces dans quatre groupes-compagnies, dans le sud-ouest, aux environs de Saint-Georges et de l'aéroport de Pointe-Salines. Cuba, qui appuyait le NJM, avait fourni, depuis 1979, une petite quantité d'armes légères, des armes collectives (y compris des mortiers et des canons anti-aériens), des camions et des véhicules blindés légers. Elle a envoyé 40 conseillers militaires pour entraîner les FARP et elle avait aussi déployé un bataillon de construction de 650 hommes qui travaillait à l'aéroport, à Pointe-Salines. Cependant, Cuba avait strictement instruit ses soldats de ne se défendre que s'ils étaient attaqués, et le président Castro avait dit au régime grenadien qu'il était « impossible et impensable » d'envoyer des renforts cubains pour aider à défendre la Grenade contre une invasion américaine²⁴. En fait, pendant l'invasion, les gouvernements américain et cubain ont tenu une « voie de communication secrète » ouverte pour essayer d'exclure leurs forces du conflit. Si cela échouait et que leurs forces participaient au combat les unes contre les autres²⁵, les deux pays avaient convenu de faire en sorte que les médias n'aient pas vent de la chose.

À l'opposé, les États-Unis ont rassemblé une force d'invasion massive : deux brigades de la 82^e Division aéroportée, une unité amphibie des Marines, deux bataillons de Rangers, une force Delta et trois équipes SEAL (mer-air-terre). Ces éléments étaient soutenus par une escadre aérienne embarquée, une force opérationnelle amphibie, des aéronefs de transport et la 1^{re} Escadre d'opérations spéciales de la US Air Force, ce qui représentait en tout environ 20 000 militaires²⁶. Les FOS ont donc constitué la majorité des forces employées pendant l'invasion. Cependant, ce n'était pas là une opération axée sur l'EF, mais bien de l'utilisation d'une force excessive. Il s'agit donc d'un contre-exemple utile par rapport aux études de cas antérieures.

Comme la conjoncture évoluait rapidement à la Grenade, il en a été de même de la planification américaine. Le plan d'invasion a été dressé en quatre jours, ce qui s'est avéré insuffisant pour en garantir l'efficacité²⁷. En vertu du plan de base, les forces américaines devaient s'emparer des deux aéroports (Pointe-Salines et Pearls), secourir les étudiants américains, libérer le gouverneur général et certains prisonniers politiques, et déployer une force antillaise de maintien de la paix. Les Rangers, les Marines et les FOS entreraient en jeu les premiers, mais ils se retireraient rapidement pour laisser au 82^e Régiment aéroporté et à la force antillaise de maintien de la paix le soin de rétablir le calme et l'ordre. Plusieurs missions clés ont été confiées aux FOS. Deux équipes SEAL devaient exécuter les tâches de reconnaissance à l'aéroport de Pointe-Salines et sur les plages où les Marines devaient débarquer. Des éléments des deux bataillons de Rangers sauteraient en parachute sur l'aéroport de Pointe-Salines et s'en empareraient pour que les troupes du 82^e puissent ensuite s'y poser. Les Rangers se porteraient eux aussi au secours des étudiants. Parallèlement, les Marines se rendraient maîtres de l'aéroport de Pearls au moyen d'un assaut de parachutistes, puis ils prendraient la ville de Grenville, juste au sud de l'aéroport. Une troisième équipe SEAL secourrait le gouverneur général, qui était détenu à sa résidence officielle. Une quatrième équipe SEAL prendrait possession de l'émetteur radio du gouvernement et le réduirait temporairement au silence. Un escadron de la force Delta devait occuper la prison principale et libérer les prisonniers politiques détenus à cet endroit. L'heure H avait été fixée à 5 h le 25 octobre²⁸.

La mission globale a réussi, mais l'exécution du plan a été très imparfaite : un fiasco qui a failli tourner au désastre. Ce fut une illustration quasi parfaite de la loi de Murphy : presque tout ce qui pouvait aller mal est effectivement mal allé, et les FOS n'ont pas été épargnées; en fait, certains de leurs échecs ont compromis la réussite de l'opération. Seule la mission de reconnaissance menée par l'équipe SEAL sur les plages, près de Pearls, s'est passée comme

prévu; l'équipe a mis en garde les Marines contre les vagues déferlantes dangereuses et les défenses aménagées sur les plages. L'équipe SEAL qui devait faire une reconnaissance à l'aéroport de Pointe-Salines n'est jamais parvenue à son objectif : certains de ses membres se sont noyés après être tombés en parachute dans une mer déchaînée; les autres ont dû être secourus après que le moteur de leur canot pneumatique à coque rigide eût été inondé. Un aéronef MC-130 a donc fait un survol de reconnaissance au-dessus de l'aérodrome et a constaté que la piste avait été bloquée. Cependant, il n'a pas repéré les positions défensives des FARP et des Cubains, de sorte qu'en se posant, les troupes aéroportées ont essuyé des tirs nourris auxquels elles ne s'attendaient pas. Tous les aéronefs de la première vague, sauf un, ont abandonné prématurément leur survol de la zone de largage (ZL), puis se sont retrouvés pêle-mêle au milieu des appareils de la seconde vague. Par conséquent, les deux bataillons de Rangers ont atterri en désordre, ce qui a causé de la confusion. En outre, le plan prévoyait que l'attaque aéroportée serait terminée en une trentaine de minutes à l'aube, mais à cause du déclenchement retardé de l'opération et de la nécessité d'effectuer un deuxième survol de la ZL, les atterrissages ont commencé une demi-heure en retard et se sont échelonnés sur 90 minutes; le dernier largage de parachutistes a donc lieu en plein jour et sous le feu ennemi²⁹.

Les équipes SEAL ont pris l'émetteur radio et en ont interrompu le fonctionnement. Cependant, des miliciens grenadiens les ont chassées, de sorte qu'un hélicoptère de combat AC-130 a ensuite détruit le transmetteur, ce qui n'était pas prévu. De même, les raids dont l'objet était de libérer le gouverneur général et les prisonniers ont échoué tous les deux. Les équipes SEAL se sont emparées de la résidence officielle du gouverneur en descendant en rappel depuis des hélicoptères. Des forces terrestres devaient ensuite les extraire de là avec le gouverneur général, mais les contre-attaques des FARP, qui ont utilisé notamment un transport de troupes blindé (TTB), les ont coincés là, et ils ont dû attendre 24 heures avant

d'être secourus par les Marines. L'attaque contre la prison a été encore plus désastreuse. Il s'agissait d'une formidable structure murée installée sur une crête étroite n'offrant aucun terrain plat pouvant servir de ZL. De plus, elle était dominée, à environ 300 mètres à l'est, par le Fort Frederick où les FARP avaient installé deux canons anti-aériens. L'équipe hélicoptérée de la force Delta et des Rangers est arrivée 75 minutes en retard et elle a alors essuyé des tirs intenses venant du fort. Sans aucun appui aérien, elle a subi de lourdes pertes humaines; un hélicoptère Blackhawk a été détruit, et l'attaque a été repoussée. Un raid improvisé contre les baraquements Calvigny des FARP a été couronné de succès, mais il a coûté cher : trois hélicoptères se sont écrasés, tandis que les Rangers ont déploré trois morts et cinq blessés graves dans leurs rangs³⁰.

Le sauvetage des étudiants en médecine américains, qui était le principal objectif déclaré de l'opération, a été fructueux, mais cela a été dû à la chance plutôt qu'à une judicieuse gestion. Les forces américaines n'ont appris qu'une fois l'opération commencée qu'il y avait deux campus; elles ne savaient donc pas où étaient plus de la moitié des étudiants. Elles ignoraient aussi combien il y en avait – une centaine se trouvait au campus True Blue, près de l'aéroport; plus de 230 vivaient à Grand Anse, à 2,5 kilomètres plus loin sur la côte ouest, et 200 autres habitaient ailleurs. Ensuite, les difficultés éprouvées dans l'exécution de l'attaque aérienne ont retardé le sauvetage au campus True Blue. Heureusement, les combats ont été minimes à cet endroit, de sorte que personne n'a été blessé ou tué chez les étudiants et les Rangers. Le « sauvetage » à Grand Anse a eu lieu 33 heures après l'arrivée des premiers parachutistes : les Rangers se sont déployés depuis des hélicoptères des Marines, après un bombardement massif de positions dont on soupçonnait qu'elles étaient occupées par les FARP, aux environs du campus. Tout comme ce fut le cas lors de l'attaque à Pointe-Salines, la confusion a régné dans les compagnies de Rangers, car leurs hélicoptères avaient décollé en désordre, puis les avaient

déposés à la mauvaise ZL. Les étudiants de Grand Anse ont été évacués sans incident, mais la plupart de ceux qui vivaient en dehors du campus n'ont pu être secourus que les 28 et 29 octobre. Par ailleurs, 21 étudiants et membres du personnel n'ont pu être localisés et ont donc été abandonnés³¹.

De toute évidence, l'opération dans son ensemble, et non pas seulement les éléments des FOS, a beaucoup laissé à désirer. Comment, alors expliquer cet échec? Tout d'abord, il faut dire que l'opération *Urgent Fury* était vaste et complexe. Elle faisait intervenir environ 20 000 militaires américains des quatre armées, organisés en cinq forces opérationnelles, et un contingent antillais d'environ 350 soldats. La taille de la force a été dictée par de multiples objectifs variés : secourir les étudiants américains et le gouverneur général; s'emparer de points vitaux; renverser le régime grenadien; mettre en place une force de stabilisation. Ces objectifs non harmonisés ont divisé et affaibli la force, ce qui a mis en péril chaque élément de la mission. Celle-ci est donc devenue l'antithèse de l'EF.

Ensuite, pour des raisons politiques, l'opération a été planifiée et lancée à court préavis. Vu la brièveté du stade de la planification (quatre jours), le commandant de l'ensemble des forces, l'Admiral Wesley McDonald (Commandement de l'Atlantique), ses commandants subalternes, les formations et les unités n'ont pas eu assez de temps pour résoudre toute une gamme de problèmes de planification qui concernaient notamment la coordination, les communications et la logistique. La planification et les préparatifs se caractérisaient notamment par leur manque de « cohésion »; tout était « compartimenté », et les ordres étaient donnés sans qu'il y ait eu de consultation interarmes approfondie. Il n'y avait eu aucun exercice d'exécution, et la coordination a été improvisée sur place et a dépendu du sens de l'initiative des commandants individuels. Les communications ont particulièrement souffert de la planification abrogée et mal coordonnée. Une fois au combat,

les soldats de l'Armée de terre et les Marines n'ont pas pu communiquer entre eux. Bon nombre de ces problèmes ont causé le report du déclenchement de l'opération, ce qui en a fait une mission beaucoup plus dangereuse que si elle avait commencé à temps (avant l'aube)³².

Comme si les difficultés susmentionnées ne suffisaient pas à elles seules, elles ont été aggravées par la piètre qualité du renseignement. Les commandants américains ne savaient pas grand-chose sur la Grenade, ils ne disposaient pas de bonnes cartes et ils avaient peu de temps pour acquérir et assimiler l'information dont ils avaient absolument besoin. Tout d'abord, ils ignoraient que les étudiants n'avaient pas besoin d'être secourus. Ils n'étaient pas en danger; en fait, le régime avait fait des pieds et des mains pour garantir leur sécurité. Ensuite, comme nous l'avons dit plus haut, les forces américaines ne savaient pas où la plupart des étudiants se trouvaient, ce qui en rendait le sauvetage difficile. En outre, les renseignements sur l'ennemi et les objectifs étaient médiocres. Les forces d'invasion ne connaissaient pas l'emplacement des forces ennemies et sous-estimaient la résistance que celles-ci offriraient. De même, vu les piètres résultats des missions de reconnaissance et la mauvaise qualité du renseignement, les forces américaines se sont trouvées sans ZL à la prison et incapables de repérer facilement la ZL à la résidence du gouverneur général, ce qui a retardé leur atterrissage à ces endroits. Par conséquent, elles ont été repoussées de la prison et du site de l'émetteur radio, et encerclées à la résidence du gouverneur³³.

Enfin, les États-Unis n'ont pas bénéficié de l'effet de surprise stratégique ou tactique. Sur le plan stratégique, les fanfaronnades et les préparations manifestes des Américains avaient alerté les Grenadiens qui s'attendaient donc à une attaque³⁴. Ceux-ci ont profité du temps qu'ils avaient pour se préparer du mieux qu'ils le pouvaient avec les ressources limitées dont ils disposaient. Celles-ci ont été suffisantes pour perturber et retarder les opérations

américaines, mais non pour empêcher les États-Unis de l'emporter en fin de compte. Par suite des retards causés par les problèmes de planification et de déploiement des forces américaines, celles-ci ont dû se poser pour la plupart en plein jour, ce qui les a privées de l'avantage de la surprise tactique que leur aurait conféré une attaque de nuit.

Par suite de toutes ces lacunes, les diverses FOS qui auraient suffi pour exécuter des opérations axées sur l'EF dans des conditions optimales se sont avérées insuffisantes pour remplir leurs missions quand ces conditions ne se sont pas matérialisées. En outre, elles ont bénéficié d'un mauvais appui de la part des forces conventionnelles américaines, en dépit de la prépondérance de ces dernières déployées dans le théâtre.

LEÇONS À TIRER DES ÉTUDES DE CAS POUR LES FOS, QUANT À L'EF

Ces quatre cas sont loin d'être exhaustifs, et l'on pourrait facilement choisir des exemples tirés de conflits plus anciens ou plus récents. Le rôle que les FOS ont joué dans le renversement du régime taliban en 2001 en est un bon. Dans ce contexte, on a utilisé les FOS d'une façon remarquable et rentable, et il n'est pas surprenant que l'on en ait fait un « modèle » pour les guerres à venir³⁵. Cela dit, il importe de ne pas miser sur des réussites individuelles qui risquent d'être des exceptions à la règle. On peut en apprendre beaucoup sur l'EF dans le contexte des FOS en étudiant des opérations dont l'exécution n'a pas été parfaite, même si elles ont été couronnées de succès en fin de compte. Les cas employés ici, bien que n'étant peut-être pas aussi connus que certains exemples plus récents, ont sans doute, malgré tout, mis en lumière les points forts et les limites des opérations menées avec des FOS appliquant le principe de l'EF.

La caractéristique la plus évidente de ces opérations, c'est leur complexité. Elles ont d'habitude lieu dans des terrains et des

contextes culturels peu familiers, dans des circonstances où règne le chaos ou l'incertitude politique et militaire. Elles sont souvent délicates du point de vue politique; la divulgation publique des opérations risque d'en compromettre la réussite ou d'engendrer des complications stratégiques. Par conséquent, la discrétion est préférable, sinon essentielle. La surprise compte énormément dans ces opérations, mais il est souvent difficile de l'obtenir. Certaines missions, par exemple les opérations de sauvetage d'otages, ont lieu à court préavis, et les forces ont peu de temps pour dresser leurs plans et se préparer. Les risques connexes sont élevés et la réussite n'est aucunement garantie, mais la « récompense » éventuelle est grande, elle aussi.

Dans ces conditions, la réussite des opérations menées par les FOS appliquant le principe de l'EF semble dépendre de ce qui suit :

1. La clarté des objectifs opérationnels et leur nombre limité. Il est difficile d'appliquer le principe de l'EF si les objectifs sont trop nombreux et qu'il faut de multiples unités pour les atteindre;
2. L'unité de commandement. Elle clarifie les pouvoirs et les responsabilités, simplifie la planification et les rapports hiérarchiques, et élimine le dédoublement des efforts;
3. Du renseignement précis et obtenu en temps voulu sur l'ennemi, les objectifs, le terrain, la météo, la culture et les otages/personnes évacuées (le cas échéant). De bons renseignements facilitent la planification en fonction de l'EF. Cette réalité rend par ailleurs essentiel le partage des renseignements entre toutes les forces participantes et les organismes de soutien (nationaux et étrangers);
4. Des troupes de la plus haute qualité, extrêmement bien entraînées, capables d'improviser et de faire preuve

C H A P I T R E 5

d'initiative, d'audace et de courage, et suffisamment nombreuses pour atteindre les objectifs;

5. Des règles d'engagement claires;
6. Des exercices d'exécution, lorsque cela est possible, qui font intervenir toutes les forces participantes (FOS et forces conventionnelles) pour les familiariser avec les procédures, les ordres et les plans et pour harmoniser tous ces éléments;
7. La coopération étroite avec les forces conventionnelles, surtout en ce qui concerne l'appui-feu et la mobilité, et avec les organisations civiles et non gouvernementale (ONG), quand cela convient;
8. Des systèmes de communications fiables, protégés, interoperables et en quantité excédentaire;
9. Des autorités politiques renseignées à fond, résolues à exécuter la mission, faisant suffisamment confiance aux chefs militaires pour éviter de micro-gérer les opérations, et disposées à assumer la responsabilité de leurs erreurs, de leurs échecs et des retombées politiques;
10. Un programme d'opérations d'information pour assurer une couverture, si elle est nécessaire, et pour expliquer l'opération, dans le cas contraire.

Il n'y a pas de surprise ici, étant donné que bon nombre de ces éléments équivalent à des aspects fondamentaux de toutes les actions militaires. Cependant, la nature des missions des FOS axées sur le principe de l'EF et caractérisées par un haut rendement et un risque élevé rend ces éléments deux fois plus importants. Cela dit, nous avons décrit ci-dessus les circonstances idéales, qui existent

rarement dans la réalité. Malgré tout, la décision politique d'employer les FOS pour des missions fondées sur l'EF nécessite une analyse et une prise en compte judicieuses des avantages et des risques.

LE CANADA A-T-IL BESOIN DE FOS CAPABLES D'APPLIQUER LE PRINCIPE DE L'EF?

Pour répondre à cette question, il faut aussi aborder la série de questions secondaires formulées au début du présent document. Dans plusieurs traités exposant une « vision stratégique », le gouvernement du Canada et les Forces canadiennes ont déjà essayé de s'y pencher³⁶. Néanmoins, les réponses suivantes proposent un point de vue particulier qui, bien que spéculatif, ne s'écarte pas des perspectives largement répandues.

Question n° 1. Quels sont les types de crises et de conflits susceptibles de se produire au cours de la prochaine décennie (2010-2020) et lesquels risquent le plus de faire intervenir les Forces canadiennes?

Il est étonnamment facile de répondre à cette question : tous ceux dont nous avons été témoins au cours de la dernière décennie, et bien d'autres encore! Le passé n'est pas toujours garant de l'avenir, mais il est probable que certaines tendances se maintiendront et que des événements de certains types se reproduiront. De toute évidence, par exemple, nous n'avons pas encore vu la fin du mouvement al-Qaïda et de la guerre connexe contre le terrorisme. De nombreuses parties du monde en développement sont encore aux prises avec l'instabilité et avec des crises et des guerres locales et régionales : mentionnons, entre autres, l'Afghanistan, le Pakistan, le Moyen-Orient, la Somalie, le Soudan, le Congo et le Mexique. La menace de guerres de grande envergure plane encore sur plusieurs régions où des crises sévissent depuis longtemps : l'Inde et le Pakistan, la péninsule coréenne, et le Moyen-Orient. En outre, chacune de ces crises va de pair avec la perspective d'un

affrontement nucléaire. De grandes catastrophes naturelles seront sans doute fréquentes et risqueront de se multiplier si les changements climatiques ont les répercussions que l'on a prédites.

Or, en essayant de répondre à cette question, nous devrions aussi nous forcer à réfléchir « en sortant des sentiers battus » et à envisager des « univers de rechange ». Par exemple, quelles seraient les conséquences stratégiques d'un effondrement complet de l'État mexicain qui le rendrait aussi chaotique que la Somalie d'aujourd'hui? On pourrait poser la même question au sujet d'un État cubain post-communiste, ou d'un Venezuela sous Chavez ou postérieur à lui. En fait, les plus sombres parmi nous pourraient envisager des États-Unis déchirés par la guerre civile provoquée par la crise économique et la paralysie politique. Ces scénarios impliquent une chose : nous n'avons pas à chercher loin à l'étranger pour trouver un avenir hideux; il pourrait être dans l'arrière-cour même du Canada.

À l'exception de la crise d'Octobre et du bombardement de l'avion d'Air India, deux événements dignes de mention, les pires ravages du terrorisme ont été épargnés au Canada³⁷. Devons-nous supposer que cette chance perdurera? Les faits exposés aux procès des soi-disant « Toronto 18 » ont montré que la menace présentée par ce groupe était plus grave que les premiers reportages des médias l'avaient donné à entendre³⁸. Ce cas et d'autres qui lui ressemblent doivent nous inciter à nous « ouvrir les yeux » : le terrorisme d'origine locale constitue un problème réel (bien que peu considérable à ce stade-ci) même au Canada³⁹, et nous ne pouvons supposer que nous en avons vu la fin. Il existe divers groupes qui ont des griefs contre le gouvernement canadien ou contre des entités étrangères présentes au Canada, et l'on aurait tort de penser qu'aucun ne recourra au terrorisme. Cela s'est produit dans le passé et pourrait arriver encore. Nous devons être conscients du fait que des groupes émergents risquent d'essayer d'adopter et d'employer des tactiques, techniques et procédures terroristes qui semblent avoir fonctionné ailleurs.

Au lendemain des attentats du 11 septembre, le vice-premier ministre John Manley a fait observer que le pire scénario pour le Canada n'était pas une attaque terroriste contre lui, mais plutôt un tel attentat perpétré aux États-Unis par des criminels ayant des liens avec le Canada⁴⁰. On pourrait soutenir qu'il avait à la fois raison et tort. Il est possible qu'une attaque grave exécutée au Canada entraîne des conséquences désastreuses par suite des réactions au sud de la frontière. Même si l'attaque ne visait aucun intérêt américain, elle risquerait d'avoir des effets néfastes sur le commerce, les voyages, le tourisme et la souveraineté canadienne en général.

Néanmoins, l'inverse est également vrai : une autre attaque d'envergure commise aux États-Unis pourrait avoir des effets graves sur le Canada, même si celui-ci n'avait aucun lien avec elle. D'un côté, des pressions accrues pourraient s'exercer pour sceller toutes les frontières américaines ou créer une « Forteresse Amérique du Nord⁴¹ ». D'un autre, si une attaque avec une arme de destruction massive quelconque (nucléaire, chimique ou biologique) se produisait près de la frontière canadienne (à Détroit ou à Seattle, par exemple), les effets immédiats et postérieurs à l'attentat pourraient toucher le Canada directement de différentes façons et dans des proportions auxquelles nous ne sommes sans doute pas prêts à faire face : par exemple, comment traiter des dizaines de milliers de blessés et de malades? On pourrait formuler le même argument à l'égard de grandes catastrophes naturelles, telles qu'un séisme dévastateur qui ravagerait Seattle et Vancouver. Par ailleurs, des différends au sujet des ressources et de la souveraineté dans l'Arctique risquent d'engendrer des crises, sinon des conflits. Chose certaine, les réponses données à la première question portent à croire qu'il existe une « gamme quasi infinie » de crises et de conflits possibles, et n'importe laquelle de ces éventualités pourrait nécessiter le déploiement des Forces canadiennes.

Question n° 2. Quelles sont les contraintes qui vont sans doute déterminer l'organisation, les capacités et les opérations des Forces canadiennes, de même que les structures et les moyens des FOS canadiennes?

La première contrainte est d'ordre budgétaire. Maintenant que la guerre en Afghanistan s'achève et qu'en raison de préoccupations économiques le gouvernement fédéral réduit ses dépenses, il est probable que les budgets de la défense seront comprimés, pour ne pas dire diminués, par les gouvernements successifs dans un avenir prévisible, peu importe le parti qui sera au pouvoir. Seul un événement grave d'importance nationale ou internationale changerait cela. Si cette hypothèse est correcte, les FC subiront sans doute une autre époque de rationalisation des effectifs et de réorganisation. Elles perdront du personnel expérimenté, et certaines capacités seront éliminées ou mises au rancart, tandis que d'autres risquent de s'atrophier tout simplement. Des projets à long terme seront peut-être reportés. Les gouvernements seront sans doute tentés de ne conserver que les capacités qu'ils pourront se permettre, selon leurs estimations, plutôt que celles dont ils pourraient avoir besoin. Bref, nous devons nous attendre à « une défense à bon marché ».

La deuxième contrainte est de nature sociopolitique. La défense et les affaires étrangères sont rarement mises en exergue dans le discours politique canadien, mais cela a changé pendant la guerre en Afghanistan. Certes, le public éprouvait une grande admiration pour les forces armées en tant qu'institution, mais la succession continue de blessés et de tués a eu des effets néfastes sur l'opinion. La guerre est devenue un thème politique et social source de divisions. En effet, la décision de mettre un terme à la mission de combat du Canada en 2011 a été motivée entièrement par le mécontentement politique au pays, et non par l'état du conflit ou les besoins de la mission. L'expression du désir que le Canada revienne à son « rôle traditionnel de gardien de la paix » ne

correspond sans doute pas aux réalités mondiales, mais elle n'en demeure pas moins très réelle dans l'esprit des critiques du rôle joué par le Canada en Afghanistan. Encore une fois, à moins d'une crise mondiale ou nationale de proportions quasi existentielles, le gouvernement, quel qu'il soit, aura du mal dans l'avenir à susciter un consensus politique national en faveur ne serait-ce que d'une courte participation d'éléments des FC au combat. Par conséquent, pour des raisons budgétaires et politiques, l'EF pourrait être le critère déterminant des missions des FC à l'avenir.

Question n° 3. Quels types d'opérations expéditionnaires les FC entreprendront-elles probablement?

La réponse à la première question faisait entrevoir toute une gamme de missions possibles, mais les réponses à la deuxième portent à croire autre chose. Pour des raisons politiques, les gouvernements seront enclins dans l'avenir à éviter de participer à des conflits d'envergure, et les effets des compressions budgétaires faciliteront sans doute la prise des décisions à cet égard. Après tout, si l'on n'a pas assez de troupes en réserve et si l'on ne peut pas les déployer ou les maintenir en puissance dans un conflit d'intensité moyenne à grande, il est alors facile d'éviter un engagement risquant de susciter des divisions politiques. De toute évidence, le Canada préférera les missions sanctionnées par l'ONU, en particulier celles qui ressembleront davantage aux opérations « traditionnelles » de maintien de la paix. Bien sûr, nos alliés exerceront des pressions dans le sens contraire pour inciter le Canada à contribuer aux missions qui importeront à leurs yeux. Les gouvernements canadiens successifs constateront qu'ils devront faire certains efforts pour accéder à ces demandes, ne serait-ce que pour s'éviter des problèmes dans le cadre de leurs relations bilatérales et multilatérales, notamment dans le domaine du commerce. Cela donne à penser qu'ils chercheront à adopter une démarche « minimaliste » qui maximisera la visibilité des FC, tout en limitant leur exposition au danger, aux risques et aux coûts (matériels et humains). Par

définition alors, l'EF sera le « choix par excellence ». Cette situation fait entrevoir que les FC seront chargées des opérations des types suivants :

- Maintien de la paix – Missions « traditionnelles » d'interposition et d'observation. Elles pourraient comprendre ce qui suit : occuper des postes d'état-major dans les quartiers généraux; assurer un soutien en matière de communications, de génie et de logistique; fournir des observateurs non armés, des agents de police, des services de reconnaissance (à bord de véhicules et au moyen de véhicules aériens sans pilote [UAV]), des équipes médicales et, si cela est absolument nécessaire, des troupes légèrement armées dans des unités de la taille d'une compagnie ou d'un bataillon;
- Consolidation de la paix – Reconstruction politique et sociale après un conflit. Cela comprend la surveillance des cessez-le-feu, la surveillance et la sécurité lors d'élections, le déminage, le désarmement des belligérants, la réforme du secteur de la sécurité et la coopération civilo-militaire (COCIM);
- Contre-terrorisme – Rupture de siège, sauvetage d'otages, surveillance et pistage secrets, opérations « d'enlèvement ». Il peut s'agir d'opérations menées au pays ou à l'étranger;
- Opérations de stabilisation, y compris des missions de contre-insurrection, mais dans des rôles ne comportant essentiellement aucun combat : équipes provinciales de reconstruction, équipes d'entraînement, opérations d'information, reconnaissance et renseignement, mobilité et quelques fonctions d'administration et de soutien;
- Intervention en cas de désastre – Secours humanitaires immédiats (nourriture et eau, soins médicaux, etc.) et

reconstruction à long terme. Certaines missions de sécurité de courte durée peuvent être nécessaires;

- Opérations de protection de la souveraineté – Déploiement d'unités des FC dans l'Arctique, surveillance de l'espace aérien au-dessus du territoire canadien et contrôle des eaux territoriales et des approches maritimes du pays.

Limiter les FC à ces types de missions représenterait un retour aux années 1990, mais cela imposerait probablement une certaine cohérence à la politique de défense, aux budgets de la Défense, aux capacités militaires et aux attentes du public. Cela établirait l'EF au niveau stratégique.

Bien sûr, le Canada pourrait être invité à se joindre à des coalitions internationales pour exécuter des opérations de rétablissement de la paix prévues dans le chapitre 7 de la Charte de l'ONU, en cas de crises internationales graves telles que celle qu'entraînerait une guerre en Corée. Comme nous l'avons donné à entendre plus haut, le gouvernement du Canada aurait sans doute du mal à se soustraire aux pressions de ceux qui l'exhorteraient à participer. Cependant, il pourrait facilement répondre à ces besoins en prenant un engagement « limité », par exemple en envoyant un groupe opérationnel naval, comme il l'a fait en 1991 pendant la guerre du Golfe. En évitant d'assumer un rôle de combat direct, il minimiserait les risques, les coûts et le dissentiment politique au Canada, tout en manifestant un soutien suffisant pour apaiser les alliés et conserver « une voix au chapitre ».

La réponse donnée à la troisième question n'a pas pour objet de donner à entendre que c'est la démarche la plus souhaitable. La « défense à bon marché » risque de correspondre dans les faits à une politique dépourvue de vision, mais, si la politique est « l'art du possible », alors il nous appartient de réfléchir sérieusement à ce qui est réalisable des points de vue politique, financier et militaire dans le Canada de l'après-guerre en Afghanistan.

Question n° 4. Comment pourrait-on utiliser les FOS pour que les opérations qu'elles mènent soient exécutées dans le respect du principe de l'EF?

Il importe tout d'abord de reconnaître que ce serait une erreur que de trop présenter les FOS comme étant la solution axée sur l'EF à tous les besoins du Canada en matière de défense au cours de la prochaine décennie. Les contraintes politiques et budgétaires qui définissent la gamme restreinte des opérations décrites plus haut imposeront des limites à l'utilité des FOS du Canada. Si les FC elles-mêmes subissent des réductions d'effectifs, il est probable alors que le COMFOSCAN verra lui aussi sa taille, son budget et ses capacités diminuer.

Cela dit, même des FOS de moindre envergure constitueraient une ressource utile. Les missions de contre-terrorisme décrites plus haut sont « parfaites » pour les FOS. Aux fins des autres missions, les FOS pourraient offrir certaines capacités spécialisées : surveillance et collecte de renseignement secrètes dans le cadre des opérations de maintien de la paix; missions de COCIM dans le contexte de la consolidation de la paix; équipes d'entraînement, opérations d'information, renseignement et reconnaissance pendant les opérations de stabilisation; protection étroite de dignitaires pendant les missions de secours en cas de désastre; patrouilles d'affirmation de la présence dans les régions éloignées, et équipes d'arraisonnement (y compris lutte antidrogues) dans le contexte des opérations de protection de la souveraineté. Dans la plupart de ces missions, les FOS travailleraient de concert avec les forces conventionnelles canadiennes ou étrangères. Bien sûr, celles-ci exécuteraient la majorité de ces tâches, mais à un coût supplémentaire relativement minime, les compétences spéciales que les FOS offriraient renforceraient les capacités des unités et des formations auxquelles elles seraient rattachées. Nos alliés apprécieraient leur présence et leurs compétences, et les chefs du gouvernement canadien, leur faible visibilité.

Dans la liste figurant plus haut, les missions d'action directe liées aux FOS brillent par leur absence, c'est-à-dire les missions telles que, par exemple, les raids transfrontaliers de la campagne de confrontation. Nous les avons exclues parce que les gouvernements canadiens à venir chercheront sans doute à éviter les engagements qui entraîneraient de grands risques politiques, la possibilité de pertes humaines élevées et les situations où des Canadiens seraient capturés et pris en otages.

Question n° 5. Quelles sont les capacités minimales dont les FOS canadiennes ont besoin pour faire face aux imprévus probables de l'avenir, au chapitre de l'EF?

Il faudrait au moins une unité spécialisée dotée de l'entraînement, des compétences, de la structure de commandement et de contrôle, de la mobilité et de l'équipement voulus. Tous ces atouts existent actuellement dans le Régiment d'opérations spéciales du Canada⁴². En outre, les FOS ont besoin d'une capacité logistique de maintien en puissance pour les déploiements au loin, de moyens de transport stratégiques qui les amèneraient sur le terrain et les soutiendraient, de renseignements fournis par les services nationaux et alliés, de systèmes robustes et protégés de communications stratégiques, et d'un centre de recrutement, de sélection et d'entraînement pour leur garantir qu'elles pourraient conserver les effectifs et les capacités nécessaires.

Question n° 6. Quelles mesures le MDN et le COMFOSCAN doivent-ils prendre pour satisfaire à ces exigences?

La première tâche qui incombe au MDN (et au gouvernement actuel, puis aux gouvernements qui lui succéderont) consiste à décider quelles missions il veut que les Forces canadiennes, y compris les FOS, soient en mesure d'accomplir. Comme nous l'avons donné à entendre plus haut, ces missions seront fonction des préoccupations politiques et financières, et leur gamme risque donc d'être

assez limitée. Ensuite, le MDN devra conseiller le gouvernement sur les types de forces que ces missions nécessiteront (caractéristiques et effectifs) et, ensemble, ils devront décider de la taille des forces qu'ils pourront se permettre d'avoir. Inévitablement, il faudra renoncer à certaines missions ou rajuster les besoins pour aligner les forces et les capacités sur les réalités budgétaires. Par conséquent, dans l'avenir, on devra envisager les FOS canadiennes dans le contexte de toutes les capacités que les FC pourront se permettre de posséder. Comme nous l'avons évoqué plus haut, si la taille des FC est réduite, des pressions s'exerceront probablement pour réduire aussi celle des FOS. De même, des changements dans les priorités de financement au sein des FC, par exemple l'attribution de ressources plus considérables à de grands projets d'immobilisations (navires ou avions de chasse), pourraient limiter la capacité des FC de justifier et de conserver leurs FOS. Dans le passé, d'autres pays ont eu du mal à garder leurs FOS quand des capacités militaires essentielles ont été réduites⁴³.

Par conséquent, le principal défi du COMFOSCAN consistera à convaincre le MDN et, en fin de compte, le gouvernement que les FOS font partie des capacités *essentiels* et qu'elles ne sont pas un luxe. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, cela devrait être facile, mais pour ce qui est des autres missions, ce sera plus difficile, mais non impossible. Il devrait être possible de faire valoir les FOS du point de vue financier en montrant qu'elles offrent un meilleur rendement que les forces conventionnelles par rapport à l'investissement qu'elles nécessitent, même si ce rendement n'est pas cinétique. De même, comme les conflits et les crises modernes tendent à « se transformer » d'une fois à l'autre, les forces déployées doivent pouvoir s'adapter aux circonstances en mutation. La souplesse des FOS peut leur permettre de s'adapter sans doute plus facilement et plus vite que les formations conventionnelles plus grandes. La capacité que les FOS ont de faire ainsi preuve de polyvalence promet des économies d'échelle et une réduction des investissements connexes nécessaires.

D'un point de vue politique, si un des objectifs consiste à apporter une contribution importante aux opérations d'une coalition, sans attirer beaucoup d'attention, alors les FOS sont tout indiquées. Elles conjuguent une faible visibilité publique et un effet opérationnel élevé. Leur petite taille limite aussi la responsabilité de l'engagement et facilite l'extraction s'il devient nécessaire de les retirer du théâtre pour des raisons politiques. Par conséquent, il semble que les FOS auraient une place toute désignée dans l'avenir politique et financier de la défense canadienne envisagé plus haut. En résumé, les Forces d'opérations spéciales offrent au Canada une option quant à l'économie de forces, ce qui est un atout stratégique en une époque d'incertitude budgétaire et politique au Canada et à l'étranger.

NOTES

- 1 Carl von Clausewitz, *De la guerre*.
- 2 U. S. Army, *Field Manual FM 3-0 Operations*, Washington (D.C.), United States Department of the Army, 14 juin 2001, chapitre 4, p. 13, http://www.dtic.mil/doctrine/jel/service_pubs/fm3_0a.pdf. Site consulté le 30 novembre 2010.
- 3 Bernd Horn, «Forces d'opérations spéciales : élucider une énigme», dans Colonel Bernd Horn et Major Tony Balasevicius (éd.), *Lumières sur les forces de l'ombre : une perspective canadienne sur les Forces d'opérations spéciales*, Toronto, Dundurn Group, Kingston, Presse de l'Académie canadienne de la Défense, 2007, p. 25, 28, 30, 33.
- 4 Major Thomas P. Odom, *Dragon Operations: Hostage Rescues in the Congo, 1964 1965, Leavenworth Papers no. 14*, Fort Leavenworth (Kansas), Combat Studies Institute, 1988, p. 9-10, 15, 17, 19-20, 22-23, 25-28, 34-40, 65-71, 74, 78, 81, 84-96, 101-119, 124, 126 145.
- 5 *Ibid.*, p. 5-6, 13-17, 30-32, 38, 42-43, 61, 63, 69, 74, 77, 150, 153-155.

C H A P I T R E 5

- 6 Christopher Tuck, « Borneo 1963-66: Counter Insurgency Operations and War Termination », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 15, n° 3, hiver 2004, p. 90-92.
- 7 *Ibid.*, p. 92-93, 95-97. Voir aussi Bob Hall et Andrew Ross, « The Political and Military Effectiveness of Commonwealth Forces in Confrontation, 1963-66 », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 19, n° 2, juin 2008, p. 241-242; Raffi Gregorian, « CLARET Operations and Confrontation, 1964-66 », *Conflict Quarterly*, vol. 11, n° 1, hiver 1991, p. 50.
- 8 Tuck, p. 93-95, 97, 100-101.
- 9 Gregorian, p. 53-56.
- 10 *Ibid.*, p. 59-61; Tuck, p. 95, 98, 106-107; Hall et Ross, p. 246-249, 251. Selon Hall et Ross, il y aurait eu 50 raids CLARET en tout.
- 11 Tuck, p. 98-100.
- 12 *Ibid.*, p. 102-108.
- 13 Cité dans Gregorian, p. 65.
- 14 Geraint Hughes, « A 'Model Campaign' Reappraised: The Counter-Insurgency War in Dhofar, Oman, 1965-1975 », *The Journal of Strategic Studies*, vol. 32, n° 2, avril 2009, p. 277-278; Walter C. Ladwig II, « Supporting Allies in Counterinsurgency: Britain and the Dhofar Rebellion », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 19, n° 1, mars 2008, p. 63-64.
- 15 Hughes, p. 279-281; Ladwig II, p. 66-67, 70-71; Ian Beckett et John Pimlott, *Directed Reading and Project Scheme: The Dhofar Campaign, 1965-1965*, Royal Military Academy, Junior Command and Staff Course, Sandhurst (R. U.), non daté, p. 10-11. Exemplaire dans le coffret sur la campagne du Dhofar, Archives du Gregg Centre, UNB.
- 16 Hughes, p. 289-290.
- 17 *Ibid.*, p. 291; Beckett et Pimlott, p. 14-15. L'organisation de l'OI menée de 1970 à 1976 est esquissée dans un schéma fait à la main et

C H A P I T R E 5

portant la mention « Oman ». Exemplaire dans le coffret de la campagne du Dhofar, Archives du Gregg Centre. Une équipe d'information et un spécialiste des opérations psychologiques de l'Armée britannique ont aidé à réaliser l'OI.

- 18 Ladwig II, p. 63, 68, 71, 76; Hughes, p. 277, 282.
- 19 Hughes, p. 283, p. 294-295.
- 20 *Ibid.*, p. 271-272, 284-285.
- 21 Ladwig II, p. 79.
- 22 *Ibid.*, p. 79.
- 23 Richard W. Stewart, *Operation Urgent Fury: the Invasion of Grenada*, October 1983 CMH PUB 70-114-1, Washington (D.C.), US Army Center of Military History, 2008, p. 7-8; Major Mark Adkin, *Urgent Fury: The Battle for Grenada*, Lexington (MA), Lexington Books, 1989, p. 89, 107-111.
- 24 Adkin, p. 20-24, 90-91, 152-158, 161 et 162.
- 25 *Ibid.*, p. 160.
- 26 *Ibid.*, p. 119, 131, 133-134, 136-139 et 143.
- 27 *Ibid.*, p. 126-128; Daniel P. Bolger, « Special Operations and the Grenada Campaign », *Parameters*, vol. 18, n° 4, décembre 1988, p. 53.
- 28 Thomas K. Adams, *US Special Operations Forces in Action: The Challenge of Unconventional Warfare*, Londres, Frank Cass, 1998, p. 189-190. Bolger énumère 13 tâches distinctes pour les FOS, y compris, les opérations psychologiques (OPSPSY), les affaires civiles et l'appui assuré par des hélicoptères de combat de la Special Operations Wing (SOW) aux opérations terrestres. Cependant, certaines missions confiées aux FOS, par exemple la capture de l'aéroport, étaient, même d'après les critères de Bolger, de véritables opérations conventionnelles. Bolger, p. 56.

C H A P I T R E 5

- 29 Adams, p. 190; Adkin, p. 198-204 et 208-212.
- 30 Stewart, p. 19, 24-25; Adams, p. 191; Adkin, p. 186-189.
- 31 Adkin, p. 130, 264-272 et 305.
- 32 Colonel Stephen Anno et Lieutenant-colonel William E. Einspahr, *Command, Control and Communications Lessons Learned: Iranian Rescue, Falklands Conflict, Grenadan Invasion, Libya Raid. Research Report AUAWC-88-043*, Base aérienne Maxwell : Air War College, 1988, p. 41-44, http://handle.dtic.mil/100_2/ADA202091, site consulté le 21 novembre 2010; Stewart, p. 10-12, 30, 31 et 32-36.
- 33 Anno et Einspahr, p. 37-38; Adkin, p. 88-89, 100-101 et 129-131.
- 34 Adkin, p. 120-122.
- 35 Warren Chin, « Operation 'Enduring Freedom': A Victory for a Conventional Force Fighting an Unconventional War », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 14, n° 1, 2003, p. 57, 64. Citant les nombreux problèmes de la campagne, Chin voit le modèle de l'EF d'un œil sceptique.
- 36 Voir, par exemple, Chef d'état major de la Défense, *Façonner l'avenir de la Défense canadienne : une stratégie pour l'an 2020*, Ottawa, ministère de la Défense nationale, 11 septembre 2006, http://www.cds.forces.gc.ca/str/index_fra.asp, site consulté le 30 novembre 2010.
- 37 David A. Charters, « The (Un)Peaceable Kingdom? Terrorism and Canada Before 9/11 », *Policy Matters*, vol. 9, n° 4, octobre 2008, p. 3, 14-21.
- 38 « Toronto 18 Video Evidence Released », <http://www.cbc.ca/canada/toronto/story/2009/10/20/toronto-18-amara-video963.html>, site consulté le 30 novembre 2010.
- 39 Service canadien du renseignement de sécurité, *Rapport public, 2008-2009*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2009, p. 9-10, https://www.csis.gc.ca/pblctns/nnlrprt/2008/Final_PR_FR_08_09.pdf, site consulté le 30 novembre 2010.

C H A P I T R E 5

40 Manley cité pendant l'émission CBC News, 2002.

41 David A. Charters, « 'Defence Against Help': Canadian American Cooperation in the War on Terrorism », dans David A. Charters et Graham F. Walker (sous la dir. de), *After 9/11: Terrorism and Crime in a Globalised World*, Halifax, Centre for Foreign Policy Studies, 2005, p. 300.

42 « Renseignements généraux », Régiment d'opérations spéciales du Canada, <http://www.csor-rosc.forces.gc.ca/bi-rg/index-fra.asp>, site consulté le 20 novembre 2010.

43 David A. Charters, « From Palestine to Northern Ireland: British Adaptation to Low Intensity Operations », dans David Charters et Maurice Tugwell (sous la dir. de), *Armies in Low Intensity Conflict*, Londres, Brassey's, 1989, p. 208; Tim Jones, *SAS: The First Secret Wars. The Unknown Years of Combat and Counter Insurgency*, Londres, I.I. Taurus, 2005, p. 17, 19-23, 26-27, 34 et 38-39; Adams, p. 156-160

CHAPITRE 6

TROUVER LE JUSTE ÉQUILIBRE : L'APPLICATION DU PRINCIPE D'ÉCONOMIE DE FORCES GRÂCE AUX FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES

CAPTAIN (NAVY) THOMAS C. SASS (É.-U.)

Les opérations spéciales offrent aux décideurs nationaux un moyen d'appliquer le principe de l'économie de forces. En fait, c'est l'hypothèse même qui est sous-jacente aux fondements théoriques de ces opérations. La riche histoire des opérations spéciales depuis la Seconde Guerre mondiale révèle que les États-nations créent et entretiennent des FOS¹ organisées, entraînées, équipées et désignées sélectivement pour procurer aux décideurs nationaux une organisation qui élargit la gamme des choix stratégiques et fournit une option axée sur l'économie de forces au niveau stratégique de la guerre².

Les opérations spéciales (OS) donnent effectivement l'impression d'être « spéciales ». L'expert Colin Gray a fait observer que les OS possèdent six caractéristiques distinctes : elles sont clandestines, furtives ou à découvert; elles sont peu orthodoxes; leur envergure est limitée; elles comportent des risques élevés; elles ont d'importants objectifs politiques et militaires; elles influent sur la politique étrangère. Gray a précisé qu'au cœur de la question réside le fait que les OS se situent au-delà des missions de guerre habituelles; ce sont plutôt des opérations que les forces régulières ne peuvent exécuter³. Quant à lui, le professeur James Kiras a affirmé que l'on mesure le rendement stratégique des OS en fonction de la possibilité qu'elles offrent de renforcer le rendement

des forces polyvalentes et des manœuvres conventionnelles⁴. Ces fondements théoriques se retrouvent dans la doctrine américaine, qui mentionne que les OS sont « [*Traduction*] des opérations qui ne nécessitent pas de forces conventionnelles considérables, ont lieu dans des endroits interdits et controversés sur le plan politique et peuvent exiger des moyens de fonctionner discrètement, clandestinement ou secrètement; elles ont pour objet d'atteindre des objectifs militaires, politiques, informationnels et/ou économiques; elles peuvent être exécutées indépendamment ou de concert avec des forces conventionnelles ou encore avec d'autres organismes gouvernementaux; on peut les confier à des forces locales ou les mener par leur intermédiaire ou avec elles, et elles se distinguent par les risques physiques et politiques qu'elles comportent⁵ ».

Depuis la Seconde Guerre mondiale, la popularité et l'efficacité des OS ont varié. Au moment où nous parvenons à un stade où les FOS sont considérées comme étant la force de dernier recours, mais aussi de prédilection, il est utile d'examiner l'évolution des OS depuis la Deuxième Guerre mondiale. Tout d'abord, il importe d'établir si l'utilité stratégique des OS issue de l'expérience de la Seconde Guerre mondiale a perduré ou non au fil du temps. Ensuite, il convient d'étudier la manifestation actuelle du rendement stratégique des OS. Enfin, il est possible d'évaluer si les OS procurent aux décideurs nationaux d'aujourd'hui une option efficace axée sur l'économie de forces.

Chose certaine, deux grands paramètres de l'utilité stratégique des OS, soit l'économie de forces et la multiplication des choix au niveau stratégique de la guerre, ont résisté à l'épreuve du temps et valent encore de nos jours. En outre, les OS continuent de dynamiser les manœuvres des forces conventionnelles et d'en enrichir le rendement dans toute la gamme des conflits. En effet, dans le contexte de l'environnement stratégique contemporain, dominé par les menaces irrégulières et une guerre planétaire contre des organisations extrémistes et des groupes armés violents, les OS

servent de catalyseur pour unifier d'autres instruments du pouvoir national, pour en accroître la portée et en maximiser les effets. Néanmoins, les OS ne peuvent être considérées en soi comme étant un moyen d'économiser des forces. Il faut plutôt lier l'économie de forces directement à l'expansion de la gamme de choix, et la relation entre les deux doit être judicieusement équilibrée.

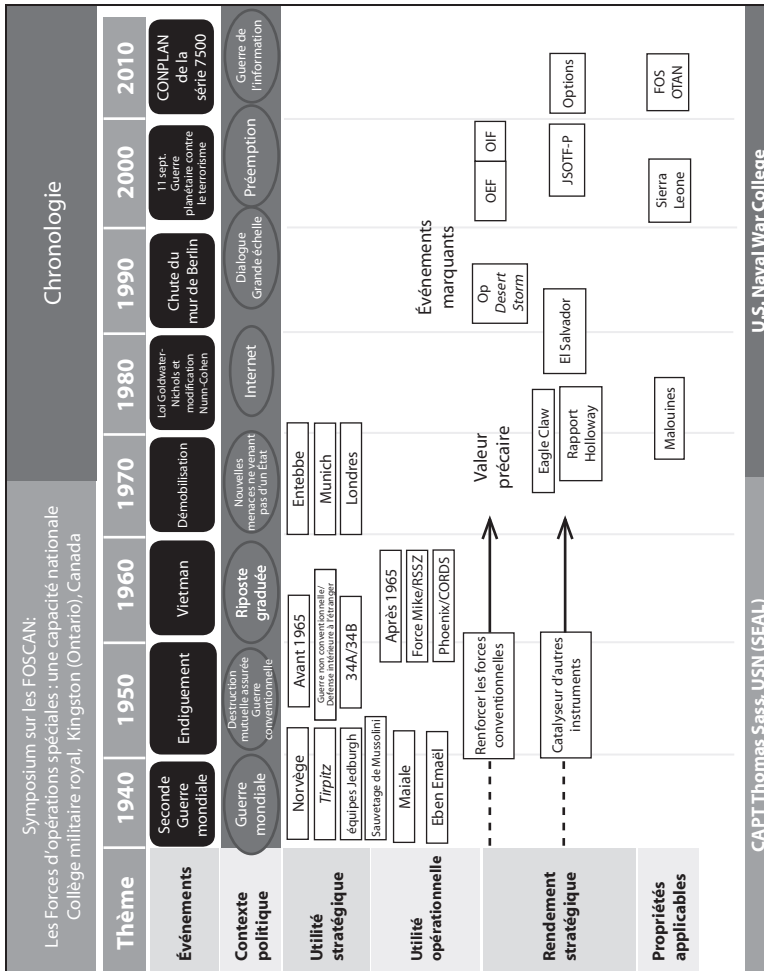


FIGURE 1. L'évolution constante des FOS de 1940 à 2010.

Afin de défendre ces arguments, nous commencerons tout d'abord par examiner quelques OS fondamentales qui nous permettront d'illustrer les fondements théoriques et de comprendre les OS et leur contexte au sein de la structure organisationnelle des forces militaires, notamment aux États-Unis et au Royaume-Uni (R.-U.)⁶. Ensuite, nous étudierons, d'une part, deux points d'inflexion géostratégiques et importants du point de vue opérationnel relativement à l'évolution des OS, et, d'autre part, ce que l'histoire en a tiré. En troisième lieu, nous parlerons sommairement de quelques FOS récentes pour faire voir comment les fondements stratégiques des OS, qui remontent à la Seconde Guerre mondiale, se prolongent dans l'environnement stratégique actuel. (Voir la figure 1.)

EXPÉRIENCES FONDAMENTALES DES FOS

Pendant la Seconde Guerre mondiale, tous les principaux belligérants ont mis sur pied des FOS. Celles-ci tombaient en gros dans deux grandes catégories : d'une part, les unités spécialisées au sein de forces militaires déjà établies, unités qui exécutaient toute une gamme d'opérations militaires indépendantes dans le cadre de campagnes conventionnelles et, d'autre part, les unités qui menaient des opérations furtives et clandestines en dehors de la structure des forces conventionnelles. Ces dernières opérations comprenaient des missions de sabotage et de reconnaissance, des OPSPSY et des activités de renseignement en prévision de campagnes conventionnelles ultérieures et comme moyens de rechange à ces dernières.

On peut montrer clairement l'utilité stratégique des FOS pendant la Seconde Guerre mondiale en examinant la période se situant entre l'occupation de l'Europe occidentale par les nazis, en juin 1940, et l'invasion de la Normandie, quatre ans plus tard. Pendant cette période, les forces alliées se sont constamment employées à mettre à profit la défense géographique naturelle qu'était la Manche, afin de se donner le temps et l'espace voulus pour rassembler

les forces nécessaires à l'invasion de l'Europe. Pour que l'invasion réussisse, les Alliés avaient besoin d'un moyen d'accéder aux secteurs interdits de l'Europe occupée par les nazis, d'aider les groupes de résistance locaux et d'en coordonner les interventions, afin de maintenir la pression sur l'ennemi et de renforcer le moral en Angleterre⁷. Simultanément, toutefois, des menaces stratégiques se manifestaient de temps à autre et représentaient parfois des difficultés insurmontables pour les forces conventionnelles alliées. Heureusement, les FOS ont offert des solutions de rechange en dehors de la gamme des capacités conventionnelles pour éliminer ces menaces stratégiques qui faisaient obstacle. En outre, elles ont permis aux forces conventionnelles de poursuivre leur effort principal et de continuer à se préparer en vue de l'invasion de l'Europe.

Un des moyens que les FOS ont pu employer pour éliminer les menaces stratégiques dépassant les capacités des forces conventionnelles a consisté à travailler dans le cadre des campagnes conventionnelles. Par exemple, elles ont mené des activités derrière les lignes nazies en Europe pour préparer l'invasion alliée de la Normandie qui eut lieu en juin 1944. Les Alliés avaient dressé des plans d'appui et mené des opérations avant le jour J afin d'empêcher l'Allemagne nazie de s'opposer aux débarquements amphibies dans le cadre de l'opération *Overlord* et d'aider leurs forces à détruire l'armée et le régime hitlériens. Le quartier général des forces spéciales, formé au sein du quartier général suprême des forces expéditionnaires alliées du General Eisenhower, a coordonné les opérations d'appui indépendantes et il a assuré le commandement et le contrôle opérationnels des FOS afin d'atteindre ces objectifs. Plus précisément, des équipes Jedburgh, précurseurs des FOS modernes de l'Armée américaine, ont été affectées auprès de chacun des groupes d'armée alliés; elles avaient été formées en 1943 pour organiser et diriger les éléments de la résistance dans la France occupée. Composée d'un officier, d'un radio et d'un linguiste, chaque équipe Jedburgh sautait en

parachute derrière les lignes ennemies et se joignait à des groupes de résistants qui menaient ensuite une guérilla et s'adonnaient à des actes de sabotage et à d'autres activités derrière les lignes ennemies afin de réduire la capacité des Allemands de colmater la brèche créée sur les plages dans le périmètre. Les FOS ont ainsi contribué à procurer aux forces alliées le temps et l'espace qu'il leur fallait pour établir une tête de pont grâce à laquelle les forces conventionnelles ont pu atteindre plus efficacement leurs objectifs opérationnels⁸.

Des OS terrestres coordonnées ont aussi été réalisées par les forces britanniques. Par exemple, des éléments du SAS britannique, opérant derrière les lignes adverses, ont mené une offensive soutenue en attaquant l'infrastructure de l'ennemi, en réduisant sa capacité de faire échec aux mouvements alliés et en coordonnant aussi la résistance en Europe, en Afrique et dans les théâtres d'opérations britanniques en Inde et en Birmanie⁹.

Dans le domaine naval, les exploits des Scouts et des Raiders (É.-U.) et ceux des unités de démolition de combat de la Marine américaine et des guerriers sous-marins qui ont piloté les X-Craft de la Royal Navy constituent d'excellents exemples de ce que pouvaient faire des unités spécialisées qui, dans les structures des forces navales, menaient toute une gamme d'opérations militaires indépendantes dans le contexte des campagnes conventionnelles. Les Scouts, les Raiders et les unités navales de démolition de combat (qui allaient devenir les équipes de démolition sous-marines et les équipes SEAL de la Marine américaine) étaient fermement intégrés dans le concept d'exécution des opérations navales. Ces groupes ont réalisé des opérations de reconnaissance au-delà de la Manche et avant les attaques, et ils ont aussi détruit des obstacles et rempli des fonctions de guide au cours des assauts ultérieurs afin d'appuyer et de favoriser les débarquements amphibies sur les plages de Normandie¹⁰.

Par exemple, les sous-marins de poche (les X-Craft), qui ont eux aussi accompli des missions de reconnaissance dans la Manche avant les attaques de l'opération *Neptune*, ont fait voir les fondements théoriques des OS pendant cette période. Pendant que les Alliés continuaient à rassembler des forces en vue de l'invasion de la Normandie, l'Allemagne a déployé le cuirassé *Tirpitz*, navire-frère du fameux *Bismarck*, dans le Keafjord où il a mouillé au nord du cercle polaire et tout à fait au fond de l'Altafjord et du détroit de Sternsund en Norvège. Cet endroit possédait de formidables avantages défensifs qui posaient d'énormes défis pour les forces alliées. En adoptant une stratégie de parc naval, les nazis voulaient, tout en veillant à conserver au *Tirpitz* un accès sans encombre à la mer libre, menacer les convois alliés qui se rendaient en Russie soviétique et la maintenaient dans la guerre sur le front de l'Est. Par conséquent, le Royaume-Uni était obligé d'affecter un nombre disproportionné de navires à la défense de ces convois et du territoire national, ce qui les empêchait de répondre à d'autres besoins opérationnels ailleurs. Comme le premier ministre britannique Winston Churchill l'a alors fait remarquer, « [Traduction] [le *Tirpitz*] paralysait quatre fois plus de gros bâtiments britanniques, sans compter les deux nouveaux cuirassés américains retenus dans l'Atlantique [...] Pendant cette période, toute la stratégie de la guerre était fonction d'un seul navire¹¹. »

Les X-Craft avaient été mis au point expressément pour faire échec à cette menace. Ils étaient conçus pour être remorqués par un sous-marin de la flotte et contourner les obstacles défensifs bloquant les approches du Keafjord; ils disposaient d'une technologie novatrice qui permettait à un membre de l'équipage de sortir du bâtiment pour aller poser des charges explosives. Le 23 septembre, deux des six X-Craft qui avaient pris la mer pour aller attaquer le *Tirpitz* sont parvenus à leur objectif et ont fixé leurs charges sur la coque du navire ennemi qu'ils ont ainsi réussi à immobiliser pendant six mois. Par conséquent, pendant l'automne et l'hiver 1943, dix-neuf convois alliés ont réussi à se rendre jusqu'en Union

soviétique pour lui permettre ainsi de continuer le combat; grâce à cela, les Alliés ont pu poursuivre leur effort principal en réunissant les forces terrestres nécessaires pour l'invasion de l'Europe¹².

Les FOS ont pu d'une autre façon dissiper des menaces stratégiques qui dépassaient les capacités des forces conventionnelles pendant la Seconde Guerre mondiale, en exécutant des opérations furtives et clandestines en dehors de la structure organisationnelle de ces forces. Le SOE britannique et l'OSS américain possédaient les caractéristiques essentielles de ce groupe de FOS, dont la défense de la centrale hydroélectrique de Vemork (Norvège) a bien illustré les capacités. En 1935, cette centrale était la plus grande du monde et elle avait pour rôle premier de produire de l'électricité. Cependant, à la faveur de plusieurs procédés, elle a aussi réussi à produire de l'eau lourde, appelée aussi deutérium (D_2O), qui est employée pour fabriquer des armes nucléaires. À l'époque, l'installation de Vemork était la seule source d'eau lourde en Europe. En 1940, l'Allemagne a envahi la Norvège et s'est emparée de la centrale hydroélectrique de Vemork. Cette capture représentait un risque stratégique inacceptable pour les Alliés. Il est donc devenu impératif d'empêcher l'Allemagne nazie d'obtenir de l'eau lourde, précurseur essentiel à la fabrication d'une arme nucléaire, en quantités suffisantes.

Cependant, la destruction de la centrale posait des défis insurmontables pour les forces terrestres, aériennes et maritimes conventionnelles. Comme solution de rechange, le SOE a planifié et exécuté une série de raids sur la centrale de Vemork et le traversier de celle-ci naviguant sur le lac Tinnsjoe, raids qui ont été confiés à des commandos norvégiens. Le 18 octobre 1942, quatre de ces commandos relevant du SOE ont sauté en parachute, dans le cadre de l'opération *Grouse*, dans le plateau de Hardanger en Norvège. Ils ont ensuite parcouru de nombreux milles pour se rendre sur place observer les installations de Vemork, de manière à pouvoir ensuite accueillir les forces qui allaient suivre. Grâce à leur

petit nombre et à leurs faibles besoins logistiques, ils ont réussi à exécuter une surveillance fructueuse pendant longtemps. La force de suivi, qui portait le nom de code « Gunnerside », comprenait cinq commandos norvégiens du SOE qui avaient été triés sur le volet et qui avaient reçu un entraînement spécial. Cette force a sauté en parachute dans le secteur le 16 février 1943. Après plusieurs jours, elle a opéré sa jonction avec l'équipe Grouse et, ensemble, les deux groupes se sont rendus jusqu'à la centrale et ont exécuté leur attaque tactique. La centrale a subi d'importants dommages, et les nazis ont alors tenté d'emporter le reste des stocks d'eau lourde en Allemagne. Cependant, en déployant de nouveau des commandos norvégiens, le SOE a bloqué le transport du deutérium. Le 20 février 1944, les commandos ont frappé et coulé le traversier de la centrale sur le lac Tinnsjoe, ce qui a limité la capacité des nazis de mettre au point des armes nucléaires.

Ces quelques capsules historiques ne donnent pas un tableau complet de toutes les FOS de la Seconde Guerre mondiale et de toutes les expériences qu'elles ont vécues, mais elles illustrent les fondements théoriques des OS. Plus précisément, ces exemples montrent l'influence stratégique des FOS en tant qu'application du principe de l'économie de forces quand elles évoluent parallèlement à la gamme des options possibles. Aussi bien quand les FOS faisaient partie de la structure de commandement et de contrôle du Quartier général suprême allié en Europe que lorsqu'elles opéraient indépendamment tout en synchronisant leurs actions avec celles de la campagne conventionnelle, leurs activités étaient conçues pour soutenir directement la campagne conventionnelle. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il existait une relation étroite entre les FOS qui travaillaient au sein de la structure de commandement et de contrôle du Quartier général susmentionné et celles qui agissaient indépendamment. En fait, les membres de ces forces passaient souvent d'un de ces deux groupes à l'autre. Ces deux catégories de FOS ont continué d'évoluer après la Seconde Guerre mondiale pour devenir des composantes de l'Armée de terre et de

la Marine et des organismes du renseignement dans les structures tant américaines que britanniques (et, en général, dans toutes les structures alliées). Cependant, il faut souligner qu'au cours de l'après-guerre, l'équilibre entre les FOS en tant qu'application possible du principe de l'économie d'effort et en tant que gamme élargie de choix n'a pas toujours été réalisée. On peut donc soutenir que ce jumelage inégal a parfois réduit leur effet stratégique.

Des cas choisis tirés de l'histoire de la guerre du Vietnam continuent d'illustrer certains des aspects fondamentaux persistants des OS, tout en mettant en exergue certaines des difficultés et des limites que comporte l'organisation des FOS au sein des structures de l'Armée de terre et de la Marine, en particulier dans le contexte américain. À titre de solution de rechange à l'emploi des forces conventionnelles, les FOS américaines ont été institutionnalisées en 1957 en devenant une catégorie de service de l'Armée américaine, et elles ont été déployées au Vietnam. À l'époque, l'administration Eisenhower appliquait une stratégie de défense qui mettait l'accent sur les forces nucléaires dans le cadre du concept de dissuasion nucléaire axé sur la destruction mutuelle assurée (MAD). La MAD représentait le volet militaire de la stratégie de sécurité nationale du temps de la guerre froide, stratégie qui reposait de façon obsessionnelle sur l'endiguement de l'Union soviétique. Dans le cadre de cette stratégie, les forces nucléaires s'accompagnaient de grandes formations de forces conventionnelles disposées dans les plaines d'Europe afin de décourager une incursion soviétique en Europe de l'Ouest et de défendre celle-ci contre une telle éventualité. Les forces conventionnelles se consacraient principalement à leurs rôles de dissuasion et de défense en Europe, mais l'administration Eisenhower menait aussi des missions furtives et recourait à la guerre non conventionnelle et à la défense interne à l'étranger pour s'opposer aux incursions des communistes nord-vietnamiens et du Viêt-cong en République du Vietnam du Sud. Ces mesures équivalaient à une économie de forces et à une solution de rechange par rapport à un affrontement

direct de l'Union soviétique au sujet de l'expansion des régimes communistes. Après avoir été au bord de l'abîme nucléaire pendant la crise des missiles cubains en octobre 1961, l'administration Kennedy a adopté la stratégie de la riposte graduée; au Vietnam, elle a eu davantage recours aux actions clandestines, à la guerre non conventionnelle et à la défense intérieure à l'étranger.

Vers le milieu de 1962, déçu des interventions clandestines de la CIA au Vietnam, le président Kennedy a confié au Département de la Défense la responsabilité de l'effort afin d'accéder à des ressources plus considérables et, ainsi, d'accroître l'ampleur et la portée de ce dernier¹³. Par la suite, des membres plus nombreux des US Special Forces (USSF) se sont déployés avec le Military and Assistance Command Vietnam – Studies and Observation Group (MACV-SOG) qui était chargé de l'effort principal. Les activités mettaient l'accent sur les opérations avec agents, la reconnaissance transfrontalière, la déception militaire et les OPSPSY dans les domaines terrestre et maritime. Cette force a délaissé le modèle de la Seconde Guerre mondiale – une force de frappe opérant derrière les lignes ennemies – pour devenir une force d'entraînement qui développait les capacités de la République du Vietnam du Sud pour exécuter une stratégie de contre-insurrection. Les USSF ont connu un grand succès en organisant et en entraînant les unités des forces spéciales vietnamiennes, les Montagnards et le Groupe de défense civil irrégulier, mais on peut soutenir que l'effort s'est avéré insuffisant et trop tardif, face à l'ampleur de la menace existante.

En 1965, l'administration Johnson a autorisé l'escalade des combats : les États-Unis sont alors passés à une guerre de manœuvres avec les forces conventionnelles, et les USSF ont fonctionné pour la plupart au sein de cette structure conventionnelle en tant qu'éléments de manœuvre tactiques dans des unités d'assaut mobiles. Les équipes SEAL et les équipes de démolition sous-marine ont travaillé dans l'environnement maritime du IV^e Corps et de la zone spéciale de Rung Sat (RSSZ) et elles ont accompli des

opérations de reconnaissance, d'action directe et de renseignement pour priver le Viêt-cong de sanctuaires et user ses effectifs unilatéralement. Pour atteindre les objectifs navals, elles ont fait exécuter les missions de ce type de concert avec les Forces d'opérations spéciales de la République du Vietnam et par leur intermédiaire¹⁴.

En 1967, le président Johnson a unifié les trois principaux efforts dans la République du Vietnam en plaçant tous les programmes militaires et civils sous le commandement et le contrôle du commandant du US Military Assistance Command au Vietnam. Il a mis sur pied le Service de soutien aux opérations civiles et au développement révolutionnaire (CORDS) afin d'unifier les efforts de tous les instruments du pouvoir opérant au Vietnam et de soutenir ainsi la pacification de la population. Le Service CORDS a également établi un lien entre la campagne militaire contre l'Armée nord-vietnamienne et les efforts de la CIA qui visaient à faire échec à l'infrastructure politique clandestine du Viêt-cong grâce au Programme de coordination et d'exploitation du renseignement (ICEX), qui a fini par devenir le Programme Phoenix. C'est au sein de ce dernier programme que des membres des USSF du MACV-SOG ont travaillé en étroite coopération avec les organisations du renseignement et de la police afin d'influencer la population et de faire échec à l'infrastructure du Viêt-cong (IVC) qui avait tenté d'établir un gouvernement parallèle et une campagne de terreur contre les représentants du gouvernement du Vietnam du Sud¹⁵.

Tandis que les experts continuent de débattre sur la nature du Programme Phoenix et son effet stratégique, on s'entend pour dire que le Programme a procuré temps et espace à ceux qui travaillaient à la pacification. L'unification de tous les instruments du pouvoir aux fins de la pacification, la campagne militaire et l'opération anti-infrastructures ont engendré un ensemble particulier de circonstances. Par conséquent, les USSF ont pour la plupart participé aux efforts militaires et à la pacification, mais leur rendement tactique exceptionnel a produit des effets

opérationnels plutôt que stratégiques dans le domaine tant terrestre que maritime. Aspect important, toutefois, les FOS américaines ont favorisé l'effort principal des forces conventionnelles¹⁶. En fait, la guerre du Vietnam a laissé entrevoir l'évolution des FOS quant aux concepts opérationnels intégrés de contre-leadership et de COIN. En effet, des décennies plus tard, au XXI^e siècle, on considère encore qu'une capacité de renseignement pour repérer l'infrastructure politique clandestine ennemie et lui faire échec, idéalement en coopération avec le pays hôte et les forces de police locales respectant la primauté du droit, est essentielle pour protéger la population.

Bien que la guerre du Vietnam illustre les fondements théoriques durables de l'économie de forces et de l'élargissement de la gamme de choix avant l'escalade de 1965, ainsi que le thème du renforcement du rendement des forces conventionnelles par les FOS, la leçon la plus pertinente se manifeste dans la démobilisation postérieure à la guerre. Les FOS terrestres et navales ont été institutionnalisées en 1957 et 1962, respectivement. Toutefois, elles l'ont été dans la structure de leur arme propre. Lors de la démobilisation qui a suivi la guerre, on a grandement réduit leur taille et leurs moyens en faveur des composantes de chaque arme qui appliquaient leur concept opérationnel principal. Dans le cas de l'Armée de terre, ce concept mettait l'accent sur les grandes formations destinées à produire une puissance de combat écrasante grâce à l'emploi d'unités interarmes. Dans celui de la Marine, le concept opérationnel était axé sur les plates-formes navales chargées surtout d'assurer une présence navale et de projeter la puissance navale avec des groupes aéronavals et des groupes d'intervention amphibies. La valeur déjà précaire des FOS s'est dès lors limitée à celle d'un élément habilitant pour les manœuvres des forces conventionnelles, de sorte que les FOS ont été privées de ressources au profit des principales capacités définies dans les concepts opérationnels des diverses armes¹⁷.

Dans les années qui ont suivi la guerre du Vietnam, les composantes des FOS ont lutté pour assurer leur survie organisationnelle, tout en s'efforçant d'expliquer leur valeur stratégique au pays. Les USSF sont retournées à leurs missions historiques typiques de la guerre non conventionnelle et elles se sont concentrées sur les opérations menées derrière les lignes soviétiques en Europe. Les équipes de démolition sous-marine et les équipes SEAL de la Marine américaine se sont surtout préoccupées de soutenir les rôles de celle-ci axés sur la projection de la puissance navale, sur les assauts amphibies et sur les frappes navales au-delà des plages. Par suite de l'accent ainsi mis sur les rôles habilitants prévus dans le concept opérationnel des armes, compte tenu des manœuvres des forces conventionnelles dans de grandes opérations de combat, les armes parentes des FOS leur ont fourni des ressources insuffisantes. Par conséquent, l'ampleur, la portée et l'état de préparation des FOS américaines ont beaucoup diminué, et celles-ci, dotées de capacités limitées, en ont été réduites au statut de petite organisation. La mesure dans laquelle les diverses armes ont accordé une faible priorité et des ressources insuffisantes aux FOS a été manifeste dans les années 1970 et 1980, quand les forces armées américaines ont été incapables de proposer à l'autorité nationale de commandement une solution pour faire face aux crises qui dépassaient les capacités des forces conventionnelles, et de la mettre à exécution.

Après la guerre du Vietnam, le défi qu'ont représenté le soutien et l'emploi de FOS efficaces n'a pas été strictement le propre des États-Unis et il n'a pas toujours entraîné une paralysie complète non plus. En fait, l'expérience des Britanniques dans les Malouines, en 1982, et celle des États-Unis au Salvador à partir de 1982 constituent deux bons exemples des avantages potentiels – et réels – qu'offrent les FOS en tant qu'application possible du principe de l'économie de forces, quand on y recourt aussi dans le cadre d'une gamme de choix élargie.

L'opération expéditionnaire britannique lancée pour reprendre les Malouines a montré le rôle habilitant des FOS du Royaume-Uni

dans le cadre de la structure des forces armées. L'effort principal a porté sur le débarquement amphibie de la force terrestre et sur la reprise de Port Stanley, à l'extrémité orientale de l'île East Falkland. Intégrées dans la force opérationnelle expéditionnaire, les FOS ont eu pour rôle de favoriser les manœuvres des forces conventionnelles. Elles se sont donc concentrées sur les raids d'action directe contre les aéronefs basés dans les Malouines et sur des missions de reconnaissance destinées à appuyer les débarquements amphibies dans le secteur ouest et le mouvement des troupes terrestres dans l'île East Falkland, en direction de Port Stanley.

En outre, les circonstances ont offert une possibilité de produire un effet stratégique en appliquant le principe de l'économie de forces et d'engendrer diverses options pour le commandant des forces opérationnelles; cette possibilité dépassait les capacités des forces conventionnelles. L'opération *Mikado* a été la seule occasion que les FOS ont eue de produire indépendamment un effet stratégique. La principale menace pour les forces britanniques prenait la forme des aéronefs argentins qui étaient basés sur le continent et dont les missiles Exocet avaient coulé six navires britanniques et en avaient endommagé une dizaine d'autres. Cependant, les Britanniques ont dû évaluer les avantages qu'aurait l'envoi de forces conventionnelles, par rapport à la probabilité que cette décision polarise l'opinion mondiale contre eux. Vu leur caractère furtif, les FOS ont donc offert une solution de rechange. Dans le cadre de l'opération *Mikado*, des FOS de reconnaissance et des éléments d'assaut ultérieurs devaient pénétrer en territoire argentin pour exécuter un raid d'une précision extrême contre la base aérienne argentine où se trouvaient les aéronefs équipés d'Exocet et leurs équipages. Un élément de soutien a été déployé en Argentine en secret pour remplir des fonctions de soutien opérationnel auprès de l'élément d'assaut. L'élément de reconnaissance a décollé, mais malheureusement, son hélicoptère d'infiltration a éprouvé des difficultés mécaniques, et la mission a été annulée. L'opération a été reportée, et l'on a alors eu recours à une insertion par

sous-marin; cependant, la mission n'a jamais eu lieu, car la guerre a pris fin¹⁸. L'occasion de produire un effet stratégique indépendant ne s'est pas présentée, mais cette opération expéditionnaire anglaise a montré la capacité fondamentale que les FOS ont d'étayer les manœuvres des forces conventionnelles.

Le déploiement du 7^e Groupe des USSF au Salvador, alors que la guerre froide était déjà sur son déclin, représente sans doute l'exemple classique d'une opération indépendante axée sur les FOS et sur le principe de l'économie de forces ayant élargi la gamme des choix au niveau stratégique de la guerre. Les FOS, ne comptant que 55 membres, ont exécuté une mission de défense intérieure à l'étranger afin de faire échec à l'insurrection communiste; pour cela, elles ont accru la capacité des forces armées salvadoriennes. Au début, en empêchant qu'une décision soit prise sur le terrain et, plus tard, à la faveur d'une intervention prolongée, les FOS ont renforcé les moyens dont disposait le gouvernement du Salvador et elles lui ont permis d'enrayer avec succès l'insurrection intérieure. Ce faisant, elles ont aussi procuré un partenaire stratégique aux États-Unis. Cet effort limité a donc été une solution de rechange que les décideurs américains ont pu adopter au lieu de recourir à des déploiements de grandes forces conventionnelles, et les États-Unis ont pu dès lors soutenir un effort prolongé¹⁹.

POINTS D'INFLEXION

Malgré certains succès remportés par les FOS américaines et britanniques après la guerre du Vietnam, des signes d'une mutation du contexte stratégique ont commencé à se manifester dans les années 1970, signes qui ont remis en question les capacités des FOS. Plus précisément, les attentats terroristes perpétrés par des militants palestiniens contre les athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich en 1972 et contre des citoyens israéliens à bord d'un avion de ligne détourné sur Entebbe (Ouganda), en 1976, et l'attaque de révolutionnaires iraniens contre l'ambassade d'Iran à Londres, en

1980, ont fait voir la menace que faisaient planer les terroristes et la nécessité de mettre sur pied des forces compétentes capables de faire échec aux dangers présentés par ces groupes armés non étatiques. Cependant, ces événements n'ont pas suffi pour porter la menace terroriste au sommet de la liste des préoccupations en matière de sécurité nationale aux États-Unis, lesquels situaient encore la sécurité internationale dans le contexte de la guerre froide qui se limitait aux relations entre États-nations. En fait, des citoyens américains ont dû être pris en otages par des révolutionnaires iraniens, à l'ambassade de leur pays à Téhéran, en 1979, pour que les États-Unis décident de réexaminer les capacités dont ils disposaient dans le domaine des FOS²⁰.

L'opération *Eagle Claw* comportait trois étapes et elle avait pour objet de secourir et de ramener aux États-Unis les 53 otages américains qui, en fin de compte, ont été détenus à Téhéran pendant 353 jours. Les forces ont été organisées sous une structure spéciale de commandement et de contrôle axée sur un contingent fourni par l'état-major interarmées. Les unités des FOS ont dressé leurs plans et se sont entraînées séparément, renonçant ainsi à la coordination entre elles et à leur intégration afin de maintenir la sécurité opérationnelle. Pendant la première étape de l'opération, des éléments d'avant-garde de la force ont pénétré en Iran, pays interdit et revêtant un caractère délicat du point de vue politique, en recourant à des moyens furtifs. Ils avaient pour objectifs de reconnaître les lieux et de mettre en place l'infrastructure nécessaire pour exécuter les opérations qui allaient suivre. Au cours de la deuxième étape, des hélicoptères de transport de la Marine américaine, pilotés par des membres du US Marine Corps, ont décollé du USS *Nimitz* qui naviguait dans le golfe Persique. Ils ont opéré leur rendez-vous avec des avions C-130 des Forces d'opérations spéciales de la US Air Force qui transportaient du carburant et les unités d'attaque jusqu'à *Desert One*, un des deux points de rendez-vous prévus situés dans le désert. Les hélicoptères ont refait le plein auprès des avions de transport à cet endroit, puis

ils sont allés prendre de nouvelles positions à un autre emplacement secret à l'extérieur de Téhéran. Les unités d'assaut devaient ensuite emprunter des moyens de transport terrestre et prendre position à un autre lieu dissimulé, après quoi les avions C-130 devaient retourner à leur base. Le lendemain, les unités d'assaut devaient se rendre par voie terrestre jusqu'à l'ambassade assiégée et secourir les otages. Les hélicoptères devaient venir ensuite pour récupérer la force d'assaut et les otages américains à l'ambassade et les transporter à un deuxième lieu de rendez-vous (*Desert Two*), dans le désert iranien. Là, un avion de transport stratégique de la US Air Force les prendrait à son bord, les ferait sortir d'Iran et les ramènerait aux États-Unis.

L'opération ne s'est cependant pas déroulée tel que prévu. Des difficultés insurmontables se sont produites dès le premier segment de l'itinéraire d'infiltration des hélicoptères. Une tempête de sable imprévue produisant un obscurcissement quasi total et des pannes mécaniques ont été les raisons sous-jacentes pour lesquelles les hélicoptères n'ont pas pu se rendre assez nombreux au premier point de rendez-vous. La décision d'annuler l'opération a été prise au point *Desert One*, après que l'on eut appelé le président des États-Unis par satellite. Comme si les choses n'allaient pas assez mal, pendant qu'il tentait de rentrer à sa base, un pilote d'hélicoptère a heurté d'un rotor en marche le fuselage d'un avion C-130 en train de ravitailler les appareils, ce qui a causé une explosion et un incendie catastrophiques.

L'analyse des résultats de l'opération *Eagle Claw* est essentielle si l'on veut comprendre les motifs de la création du USSOCOM ainsi que la structure et les capacités des forces opérationnelles des commandements composant ce dernier. Les principales leçons tirées de cet échec catastrophique sont réunies dans le rapport Holloway qui a cerné onze grands problèmes, énoncé des conclusions générales sur le fiasco et formulé deux recommandations qui ont déterminé les perceptions sur l'état des FOS américaines et

façonné la loi que le Congrès a ensuite adoptée au sujet de ces dernières. Plus précisément, le rapport a confirmé que le concept opérationnel axé sur une petite force clandestine constituait une option stratégique souhaitable au niveau national et que, même si l'opération avait comporté des risques de taille, elle était viable. Aspect important, toutefois, le rapport a précisé que les forces armées américaines n'avaient possédé une capacité crédible que plusieurs mois après le début de la crise. La structure organisationnelle et les arrangements improvisés de commandement et de contrôle avaient empêché la coordination de l'entraînement au stade de l'élaboration du concept et des capacités et engendré des difficultés pendant l'exécution de l'opération. En outre, la priorité majeure accordée à la sécurité opérationnelle a eu un effet direct sur les préparatifs. Enfin, les ennuis mécaniques imprévus de certains hélicoptères et une tempête de sable qui avait réduit considérablement la visibilité ont contribué directement à priver la force du nombre d'hélicoptères nécessaire, ce qui a entraîné la décision d'annuler l'opération. En fin de compte, la commission a recommandé de créer une force opérationnelle permanente de contre-terrorisme et de la doter d'un organe de commandement et de contrôle, d'un état-major et d'effectifs permanents eux aussi. Elle a aussi recommandé la mise sur pied d'un comité de supervision stratégique parallèle qui aurait un accès direct aux décideurs nationaux.

Le Congrès américain s'est dit d'accord et a adopté la loi qui a réorganisé le Département de la Défense des États-Unis; il s'agissait de la *Loi Goldwater-Nichols*. Celle-ci a essentiellement exigé l'intégration des forces présentes dans les diverses armes en une entité interarmées, en renforçant le statut du président de l'Instance collégiale des chefs d'état-major (JCS) et en conférant aux commandants de secteur géographique le pouvoir de commander et de contrôler toutes les opérations militaires dans leur zone de responsabilité. En apportant la modification Nunn-Cohen à cette loi, on a créé le USSOCOM et on lui a procuré une gamme particulière de pouvoirs

propres à une armée ou à un commandement de combat unifié. Plus précisément, le USSOCOM a été désigné comme étant un commandement de combat unifié fonctionnel et doté d'une structure organisationnelle. Celle-ci lui a permis de choisir, d'entraîner et d'affecter des forces opérationnelles et des organisations permanentes intégrées dans la zone de responsabilité du commandant de secteur géographique, qui procurent aux forces déployées des moyens de commandement et de contrôle pendant l'exécution des missions. Le commandant du USSOCOM a reçu un financement sous la forme d'un grand programme 11 des forces armées (Major Force Program-11) et le pouvoir de contrôler les ressources nécessaires à la mise sur pied et à l'acquisition des capacités propres aux FOS et de rendre ainsi celles-ci capables d'exécuter leurs missions. On a créé, au Département de la Défense, un poste de surveillant stratégique qui a contrôlé tous les aspects des FOS et défini leurs activités fondamentales, à savoir les suivantes : « [Traduction] L'action directe, la reconnaissance stratégique, la défense intérieure à l'étranger, les affaires civiles, les opérations psychologiques, le contre-terrorisme, l'aide humanitaire, la recherche et le sauvetage dans le théâtre [et] toute autre activité réclamée par le président ou le secrétaire à la Défense²¹. » La structure des forces et les capacités de ce commandement unifié et de ses composantes font essentiellement écho aux principes fondamentaux énoncés dans le rapport Holloway, qui ont été adoptés en grande partie par les alliés des États-Unis également.

Dans les années qui ont suivi la mise sur pied du USSOCOM, tandis que celui-ci travaillait à son intégration dans les milieux de la défense, les OS avaient lieu dans le contexte des grandes campagnes des forces conventionnelles et dans celui des opérations d'envergure. Au lendemain de la fin de la guerre froide, le rétablissement du régime koweïtien pendant l'opération *Desert Storm* a particulièrement bien illustré l'utilité stratégique persistante des FOS. L'opération a mis en lumière deux principes interdépendants relatifs aux FOS, à savoir qu'elles constituent une

option favorisant l'économie de forces quand on s'en sert aussi pour élargir la gamme de choix. En outre, l'opération *Desert Storm* a montré comment les FOS ont continué de favoriser la réussite des forces conventionnelles, ce qui avait toujours été le critère de mesure de leur rendement stratégique. Fait à signaler, la profonde méfiance que le commandant de la force opérationnelle interarmées (FOI) éprouvait pour les FOS en a limité l'emploi au-delà de ce rôle traditionnel.

Pendant l'opération *Desert Storm*, les OS de la coalition visaient deux efforts principaux. Tout d'abord, il y a eu un effort indépendant dans l'ouest de l'Iraq de la part des FOS britanniques et américaines qui cherchaient les véhicules-rampes (TEL) lançant des missiles SCUD contre Israël, l'intention de l'ennemi étant d'inciter ce pays à entrer dans la guerre et de briser ainsi la coalition, qui en était sans doute le centre de gravité stratégique. L'autre effort des FOS visait à accroître le rendement de la coalition grâce à des équipes de soutien opérant avec des forces terrestres de celle-ci, les objectifs étant ici de synchroniser l'action des formations terrestres coalisées et aussi d'exécuter dans l'ouest et le nord de l'Iraq des missions de reconnaissance spéciales, de récupérer des pilotes et d'intervenir au moyen de l'action directe. Les FOS maritimes ont soutenu les opérations spéciales et le commandant de la composante navale fonctionnelle en accomplissant des missions de reconnaissance, de déception, d'action directe et d'interdiction et en appliquant des mesures défensives de lutte contre les mines, tout cela dans le domaine maritime²².

Cependant, il n'y a eu aucune OS contre la menace grandissante des acteurs non étatiques qui recouraient à des tactiques terroristes ainsi qu'à l'affrontement et à d'autres moyens et formes de violence non conventionnels. Une vieille méfiance à l'égard des FOS et l'opinion selon laquelle elles se composaient de cowboys irresponsables leur ont valu le statut de parias, même après la création du USSOCOM. En outre, les plans d'action présentés à

l'autorité nationale de commandement enfreignaient le principe de l'économie de forces. En effet, les forces exigées et la place qu'elles occupaient étaient tout simplement trop considérables. De plus, les commandants militaires supérieurs ont présenté aux dirigeants civils leurs meilleurs arguments contre l'emploi des FOS dans des circonstances délicates du point de vue politique, en particulier quand le fondement juridique de leur rôle et de leur emploi en dehors d'une zone d'opérations (ZO) interarmées devenait complexe en vertu de multiples articles du Code américain. Aspect primordial, le terrorisme était perçu comme un crime et non comme un volet de premier niveau de la sécurité nationale²³.

Les attaques perpétrées en sol américain par al-Qaïda le 11 septembre 2001 ont marqué le deuxième point d'inflexion qui a influé sur l'évolution théorique des FOS et défini la façon dont les États-Unis comprenaient l'utilité de ces dernières dans le contexte stratégique de l'heure et la mesure de leur rendement stratégique. Ce choc infligé de l'extérieur aux États-Unis a transformé l'environnement de sécurité internationale, la perception des menaces posées par les acteurs transnationaux non étatiques et du caractère pressant de ce danger, la stratégie nationale de sécurité qui, du coup, a été axée sur la préemption, la structure de l'organisme américain de la sécurité²⁴ et sans doute aussi la stratégie de tous les pays au chapitre de la sécurité. Le terrorisme, considéré jusque-là comme étant un problème relevant des forces de l'ordre, est devenu d'un seul coup une menace de premier niveau pour la sécurité internationale.

LES FOS ET L'ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE ACTUEL

Les FOS ont joué le rôle primordial au cours des premiers stades de l'opération *Enduring Freedom*, qui a été la riposte militaire américaine aux attentats du 11 septembre 2001. Au lendemain de ceux-ci, pendant une tempête de sable, de petits éléments du 5^e Groupe de forces spéciales se sont infiltrés dans le nord de

l'Afghanistan à bord d'hélicoptères munis de systèmes avioniques perfectionnés du 160^e Régiment d'aviation (Opérations spéciales) et ils ont opéré leur jonction avec des agents de la CIA et des commandants de l'Alliance du Nord afin de mener des opérations de guerre non conventionnelle. Mettant à profit la puissance aérienne des États-Unis, leurs munitions de précision et leurs technologies informatiques numériques, les FOS et des forces terrestres locales ont amorcé des opérations offensives pour détruire le régime taliban qui avait fourni un sanctuaire à al-Qaïda. Emboîtant le pas à l'Alliance du Nord qui avançait, des équipes du 96^e Bataillon des affaires civiles pour les opérations spéciales ont offert au peuple afghan une aide humanitaire venant d'organisations non gouvernementales et du gouvernement américains. En outre, des équipes du 9^e Bataillon d'opérations psychologiques (Opérations spéciales) ont soutenu les éléments de manœuvre et mis au point des produits destinés à faire valoir à la population que les Américains représentaient une meilleure option que les talibans. Par ailleurs, les parachutistes des Rangers de l'Armée américaine ont exécuté des assauts pour se rendre maîtres des aérodromes et des bases d'opérations, de manière à maintenir en puissance les forces qui progressaient²⁵.

Pendant cette période, 250 membres des FOS ont travaillé au sol sous le commandement et le contrôle du JSOTF Dagger, un élément constitué à même le 5^e Groupe de forces spéciales pour élaborer et appliquer un concept opérationnel novateur faisant principalement appel aux FOS. L'économie de forces constituait son principal critère directeur. Les FOS ont procuré à l'autorité nationale de commandement le moyen de réduire les risques et les défis stratégiques et opérationnels qu'aurait comporté l'engagement de grandes formations conventionnelles au sol, dans un endroit dépourvu d'une base d'opérations d'où elles auraient pu fonctionner.

Tandis que la guerre non conventionnelle allait de l'avant, une force opérationnelle pour les opérations spéciales (SOTF) distincte a mené une campagne de CT qui visait à tuer et à capturer les chefs terroristes d'al-Qaïda qui restaient encore et qui avaient fui en se fondant dans la population, et à démanteler leur réseau qui s'était transformé en une structure clandestine alors que le sanctuaire des talibans s'effondrait. Mettant à profit la technologie et l'accès aux spécialistes du renseignement, le Groupe opérationnel inter-armées pour les opérations spéciales anti-terroristes s'est adapté à son milieu et à son ennemi afin de fusionner le renseignement et les opérations dans le cadre d'un effort commun qui a intégré et renforcé le rendement de chacune des composantes²⁶. Cet effort a fait voir les premiers stades de l'évolution des tâches stratégiques des FOS.

Tandis que la campagne passait du stade initial axé sur la destruction du régime taliban au stade de la consolidation et de l'établissement d'un gouvernement provisoire, les combats se sont déplacés vers le sud. La Force opérationnelle K-BAR, entité formée à partir du 1^{er} Groupe spécial de guerre navale, a exécuté des opérations d'action directe et de reconnaissance spéciale contre les talibans et les combattants d'al-Qaïda en déroute. Fort du concours de FOS fournies par des pays coalisés, le Groupe interarmées multinational pour les opérations spéciales (CJSOTF) a procuré à ces derniers l'occasion d'apporter une contribution nationale, tout en réduisant les risques politiques. Les FOS ont offert des ressources qui comprenaient des troupes hors pair alignées par les divers pays, tout en respectant le principe de l'économie de forces.

L'opération *Iraqi Freedom* (OIF), qui a commencé avec l'invasion de l'Iraq sous prétexte de renverser le régime au pouvoir en 2003, constitue aussi un événement marquant dans l'évolution des FOS. Bien qu'il soit impossible de rendre compte en un seul chapitre de la complexité et de la portée totale de la campagne qui a duré près de dix ans, on peut cerner et aborder plusieurs concepts qui

se rapportent aux fondements théoriques et à l'évolution des FOS. Fonctionnant au sein de la structure des forces interarmées, les FOS ont manifesté leur valeur en tant qu'élément habilitant des grandes forces conventionnelles, en particulier au cours de l'étape des opérations décisives et lors des grandes opérations de combat qui ont suivi et qui ont atteint leur point culminant au moment de l'effondrement du régime et de la capture de Saddam Hussein²⁷. En outre, pendant l'étape de stabilité qui a suivi le changement de régime, les campagnes ultérieures simultanées de COIN et de CT menées dans la même zone d'opérations interarmées pendant de longues périodes révèlent de nouvelles perspectives précieuses sur les FOS. Plus précisément, celles-ci ont considérablement amélioré leur capacité d'intégrer toutes les sources du renseignement dans leur cycle opérationnel et de désignation des objectifs tactiques, soit le fameux cycle TF2EAD (trouver, fixer, finaliser, exploiter, analyser et diffuser). Cette ressource les a dotées d'une capacité accrue de trouver la prochaine cible²⁸, le but exprès étant de perturber l'infrastructure politique clandestine en tuant et en capturant des cibles de grande valeur. Une synergie s'est donc formée avec les organismes et agences de tout le gouvernement fédéral, en fonction de ce seul objectif commun²⁹.

Cette « guerre menée en collaboration » a nécessité trois innovations : la désignation des objectifs axés sur un réseau et prenant la forme du cycle TF2EAD; l'amélioration du renseignement de toutes sources et des moyens connexes grâce au partage des renseignements entre les diverses organisations par l'intermédiaire d'équipes interfonctionnelles appuyant le cycle susmentionné; enfin, l'intégration des campagnes de CT et de COIN aux niveaux tactique et opérationnel³⁰. Cette dernière intégration a donné aux commandants locaux l'opportunité de trouver un juste équilibre entre les coûts et les avantages quand ils accordaient la priorité au CT plutôt qu'à la COIN à un moment et à un endroit donnés. Les activités de CT créaient le créneau temporel et spatial dont les activités de COIN avaient besoin pour produire leurs effets³¹. Les

commandants au niveau opérationnel pouvaient ensuite répartir les ressources selon les besoins pour permettre à ces unités tactiques de réussir. Aspect primordial, l'accent mis par les FOS sur le CT a suscité le climat voulu pour favoriser la coopération et la synergie entre les divers organismes et les forces conventionnelles.

Les ressources et l'attention étant concentrées en priorité sur l'opération *Enduring Freedom* en Afghanistan et sur les activités menées au Moyen-Orient autour de l'Iraq, la FOI-510, plus tard appelée Groupe opérationnel interarmées pour les opérations spéciales – Philippines (JSOTF-P), s'est déployée en République des Philippines en décembre 2001, en tant que solution axée sur l'économie de forces, pour exécuter des missions de défense intérieure à l'étranger en coordination avec l'équipe américaine spécialiste de ce pays de manière à accroître les moyens opérationnels des forces armées et de la police nationale des Philippines et, ce faisant, la capacité des autorités philippines de gouverner. À la demande de ces dernières, des FOS axées sur le 1^{er} Groupe de forces spéciales et sur des éléments du Groupe spécial naval de guerre ont travaillé sous la direction du pays hôte avec lui et par son intermédiaire pour l'aider à affirmer sa souveraineté en empêchant le Jamaï Islamia (JI) et le groupe Abou Sayyaf (GAS) de trouver refuge dans l'île Basilan et dans l'ensemble du secteur sud de l'archipel philippin.

Cette longue campagne a été divisée en quatre étapes : évaluer la situation; conseiller et aider le pays hôte; renforcer les capacités; mener une action civile de suivi. Pendant le premier stade, on a cerné les manifestations de l'aliénation de la population locale par le gouvernement central. Cette évaluation a mis en lumière les lacunes des forces de sécurité philippines et la structure sociale de l'île, par localité, quant à la relation entre la population, le gouvernement central et le mouvement insurgé du GAS³². À mesure que les forces de sécurité des Philippines ont accru leurs capacités et qu'elles ont été à même de garantir la sécurité de la population,

des programmes d'action civile ont suivi et ont bénéficié de ressources, obtenues par l'intermédiaire des institutions du gouvernement national, pour améliorer les conditions sous-jacentes et la vie de la population locale, rétablissant ainsi la relation entre la population et le gouvernement.

La petite taille et la discrétion des FOS ont réduit le risque politique tant pour les dirigeants des États-Unis que pour ceux du pays hôte. Une transition s'est opérée en 2006 quand les forces de sécurité des Philippines ont fait des gains importants aux dépens du JI et du GAS en améliorant le niveau de sécurité et en créant les conditions voulues pour que le gouvernement central renoue avec la population; cela a abouti à l'accord Kapit Bisig (c'est-à-dire « main dans la main ») qui a représenté un engagement du gouvernement central envers le sud des Philippines³³.

La campagne menée aux Philippines aide non seulement à comprendre l'évolution théorique des FOS mais aussi à envisager leur utilité et leur rendement stratégique dans l'avenir, dans un environnement de sécurité internationale caractérisé par des menaces irrégulières et transnationales. L'année 2011 a marqué un autre point de transition dans la campagne. Mettant à profit l'accès et les relations que l'organisation du JSOTF-P a cultivés au cours d'une décennie d'opérations, des instruments économiques et juridiques du pouvoir, agissant par l'intermédiaire de la USAID et du Federal Bureau of Investigation (FBI), exécutent maintenant des opérations dans l'archipel du Sulu, parallèlement à l'engagement pris par le pays hôte de développer l'île Basilan³⁴. Les leçons les plus précieuses à retenir de la campagne menée aux Philippines portent sans doute sur la question de la souveraineté même et sur le concept de l'économie de forces. Le gouvernement de ce pays, ses forces de sécurité et ses institutions conservent leur avance. Comme on l'a souligné, « [Traduction] les progrès mesurables s'opèrent à la vitesse de la souveraineté, de la gouvernance et de la confiance³⁵ ». La souveraineté et la gouvernance sont bel et bien

le propre de la société philippine, mais la confiance s'étend non seulement à la relation entre le gouvernement du pays et la population, mais aussi à celle qui existe entre Manille et Washington et entre les divers instruments du gouvernement américain axés principalement sur l'équipe spécialiste des Philippines. Avec leur orientation, leur organisation, leurs ressources et leurs pouvoirs fonctionnels, les FOS fournissent un moyen d'aligner toutes les parties à cet effort. Cette confiance est renforcée et plus crédible en raison de la petite envergure de l'effort déployé par les FOS, effort qui demeure lié à l'organisme d'attache, le USSOCOM.

Au moment où nous écrivons ces lignes, en 2011, l'environnement de sécurité internationale, caractérisé par des menaces irrégulières et transnationales, fournit le contexte où il est possible d'évaluer l'utilité et le rendement stratégique des FOS. La criminalité, les migrations et l'extrémisme transnationaux ébranlent l'ordre international en général et nuisent à la capacité de n'importe quel pays de préserver sa souveraineté sur sa population³⁶. Les FOS offrent une solution potentielle. Comme l'actuel commandant du USSOCOM, Eric T. Olson, le souligne :

« [*Traduction*] Il incombe au United States Special Operations Command de synchroniser la planification d'opérations mondiales contre les réseaux terroristes. Les CONPLAN de la série 7500 [...] demeurent le cadre de planification, au Département de la Défense (DoD), tout en étant un mécanisme de soutien pour les diverses entités qui combattent les réseaux terroristes de la planète³⁷. »

Le contexte stratégique des plans de circonstance (CONPLAN) susmentionnés met en exergue la question de savoir si oui ou non les FOS servent de catalyseur pour unifier d'autres instruments de la puissance nationale, en maximiser les effets et en accroître la portée. Comme nous le soutenons dans le présent chapitre, cependant, les FOS en elles-mêmes ne peuvent pas être considérées

comme une expression du principe de l'économie de forces. En effet, celle-ci est inextricablement liée à l'élargissement de la gamme des choix en ce qui concerne les FOS, et par conséquent, la relation entre les deux doit être équilibrée correctement pour garantir l'efficacité des FOS.

CONCLUSION

L'histoire récente a montré la pertinence des principales leçons formulées dans le rapport Holloway. Les FOS ont besoin d'une structure organisationnelle permanente, d'un mécanisme de commandement et de contrôle et d'effectifs exclusifs pour être en mesure de procurer une option aux décideurs nationaux. Dans le contexte américain, ce besoin a entraîné la création du USSOCOM en 1987, et le concept a été adopté d'une façon ou d'une autre par la plupart des alliés des États-Unis³⁸. Cependant, comme nous l'avons fait valoir à maintes reprises dans le présent chapitre, afin d'offrir aux décideurs une option valable axée sur l'économie de forces, les FOS doivent aussi représenter un élargissement de la gamme des choix.

Par exemple, au cours de l'été 2000, des Royal Irish Rangers, qui exécutaient une mission de maintien de la paix de l'ONU en Sierra Leone déchirée par la guerre, ont été capturés par un groupe armé s'appelant les « West Side Boys » (Les gars de l'Ouest). Les forces conventionnelles sur le terrain n'avaient pas les ressources voulues pour secourir les otages, et l'on a donc fait appel aux FOS. Un élément de reconnaissance a été introduit dans le pays et il a été suivi d'un groupe d'assaut des FOS. Cependant, l'équipe britannique du SAS n'avait pas ses propres moyens organiques pour assurer la mobilité aérienne tactique des attaquants. Les otages ont été secourus, mais cette opération a montré l'utilité d'avoir des ressources désignées pour doter la FOS attaquante de moyens de manœuvre tactiques. En l'occurrence, il fallait des hélicoptères de transport tactique (c'est là une conclusion fondamentale formulée

dans le rapport Holloway, qui s'applique clairement au-delà des États-Unis). Le principe est le suivant : pour produire une option, il faut disposer de forces suffisantes. Cette lacune a contribué à la mise sur pied du groupe des FOS du Royaume-Uni qui s'est plus tard déployé en Iraq en remportant un grand succès. Divers autres pays alliés ont examiné de plus près cet exemple et ont entrepris à leur propre manière des évaluations afin de se doter des organisations et des capacités voulues pour garantir le succès de leurs FOS dans l'avenir.

En résumé, faisant fond sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, les FOS remplissent des rôles n'ayant rien à voir avec les missions de guerre ordinaires et elles continuent de favoriser les manœuvres des forces conventionnelles et de renforcer le rendement de ces dernières dans toute la gamme des conflits. Chose certaine, aujourd'hui, dans l'environnement chaotique et instable de la défense, les FOS servent de catalyseur pour intégrer d'autres instruments de la puissance nationale, en accroître la portée et en maximiser les effets. Aspect primordial, toutefois, comme les exemples donnés tout au long du présent chapitre l'ont fait voir, la capacité des FOS de procurer aux décideurs nationaux une véritable option axée sur l'économie de forces est inextricablement liée à la présence d'effectifs et de moyens suffisants dans l'organisation des FOS pour élargir la gamme des choix. Quand l'équilibre à cet égard aura été réalisé, elles pourront produire un effet tactique, opérationnel et stratégique dans tout le spectre des conflits.

NOTES

1 Dans sa théorie sur les opérations spéciales qui met l'accent sur la façon dont une force inférieure en nombre peut obtenir un succès tactique contre un ennemi retranché sur une position défensive en théorie plus solide, William McRaven désigne les Forces d'opérations spéciales

C H A P I T R E 6

comme étant des forces expressément choisies, entraînées et désignées. Voir William H. McRaven, *Spec Ops: Case Studies in Special Operations Warfare: Theory and Practice*, Novato (Californie), Presidio, 1995. Voir aussi Spulak, qui émet la théorie que les FOS réduisent la friction à la guerre. Voir Robert G. Spulak, Jr., *A Theory of Special Operations*, Hurlburt Field (Floride), JSOU Press, octobre 2007.

2 Colin S. Gray, *Explorations in Strategy, Contributions in Military Studies*, Westport (CT), Greenwood Press, 1996.

3 *Ibid.*

4 James Kiras, *Special Operations and Strategy from World War II to the War on Terrorism*, Cass Series – Strategy and History, Londres, New York, Routledge, 2006. Soulignons que son point de vue théorique repose sur une stratégie d’attrition plutôt que sur une stratégie d’anéantissement.

5 Ce ne sont là que quelques-unes des caractéristiques des opérations spéciales traduites dans la doctrine américaine. « Joint Special Operations Task Force Operations », avril 2007. Des thèmes semblables sont reflétés dans la doctrine de l’OTAN. *The North Atlantic Treaty Organization Special Operations Forces Study*, Centre de coordination des opérations spéciales du Traité de l’Atlantique Nord, décembre 2008. En ce qui concerne le Canada en particulier, voir « Commandement des Forces d’opérations spéciales du Canada – un aperçu », Défense nationale et Forces canadiennes, http://www.cansofcom.comfoscan.forces.gc.ca/ni/index_fra.asp, 2011.

6 Le choix des cas suit les lignes directrices fondamentales s’appliquant à la recherche qualitative en sciences humaines. Voir, par exemple, Alexander George et Andrew Bennett, *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*, Cambridge, Belfer Center for Science and International Affairs, 2004.

7 Winston Churchill, *Triomphe et tragédie*, Paris, Plon, 1953.

8 S.J. Lewis, *Jedburgh Team Operations in Support of the 12th Army Group*, août 1944, Combat Studies Institute Press, 1991; voir aussi Kiras.

C H A P I T R E 6

- 9 Frida Knight, *The French Resistance, 1940 to 1944*, Londres, Lawrence et Wishart, 1975.
- 10 John B. Dwyer, *Scouts and Raiders: The Navy's First Special Warfare Commandos*, Westport (CT), Praeger, 1993; Kevin Dockery, *Navy Seals: The Complete History*, New York, Berkley Publishing Group, 2004.
- 11 Winston Churchill, *Memoirs of the Second World War: An Abridgement of the Six Volumes of the Second World War with an Epilogue by the Author on the Postwar Years Written for This Volume*, Boston, Houghton Mifflin, 1990.
- 12 McRaven; Paul Kemp, *Underwater Warriors: The Fighting History of Midget Submarines*, Cassell Military Paperbacks, Londres, Cassell, 2000.
- 13 « National Security Action Memorandum No. 57 », Département de la Défense (sous la dir. du), 1961; Richard H. Shultz, *The Secret War against Hanoi: Kennedy's and Johnson's Use of Spies, Saboteurs, and Covert Warriors in North Vietnam*, 1^{re} édition, New York, Harper Collins, 1999.
- 14 Lieutenant-Commander C. Tortora, « An Analysis of Seal Operations and Effectiveness in the Mekong Delta », U.S. Naval Postgraduate School, 1970; D.A. Ablowich, *The Effectiveness of USN SEAL Team Operations in Support of Operation Game Warden*, 1967.
- 15 Austin Long et William Rosenau, *The Phoenix Program and Contemporary Counterinsurgency*, 2009.
- 16 *Ibid.*
- 17 Susan L. Marquis, *Unconventional Warfare: Rebuilding U.S. Special Operations Forces, The Rediscovering Government Series*, Washington (D.C.), Brookings Institution, 1997; Thomas K. Adams, *US Special Operations Forces in Action: The Challenge of Unconventional Warfare*, Londres, Portland (OR), Frank Cass, 1998; Christopher K. Ives, *US Special Forces and Counterinsurgency in Vietnam: Military Innovation and Institutional Failure, 1961-63, Strategy and History*, New York, Routledge, 2007.

C H A P I T R E 6

18 Lawrence Freedman, *The Official History of the Falklands Campaign*, deux volumes, vol. II, New York, Routledge, 2007; Max Hastings et Simon Jenkins, *The Battle for the Falklands*, 1^{re} édition américaine, New York, Norton, 1983.

19 Andrew J. Bacevich et l'Institute for Foreign Policy Analysis, *American Military Policy in Small Wars: The Case of El Salvador*, Special Report, Washington, Pergamon-Brassey's, 1988.

20 Colonel James H. Kyle et John Robert Eidson, *The Guts to Try: The Untold Story of the Iran Hostage Rescue Mission by the On Scene Desert Commander*, 1^{re} édition, New York, Orion Books, 1990.

21 James R. Locher, *Victory on the Potomac: The Goldwater Nichols Act Unifies the Pentagon*, 1^{re} édition, Texas A & M University Military History Series, College Station, Texas A & M University Press, 2002. Voir aussi Marquis et Adams.

22 John B. Dwyer, « SEALs in Desert Storm », *U.S. Naval Institute Proceedings*, p. 118, juillet 1992.

23 Richard Shultz, « Showstoppers: Nine Reasons Why We Never Sent Our Special Operations Forces after Al Qaeda before 9/11 », *The Weekly Standard* (2004); David Tucker et Christopher J. Lamb, *United States Special Operations Forces*, New York, Columbia University Press, 2007.

24 *United States National Security Strategy 2002*, 2002; Office of Homeland Security, *National Strategy for Homeland Security*, Washington (D.C.), Office of Homeland Security, juillet 2002.

25 David M. Last et coll., *Force of Choice: Perspectives on Special Operations*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2004.

26 Tucker et Lamb. Colin Jackson et Austin Long, « The Fifth Service: The Rise of Special Operations Command », dans Harvey M. Sapolsky, Benjamin H. Friedman et Brendon Rittenhouse Green (sous la dir. de), *US Military Innovation since the Cold War: Creation without Destruction*, Londres, New York, Routledge, 2009.

27 Jackson et Long.

28 Rich Juergens, Michael Flynn et Thomas Cantrell, « Employing ISR: SOF Best Practices », *Joint Forces Quarterly*, n° 50, 3^e trimestre, 2008; Thomas R. Searle, « Tribal Engagement in Anbar Province: The Critical Role of Special Operations Forces », *Joint Forces Quarterly*, n° 50, 3^e trimestre, 2008.

29 Christopher J. Lamb et Evan Munsing, *Secret Weapon: High Value Target Teams as an Organizational Innovation*, Washington (D.C.), National Defense University Press, mars 2011; Long et Rosenau; Auteur anonyme, « Inside the 'New' Special Operations », *Proceedings Magazine*, vol. 135, n° 7, le 30 juin 2010. Stanley McCrystal, « It Takes a Network », *Foreign Policy*, mars-avril 2011, http://www.foreignpolicy.com/articles/2011/02/22/it_takes_a_network.

30 Munsing; McCrystal.

31 *Ibid.*

32 David P. Fridovich et Fred T. Krawchuk, « Winning in the Pacific: The Special Operations Forces Indirect Approach », *Joint Forces Quarterly*, n° 44, 1^{er} trimestre, 2007; Gregory Wilson, « Anatomy of a Successful COIN Operation », *Military Review*, novembre-décembre 2006; Joint Special Operations Task Force – Philippines, « Joint Special Operations Task Force – Philippines Overview », 2008, http://www2.warwick.ac.uk/fac/soc/pais/people/aldrich/vigilant/powerpoints/jsotf_p_overview_brief_feb_2008_ver_2.ppt; Cheryl A. Walley, « Civilian Affairs: A Weapon of Peace on Basilan Island », dans *Special Warfare: The Professional Bulletin of the John F. Kennedy Special Warfare Center and School*, vol. 17, n° 1, 2004; Hy Rothstein, « Less is More: The Problematic Future of Irregular Warfare in an Era of Collapsing States », *Third World Quarterly*, vol. 28, n° 2, 2007.

33 JSOTF-P, Exposé non classifié du Commandement, entrevue avec le commandant du détachement opérationnel « B » des forces spéciales, Basilan (République des Philippines), 2011; entrevue avec un officier des forces armées des Philippines au US Naval College, Newport (R.I.), 2011.

C H A P I T R E 6

34 Entrevues avec le commandant du JSOTF-P, Zamboanga et Manille (R.P.), mars 2011.

35 Briefing du Commandement, JSOTF-P, Zamboanga (R.P.), mars 2011.

36 Eric T. Olson, « U.S. Special Operations Command Strategy 2010 », Tampa (Floride), le 1^{er} novembre 2009.

37 Eric T. Olson, « 2010 Posture Statement », dans *Senate Armed Services Committee*, Washington (D.C.), 2010.

38 *The North Atlantic Treaty Organization Special Operations Forces Study*; Bernard J. Brister, « Un plan d'avenir des Forces d'opérations spéciales du Canada », *Revue militaire canadienne*, automne 2004; James L. Jones, « A Blueprint for Change: Transforming Special Operations », *Joint Forces Quarterly*, n° 45, 2^e trimestre, 2007.

CHAPITRE 7

« UN BONNETEAU MORTEL » : LES FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES ET LES OPÉRATIONS AXÉES SUR L'ÉCONOMIE D'EFFORT DANS LE SUD DE L'AFGHANISTAN

SEAN M. MALONEY, Ph. D.

« Je sais que c'est malhonnête, mais c'est le seul jeu possible ici. »

WILLIAM « CANADA BILL » JONES

La théorie militaire actuelle concernant les types de missions des FOS les répartit en trois catégories : l'action directe; la reconnaissance spéciale; la coopération avec les forces locales et la défense intérieure à l'étranger. Les ouvrages spécialisés et des articles plus généraux mettent beaucoup d'accent sur les aspects pratiques des missions de ces catégories. Par exemple, les particularités tactiques de l'action directe, y compris, notamment, l'acheminement de chargements d'armes et les techniques d'insertion tendent à dominer les débats professionnels et non professionnels. La nouveauté du travail avec un groupe ethnique local particulier constitue peut-être un autre sujet abordé dans les ouvrages spécialisés. Les paramètres techniques des véhicules aériens sans pilote (UAV), les marqueurs d'acquisition au laser pour les Forces d'opérations spéciales (SOFLAM) et la façon dont on les emploie représentent un autre thème. On peut aussi faire une distinction entre les opérations « stratégiques » des FOS et celles menées au « niveau opérationnel ». Du point de vue stratégique, par exemple,

une autorité nationale de commandement peut sanctionner une mission d'action directe axée sur l'interdiction dans le but d'éliminer une personnalité terroriste ou de récupérer une personne ou un article de grande importance. Les missions de ce type sont habituellement perçues comme étant des opérations destinées aux FOS par le public en général (on n'a qu'à penser aux jeux de tir subjectifs tels que « Call of Duty : Black Ops » et à la série télévisée « The Unit »). Cependant, il existe relativement peu de débats sur notre compréhension de la façon dont les FOS sont employées par les commandants dans la poursuite de leurs objectifs au niveau opérationnel; or, c'est là un domaine où les FOS ont été fort utiles dans la guerre en Afghanistan¹.

Ce manque de compréhension n'est pas surprenant. Des considérations relatives à la sécurité opérationnelle, la nature relativement banale de certaines activités, la complexité accrue des opérations militaires en général et l'incapacité ou le refus des intervenants d'expliquer ce qu'ils font en dehors du cadre des normes culturelles comptent parmi les raisons pour lesquelles cet aspect des opérations des FOS n'a pas beaucoup été étudié. En Afghanistan, le rôle central des FOS a crû et décré. En 2001, elles ont travaillé de concert avec l'Alliance du Nord en fournissant des spécialistes de la désignation des objectifs et des services de liaison/coordination avec les forces aériennes américaines bien avant que des forces conventionnelles n'arrivent sur le terrain. En 2002, les FOS ont pourchassé des chefs de grande importance et exécuté des missions de reconnaissance spéciale dans le théâtre. Après 2002, cependant, l'ampleur de ce rôle a diminué par suite de l'évolution de la nature de la guerre. En 2006, toutefois, les planificateurs des États-Unis et de l'OTAN ont davantage reconnu que les FOS devaient jouer un rôle considérable et intégré dans la nouvelle stratégie applicable à tout le pays. Dans celle-ci, on allait leur confier un rôle axé sur l'économie d'effort.

Les opérations axées sur l'économie d'effort sont celles qui sont menées là où les ressources sont rares, en particulier quand il n'y

a pas assez de forces pour couvrir toute une région géographique donnée. Elles sont exécutées dans certains cas afin de perturber les activités de l'ennemi ou de l'amener à croire qu'il fait face à des troupes plus nombreuses qu'en réalité. Dans les opérations conventionnelles, les unités de reconnaissance mettent habituellement en œuvre de telles opérations sur les flancs ou dans les secteurs où aucune autre couverture n'est possible. Étant donné la nature de l'environnement opérationnel en Afghanistan, les FOS ont elles aussi exécuté des tâches semblables.

LE COMMANDEMENT DES FORCES MULTINATIONALES – LES FOS ET LE PLAN DE CAMPAGNE EN AFGHANISTAN, DE 2003 À 2005

Avant d'aborder les détails de la stratégie de 2006 et la façon dont elle a été mise en application en 2007-2008, il est essentiel de comprendre la place que les FOS occupaient dans la stratégie précédente. En 2003, les commandements américains en Afghanistan étaient grandement préoccupés par le manque de synergie entre la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et les forces menant l'opération *Enduring Freedom* (OEF). La FIAS était sur le point d'étendre son champ d'action en dehors de son enclave de Kaboul. Parallèlement, le Commandement des forces multinationales – Afghanistan (CFM-A) a hérité du concept de l'équipe provinciale de reconstruction (EPR) de la FOIM-180 (Force opérationnelle interarmées multinationale), c'est-à-dire le quartier général de niveau divisionnaire qui dirigeait les choses auparavant. En vertu de ce concept appliqué dans le cadre de l'OEF, les EPR présentes dans les provinces du « front », le long de la ligne Durand, devaient comporter des FOS qui rempliraient des rôles de désignation des objectifs et de coordination. Les renseignements obtenus grâce à une coordination améliorée aideraient les FOS des niveaux I et 0 qui visaient les chefs d'al-Qaïda, des talibans, du HIG et du réseau Haqqani. Parallèlement, les FOS de niveau II travailleraient avec la milice afghane dans ces provinces afin de

renforcer la sécurité et d'accroître le professionnalisme des miliciens. Les FOS de niveau II s'en prenaient aussi, quand l'occasion se présentait, aux commandants insurgés locaux et provinciaux².

Il n'existait aucun concept réel sur l'emploi des FOS de la FIAS (OTAN), pas plus qu'un concept de l'opération des FOS lié aux EPR, concept dont la FIAS était censée se charger en 2003-2004. Il s'agissait là des EPR de « stabilisation » et non des EPR de « contre-insurrection ». Les Britanniques ont utilisé leurs FOS pour lutter contre le trafic de drogue dans le nord de l'Afghanistan, mais sur une base strictement nationale³. Les FOS d'autres pays, dont celles du Canada, tendaient à jouer un rôle de protection rapprochée à Kaboul, ou celui de « commissaires » du sous-chef d'état-major de la Défense pour surveiller les commandants canadiens. Comme l'expansion de la FIAS était envisagée, mais non la fusion de cette dernière et de l'OEF en Afghanistan, il n'y avait au début aucune incitation à élaborer une stratégie qui s'appliquerait à tout le pays, puis à y accorder un rôle aux FOS. Ironiquement, un des obstacles à la fusion de l'OEF et de la FIAS résidait dans les efforts faits pour empêcher l'OTAN de contrôler les opérations des niveaux I et 0 dirigées contre les objectifs de grande importance. Cette décision reposait sur une série de cas malheureux survenus en Bosnie, où les Français avaient été soupçonnés d'avoir torpillé des opérations qui visaient à capturer des Américains inculpés de crimes de guerre⁴.

Quand le Lieutenant-General David Barno a pris la relève à titre de commandant américain en Afghanistan, à la fin de 2003, son quartier général a réexaminé sa stratégie pan-nationale et en a élaboré une nouvelle, après avoir consulté officieusement l'ONU, la FIAS (OTAN) et d'autres parties concernées. La « Stratégie de contre-insurrection en Afghanistan » comportait cinq piliers :

- écraser le terrorisme et priver les terroristes de sanctuaires;
- dynamiser les structures de sécurité afghanes;

C H A P I T R E 7

- conserver le contrôle de la région;
- favoriser la reconstruction et la bonne gouvernance;
- mobiliser les États de la région⁵.

Pour l'essentiel, le plan de la campagne du CFM-A était conçu pour améliorer la coordination entre les divers organismes et les membres de la collectivité internationale, pour donner un but commun à toutes les entités qui cherchaient à stabiliser le pays, et aussi pour renforcer la sécurité en Afghanistan. Parmi les points cruciaux que la stratégie mettait en relief figuraient les élections nationales de 2004 et les élections provinciales de 2005, et non les détails de la façon dont les forces sur le terrain devaient être employées pour atteindre les objectifs de la coalition. Barno et ses conseillers britanniques comprenaient que ces élections revêtaient une importance primordiale pour établir la légitimité du gouvernement afghan. Dans ce contexte, le rôle confié aux FOS était général : continuer à rechercher les chefs ennemis de grande importance en mettant un accent particulier sur ceux d'al-Qaïda. La stratégie confirmait aussi que les FOS de niveau II joueraient, dans les EPR de « contre-insurrection », un rôle sur deux plans : le renseignement et la désignation d'objectifs.

Cela dit, la mise en application du plan de campagne du CFM-A prévoyait l'établissement de trois zones de commandement : le Commandement régional Est, le Commandement régional Sud et la zone d'opérations de la FOIM-76 qui correspondait à la moitié du pays n'étant pas adjacente au Pakistan (et recoupant la zone d'opérations [ZO] grandissante de la FIAS et de ses EPR). Les commandements régionaux étaient essentiellement des commandements conventionnels de brigade. Le Commandement régional Sud, par exemple, comprenait en 2005 le quartier général de la 173^e Brigade aéroportée, un bataillon d'artillerie réaffecté, un bataillon d'infanterie, une compagnie de reconnaissance indépendante et quatre EPR.

Parallèlement, le Groupe interarmées multinational pour les opérations spéciales – Afghanistan (CJSOTF-A) a déployé des unités de FOS alliées et de niveau II auprès des deux commandements régionaux, mais il en a conservé le commandement. Les FOS de niveau I et 0 avaient elles aussi leur voie hiérarchique distincte. Les trois types d'unités – conventionnelles, FOS de niveau II et FOS de niveau I/0 – travaillaient dans le même secteur, mais avec des mandats différents et des mécanismes de contrôle distincts.

Vers la fin de 2004, la situation dans le territoire du Commandement régional Sud s'est rationalisée. Comme personne ne pouvait assurer la coordination avec les forces des niveaux I et 0, elles se sont trouvées de fait hors du circuit et ont mené leurs propres activités, ce qui n'était pas grand-chose, car il semblait y avoir là peu de chefs ennemis de grande importance à cibler. Restait donc la question de la délimitation entre les forces conventionnelles et les unités des FOS de niveau II⁶. Le Commandement régional Sud n'avait que deux unités de manœuvre et une sous-unité pour couvrir l'ensemble des quatre provinces. Parallèlement, la province d'Uruzgan était un « terrain de jeu » pour les FOS et l'avait été depuis 2001. On a donc décidé que la sous-unité de reconnaissance concentrerait son attention sur la province de Helmand, que le bataillon d'artillerie réaffecté s'occuperait de la province de Kandahar et que le bataillon d'infanterie se chargerait de la province de Zaboul. Le CJSOTF-A a assumé la responsabilité de la province d'Uruzgan et de trois districts dans la partie sud de Kandahar.

En fait, il s'agissait là d'une opération axée sur l'économie d'effort, bien qu'elle ne fût pas désignée officiellement comme telle. Il n'y avait tout simplement pas assez de forces conventionnelles pour occuper chaque district de chaque province du territoire relevant du Commandement régional Sud. À ce moment-là, il n'existait pas non plus de besoin apparent en ce sens, vu le niveau de la menace. Les FOS de niveau II, axées sur la FO-71, puis sur la FO-31 (des

unités des USSF de la taille d'un bataillon), travaillaient aux côtés des forces locales afghanes issues surtout de la Milice du pays (qui était l'alliée de la coalition depuis la période de 2001-2002) dans les régions où l'on savait que les talibans opéraient (ces régions étaient relativement limitées entre 2003 et 2005, comparativement à ce qui a été le cas après 2006). Les FOS néerlandaises et françaises menaient des opérations dans le sud de la province de Kandahar, le long de la frontière, pour intercepter les groupes talibans, alors petits, qui traversaient leurs districts respectifs.

Le plan de campagne du CFM-A était conçu en fonction de l'insurrection de faible envergure qui existait en Afghanistan en 2003 et 2004. Le rôle des FOS dans cette stratégie était clairement défini : les FOS de niveau II occupaient leurs « zones », et celles des niveaux I et 0 pourchassaient les chefs ennemis désignés. La démarche était délibérément générale, et les mécanismes connexes n'étaient pas prévus pour résister à l'assaut bien orchestré qui a été déclenché contre l'Afghanistan vers la fin de 2005.

LA SITUATION CHANGE : 2005-2006

Au milieu de 2005, les commandants des FOS américaines de niveau II ont observé une évolution des tendances et de la nature des activités des insurgés dans le sud de l'Afghanistan. Le nombre d'attaques avec tirs directs contre les FOS et les forces afghanes était considérablement plus élevé dans les provinces d'Uruzgan et de Zaboul, mais aussi dans celles de Paktiyâ et de Khôst. Une exploitation des sites sensibles a révélé qu'il y avait davantage de combattants arabes et tchétones qui entraînaient les insurgés afghans. On a photographié et identifié les cadavres de combattants étrangers, tout comme des membres de la direction de l'action clandestine du gouvernement pakistanais. Le ciblage « politique » conçu pour influencer sur les élections de 2005 était de plus en plus raffiné. Le début de la campagne des attentats suicides à la bombe dans la province de Kandahar et l'utilisation sensiblement plus

grande d'autres dispositifs explosifs de circonstance (IED), en septembre et en octobre, ont été les véritables signes avant-coureurs du changement. La guerre était en train d'adopter une forme nouvelle.

La situation s'est de plus en plus détériorée pendant toute la première moitié de 2006, l'insurrection amorçant une campagne plus organisée et quasi conventionnelle qui a atteint son point culminant lors des batailles livrées dans les districts de Zhari et de Panjwayi au cours de l'été et de l'automne 2006. La FO-31 s'est trouvée prise dans un combat conventionnel près de Sperwan Ghar, en septembre et en octobre 2006, pendant l'opération *Medusa*. La bataille livrée alors a essentiellement anéanti l'équivalent d'un petit bataillon d'infanterie insurgé. Avant cela, la Force opérationnelle Bushmaster, entité contrôlée par le CJSOTF-A, avait traversé la province d'Uruzgan pour se rendre dans le nord de la province de Helmand. Elle regroupait des FOS de niveau II de la FO-31, une compagnie de la 10^e Division de montagne et des miliciens afghans. La FO Bushmaster a généralement agi comme une formation mobile conventionnelle. Des éléments du 2^e Bataillon de la 87^e Division d'infanterie ont été insérés par hélicoptère dans des endroits proéminents du nord de la province de Helmand. L'ennemi a été attiré vers ces bases d'opérations avancées (BOA) temporaires où il a été attaqué et décimé. Les FOS de niveau II et même des FOS de niveau I ont pourchassé, avec une colonne mobile, tout chef ennemi qui se manifestait dans la région. On a répété tout le processus ailleurs, tandis que la force se déplaçait vers l'ouest pour sortir de l'Uruzgan, se diriger vers le sud et entrer dans la province de Helmand, au cours de l'été 2006.

La bataille livrée par la FO-31 à Sperwan Ghar et les activités de la FO Bushmaster ont été dirigées par le CJSOTF-A et coordonnées avec la Force opérationnelle multinationale (FOM) Aegis, brigade dirigée par le Canada et chargée du Commandement régional Sud. La FOM Aegis n'a pas pu se servir de ces entités dans le cadre

de son grand plan de campagne⁷. Les activités des FOS américaines de niveau II étaient complètement distinctes, tout comme les frappes exécutées par les forces de niveau I/0 contre les chefs talibans de grande importance, pendant toute cette période. En raison de la nature opportuniste et réactive des opérations des FOS à ce moment-là, il est difficile de dire que c'était des missions planifiées pour économiser des efforts, même si elles ont eu pour effet d'amenuiser les capacités des insurgés dans les endroits où elles opéraient.

VERS LA STRATÉGIE DES ZONES DE DÉVELOPPEMENT AFGHANES

À ce moment-là, la FIAS de l'OTAN était en train d'étendre son action dans tout l'Afghanistan, dans le cadre d'un plan par étapes. Le concept irrationnel axé sur deux coalitions internationales déployées dans le pays était sur le point d'être abandonné pendant ce processus, une fois que les étapes II et IV de l'expansion de la FIAS seraient terminées (l'étape II correspondait à l'établissement du Commandement régional Sud, et l'étape IV, à celui du Commandement régional Est). Le Lieutenant-General David Richards, qui allait prendre le commandement de la FIAS, a formulé sa stratégie pan-nationale au printemps 2006, en préparation de la prise en charge par la FIAS.

Les planificateurs de la FIAS ont profité du travail accompli par leurs collègues qui avaient préparé l'OEF en 2003. Un des problèmes du plan de campagne du CFM-A résidait dans sa mise en œuvre détaillée. Les planificateurs du CFM-A avaient formulé un concept important, soit celui des zones de développement régional (ZDR). L'idée consistait à susciter une synergie entre les efforts de stabilisation, de développement et de sécurité dans des provinces choisies, particulièrement dans celles où il y avait de grandes agglomérations. Une ZDR, dotée de fonds de reconstruction lui étant attribués en priorité, se servirait de l'EPR dans une

province donnée et en ferait le principal agent de coordination entre le gouvernement central d'Afghanistan, les chefs provinciaux, les forces afghanes et les forces de sécurité de la coalition, les ONG et d'autres organismes de développement. On a choisi Kandahar pour être la première ZDR dès l'automne 2003. Cependant, l'idée des ZDR n'a pas eu de lendemain, à cause d'un manque d'argent et de continuité due à la rotation des intervenants qui ne restaient pas suffisamment longtemps dans le pays.

La stratégie de Richards a fait renaître le concept des ZDR qui ont dès lors été appelées zones de développement afghanes (ZDA). Contrairement à ce qui était le cas de ce premier concept, en vertu de celui des ZDA, c'était l'approche *intérieure* qui était fondamentale, et non la mise en œuvre décousue ou provisoire d'une stratégie plus généralisée. Les ZDA allaient aussi de pair avec la Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA), qui s'annonçait et qui était la stratégie proposée pour le pays par le Canada afin de remplacer essentiellement l'accord de Bonn et la stratégie Barno-Brahimi. Plusieurs ZDA ont été créées simultanément dans des endroits critiques. Au cœur de chaque zone se trouvaient les structures de gouvernance, le gros de la population et les ressources de développement fournies par divers organismes et agences. Les forces de sécurité nationale, la police et l'armée afghanes, s'occupaient de la sécurité intérieure dans la zone. Le prochain niveau extérieur du dispositif de sécurité était celui des forces de manœuvre de la FIAS. Les ressources de reconstruction étaient centralisées dans la zone d'abord, puis on les utilisait à l'extérieur, à mesure que les conditions de sécurité s'amélioraient. Les ZDA étaient reliées entre elles par des itinéraires principaux qui pourraient ensuite devenir des axes latéraux d'expansion. Dans le concept de la ZDA, on acceptait que, dans certains districts où le travail de reconstruction progresserait, les efforts devraient être réduits ou abandonnés. Les secteurs d'intervention des FOS se situaient à l'extérieur des zones. Ils servaient de filtres et, de là, on perturbait l'activité ennemie avant qu'elle ne se propage dans

la zone. Cette organisation concrétisait parfaitement l'économie d'effort : les planificateurs de la FIAS savaient qu'ils n'avaient pas assez de forces pour contrôler tout le territoire de chaque province, car seulement un certain nombre d'unités de manœuvre seraient affectées à la FIAS et à l'OEF; par ailleurs, l'Armée nationale afghane (ANA) était encore loin de pouvoir se charger des activités, ne serait-ce qu'au niveau du bataillon⁸.

DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE

Les combats livrés par les éléments coalisés dans la province de Kandahar, en 2007-2008, ont revêtu une importance critique pendant la guerre; par conséquent, ils offrent un bon exemple pour examiner comment les FOS ont été employées dans le contexte de la stratégie des ZDA. L'aboutissement de deux opérations quasi conventionnelles à l'automne 2006, soit l'opération *Medusa* et l'opération *Baaz Tsuka*, a présenté une situation continue aux chefs de la coalition jusqu'au printemps 2007. Partout dans la province, les guérilleros talibans agissaient : dans les districts de Shah Wali Kot et du nord, dans le district de Zhari, avec une certaine activité dans le Panjwayi, dans le district de Maywand et dans celui du Ghorak. Les districts de Registan, de Maruf et d'Arghistan étaient des secteurs d'infiltration depuis le Pakistan, tandis que ceux de Shorabak et de Spin Boldak constituaient un cas spécial, en raison du caractère particulier des chefs et de la situation politique tribale à ces endroits. Des cellules terroristes opéraient dans la ville de Kandahar même. Les opérations de guérilla dans les districts ruraux et les opérations terroristes dans les secteurs construits n'étaient pas aussi appuyées par la mobilisation religieuse/politique qu'elles le seraient en 2009 et 2010. Les insurgés recouraient à la gouvernance négative, c'est-à-dire qu'ils perturbaient les activités de développement et de reconstruction du gouvernement afghan sans offrir de structure parallèle de rechange. Ils s'en prenaient tout spécialement aux autorités religieuses afin de façonner leurs opérations d'information.

La mise en œuvre de la stratégie des ZDA dans la province de Kandahar à la fin de 2006 a entraîné une réorientation de l'effort de la coalition en faveur de l'endiguement de l'ennemi dans le district de Zhari et un retrait des forces coalisées conventionnelles du district de Shah Wali Kot. À toutes fins utiles, la ZDA était définie comme étant la ville de Kandahar même et les districts lui étant immédiatement adjacents : l'Arghandab, qui assurait sa propre protection et se gouvernait presque lui-même sous la direction du mollah Naquib, et les districts de Dand, de Daman et de Panjwayi. Celui de Spin Boldak était presque une mini-ZDA en soi. À ce stade-là, les Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA), en particulier la « police », disposaient encore de moyens limités. Il y avait essentiellement un groupement tactique canadien, l'escadron de reconnaissance canadien et un bataillon (*kandak*) afghan pour mener des opérations à tel ou tel moment donné. L'escadron de reconnaissance s'occupait de Spin Boldak, le groupement tactique du 2 RCR se concentrait uniquement sur les districts de Zhari et de Panjwayi avec autant d'Afghans que l'ANA pouvait lui fournir. Les membres de la « police » n'étaient ni plus ni moins que des miliciens non entraînés portant l'uniforme de la police.

Le nombre d'unités de FOS disponibles a augmenté en 2007, et celles-ci ont été davantage intégrées dans les plans de la FIAS à Kandahar. Comme avant, il n'y avait pas assez de forces conventionnelles coalisées ou afghanes pour occuper chaque district de la province. L'unité des FOS polonaises, soit le Groupe mobile opérationnel de réaction, ou GROM (*Grupa Reagowania Operacyjno-Manewrowego*), s'est déployée vers février 2007. Le GROM a été chargé des districts de Maruf et d'Arghistan. Sa tâche consistait à empêcher le réapprovisionnement des insurgés et le mouvement de leurs renforts dans ces districts. Le GROM a fonctionné sans les ressources de développement et de reconstruction nécessaires pour gagner l'appui de la population. Il lui manquait aussi de solides moyens intégrés pour favoriser la COCIM ou mener des OPSPSY. Cela s'expliquait en partie par des problèmes qui

surgissaient au sein de l'équipe provinciale de reconstruction et par l'accent que celle-ci mettait sur la gouvernance de la province de Kandahar. L'EPR accordait la priorité aux districts de la ZDA; ceux de Maruf et d'Arghistan se trouvaient à l'extérieur de celle-ci. Le GROM ne relevait pas de la Force opérationnelle – Kandahar (FO Kandahar), mais il entretenait des rapports étroits avec elle. Il rendait compte de ses activités par l'intermédiaire du CJSOTF-A. À bien des égards, la mission du GROM était une continuation de celle amorcée par les FOS françaises en 2005, mais il n'a pas adopté une démarche coordonnée au chapitre de l'AD, de la COCIM et des OPSPSY dans ces districts. Une certaine coordination existait entre lui, les FSNA et les FOS. Dans le meilleur des cas, le GROM était une unité de niveau II qui exécutait des missions perturbatrices, mais il n'a aucunement cherché à organiser la population du district pour qu'elle résiste aux activités des insurgés.

Comparons cette situation aux opérations menées par les FOS britanniques au sein de la FO-42. Celle-ci était plutôt une unité de « précision » de niveau I, mais elle ne relevait ni de la FO Kandahar ni de l'OTAN. Elle regroupait divers éléments fournis par le SAS, le Special Boat Service (SBS), le Régiment de reconnaissance spéciale et l'Escadrille de forces spéciales du 7^e Escadron, laquelle assurait un soutien intégré avec ses hélicoptères⁹. La FO-42, très mobile, tendait à opérer dans la province de Helmand (surtout l'élément fourni par le SAS), tandis que le SBS était à l'œuvre dans la ville de Kandahar et dans les environs. Elle entretenait une relation étroite avec les forces de police, l'EPR canadienne et les services canadiens du renseignement. À certains moments, la FO-42 et l'EPR étaient les seules forces de la coalition à travailler dans la ville, au lieu de simplement y passer. La FO-42 pourchassait les terroristes urbains. Plus tard, elle a recueilli du renseignement concret sur les cellules qui opéraient entre la ville de Kandahar et le district de Spin Boldak. L'escadron canadien de reconnaissance, qui remplissait déjà un rôle axé sur l'économie de forces dans le district de Spin Boldak aux côtés de la milice afghane locale, a collaboré

avec la FO-42 pour traquer et capturer les cellules qui posaient les IED. Comme le GROM, cependant, la FO-42 n'a appliqué aucune stratégie globale pour gagner l'appui de la population.

En général, les FOS américaines ont déployé une force opérationnelle pour les opérations spéciales (SOTF) de la taille d'un bataillon pour travailler dans les provinces de Kandahar, d'Uruzgan et de Zaboul à partir de 2006 (avant cela, la force opérationnelle assumait aussi des responsabilités dans le Commandement régional Est). L'approche américaine a été très différente de celle du GROM et de la FO-42. Les SOTF, la FO-31, la FO-71 et la FO-73 ont effectué des rotations de six mois dans la province de Kandahar en 2007 et 2008. Contrairement aux FOS britanniques et polonaises, les SOTF américaines ont abordé le combat dans une perspective plus globale. Les détachements opérationnels Alpha (ODA) des forces spéciales (en général, des unités de la taille d'un peloton) ont collaboré avec les forces afghanes, qui venaient de sources différentes. Dans certains cas, il s'agissait de miliciens fiables des années 2001 et 2002 qui n'avaient pas été désarmés ni démobilisés en vertu du programme afghan « Nouveau début¹⁰ ». Tandis que l'ANA grandissait en 2007 et 2008, les SOTF américaines ont mis leur influence à profit et ont obtenu des Afghans des compagnies d'infanterie régulière et même tout un *kandak*. Plus tard, quand des *kandaks* de commandos spécialisés sont entrés en activité de service, ils ont déployé des compagnies avec les ODA.

La SOTF américaine avait intégré dans ses structures et ses modes de fonctionnement des capacités en matière d'affaires civiles et d'OPSPSY. Elle pouvait donc occuper un district et y entreprendre des opérations d'information et des projets afférents aux affaires civiles afin d'influer sur la population. En théorie, cette capacité pouvait ouvrir la porte aux plus grands projets gouvernementaux de développement gérés par l'EPR, bien qu'en pratique, la coordination entre la SOTF et l'EPR des États-Unis n'était pas optimale en 2007 et 2008.

La SOTF américaine travaillait en décrivant un arc dans le secteur nord de la province de Kandahar; elle allait et venait entre le district de Shah Wali Kot et celui de Khakriz, puis celui de Ghorak, parfois. Répétons que ces districts se trouvaient en dehors de la ZDA, de sorte qu'une démarche de développement intégrée n'était pas possible. Il incombait donc à la SOTF américaine d'exécuter des opérations mobiles et de perturber les activités des insurgés (la plupart du temps, avec le soutien des obusiers M-777 canadiens – parfois un détachement de deux canons était affecté auprès de la SOTF pour ses opérations). Contrairement aux districts de Maruf et d'Argghanistan, ceux de Shah Wali Kot et de Khakriz abritaient des forces de guérilla robustes et opiniâtres qui étaient ravitaillées par des chaînes logistiques passant par les régions montagneuses des provinces d'Uruzgan, de Helmand et de Zaboul.

Ici encore, les SOTF américaines relevaient du CJSOTF et non de la Force opérationnelle Kandahar. C'est là un aspect essentiel. Le GROM, la FO-42 et les SOTF américaines appliquaient des règles d'engagement différentes de celles suivies par les forces conventionnelles de la FIAS (OTAN) déployées dans la province. Cette situation comportait des avantages et des inconvénients. Sur le plan négatif, il était difficile d'atténuer les effets quand, par suite de règles d'engagement moins strictes, une opération des FOS entraînait la mort de personnes non visées. Il était quasi impossible d'expliquer aux médias, tout d'abord, que des FOS étaient effectivement présentes et actives sur les lieux, car elles exécutaient des opérations spéciales et confidentielles, et ensuite, qu'elles ne relevaient pas des structures de commandement dirigées par le Canada dans la province. Sur le plan positif, si les mesures de coordination étaient acceptables aux deux parties, les FOS n'appartenant pas à la FIAS pouvaient être employées par celle-ci pour faire des choses qu'elle n'était pas autorisée à faire.

Pendant cette période, les FOSCAN tendaient à fonctionner comme la FO-42 plutôt que comme le GROM ou les SOTF américaines

(mais sans le soutien intégré fourni par des hélicoptères). L'organisation C-21 était axée sur l'action directe et poursuivait des chefs ennemis désignés dont l'élimination avait été approuvée, les cellules fabriquant et posant des IED et les réseaux présents dans la ZDA. L'organisation C-23 a noué des liens avec les structures afghanes de niveau III. Les FOSCAN n'avaient aucun moyen intégré pour établir la COCIM ou mener des OPSPSY.

Comme nous pouvons le voir, les organisations axées sur l'économie d'effort dans le contexte de la stratégie des ZDA étaient le GROM et les SOTF américaines. Comme dans le passé, il n'y avait pas assez de forces conventionnelles pour tout faire. Les FOS étaient employées pour exercer une influence continue et perturbatrice dans les approches de la ZDA à Kandahar. À quel point ont-elles réussi?

Dans les meilleures circonstances, l'évaluation du degré de réussite et d'efficacité des forces coalisées en Afghanistan n'a pas été chose facile. Nous pouvons cependant adopter une large perspective pour examiner la question. Tout d'abord, dans quelle mesure les unités des FOS ont-elles réduit l'activité ennemie? Ensuite, quels genres d'activités ont-elles réduites? Enfin, comment cette atténuation de l'activité ennemie a-t-elle contribué à la situation telle qu'elle a évolué en 2007 et 2008? Pour répondre à ces questions, nous devons mieux définir le comportement de l'ennemi et les outils qu'il employait. En 2007, dans la province de Kandahar, l'ennemi se renforçait dans la partie supérieure des districts de Shah Wali Kot, de Nesh et de Khakriz et il exerçait une influence dans la partie supérieure du Ghorak. Il se cachait dans le district de Zhari et utilisait les districts de Panjwayi et de Maywand comme lieux de repos et pour organiser sa logistique. Des actes de terrorisme et des opérations d'information avaient lieu dans la ville. Les insurgés venaient de subir de lourdes pertes au cours de l'automne 2006 et ils s'apprêtaient à agir différemment au printemps et à l'été 2007.

Tout au long de 2007, l'ennemi a eu les yeux rivés sur le district d'Arghandab. Tout d'abord, la structure tribale et politique d'Arghandab était essentielle à la défense de la ville même; ensuite, tout mouvement fait contre le district réduirait la pression qui s'exerçait sur les alliés de l'ennemi dans le district de Zhari. La mort du mollah Naquib a été le déclencheur d'une campagne contre l'Arghandab, mais celle-ci a avorté. Il est probable que la SOTF qui opérait le long d'un arc au nord de ce district et à l'intérieur de celui-ci a eu un effet perturbateur. L'ennemi a organisé une opération d'envergure en novembre et s'est ainsi rendu jusqu'à Arghandab, mais des forces conventionnelles, la police et la SOTF américaine l'ont mis en déroute.

Pour ce qui est du GROM dans les districts d'Arghistan et de Maruf, il est difficile de savoir combien d'insurgés il a découragés ou empêché de traverser ces districts, ou de combien il a contrarié les plans. Le terrain accidenté y a sans doute été pour quelque chose, tout comme l'accès qu'avait l'ennemi aux autres itinéraires rapides longeant ces deux districts. En gros, le GROM a gêné dans une certaine mesure les plans de l'ennemi, mais son travail n'était pas vraiment coordonné avec les autres efforts de la coalition.

Dans les deux cas, le succès sur le champ de bataille se traduisait en théorie par un accroissement du soutien local, mais seulement si des forces de sécurité assuraient une présence permanente et s'il y avait aussi des projets de développement. Dans les deux cas, la SOTF et le GROM n'étaient pas en mesure de créer un contexte où la gouvernance et le développement auraient pu prendre racine. Ils pouvaient préparer le terrain à cette fin, mais sans la police et l'ANA, l'effet obtenu n'avait aucune chance de durer. En outre, étant donné la stratégie des ZDA, une telle évolution des choses n'était de toute façon pas considérée comme étant essentielle dans ces districts.

Au début de 2008, on a envisagé d'inclure aussi dans la ZDA les districts de Zhari et de Maywand. Il s'agissait essentiellement

d'une opération conventionnelle menée par le Groupement tactique régional Sud (GTR-S) (le 1^{er} Régiment royal de fusiliers gurkhas) qui a exécuté des opérations axées sur l'économie de forces dans les districts de Khakriz et de Maywand. Les SOTF américaines s'en sont tenues en général aux districts de Shah Wali Kot et d'Arghandab, en faisant quelques incursions dans le district de Ghorak. L'ennemi a de nouveau tenté de s'emparer du district d'Arghandab en juin 2008, mais il a obtenu les mêmes résultats : les forces conventionnelles l'ont expulsé de là. C'était la deuxième fois que les insurgés réussissaient à pénétrer l'écran des SOTF dans les districts de Shah Wali Kot et de Khakriz; cela montrait que quelque chose n'allait pas dans les SOTF et leurs opérations, en ce qui concernait le concept de l'opération, l'acquisition des objectifs ou l'intervention. Quant au GROM, ses propres chefs ont mis en doute son efficacité, de sorte qu'en août 2008, on l'a retiré de là pour l'envoyer dans la province de Ghazni, dans le territoire du Commandement régional Est. Dès lors, la coalition n'avait à peu près plus aucune force ni présence dans les districts de Maruf ou d'Arghistan.

Après leur second raid contre le district d'Arghandab, les insurgés ont modifié leur démarche et opté pour des attaques constantes contre la structure tribale et politique en recourant à des assassinats et à l'intimidation. La SOTF américaine n'était pas structurée pour faire face aux attaques de ce type; en général, dans ces circonstances, il vaut mieux miser sur la police et la gouvernance. La SOTF américaine a continué ses opérations perturbatrices dans les districts de Shah Wali Kot et de Khakriz. Cette persistance a sans doute amenuisé les forces de guérilla ennemies et maintenu un état d'agitation chez les chefs visés par la coalition, mais elle n'a aucunement empêché la déstabilisation du district d'Arghandab. On pourrait sans doute faire valoir que la SOTF a empêché les forces de guérilla de poursuivre leurs activités et de consolider leur campagne « politique ».

L'intervention de la SOTF dans la partie supérieure de Shah Wali Kot, dans une zone appelée « le courant-jet », constitue sans doute une autre réussite pour elle. Cet endroit était utilisé à des fins logistiques par les insurgés; l'itinéraire allait de Zaboul au secteur nord de Helmand en passant par l'Uruzgan et comprenait aussi des embranchements qui se rendaient vers le sud jusqu'à la partie supérieure de la province de Kandahar; c'était donc un excellent objectif inopiné pour la SOTF américaine. Les opérations perturbatrices dans cette zone (le courant-jet) nuiraient en effet au soutien destiné aux insurgés de Shah Wali Kot et de Khakriz qui appuyaient quant à eux les opérations dans le district d'Arghandab et, dans une certaine mesure, les insurgés présents dans le district de Zhari. Ici encore, des intangibles sont en jeu que l'on ne peut mesurer avec les outils existants. Quelles quantités d'argent et d'armes, quels chefs et quels renforts l'ennemi a-t-il dû employer et quelle proportion de ces ressources est effectivement parvenue à ses destinataires, par exemple? Dans quelle mesure l'ennemi s'est-il abstenu de faire quelque chose ou de se déplacer dans un secteur donné parce qu'il *pensait* que des FOS y étaient à l'œuvre?

Ce qui est clair, c'est que, même si l'on tient compte de l'économie d'effort, les ressources affectées à la stratégie des ZDA étaient insuffisantes. Il y avait sept districts actifs aux environs de la ZDA, mais on ne trouvait des FOS dans un rôle axé sur l'économie de forces que dans trois ou quatre. Le GTR-S opérait dans deux autres secteurs, y compris un avec les FOS. Cela ressemblait à un jeu de bonneteau. Rappelons-nous qu'il y avait un seul groupement tactique de la coalition et au maximum deux *kandaks* afghans sur le terrain, qu'ils concentraient leur action uniquement sur les districts de Zhari et de Panjwayi et qu'ils ont ensuite essaimé pour s'occuper du district d'Arghandab et même soutenir périodiquement les opérations britanniques dans la province de Helmand. Il est fort probable que la SOTF et le GROM aient contribué à entraver les plans de l'ennemi dans la province de Kandahar.

En fin de compte, la stratégie des ZDA a été mise de côté par les quartiers généraux et les commandants ultérieurs qui pensaient avoir de meilleures idées. Le remplaçant de Richards a passé la majorité de son temps à essayer d'établir une autre stratégie en 2008, mais sans succès. Pendant ce temps, les FOS chargées de missions axées sur l'économie de forces poursuivaient leur travail dans la province, mais elles le faisaient dans un vide stratégique, car le concept de l'opération censé régir le comportement des unités adjacentes changeait sans cesse. Deux coalitions occupaient le même espace de combat, mais elles appliquaient deux concepts différents : voilà qui n'était pas un système efficace et qui réduisait la capacité des FOS de donner leur maximum. Parallèlement, comme les choses ne progressaient pas sur les plans de la gouvernance et du développement, les FOS appliquant le principe de l'économie d'effort gagnaient du temps, mais pour des résultats que la province de Kandahar ne verrait pas.

NOTES

1 La présente étude repose sur les observations que l'auteur a faites pendant plusieurs déploiements en Afghanistan entre 2003 et 2010 en qualité d'historien militaire et sur des entrevues avec des membres de la FO-31. Elle ne prétend pas offrir un examen complet des FOS de la coalition en Afghanistan.

2 La catégorisation des FOS en « niveaux » ne signifie pas la même chose pour tout le monde. Aux fins du présent chapitre, les unités de niveau I sont celles qui mènent des missions d'action directe, tandis que celles de niveau 0 exécutent des opérations confidentielles. Les FOS de niveau II entraînent les forces locales et remplissent des missions d'action directe; elles tendent à être constituées d'unités d'infanterie légère qui protègent les opérations des forces de niveau I contre les interventions extérieures ou aident à en exécuter l'extraction.

C H A P I T R E 7

3 Mark Nicol, *Ultimate Risk: SAS Contact Al Qaeda*, Londres, Macmillan, 2004.

4 Voir Richard Newman, « Hunting War Criminals », http://www.specialoperations.com/Army/Delta_Force/bosnia.html.

5 David W. Barno, « Fighting the Other War: Counterinsurgency Strategy in Afghanistan 2003 2005 », *Military Review*, septembre octobre 2007, http://usacac.army.mil/CAC2/MilitaryReview/Archives/English/MilitaryReview_20071031_art006.pdf.

6 Auteur anonyme, *Hunting Al Qaeda*, Zenith Press, 2005.

7 La FOM Aegis a établi une relation avec la FO-42, c'est à dire les FOS britanniques qui étaient alors axées principalement sur le Special Boat Service (SBS) et le Régiment de reconnaissance spéciale (RRS). La FO-42 avait sa propre voie hiérarchique nationale et tendait à se concentrer sur les opérations de reconnaissance spéciale dans la province de Helmand et sur l'action directe dans la ville de Kandahar.

8 Exposé fait à l'auteur, à Kandahar, en juin 2006.

9 Pour se renseigner sur la structure de la FO-42, voir le site suivant : http://www.eliteukforces.info/uk_military_news/200810_task_force42.php

10 Cela comprenait le Programme de démobilisation, de désarmement et de réintégration (DDR) et le Programme de dissolution des groupes armés illégaux (DIAG). Voir Barbara Stapleton, « Disarming the Militias: DDR and DIAG and the Implications for Peace Building », <http://www.sak.se/arkiv/artiklar/artiklar/2009/peace/stapleton.pdf>.

CHAPITRE 8

RÉFLEXIONS D'UN JOURNALISTE

DAVID PUGLIESE

Le présent chapitre porte sur les relations passées, actuelles et futures entre les Forces d'opérations spéciales (FOSCAN) et les médias d'information. Il adopte le point de vue d'un journaliste qui a fait des reportages sur les FOSCAN depuis leur création.

Tournons-nous d'abord vers le passé. En 1992-1993, quand le Groupe spécial des interventions d'urgence (GSIU) de la GRC a cédé à la FOI 2 ses responsabilités relatives à la lutte contre le terrorisme, les Forces canadiennes ont décidé que tout ce qui concernerait la nouvelle unité, hormis son nom et son mandat, serait secret. Des journalistes comme moi avaient visité le Centre d'entraînement de Dwyer Hill et photographié le GSIU de la GRC en action, mais les médias d'information n'auraient désormais plus accès à l'unité militaire qui faisait exactement le même travail, était basée au même endroit et utilisait du matériel et des techniques semblables à ceux du GSIU.

À cette époque-là, la politique des FOSCAN sur les affaires publiques (si l'on peut l'appeler ainsi) confinait au ridicule. Agissant sur les conseils de la FOI 2, le MDN déclarait qu'il ne parlerait pas des armes utilisées par l'unité, pour des raisons de sécurité; cependant, il envoyait ensuite aux médias des photos montrant des membres de la FOI 2 en train de se servir de mitraillettes MP-5. Au début, le MDN a refusé d'indiquer l'endroit où l'unité était basée, même s'il était évident que la GRC lui avait cédé le Centre d'entraînement de Dwyer Hill. Les Forces canadiennes prétendaient que les noms des commandants de la FOI 2 étaient secrets, mais elles les diffusaient ensuite dans le site Web du MDN.

À mon avis, l'application de cette prétendue politique des relations avec les médias est tombée à son point le plus bas quand, répondant à une de mes demandes formulées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, quelqu'un, au sein de la FOI 2, a décidé d'invoquer la disposition sur la sécurité nationale pour censurer des détails concernant des articles d'équipement particuliers. J'ai appris ensuite que l'on s'était bien amusé au Centre d'entraînement de Dwyer Hill quand les documents demandés – des pages vierges uniquement – m'ont été transmis. J'ai aussi appris que les rires s'étaient vite tus quand j'ai constaté qu'un des articles d'équipement (dont l'existence était cachée pour des raisons afférentes à la sécurité nationale) était une cafetière. Mon article sur la « cafetière secrète » de la FOI 2 a paru dans huit journaux, de sorte que les dirigeants de l'organisation chargée de la lutte contre le terrorisme et des opérations spéciales ont dû passer plusieurs jours à essayer d'expliquer aux représentants du Bureau du Conseil privé pourquoi au juste la publication de renseignements sur une cafetière aurait nui à la sécurité du Canada!

Avec la mise sur pied du Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada (COMFOSCAN) et du Régiment d'opérations spéciales du Canada (ROSC) en 2006, il s'est produit ce que je décrirais comme étant une évolution positive de l'attitude envers les médias. Je crois que ce changement est attribuable au fait que les chefs supérieurs des Forces canadiennes ont compris qu'une certaine ouverture et la communication de certains renseignements au public et aux parlementaires s'imposaient, notamment pour justifier la dépense que représentaient les FOS et leur expansion. Le rigoureux secret dont la FOI 2 avait été entourée antérieurement aurait été vu d'un fort mauvais œil aux réunions des comités des Communes, quand les députés se seraient mis à demander comment et pourquoi des centaines de millions de dollars étaient affectées à l'expansion des FOS.

Au début de ce changement d'attitude envers les médias, des journalistes de la *Revue Légion*, du *National Post*, du *Ottawa Citizen*,

de la télévision de Radio-Canada et d'autres bureaux de presse ont été invités à observer l'entraînement et le processus initiaux de sélection du ROSC. Avec d'autres journalistes, j'ai aussi passé du temps avec le 427^e Escadron d'opérations spéciales d'aviation et avec l'Unité interarmées d'intervention du Canada (UIIC). L'accès à la FOI 2 était interdit, tout comme maintenant. L'ancien commandant du ROSC, le Colonel Jamie Hammond, a fait œuvre de chef de file en ouvrant son unité aux médias. L'ancien commandant du COMFOSCAN, le Colonel Dave Barr, a accordé des entrevues aux journalistes qui voulaient se renseigner sur son commandement. Le commandant actuel du COMFOSCAN, le Brigadier-général D. Michael Day, a hésité au début à s'entretenir avec les médias, mais il est finalement allé plus loin que son prédécesseur dans sa démarche. Il a amélioré sensiblement les relations du COMFOSCAN avec les médias, en accordant de nombreuses entrevues aux journalistes et en les encourageant à rendre visite à certaines des unités du Commandement; en outre, dans le cadre du Symposium de 2010 sur les Forces d'opérations spéciales, à Kingston (Ontario), il a invité des journalistes à s'entretenir avec des membres et des commandants des FOS au sujet des relations entre les médias et les forces armées. Les rapports de ce genre auraient été inconcevables il y a quelques années.

Il importe aussi d'examiner le contexte dans lequel ces changements avaient lieu pour comprendre tout le sérieux de ces efforts de la part des chefs des FOS. L'ouverture de cette ampleur de la part du COMFOSCAN a commencé au printemps 2006. Ironiquement, cela a coïncidé avec une situation directement à l'opposé dans le reste du MDN et des Forces canadiennes qui, de 1999 à 2006, avaient mené ce que beaucoup dans les milieux médiatiques et dans les forces armées considéraient comme étant une des opérations les plus professionnelles et les plus efficaces qui soient dans l'appareil gouvernemental fédéral en matière d'affaires publiques (AP). Des problèmes s'étaient manifestés, bien sûr, mais la plupart du temps, on répondait rapidement aux questions des

journalistes, et ceux-ci pouvaient interviewer des experts pour se renseigner sur une question particulière, ce qui accroissait la qualité des reportages.

Cette situation n'existe plus. Si l'on exclut la mission en Afghanistan, il est rare que le MDN et les Forces canadiennes permettent à un journaliste de parler à un expert au sein des entités susmentionnées. Il arrive souvent qu'il n'y ait aucune communication de vive voix. Un spécialiste civil ou militaire des affaires publiques se contente d'appuyer sur un bouton pour envoyer par courriel au journaliste une série de points de discussion approuvés par le cabinet du premier ministre (CPM). On ne tient pas compte des échéances des médias. Il arrive que les journalistes attendent ces courriels pendant plusieurs semaines, voire pendant des mois. Parfois, on passe carrément outre à leurs demandes. Résultat : de nos jours le point de vue des Forces canadiennes et du MDN n'est souvent pas reflété dans les reportages et les articles. Si l'on exclut la couverture de la mission menée en Afghanistan, les reportages sur les activités de l'Aviation royale et de l'Armée canadienne ont considérablement diminué. La couverture médiatique de la Marine royale est quasi inexistante.

L'ironie veut que, dans le monde des affaires publiques militaires, certains semblent penser que le Brigadier-général Day et son seul officier des affaires publiques sont tombés par hasard sur une formule miracle en matière de relations publiques, étant donné que, depuis 2006, la plupart des membres du MDN perçoivent la couverture médiatique accordée au COMFOSCAN comme étant en général équitable et équilibrée. Ces deux officiers du COMFOSCAN ont-ils découvert, on ne sait trop comment, une solution magique qui a échappé aux 575 employés de la direction générale des affaires publiques du MDN? Non. Ils respectent tout simplement le même régime professionnel des affaires publiques qui existait au MDN avant 2006 : si l'on vous pose une question, répondez-y le mieux possible et promptement, et expliquez du mieux que vous le pouvez la question abordée en l'occurrence. Ne mentez

pas, car cela détruit votre crédibilité. Ce sont là des principes fondamentaux que certains membres de l'organisation des affaires publiques, au MDN, ont malheureusement oubliés.

Cela signifie-t-il que les relations entre les médias et le COMFOSCAN sont au beau fixe? Pas du tout. Il y a eu des problèmes, et il y en aura encore. Par exemple, Adam Day (*Revue Légion*) et moi avons été invités par le Brigadier-général Day à nous rendre au Camp Pendleton (Californie) en 2008 pour observer l'entraînement du ROSC. Nous avons pu assister à l'entraînement pendant une soixantaine de minutes, avant qu'un ancien membre de la FOI 2, affecté auprès du ROSC, s'oppose à la présence de journalistes dont le voyage avait pourtant été approuvé; il a réussi à convaincre un major présent sur place de nous faire sortir de la zone d'exercice. Nous n'avions enfreint aucune des consignes de sécurité des opérations (SECOP); la personne en question n'aimait tout simplement pas les journalistes. Puisque nous n'avions rien d'autre à faire, nous avons repris l'avion à destination du Canada. Un gaspillage de temps, essentiellement! Pour moi, le point saillant a été de regarder cet ancien membre de la FOI 2, les deux poings sur les hanches, faisant le tour d'Adam Day et de moi-même, nous fustigeant du regard et tentant de nous intimider. N'eût été de l'argent que j'avais dépensé pour acheter mes billets d'avion et payer l'hôtel et l'auto de location, la scène aurait été amusante. Devant le comportement de cette personne, j'ai eu du mal à l'époque à croire aux propos souvent répétés selon lesquels les membres de la FOI 2 sont des professionnels discrets et matures. Certes, une personne ne représente pas tout un commandement ou toute une unité. Cependant, cet incident devrait rappeler au personnel des FOSCAN et aux autres membres des Forces canadiennes que les actes d'un petit groupe risquent d'influer sur la façon dont le public perçoit toute l'organisation.

À titre de journaliste, je réclamerai toujours une plus grande transparence et, même si je comprends les limites imposées par

les consignes de sécurité opérationnelle, je n'accepte pas toujours la façon dont les militaires les appliquent. Il y aura des cas où le COMFOSCAN ne souscrira pas aux reportages des médias sur un sujet donné. En outre, je comprends parfaitement que tous les membres du COMFOSCAN n'approuvent pas la décision de leurs chefs supérieurs qui favorisent les relations avec les médias. En effet, certains voudraient que le secret total enveloppe le commandement. À l'époque actuelle, je ne pense pas que cela soit encore possible.

Donc, pourquoi les FOSCAN doivent-elles entretenir des relations avec les médias? Qu'elles le veuillent ou non, ceux-ci constituent une présence dans l'espace de combat, que ce soit dans le cadre d'une opération internationale ou dans celui d'une situation au Canada (le sauvetage d'otages, par exemple). Afin de trouver des preuves de cela, il suffit de regarder les photos prises par les journalistes et montrant des membres de la FOI 2 en Haïti en 2004, ou un membre de celle-ci se tenant auprès du premier ministre Stephen Harper en train d'acheter un café au restaurant Tim Hortons, à l'aérodrome de Kandahar. Les médias ne disparaîtront pas et ils réuniront des renseignements sur les FOSCAN, avec ou sans leur aide. À mon avis, les FOS auraient avantage à faire un effort pour établir une relation avec les journalistes. Les résultats ne plairont pas toujours au Commandement, mais au moins, de tels rapports lui permettront d'exposer son point de vue dans les reportages et les articles.

Ensuite, en éduquant les médias et le public sur le COMFOSCAN, on favorise les communications à long terme, ce qui est important dans une démocratie. Les membres du Commandement se perçoivent comme étant des professionnels discrets et matures qui rendent un important service aux Canadiens. Cependant, tout le monde ne partage pas cet avis. J'ai à maintes reprises entendu des militaires en activité de service exprimer un tout autre point de vue à leur sujet, à savoir que ce sont des personnes arrogantes

et constituant une clique. Plusieurs fois, on m'a dit que le sigle anglais JTF (FOI, en français) signifiait aussi « Just the Friends » (Pour les amis seulement). Certains parlementaires ont une opinion semblable. Des députés et des sénateurs m'ont expliqué que, pour eux, le COMFOSCAN et ses unités (la FOI 2 en particulier) étaient des entités qui se souciaient peu des mécanismes de surveillance et de l'obligation de rendre compte et qui semblaient parfois défier la loi. Des préoccupations de ce genre sont maintenant exprimées aux Communes et dans les médias relativement aux enquêtes sur le projet « Sand Trap ». L'ouverture et la transparence, dans le cadre des consignes de SECOP, aident à éduquer et à rassurer le public, les médias et les membres des Forces canadiennes sur les rôles remplis par le COMFOSCAN et ses unités.

Qu'en est-il alors de l'avenir des relations entre le COMFOSCAN et les médias? Une bonne partie de l'attitude actuelle de ce dernier est due à la personnalité des intervenants concernés. En d'autres mots, des commandants, depuis le Colonel Hammond jusqu'au Brigadier-général Day, ont décidé que les relations avec les médias comportaient aussi bien des avantages que des risques pour les opérations spéciales. Ce point de vue peut bien sûr changer avec l'arrivée de nouveaux officiers dans les postes de commandement. En raison de cet état de choses, je crois qu'il importe de tenir un débat plus vaste au sein du COMFOSCAN sur ses relations avec les médias d'information.

Serait-il utile d'examiner comment d'autres FOS envisagent les relations avec les médias? Les membres du SAS britannique, par exemple, ont adopté, dit-on, une politique officielle selon laquelle ils ne discutent pas des opérations des FOS; pourtant, ils traitent de toute évidence avec les journalistes en se servant de moyens détournés pour rendre des renseignements publics. Les membres du SAS australien appliquent ce qui semble être une politique très ouverte, mais je crois comprendre qu'elle leur a été plus ou moins imposée par le gouvernement du pays et que tous leurs membres

ne l'approuvent pas résolument. Le USSOCOM s'est doté d'une politique médiatique intéressante, en ce sens qu'elle favorise la transparence au point que des journalistes ont accompagné des Béréts verts et des SEAL de la Marine dans des opérations de combat.

Le COMFOSCAN devra trouver sa propre voie et un juste équilibre entre la transparence et l'ouverture, d'une part, et son souci de la SECOP, d'autre part. La cohérence sera importante dans le cadre de la politique adoptée. Les Forces canadiennes n'accomplissent pas grand-chose si leur porte-parole prétend qu'elles ne peuvent pas parler des opérations de la FOI 2 en Afghanistan, mais que, le lendemain, des sources officielles communiquent aux journalistes des détails sur certaines des mêmes opérations, tout simplement parce que le gouvernement veut rendre public un message en particulier. J'ai passé des heures à rendre flou le visage de membres du ROSC avec Photoshop dans des photos que j'avais prises, pour respecter les consignes de SECOP de l'unité, mais c'était peine perdue, car je trouvais ensuite, dans le site Web de la Caméra de combat des Forces canadiennes, des photos semblables où les visages des mêmes personnes étaient facilement reconnaissables.

De toute évidence, le Brigadier-général Day quittera son poste un jour, et un nouveau commandant le remplacera. Cet officier sera assujéti à d'énormes pressions de la part des bureaucrates du Quartier général de la Défense nationale selon qui le secret est primordial, non pas pour des raisons afférentes à la SECOP, mais parce qu'ils ont horreur du risque et qu'ils ne veulent aucun reportage éventuel susceptible de gêner le gouvernement ou le ministre de la Défense en poste. Le nouveau commandant subira aussi les pressions des membres du Commandement qui voudront revenir en arrière, à l'époque où était de rigueur le secret pour le secret. Il faudra un officier très solide pour résister à ces pressions et respecter l'engagement actuel pris en faveur de la communication de certains renseignements sur le COMFOSCAN aux médias et au public.

CHAPITRE 9

SORTIR DE L'OMBRE : LES FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES DU CANADA ET LES RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

EMILY SPENCER, Ph. D.

« Les communications sont un outil vital dans l'environnement de sécurité actuel. [...] c'est un levier qui, lorsqu'employé correctement, peut renforcer le pouvoir des organisations et influencer des décideurs. En même temps, mal géré, il peut éroder la crédibilité et le soutien. Il est maintenant temps pour le Commandement de prendre les mesures nécessaires pour former et informer ses partenaires clés et les Canadiens en général sur l'identité, la capacité et la contribution de ses Forces d'opérations spéciales. »

Plan stratégique de communication

Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada

La mondialisation et la prolifération des technologies des communications ont mis en exergue le pouvoir des médias en ce qui concerne l'environnement opérationnel contemporain (EOC). En outre, non seulement les médias sont omniprésents dans ce dernier, mais la diffusion rapide de l'information par les réseaux mondiaux fait en sorte que chaque message est jugé simultanément par une multitude d'auditoires. Par conséquent, l'expert Philip Hammond fait observer que, pour les belligérants contemporains « [*Traduction*] la production d'une bonne image est au moins aussi importante que les résultats concrets obtenus sur le terrain¹ ».

Les FOS américaines semblent comprendre ce rapport. Par exemple, le 23 mars 2003, la militaire américaine, Private Jessica Lynch (à la retraite), a été capturée par les forces irakiennes. À peine 10 jours plus tard, soit le 1^{er} avril, les SEAL de la Marine et les Rangers de l'Armée l'ont délivrée. Son sauvetage spectaculaire a fait sensation dans les médias, grâce en partie aux séquences filmées par les forces américaines avec les caméras vidéo montées sur leurs casques. Aspect important, le sauvetage a eu lieu à un moment opportun pour le gouvernement des États-Unis, car la population américaine remettait alors l'invasion en question. Après le reportage, elle était beaucoup plus optimiste et en faveur de la guerre en Iraq.

Néanmoins, deux semaines plus tard, l'héroïsme des FOS américaines dans le cadre de cette mission a été discrédité quand la vérité a éclaté au grand jour. Tout d'abord, la seule raison pour laquelle le Private Lynch a dû être secourue résidait dans le fait que l'ambulance secrètement dépêchée à l'hôpital irakien par un médecin avait essuyé des tirs en s'approchant d'un point de contrôle américain. Ensuite, au moment du « sauvetage », aucun ennemi n'était présent : il n'y avait là que des patients et des médecins praticiens².

Quelle que soit la réalité, cependant, l'image des FOS américaines sans peur et très bien entraînées portant secours à une femme militaire américaine a marqué les esprits. Cet effet n'est pas passé inaperçu aux yeux des décideurs américains. Outre le fait que les médias ont couvert les FOS « en action », le General David Petraeus, pour stimuler la confiance du public à l'égard de l'effort de guerre, a constamment mis en lumière la façon dont les FOS de son pays ont soutenu des opérations en Iraq et en Afghanistan³. Plus récemment, on lisait ceci dans le *Wall Street Journal* : « [Traduction] Autrefois méprisée, la guerre secrète (par là, on désigne les opérations exécutées par la CIA et les FOS) est maintenant privilégiée même par l'administration Obama pour combattre le terrorisme et la prolifération des armes⁴. »

On a accusé les FOS américaines de faire mousser leur image à la manière d'une superproduction hollywoodienne⁵, mais les décideurs des FC et de nos milieux politiques ont laissé le pendule basculer dans le sens inverse, préférant se soustraire à l'attention des médias lorsqu'il s'est agi des FOSCAN. C'est sans doute là un penchant naturel chez un groupe de personnes affectionnant leur rôle de professionnels discrets. Toutefois, ce silence peut avoir des conséquences négatives. Comme le Colonel Bernd le souligne : « Par exemple, peu de gens savent que les membres des Forces spéciales canadiennes sont parvenus à éliminer toute une génération de chefs talibans dans la province de Kandahar, dont plusieurs étaient responsables de la mort de militaires canadiens⁶. » Le Brigadier-général D. Michael Day, commandant du COMFOSCAN, déplore lui aussi ce silence en affirmant que, « [c]lairement, cette approche prudente ne nous a pas permis d'exploiter pleinement nos succès, nos capacités et nos relations⁷ ».

À une époque où l'information confère le pouvoir et où la technologie a permis aux médias d'accéder à une part disproportionnée de la distribution d'information, on s'expose à des conséquences négatives en évitant de jouer un rôle dans l'espace de combat de l'information. En fait, le vide que les FOSCAN ont créé par leur silence a été comblé la plupart du temps par « de malentendus et de méprises⁸ » qui en incitent certains à s'interroger sur la raison d'être même des FOS. Le journaliste Peter Worthington écrit ceci : « [*Traduction*] Nos forces de commandos secrètes seraient, d'après leurs défenseurs, aussi bonnes, voire meilleures, que les membres du SAS britannique ou que la Force Delta, les Rangers et les Bérêts verts américains, etc. Le hic, c'est que le public n'a aucun moyen de vérifier cette affirmation. » Il ajoute : « [*Traduction*] Peut-être sont-elles aussi bonnes que leur publicité discrète le donne à entendre. Peut-être pas⁹. » M. Worthington exprime la pensée probable de nombreux Canadiens : « [*Traduction*] On peut applaudir à l'idée d'une force de commandos d'élite, mais une armée secrète au sein de l'Armée canadienne est une abomination

allant carrément à l'encontre de la démocratie. En outre, le secret à l'extrême semble ouvrir la porte à la corruption et aux abus¹⁰. »

Un collègue journaliste, Allan Woods, souligne aussi que le fait d'avoir une force secrète suscite des difficultés; il précise en effet que si la FOI 2, le fer de lance des FOSCAN, est mentionnée dans les médias, « [Traduction] cela signifie souvent que quelque chose ne va pas¹¹ ». Mercedes Stephenson, elle aussi journaliste, affirme que, « [Traduction] dans les médias et dans la culture populaire, la spéculation a remplacé les faits pour combler le manque d'informations créé par le secret entourant les commandos canadiens d'élite ». « [Traduction] Dans le meilleur des cas, donne-t-elle à penser, le manque de renseignements et de réponses engendre une légende n'ayant rien à voir avec la réalité¹². »

Cette séparation est au cœur du problème auquel le COMFOSCAN fait face dans l'espace de combat informationnel. Parce qu'elles ne diffusent pas d'informations, les FC laissent d'autres acteurs combler le vide souvent, sinon toujours, avec des renseignements erronés. Dans le contexte canadien, à coup sûr, une odieuse déformation intentionnelle des rôles des FOSCAN dans l'EOC serait toute aussi désastreuse qu'un vide de l'information pour gagner l'opinion publique. Par conséquent, la diffusion contrôlée et exacte de renseignements sur les FOS, dans le respect de la sécurité des opérations (SECOP), est essentielle à l'emploi fructueux et à la survie des FOS au Canada.

Avant de parler davantage de l'importance des relations avec les médias pour les FOS, il faut définir ce que l'on entend par des expressions populaires telles que « médias de masse », « propagande » et « opérations d'information ». Par ailleurs, cette discussion exige que nous explorions la signification du mot « vérité », notamment en ce qui concerne l'EOC. Enfin, il s'ensuit qu'une explication de l'importance de gagner la guerre des médias dans l'EOC devra être donnée; nous examinerons aussi les avantages qu'il y aurait pour

les FOS en général, et pour le COMFOSCAN en particulier, à communiquer des renseignements aux médias, et les difficultés que cela comporterait.

COMPRENDRE UNE TERMINOLOGIE NUANCÉE ET SAISIR L'IMPORTANCE QU'ELLE REVÊT DANS L'EOC :

Les médias de masse

L'expression « médias de masse » correspond à un concept global. À notre époque, il est sans doute plus facile de définir ce qui n'est pas considéré comme un médium de masse que le contraire. En termes simples, « [Traduction] les médias sont des moyens de joindre autrui¹³ ». Par conséquent, cela inclut tous les moyens de communication. Les mots « médias de masse » désignent en général les moyens de communication qui touchent et influencent de vastes groupes de personnes. L'information est alors diffusée par l'intermédiaire des technologies médiatiques qui comprennent Internet, la télévision, les journaux, les revues, les films et la radio, pour n'en mentionner que quelques-unes. Ainsi donc, à mesure que les technologies de l'information et des communications progressent, il en va de même de l'influence éventuelle des médias de masse.

La progression et le raffinement des technologies médiatiques ont un effet sur l'EOC parce qu'ils permettent à divers groupes et personnes de communiquer entre eux et d'influer sur de très grands auditoires grâce à divers moyens facilement accessibles et relativement peu coûteux¹⁴. En ce sens, les médias de masse servent à façonner l'opinion publique au sujet d'un conflit. Parlant des combattants contemporains, le professeur Cori E. Dauber explique « [Traduction] qu'ils livrent un combat pour déterminer les perceptions et les attitudes du public, un combat pour entretenir chez celui-ci la volonté même de poursuivre la lutte, qu'il s'agisse

des insurgés publics autochtones qu'ils cherchent à intimider, ou du public américain au pays sur lequel ils cherchent à influencer de manière à obliger les forces anti-insurrectionnelles à se retirer du champ de bataille avant l'heure ». Dauber présume que, « [*Traduction*] dans le monde moderne, cela équivaldra forcément à une bataille pour façonner la couverture médiatique¹⁵ ». Un moyen de la livrer consiste à recourir à la propagande et à la censure.

La propagande et la censure

Un moyen commun employé pour influencer sur l'opinion publique par l'intermédiaire des médias de masse consiste à organiser une propagande qui fait valoir un point de vue, tout en censurant les opinions opposées. Bien que l'image puisse paraître simpliste, « [*Traduction*] essayer de définir la propagande, c'est avancer avec précaution dans un champ de mines conceptuel¹⁶ », comme le précise l'auteur Nicholas Jackson O'Shaughnessy. Néanmoins, aux fins du présent chapitre, nous définirons la propagande comme étant un moyen de communication qui vise à amener un groupe de personnes à épouser une cause. L'expression « propagande officielle » désignera les messages diffusés par le gouvernement ou des institutions gouvernementales et formulés de manière à produire l'effet souhaité. La censure, ou la dissimulation intentionnelle de renseignements contestant une position donnée, sera considérée comme un volet de la propagande.

La discussion sur la propagande s'agence bien avec l'analyse de l'EOC, car on manipule souvent l'information pendant les périodes de guerre en vue d'influencer sur l'opinion publique. O'Shaughnessy dit ceci : « [*Traduction*] [...] la propagande n'est pas seulement une sous-activité militaire. L'activité militaire en soi est intrinsèquement propagandiste, partiellement ou totalement¹⁷. »

En outre, comme Walter Lipmann, conseiller auprès de l'ancien président des États-Unis Woodrow Wilson, le soulignait, « [*Traduction*]

nous devons nous rappeler qu'en période de guerre, tout ce qui se dit du côté ennemi du front est propagande et que tout ce qui se dit de notre côté du front n'est que vérité et droiture, un plaidoyer pour l'humanité et une croisade pour la paix¹⁸ ». Les médias omniprésents d'aujourd'hui n'ont qu'amplifié ces effets, tout en rendant plus difficile le contrôle de la circulation de l'information. Par conséquent, l'importance des opérations d'information et les obstacles à ces dernières sont mis en exergue dans l'EOC.

Les opérations d'information

Vu la cadence actuelle de la mondialisation et la croissance des nouvelles technologies de l'information dans une période baptisée à juste titre « ère de l'information », le contrôle de l'information revêt une importance fondamentale dans l'EOC. Le professeur Keith D. Dickson explique ce qui suit : « [*Traduction*] L'économie mondiale trépidante et les transformations technologiques et sociales connexes qui ont donné lieu à une société électronique, réglementée par l'ordinateur, saturée par les médias et axée sur la consommation de masse marquent le recul du modernisme devant le postmodernisme. » Il poursuit en disant : « [*Traduction*] Dans l'ère postmoderne, le savoir et l'information sont les nouveaux critères de l'organisation sociale. » Par conséquent, en décrivant l'EOC, Dickson déclare que « [*Traduction*] le pouvoir se définit en fonction de la quantité d'informations que l'on contrôle pour déterminer et façonner le savoir¹⁹ ».

Il n'existe pas encore de consensus clair sur la définition des opérations d'information (OI) au sein de l'OTAN²⁰, mais il s'agit essentiellement « [*Traduction*] des activités militaires coordonnées menées dans le domaine de l'information pour influencer sur des informations et des systèmes d'information de manière à produire les effets souhaités sur la volonté et les capacités de l'adversaire et d'autres entités, à l'appui des objectifs de la mission, tout en favorisant ses propres informations et systèmes d'information²¹ ».

Les forces armées américaines dissèquent ce concept et décrivent les OI comme étant « [*Traduction*] l'emploi intégré de la guerre électronique (GE), des opérations axées sur les réseaux informatiques (CNO), des OPSPSY, de la déception militaire (MILDEC) et de la SECOP, de concert avec des moyens particuliers de soutien et des ressources connexes, pour perturber, corrompre ou usurper les systèmes décisionnels humains et automatisés de l'adversaire et influencer sur eux, tout en protégeant les siens²² ». En deux mots, les OI font appel à toute une gamme de moyens pour contrôler la circulation de l'information de manière à amener un auditoire cible à tendre vers l'état final souhaité. Grâce au contrôle de l'information, les OI peuvent aider à établir, au sujet de l'état des affaires mondiales, de nouvelles « vérités » qui vont dans le sens d'un point de vue donné.

La vérité

En 1917, le sénateur américain Hiram Johnson a fait observer que « la première victime d'une guerre, c'est la vérité²³ ». Près d'un siècle plus tard, on ne saurait nier la validité de son constat.

La vérité est un concept difficile à définir, surtout en ce qui concerne l'EOC. On dit que quelque chose est vrai quand cela correspond à un « fait » ou à la « réalité », mais on risque d'avoir passablement de mal aussi à définir ces termes relativement simples. Un fait, c'est-à-dire une connaissance ou un renseignement reposant sur des situations réelles, est subjectif en soi et il est décrit en des termes relatifs. Des faits simples peuvent exister dans le contexte de la guerre (par exemple, des coups de feu ont été tirés), mais des questions complexes faisant intervenir l'intention et, aspect plus important, les effets sont considérablement plus nuancés et susceptibles de soulever des débats et de conduire au relativisme. Dickson soutient donc qu'il « [*Traduction*] faut rejeter la possibilité que la connaissance et la vérité objectives existent [dans l'EOC] en tant que buts de l'effort intellectuel ». Il propose

plutôt que « [*Traduction*] la raison ou la vérité sont des produits des intérêts idéologiques ou politiques dominants²⁴ ».

Aspect important, la prolifération des médias et des nouvelles technologies de l'information facilite la diffusion rapide de « vérités » inventées (la propagande) auprès d'un vaste auditoire et en peu de temps, ce qui peut avoir des effets durables. Par exemple, on a récemment signalé que des détenus talibans étaient enfermés dans des enclos à chiens. Par la suite, le public a vivement protesté contre le traitement de ces détenus, surtout qu'aux yeux des musulmans, les chiens sont considérés comme étant impurs. En fin de compte, peu importait que l'affaire eût été inventée de toutes pièces et que les détenus n'aient jamais été traités de cette manière. Les propagandistes avaient déjà profité de la situation et, une fois l'image formée dans l'esprit populaire, il est devenu impossible de faire la distinction entre la perception et la réalité²⁵. Comme le Colonel Horn l'a écrit, « [q]uand elles sont très répandues ou répétées suffisamment, les perceptions deviennent la réalité²⁶ ». Par conséquent, comme les médias sont un outil couramment employé pour influencer sur l'opinion publique et créer des « perceptions » de la « réalité », l'emploi judicieux des médias et d'autres moyens de communication est « essentiel à la mission » dans l'EOC²⁷.

L'IMPORTANCE DE GAGNER LA GUERRE DES MÉDIAS DANS L'EOC

La sécurité mondiale ou, sans doute plus exactement, l'insécurité mondiale, au XXI^e siècle ne constitue pas tout simplement la continuation linéaire des problèmes qui ont affligé le monde au cours du siècle précédent. Certains aspects de l'EOC, par exemple le recours tactique à la terreur et la création d'alliances et de coalitions pour atteindre des objectifs communs, ne sont pas sans précédent, mais l'EOC est sensiblement différent de ce qu'il a été pendant la majeure partie du XX^e siècle.

La prolifération des médias et la mondialisation, combinées à la disparition des puissances par suite de la fin de la guerre froide ont créé, au début du XXI^e siècle, les conditions idéales pour la « tempête par excellence » qui a donné lieu à une instabilité considérable partout sur la planète. Les chercheurs, les analystes militaires, les experts de la sécurité et les spécialistes, en particulier, tendent à convenir que l'EOC est extrêmement complexe, ambigu, instable, dynamique et exponentiellement plus dangereux que tout ce que la planète a connu dans les périodes précédentes.

Avec la fin de la guerre froide et l'accélération concourante de la mondialisation dans les années 1990, toutes les conditions étaient réunies pour donner lieu à l'environnement opérationnel ambigu, complexe, instable et en mutation constante dans lequel nous vivons maintenant. En se retirant de nombreuses régions du monde, les superpuissances y ont causé une absence de forces économiques et politiques. Très rapidement, on a assisté à une multiplication des États en déroute et en voie de déliquescence partout dans le monde. D'autres problèmes considérables tels que la violence ethnique, le trafic des drogues, le crime transnational et la lutte pour l'exploitation des ressources sont venus exacerber la situation. Parallèlement, la planète est devenue plus réseautée ou « mondialisée », comme l'a montré un accroissement des échanges internationaux, tant culturels qu'économiques, ce qui a établi des liens entre des peuples de régions géographiques dispersées et, ainsi, redéfini les relations de pouvoir et favorisé la prolifération des acteurs non étatiques sur la scène mondiale²⁸.

Par conséquent, l'ennemi ne se limite plus aux rivaux symétriques en uniforme alignés sur une superpuissance ou sur l'autre. La gamme de nos adversaires compte plutôt des États voyous, des rivaux régionaux ou des alliances, des seigneurs de guerre, des criminels transnationaux dotés de réseaux mondiaux, des narcotrafiants et des extrémistes radicaux. Les insurgés modernes sont animés par une idéologie et/ou des principes religieux et

rendus plus forts par les technologies de l'information facilement accessibles qui, en raison de la cadence accélérée de la mondialisation, offrent un moyen rapide et peu coûteux de diffuser des messages.

En outre, la prolifération des technologies de l'information a ajouté foi au vieil adage disant que « le savoir, c'est le pouvoir », surtout en ce qui concerne l'EOC. Fait intéressant, au moins en partie à cause de la grande accessibilité de l'information, la répartition du pouvoir au XXI^e siècle ne favorise plus tant les États-nations que l'individu. Comme Dickson l'explique, « [Traduction] l'interaction entre la population, l'armée et le gouvernement qui a été le phare de l'État-nation dans la conduite de la guerre moderne avantage maintenant la population d'une façon beaucoup plus disproportionnée ». Il poursuit en disant : « [Traduction] Contrairement à ce que préconise l'approche moderniste pour laquelle un état final politique constitue le facteur primordial déterminant l'issue d'un conflit, dans le contexte postmoderne, le contrôle de la population est sans doute plus important que l'acquisition du contrôle politique. » Enfin, Dickson propose : « [Traduction] Quelle est l'ampleur des connaissances sur tel ou tel élément? Par quels moyens les a-t-on obtenues? Voilà les deux questions fondamentales qui doivent préoccuper les planificateurs militaires faisant face à la guerre dans un contexte postmoderne²⁹. »

Il n'y a pas à douter que les médias de masse ont fait partie des principaux moyens de façonner le discours moderne sur les conflits et la guerre. En fait, les médias ont été d'importants acteurs dans chaque conflit postérieur à la guerre froide³⁰. Comme l'écrivent les chercheurs Stig A. Nohrstedt et Rune Ottosen, « [Traduction] les médias de masse sont essentiels pour créer une compréhension des questions mondiales telles que le terrorisme et la guerre et en délimiter les paramètres³¹ ». Les médias ont la possibilité de choisir dans tout un éventail de reportages éventuels, ils bénéficient de la liberté de presse – et de la prolifération des technologies

médiatiques assujetties à des règles de gouvernance inexistantes ou presque – et ils ont ainsi beau jeu pour interpréter les événements³². Le chercheur Juan LaLlave démythifie donc la notion que « [*Traduction*] les journalistes doivent être objectifs et s’abstenir de favoriser un camp plutôt que l’autre dans un conflit parce qu’il ne leur appartient pas d’influer sur l’événement politique ». LaLlave souligne plutôt que le « [*Traduction*] concept utilitaire simultané (du journalisme), selon lequel la violence est ce qui vend les nouvelles [...], représente un parti pris implicite qui sert à influer sur les événements politiques et favorise l’escalade des conflits³³ ». On peut donc tirer de tout cela la conclusion qu’aucun médium, quelle qu’en soit la forme, n’est impartial.

Par conséquent, les forces armées doivent gagner non seulement les batailles cinétiques sur le terrain, mais aussi la bataille des médias et, par conséquent, l’appui de la population. Chose certaine, il est capital pour les démocraties occidentales de gagner la confiance et le soutien de la population, car les gouvernements dépendent des votes pour rester au pouvoir³⁴. Comme le président Barack Obama l’a déclaré : « [*Traduction*] Notre force à l’étranger est fonction de notre force chez nous³⁵. » Paradoxalement, les médias omniprésents du XXI^e siècle facilitent la dissémination de la propagande tout en contestant la diffusion contrôlée des messages. Aspect plus important, leur nature envahissante et leur capacité de modeler la « vérité » au sujet des événements et, par conséquent, l’opinion publique rendent la victoire dans la guerre des médias primordiale pour la réussite dans l’EOC. Le professeur Joseph J. Collins explique ce qui suit : « [*Traduction*] Aujourd’hui, les réalités hideuses des conflits de faible intensité envahissent constamment les salons des Occidentaux. Le sentiment de gain ou de perte, ou l’efficacité ou l’inefficacité des opérations sont grandement amplifiés par le travail de journalistes ardents et impitoyables dont les rédacteurs en chef et les réalisateurs admettent sans se gêner que “si le sang coule, ça rapporte”. » Collins poursuit donc en déplorant que les précieuses contributions au maintien de la paix,

à l'aide humanitaire et à la reconstruction restent dans l'ombre de la fanfare médiatique, ce qui par conséquent prive le public de la « vérité » au sujet de l'EOC au profit d'une « [Traduction] couverture médiatique [qui] use le public et met à l'épreuve la patience des auditoires occidentaux³⁶ ».

En fait, aucune victoire remportée au combat, si grande soit-elle, ne peut compenser la perte de soutien chez la population, laquelle est si facilement influencée par les médias de masse. Comme le professeur Cori E. Dauber le fait valoir, « [Traduction] la force militaire qui combat aujourd'hui contre une organisation terroriste pour défendre un État démocratique livre en réalité une guerre sur deux fronts ». Elle s'explique en ajoutant : « [Traduction] D'une part, il y a la *guerre terrestre*, c'est-à-dire la guerre qu'il faut gagner sur le terrain, contre des forces bien réelles. » En revanche, dit-elle ensuite, « [Traduction] il y aussi la *guerre des ondes*, c'est-à-dire la guerre qui se livre dans les premières pages des journaux et sur les écrans de télévision du pays ». Elle conclut en disant : « [Traduction] Pour une démocratie, gagner une guerre, mais pas l'autre, c'est aboutir à la défaite, et à la défaite au sens concret du terme, car faute du soutien de la population, la guerre prendra fin, un point, c'est tout³⁷. »

En outre, les médias font en sorte que les actes posés dans n'importe quel milieu culturel puissent être jugés (et ils le seront probablement) dans d'autres contextes où les gens auront peut-être des convictions et des valeurs différentes. Certains n'y verront sans doute qu'une dure réalité tout simplement, mais beaucoup sont très conscients des avantages que ce genre d'environnement médiatique peut procurer. Comme Dauber l'explique, « [Traduction] des propagandistes astucieux [...] fabriquent non seulement des textes intelligents destinés à joindre en même temps de multiples auditoires, mais aussi de multiples textes conçus pour toute une gamme de catégories différentes d'auditoires³⁸ ».

Par conséquent, éviter d'intervenir dans l'espace de combat informationnel équivaut à se retirer de la course et à accepter la défaite. Comme le Major américain Jim Gregory le dit au sujet des FOS de son pays : « [*Traduction*] L'époque du secret absolu est révolue; nous devons entrer résolument dans le nouvel environnement, ou perdre notre crédibilité aux yeux de ceux que nous servons³⁹. » Il précise sa pensée en disant : « [*Traduction*] La plupart du temps, nous qui exécutons des opérations spéciales devons nous soucier de communiquer avec les médias pour connaître le succès dans la bataille des idées du XXI^e siècle. En fait, nous devons le faire souvent et bien avant l'apparition des crises, et non pas seulement à l'occasion ou QUAND les crises surgissent. Ce faisant, nous établissons une relation avec des journalistes individuels et, aspect plus important encore, avec le public dans son ensemble⁴⁰. »

Le COMFOSCAN tient lui aussi compte de cette nouvelle réalité. Le Brigadier-général Day a déclaré ceci, après un récent symposium sur les FOS : « Nous sommes d'avis que nous devons discuter des mythes et des hypothèses présentés délibérément ou par mégarde au public. » Il s'est expliqué ainsi : « C'est vrai, il s'agit d'une mesure audacieuse, mais nous voulons être plus disposés à discuter avec les journalistes, afin de rétablir des faits imprécis sur lesquels ils s'appuient, et de mieux comprendre leurs problèmes et leurs préoccupations, soit en leur fournissant des explications ou en précisant pourquoi on ne peut pas le faire. » Le Brigadier-général Day a affirmé ce qui suit : « Je veux que les gens se rendent compte que le COMFOSCAN comprend que, en tant qu'organisme des Forces canadiennes, il doit sensibiliser les gens et présenter des faits, dans une certaine mesure ... nous sommes maintenant avertis pour parler de nous-mêmes et de ce que nous faisons dans le cadre d'un forum ouvert, sans mettre notre sécurité opérationnelle en péril⁴¹. »

LES AVANTAGES INHÉRENTS À LA PUBLICATION DE RENSEIGNEMENTS SUR LES FOS

Les FOS ont beaucoup à gagner en diffusant plus de renseignements sur elles-mêmes, y compris (et ce n'est pas le moindre avantage) la participation active dans l'espace de combat informationnel si important. Après tout, peu de théoriciens ou de praticiens de la profession militaire feraient valoir que la prise de conscience des choses et l'opinion publique n'importent pas. Comme le précise à juste titre le *Plan stratégique de communication* du COMFOSCAN, « [d]ans l'environnement d'aujourd'hui, l'information est une arme »⁴². En d'autres mots, une diffusion plus ouverte de l'information concernant les FOSCAN, par l'intermédiaire des médias de masse, y compris l'établissement de liens avec les journalistes, l'organisation de conférences et de symposiums et le recours à des sites Web, aidera à éduquer davantage les décideurs de l'État, les militaires et le public, sans oublier les journalistes, et, ce faisant, à dissiper les mythes, à gagner des appuis et à prouver l'utilité des FOS. Aspect important, quand les autres prennent davantage conscience des faits concernant les FOS – par exemple, leurs rôles, capacités, cadre hiérarchique et réussites –, ils sont moins portés à tirer de fausses conclusions ou à croire les reportages sensationnalistes et non factuels. Par exemple, ils sauront que les mythes selon lesquels les FOS n'ont d'autres lois que les leurs, ne suivent pas les règlements ou les procédures des FC, coûtent horriblement cher et n'ont aucune discipline ne sont que des allégations sans fondement. Toutefois, sans un certain degré de confiance, de crédibilité ou de familiarité, les gens seront plus enclins à croire les affirmations de ce genre, d'autant plus que les Canadiens tendent à se méfier des organisations secrètes et/ou d'élite⁴³.

En outre, la diffusion de renseignements peut mettre en évidence les capacités des FOSCAN, ce qui peut d'emblée servir à dissuader des belligérants éventuels de mettre leurs plans à

exécution. En deux mots, ceux qui envisageraient de s'en prendre au Canada devraient y réfléchir à deux fois avant de l'attaquer, car l'existence de vigoureuses FOS montre que notre pays n'est pas une cible facile. Si nos FOS étaient mieux connues, leurs liens avec les FOS alliées seraient renforcés, car ces dernières seraient dès lors plus au courant de leurs capacités et de leurs antécédents empreints d'excellence. En définitive, plus la population est bien renseignée sur le COMFOSCAN, plus celui-ci est fort. Comme Stephenson le souligne, « [*Traduction*] comme dans le cas de la plupart des questions se posant au sujet des milieux mystérieux des opérations spéciales du Canada, la vérité est plus nuancée et plus complexe que le mythe⁴⁴ ». Le moment est venu d'exposer cette « vérité » au grand jour.

Tout d'abord, il importe de se rappeler que la communication est un phénomène bilatéral à la faveur duquel un message est à la fois transmis *et* reçu. Vu que les moyens de communication (ce sont souvent les médias de masse) risquent de brouiller le message et que l'auteur et le destinataire du message ne partagent pas nécessairement les mêmes convictions et valeurs, il est nécessaire, pour réduire au minimum les erreurs de communication et obtenir l'effet souhaité, de s'assurer que l'intention du message est transmise clairement et avec précision.

Par ailleurs, il importe de se rappeler que, même si les médias aident sans doute à projeter un certain point de vue, le contenu du message et l'accent que les médias mettent sur lui sont en partie fonction de leur perception de ce que le public veut entendre ou, en termes plus pragmatiques, de ce qui captivera le lectorat ou l'auditoire, selon eux. Par conséquent, comme de nombreux spécialistes commencent à le faire valoir, les médias, sans doute par inadvertance, appuient davantage la guerre que la paix, car le sang et le carnage sont plus susceptibles de retenir l'attention que le règlement pacifique des conflits⁴⁵. Comme la chercheuse Cheryl DesRoches le précise, « pour que leurs reportages soient diffusés,

les reporters doivent rivaliser afin d'obtenir de l'espace dans les journaux ou du temps d'antenne à la radio et à la télévision. Le sensationnalisme, bien que méthode méprisable, devient souvent indispensable dans un marché médiatique très concurrentiel⁴⁶. »

Par conséquent, la « vérité » intrinsèque du message est déterminée non seulement par la personne qui en est l'auteur, mais aussi par celle qui le reçoit et par le moyen par lequel il est transmis. Ainsi, il devient important de s'assurer que le message, et l'ensemble du débat, sont formulés avec la plus grande exactitude possible.

Même si la « vérité », dans la mesure où un tel concept existe en soi, risque effectivement d'être la première victime de la guerre, les recherches portent à croire que les médias de masse canadiens contemporains, bien que suivant encore le leitmotiv selon lequel « si le sang coule, ça rapporte », s'efforcent malgré tout d'éviter la subjectivité le plus possible. Les recherches nous montrent aussi que les médias ne se limitent pas à véhiculer la propagande gouvernementale dans leurs reportages sur la guerre et les conflits⁴⁷. À supposer que l'on croie spontanément⁴⁸ les médias d'information et que leur contenu soit influencé, au moins en partie, par ce que les producteurs et les réalisateurs croient que le public veut entendre, on peut conclure que le public canadien souhaite effectivement être informé « honnêtement » sur la guerre et les conflits.

Au milieu des années 1990, les FC semblent avoir compris cette réalité et le pouvoir des médias. Les médias ayant assuré une couverture négative aux forces armées canadiennes après qu'un adolescent somalien non armé eut été tué par un soldat canadien en Somalie, en 1993, les FC ont vu l'appui de la population à leur endroit décroître considérablement. Elles ont dû attendre la fin de la même décennie pour voir cet appui remonter en leur faveur. On peut soutenir que ce renversement a été attribuable, au moins en partie, à l'approche modernisée des affaires publiques adoptée par les FC sous la gouverne de Larry Gordon, après sa nomination

au poste de chef des affaires publiques au MDN, en 1996. Gordon a mis en œuvre une politique plus ouverte en vertu de laquelle tous les membres des FC, quel que soit leur grade ou poste, étaient autorisés à parler ouvertement aux médias et au public. En outre, il a aidé à créer des pages Web qui ont réduit encore plus la distance entre le public et les Forces canadiennes, et à informer la population du pays sur les fonctions et les rôles importants que remplissaient ces dernières⁴⁹.

En fait, les recherches confirment qu'il existe un rapport direct entre la mesure dans laquelle le public canadien s'estime renseigné sur les questions de défense et le soutien qu'il accorde aux FC. Comme l'a fait observer David Pratt, autrefois ministre de la Défense nationale, « [Traduction] pour moi, il est clair que plus les Canadiens sont informés sur les questions de défense, plus ils appuient les Forces canadiennes⁵⁰ ». Militant en faveur d'une sensibilisation accrue de la population à l'égard des Forces canadiennes, le Major Jeff Dooling concluait ainsi : « [Traduction] Si les Forces canadiennes veulent obtenir les augmentations budgétaires dont elles ont besoin pour demeurer pertinentes au XXI^e siècle, elles doivent, en matière d'affaires publiques, se soucier principalement de susciter chez le public canadien un sens accru de leur importance. » Comme le Major Dooling le précise, ce rôle a été rempli, au moins en partie, par les reporters intégrés dans les FC au tout début de la guerre en Afghanistan, mais il a sans doute perdu de l'intérêt, maintenant que « [Traduction] d'autres dossiers retiennent l'attention des médias et, par conséquent, celle du public⁵¹ ».

Ce qu'il faut principalement retenir de cette discussion, c'est que l'information du public importe lorsqu'il s'agit pour les FC de se ménager des appuis. Étant donné les rapports entre les médias, le public et les forces armées au Canada, les opérations d'information menées par les FC doivent être aussi complètes, transparentes et honnêtes que possible, compte tenu des exigences de la SECOP;

les renseignements fournis doivent être facilement accessibles et à jour, de manière à ce que les médias et le public n'oublient pas l'importance des FC pour la sécurité nationale et qu'ils ne comblent pas un vide informationnel éventuel par des images et des éléments négatifs.

Les FC dans leur ensemble prennent maintenant conscience du pouvoir d'un public informé, et le COMFOSCAN commence lui aussi à comprendre cette réalité. En fait, dans son *Plan stratégique de communication*, ce dernier reconnaît que nous « avons une obligation morale de nous assurer que nos concitoyens canadiens comprennent ce que les FOSCAN sont et comment leurs Forces d'opérations spéciales sont dévouées à préserver le mode de vie des Canadiens et l'engagement national envers un monde sécuritaire et stable⁵² ».

Il est incontestable qu'en éduquant la population sur leurs rôles et leurs fonctions, les FOSCAN renforceront leur position. En agissant de façon plus proactive pour diffuser l'information, le COMFOSCAN contribuera à éduquer les décideurs de l'État, les membres des forces conventionnelles et le public, y compris les journalistes. À une ère où l'information est source de pouvoir, il importe d'être de la partie dans l'espace de combat informationnel propre à l'EOC. Le COMFOSCAN sait que « l'échec à s'adapter à la nouvelle réalité des communications pourrait causer un échec catastrophique au niveau stratégique [...] ». Pour le COMFOSCAN, force de prédilection et force de dernier recours, cette éventualité « n'est pas une option⁵³ ». Bref, si c'est à l'occasion d'un incident négatif que les Canadiens découvrent l'existence des FOSCAN, les conséquences seront fort probablement plus graves que ce que la situation en soit aurait provoqué. En effet, la peur et le doute attisent souvent les réactions excessives.

En outre, surtout en ce qui concerne le COMFOSCAN, sur lequel il existe très peu de publications érudites, les médias sont une des seules sources d'information pour les Canadiens (et d'autres) sur

l'organisation et ses capacités. En fait, plusieurs auteurs des milieux universitaires écrivant sur les FOSCAN misent sur les reportages médiatiques pour trouver des renseignements « factuels »⁵⁴. Cependant, l'information fait tout simplement généralement défaut. L'expert Simon Anglim écrit ce qui suit au sujet des FOS en général : « [Traduction] Malgré leur importance potentielle pour les décideurs, les Forces spéciales ne retiennent pas vraiment l'attention des milieux universitaires. » Cette pénurie de renseignements est déplorable, car, comme Anglim le dit en outre, « [Traduction] leur utilité pour les décideurs et leur efficacité générale font en sorte que, quelle que soit la description employée, les FOS sont effectivement *spéciales*⁵⁵ ». Chose certaine, comme c'est l'opinion publique qui alimente les perceptions et le débat sur les FOS, les décideurs gouvernementaux qui sont bien renseignés sur les capacités des FOSCAN grâce à divers moyens ouverts et exacts sont dès lors à même de prendre des décisions sur la défense du pays plus justes qu'ils ne pourraient le faire sans de telles informations.

Par exemple, des communications plus ouvertes des FOS peuvent aider le gouvernement du Canada à mieux comprendre l'utilité de ces dernières. Le journaliste David Pugliese fait observer que « [Traduction] les détails sur les missions des Forces spéciales sont considérés comme étant secrets, mais la FOI 2 et le ROSC ont tous deux participé à des opérations en Afghanistan dont l'objet était de traquer les insurgés fabriquant des dispositifs explosifs de circonstance (IED) ». Il ajoute aussitôt : « [Traduction] Or, la majorité des 150 soldats canadiens tués en Afghanistan l'ont été par des IED⁵⁶. »

Dans un article de journal récent, Woods s'empresse lui aussi de signaler les réalisations des FOSCAN en Afghanistan depuis 2001. Il parle de leur première mission : « [Traduction] On peut maintenant raconter les détails de cette mission (Force opérationnelle K-BAR) pour la première fois, après l'enquête menée par le

Toronto Star sur les opérations très secrètes qui allaient valoir au Canada la réputation de posséder des Forces spéciales comptant parmi les meilleures du monde⁵⁷. » Fait intéressant, c'est en grande partie par suite de l'enquête journalistique menée à ce sujet que les éloges adressées à la FOI 2 ont été connues; par conséquent, comme le souligne Woods, le grand public n'en a pas eu connaissance pendant presque neuf ans⁵⁸. Ce genre de silence risque de miner le soutien manifesté à l'endroit des FOS.

Par ailleurs, un public informé est plus susceptible de soutenir les décisions que les dirigeants prennent d'employer les FOS à l'étranger s'il comprend les enjeux (ou, à tout le moins, s'il leur est exposé) et s'il dispose d'un point de référence pour évaluer les actions des FOS. Comme le Major américain Jim Gregory l'explique : « [*Traduction*] En communiquant souvent avec autrui, les Forces d'opérations spéciales renforcent la confiance chez le public [...] de sorte que, quand quelque chose tourne mal – et cela se produit toujours inévitablement à un moment donné –, il continue de croire aux Forces d'opérations spéciales. Cependant, si la "banque de confiance" est vide, le public s'en prendra à elles⁵⁹. »

Chose certaine, l'établissement d'un rapport avec les auditoires de l'extérieur peut aider à renforcer la confiance et à faire en sorte que l'histoire « vraie » soit présentée au lieu que ce soit un récit excessivement propagandiste, trop sévère, arbitrairement faux ou tout simplement dénué de toute valeur informationnelle. Les FOS peuvent aussi nouer des liens de confiance avec les reporters en établissant des lignes de communication ouvertes avec eux en espérant qu'ils publieront des articles exacts et bien informés sur elles et qu'ils s'abstiendront de diffuser des reportages sensationnalistes à l'extrême, comme le réseau CTV l'a fait récemment au sujet de soldats de la FOI 2 : « [*Traduction*] Des commandos secrets détenus par accident chez Tim Hortons. Laissez tomber le beignet, et haut les mains⁶⁰. » Les reportages tels que celui-là ne contribuent en rien à peindre un portrait fidèle des FOSCAN, mais

on peut s'en servir pour combler un vide si aucun renseignement ou article de meilleure qualité n'est fourni. De plus, si le public n'est pas déjà informé sur les FOS, les images négatives engendrées par de tels commentaires risquent de perdurer dans son esprit et de nuire à la croissance et à la durabilité des FOSCAN.

Le COMFOSCAN est certes conscient de cette réalité. Dans son *Plan stratégique de communication*, on lit ce qui suit : « [...] il est vital que les décideurs et le public canadien comprennent l'importance et la contribution du COMFOSCAN. » Et plus loin : « Ainsi, lorsque des "menaces" surviennent tel [sic] une dépression économique qui imposera des pressions budgétaires, des indiscretions individuelles qui peuvent refléter en mal sur les FOS, des attitudes anti-militaires qui peuvent avoir un impact sur les FC en général, ou tous autres facteurs qui peuvent menacer l'existence, le financement, l'autonomie ou la capacité du COMFOSCAN, les actions prises par les décideurs politiques et militaires, en particulier lorsque influencées par la réaction publique, sera considérée [sic] en fonction d'une compréhension complète de la capacité à risque⁶¹. »

En comblant le vide informationnel, les FOS peuvent aussi aider à dissiper certains des nombreux mythes les concernant et fournir plutôt des renseignements exacts qui permettront au public de les évaluer plus justement. Heureusement, des relations de ce genre commencent à s'établir entre le COMFOSCAN et des auditoires extérieurs tels que les milieux universitaires et les médias. Par exemple, à l'émission CBC News, on soulignait récemment ce qui suit : « [Traduction] Le gouvernement du Canada et nos forces armées continuent d'entourer de secret les effectifs et les déploiements de la FOI 2, mais le voile du secret s'est levé quelque peu. » La CBC précisait que « [Traduction] le groupe a un site Web, par exemple, qui comprend notamment des affiches de recrutement, une foire aux questions (FAQ) et une section visant à défaire les mythes au sujet de la FOI 2⁶² ». Non seulement la FOI 2 possède un site Web,

mais les trois autres unités du COMFOSCAN, soit le ROSC, l'UIIC et le 427 EOSA, en ont un elles aussi, ce qui les aide à réfuter les mythes et à diffuser des renseignements sur leurs rôles⁶³.

Les mythes concernant les membres des FOS, notamment leur allure à la Rambo et leur manque de respect pour la discipline, l'autorité et l'ordre, pour n'en mentionner que quelques-uns, persisteront sans doute malgré les preuves à l'effet contraire, mais ils perdront probablement une partie de leur ténacité à mesure que les faits sur les FOS seront connus. Par exemple, comme Stephenson le soulignait dans un article de journal récent : « [*Traduction*] Cette chronique n'est pas assez longue pour déboulonner tous les mythes sur les opérations spéciales, mais il en est un qu'il vaut la peine de déconstruire : les FOS coûtent cher. Cette année [2010], le budget total des opérations spéciales du Canada atteint 205 millions de dollars. » Elle continue en expliquant à ses lecteurs que 205 millions, « [*Traduction*] c'est une goutte d'eau dans le budget de la Défense⁶⁴ ». Quand on prend en compte la souplesse, la capacité d'intervention rapide et la longue liste de moyens que les FOSCAN mettent à la disposition du gouvernement du Canada, il est facile de comprendre son argument.

Il convient aussi d'établir avec les membres des unités conventionnelles des FC des lignes de communication directes et par l'intermédiaire des médias, sinon les mythes selon lesquels les FOS sont distinctes des FC et n'obéissent qu'à leur propre loi continueront à se propager chez les militaires et dans la population. Par exemple, Worthington disait que « [*Traduction*] les soldats des régiments canadiens en Afghanistan ont des sentiments ambivalents au sujet de la FOI 2. Car les membres de celles-ci (ce sont des soldats, bien qu'ils ne se mêlent pas aux unités régimentaires) s'entourent de secret dans leur rôle, mais ils ne se fondent pas bien du tout dans leur environnement. Les membres [...] de la FOI 2 se distinguent des autres dans le camp : ils portent la barbe, des

vêtements sombres n'ayant rien à voir avec l'uniforme, des lunettes de soleil et des écouteurs. Des "Hommes en noir", en quelque sorte, mais sans l'humour⁶⁵. » Cette description n'est pas nécessairement exacte, elle n'est pas flatteuse pour les FC ou les FOSCAN et elle fait fi de la cinquième « vérité sur les FOS » souvent oubliée, à savoir que les FOS comptent sur l'aide des forces conventionnelles pour exécuter la plupart de leurs missions⁶⁶.

Aspect important, les reportages sur les réalisations des FOSCAN peuvent aussi aider à en faire des éléments de dissuasion et à renforcer les liens avec les FOS des pays alliés. Par exemple, quand les FOSCAN ont été déployées pour la première fois en Afghanistan, leurs homologues américains hésitaient à y recourir pour les opérations spéciales et s'interrogeaient sur la nature de la FOI 2. Après que celle-ci se fut illustrée au sein de la Force opérationnelle K-BAR (une mission qui a remporté un vif succès sur le plan du renseignement et qui a suscité les éloges de l'American National Security Agency), ses membres se sont vite attiré les louanges de leurs confrères américains et ils ont même mérité en 2004 la Citation présidentielle à l'ordre du jour (Unités) que le gouvernement des États-Unis leur a accordée pour les services rendus en Afghanistan.

De toute évidence, une interaction accrue avec des auditoires extérieurs, en particulier les médias, peut bien servir les fins des FOSCAN. Non seulement elle aidera à éduquer les décideurs de l'État, les militaires et le public et, ce faisant, à dissiper les mythes, à gagner des appuis et à prouver l'utilité des FOS, mais aussi elle pourra contribuer à renforcer les liens avec les FOS des pays alliés et à montrer que les FOSCAN peuvent dissuader des assaillants éventuels de s'en prendre au Canada. Comme le Brigadier-général Day le fait observer, « [...] il est du meilleur intérêt du COMFOSCAN de s'assurer que nous offrons la transparence et l'éducation nécessaire de sorte que les décideurs clés, les FC en général et le public

canadien aient la compréhension requise de ce que nous sommes, de l'importance de notre mission et de la façon dont nous servons le pays et, en particulier, les besoins des Canadiens. Après tout, nous sommes leurs Forces d'opérations spéciales. » Et il conclut en disant : « Finalement, il est important pour nous tous de nous souvenir que la transparence crée la crédibilité et la confiance qui, à leur tour, permettent la liberté d'action⁶⁷. » Néanmoins, bien que les avantages d'une coopération accrue avec les médias soient indéniables, la diffusion de l'information comporte certains défis qu'il convient d'examiner.

LES DÉFIS INHÉRENTS À LA DIFFUSION DE L'INFORMATION SUR LES FOS

En dépit des avantages évidents qu'il y a à publier des renseignements sur les FOS, certains facteurs limitent la quantité de ce que l'on peut ou doit diffuser. Mentionnons ici les violations de la SECOP risquant de compromettre le bien-être des membres des FOSCAN et le succès de leur mission et de nuire à leurs relations avec les FOS des pays alliés. Qu'elles soient intentionnelles ou non, ces violations constituent le pire obstacle à la diffusion d'informations sur les FOS. En outre, la publication d'une trop grande quantité de renseignements « positifs » peut être interprétée par d'autres comme étant de la propagande et/ou susciter un faux sentiment de sécurité qui, en fin de compte, affaiblit les mesures concrètes prises pour améliorer la sécurité si les décideurs misent indûment sur une seule capacité. En outre, pareil excès risque d'attiser les rivalités entre les diverses armes, surtout pendant les périodes où les ressources sont plus rares, car les autres armes en déduisent alors que le COMFOSCAN tente de s'acquérir à leurs dépens un avantage injuste auprès des décideurs. Par conséquent, pour que les FOS canadiennes soient employées avec efficacité et efficience, il est essentiel de diffuser l'information les concernant avec mesure et exactitude.

Dans le *Plan stratégique de communication* du COMFOSCAN, la SECOP est définie comme étant « un processus analytique qui aide à maintenir la sécurité et la liberté d'action du COMFOSCAN tout en refusant l'information à l'adversaire sur les dispositions, les capacités et les intentions des FC et des forces amies ». On y lit également que : « [...] toute analyse de SECOP est une stratégie de mitigation des risques qui équilibre une multitude d'exigences. Par exemple, le besoin de préserver les vies et d'assurer le succès de la mission est équilibré contre [sic] le besoin de transparence vis-à-vis du public canadien. » Une explication suit : « L'analyse de la SECOP ne recommande pas de préserver l'information pour des raisons triviales tel [sic] l'embarras, ni ne limite la distribution de l'information concernant des actions illégales⁶⁸. » En fait, le COMFOSCAN admet qu'environ 80 pour 100 du renseignement est issu de sources ouvertes⁶⁹. « L'analyse de la SECOP vise à préserver l'information ou les activités qui, si exploitées, résulteraient en des niveaux inacceptables de risque pour le personnel et les opérations du COMFOSCAN⁷⁰. »

De toute évidence, la SECOP est un paramètre fondamental pour les FOS et elle repose sur deux grands principes : tout d'abord, l'impératif moral de tout faire pour garantir la sécurité et la protection du personnel; ensuite, la nécessité de garantir le succès de la mission⁷¹. Par conséquent, la SECOP fait partie intégrante de toutes les activités des FOS, étant donné surtout les types d'opérations que celles-ci mènent, les environnements instables où elles les exécutent et la nature de l'ennemi qui, en général, n'applique ni les mêmes règles morales ni les mêmes principes d'éthique que les Canadiens. En outre, pour les mêmes raisons, la SECOP importe aussi lorsqu'il s'agit de protéger les alliés et les relations entretenues avec eux. Le COMFOSCAN dispose donc de « la liberté de fournir des Forces d'opérations spéciales flexibles et à haut niveau de préparation, capables de mener des opérations spéciales dans le cadre de toute la gamme de conflits tant au pays qu'à l'étranger⁷² ». Aspect important, cette liberté s'accompagne

de la responsabilité de protéger les citoyens et les intérêts canadiens, conformément aux directives du gouvernement du Canada.

En apparence, on pourrait penser qu'à un certain niveau, trouver un juste équilibre entre la SECOP et la diffusion de renseignements utiles aux intervenants clés et aux auditoires ciblés est chose simple, mais c'est en fait un art complexe qui aboutit souvent à une classification excessive de l'information. Il existe sur les niveaux de classification des lignes directrices claires qui reposent sur le principe selon lequel « [l]es renseignements doivent être classifiés au niveau minimum pour la période la plus courte conformément aux lignes directrices légitimes. Tout le reste est une attaque contre la démocratie et limite les droits des Canadiens⁷³. » Néanmoins, des problèmes de classification excessive se produisent effectivement, et provoquent souvent des résultats nuisibles⁷⁴. En pareil cas, l'information risque de ne pas être diffusée comme elle aurait dû l'être, une augmentation des coûts peut se produire, et des retards dans l'acquisition des services et/ou du matériel deviennent possibles. En outre, en refusant au public l'accès à l'information par suite de l'attribution d'une cote de sécurité excessive, on enfreint la loi⁷⁵. Aspect important, les excès de classification risquent de miner la confiance et la crédibilité, ce qui peut ternir tout ce qui se fait par ailleurs.

Il existe un autre facteur dont il faut tenir compte en ce qui concerne la diffusion de l'information : le degré de confort politique. Souvent, les gouvernements occidentaux répugnent à admettre qu'ils emploient des forces qui travaillent « dans l'ombre ». Les missions décrites, par exemple, comme ayant pour but « de capturer et de tuer », bien qu'essentielles à l'effort de guerre et exécutées totalement dans les limites des règles d'engagement (RE) approuvées, ont souvent une couleur sinistre, de sorte que les gouvernements démocratiques ne les annoncent habituellement pas. Fait important, les missions des FOS, qui peuvent inclure la nécessité « de capturer et de tuer », sont exécutées avec une

extrême précision et sont habituellement couronnées de succès sans qu'aucun coup de feu n'ait été tiré. Cependant, l'image mentale ou physique d'agents vêtus de noir et menant des raids en pleine nuit ne plaît pas toujours aux civils ou aux politiciens.

À cette possibilité d'hésitation « politique » face à la publication de renseignements sur les FOS s'ajoute l'image souvent négative qui existe dans les médias au sujet des FOS en général. Par exemple, les critiques sur les raids nocturnes excessifs et la perception d'un usage excessif de la force de la part de certains membres des FOS en Irak et en Afghanistan ont fait mauvaise presse à l'ensemble des FOS. Malheureusement, on ne se soucie en général guère de la « vérité » dans les reportages sur les FOS, et les avantages globaux attribuables à ces dernières sont souvent passés sous silence par la presse, intentionnellement ou non. Celle-ci a plutôt tendance à ne pas y aller de main morte quand elle noircit les FOS. Bien que ce ne soit sans doute pas le meilleur plan d'action, il semble que certains décideurs aient trouvé plus facile de limiter l'exposition des FOS aux médias, au lieu d'essayer de dissiper les mythes en expliquant plus largement au public et à la presse les rôles et les contributions des FOS. Il en résulte en général une prolifération des images négatives plutôt que l'expression de la « vérité ».

Il est certes clair que la SECOP peut sans doute limiter légitimement la publication de certains renseignements et que les FOS ne veulent pas être accusées de vanter leurs prouesses, mais il est également vrai qu'en cachant l'information, on risque d'engendrer des conséquences négatives, dont la moindre n'est pas la perte de confiance et de crédibilité aux yeux du public. Par conséquent, bien qu'il importe de respecter les règles de la SECOP, de ne pas compromettre la sécurité du personnel ou la réussite de la mission et de protéger les relations avec les FOS des pays alliés, le moment est venu pour le COMFOSCAN de sortir de l'ombre.

CONCLUSION

Depuis toujours, les FOS préfèrent ne pas trop se faire remarquer, mais on admet aujourd'hui plus que jamais la nécessité d'informer et d'éduquer le public, l'ensemble des forces armées et, surtout, les décideurs sur leur importance et leur contribution. Néanmoins, malgré la grande valeur et la nécessité de la transparence et de la compréhension, les considérations relatives à la SECOP doivent toujours l'emporter sur toutes les autres. Fait important, en fin de compte, les FOS sont de plus en plus acceptées comme constituant un atout vital dans toutes les armées. En fait, on pourrait dire, en empruntant des termes simples, qu'en général, les FOS produisent des résultats maximums avec les ressources mises à leur disposition.

Tout compte fait, la publication accrue de renseignements sur les FOS comporte d'énormes avantages. Dans le monde actuel, il est indéniable que l'information est source de pouvoir. S'il existe un vide informationnel, on a vite fait de le combler avec des idées fausses et des mythes. En ce qui concerne les FOS, l'histoire a montré que ces mythes tendent à être négatifs. En diffusant plus franchement des renseignements sur leurs rôles, leurs capacités, leurs cadres de responsabilisation et leurs nombreuses réussites, les FOS feront l'objet de jugements plus impartiaux de la part d'un public canadien informé. En outre, ces renseignements aideront à renforcer la confiance et à créer un contexte où il sera possible d'évaluer objectivement tout incident négatif éventuel. De plus, en diffusant davantage d'informations sur elles-mêmes, les FOS aideront à renforcer leurs liens avec les forces semblables des pays alliés; dès lors, non seulement le gouvernement du Canada disposera d'une force aux capacités élevées, mais il pourra aussi s'en servir comme d'un moyen de dissuasion.

Par conséquent, la transparence et la publication mesurée de renseignements sur les FOS, toujours dans le respect de la SECOP, sont

essentielles pour que les FOS canadiennes continuent à connaître le succès. Ces paramètres ne feront que renforcer la confiance et la crédibilité entre le public canadien, l'ensemble des forces armées, les décideurs et le COMFOSCAN. Pour atteindre cet objectif, la première chose à faire consiste à renseigner les autres sur les rôles, les capacités, les responsabilités et les contributions des FOS grâce à des communications plus ouvertes et plus limpides.

NOTES

1 Philip Hammond, « The Media War on Terrorism », *Journal for Crime, Conflict and the Media*, vol. 1, n° 1, 2003, p. 23.

2 Hammond, « The Media War on Terrorism », p. 27; Keith D. Dickson, « War in (Another) New Context: Postmodernism », *Journal of Conflict Studies*, hiver 2004, p. 84; John Kampfner, « The Truth About Jessica », *The Guardian*, 15 mai 2003, <http://www.guardian.co.uk/world/2003/may/15/iraq.usa2>, site consulté le 26 janvier 2011.

3 Sean D. Naylor, « Beyond Bin laden Petraeus: Success in Afghanistan », *Army Times*, 27 octobre 2008, p. 28.

4 Max Boot, « Covert Action Makes A Comeback », *Wall Street Journal*, 5 janvier 2011, p. 15.

5 Voir Hammond, « The Media War on Terrorism ».

6 Bernd Horn, « Qu'on les aime ou qu'on les déteste, il faut apprendre à vivre avec les élites », *Revue militaire canadienne*, hiver 2007-2008, p. 40.

7 D. Michael Day, « Introduction du commandant », *Plan stratégique de communication*, Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada, p. 3.

8 Horn, « Qu'on les aime ou qu'on les déteste, il faut apprendre à vivre avec les élites », p. 40.

9 Peter Worthington, « JTF2 – Canada's Secret Weapon or a Place where Trouble Hides », *Toronto Sun*, 14 septembre 2010, http://www.torontosun.com/comment/columnists/peter_worthington/2010/09/14/15351521.html, site consulté le 15 septembre 2010.

10 Worthington, « JTF2 – Canada's Secret Weapon or a Place where Trouble Hides ».

11 Allan Woods, « Elite Force Operates in Kandahar Shadows », *The Star.com*, 26 février 2010. http://www.thestar.com/news/canada/article/771774_elite_force_operates_in_kandahar_shadows, site consulté le 15 février 2011.

12 Mercedes Stephenson, « Canada's Elite Commandos aim to Capture, not Kill », 13 décembre 2010, http://www.torontosun.com/comment/columnists/mercedes_stephenson/2010/12/10/16509801.html, site consulté le 13 janvier 2011.

13 Arjen Mulder, « Media », *Theory, Culture and Society*, vol. 23, 2006, p. 289.

14 La spécialiste Cori E. Dauber fait observer qu'une technologie de l'information ou des communications parvient à maturité quand elle est disponible « dans le commerce », qu'elle « coûte relativement peu cher », qu'elle est « suffisamment petite pour être portative » et, finalement, qu'elle « existe dans la majeure partie du monde ». Cori E. Dauber, *Youtube War: Fighting in a World of Cameras in Every Cell Phone and Photoshop on Every Computer*, Carlisle, Strategic Studies Institute, 2009, p. 5-6.

15 Dauber, *Youtube War*, p. 2.

16 Nicholas Jackson O'Shaughnessy, *Politics and Propaganda: Weapons of Mass Seduction*, Glasgow, Bell & Bain Limited, 2004, p. 14.

17 O'Shaughnessy, *Politics and Propaganda*, p. 36.

C H A P I T R E 9

18 Walter Lippmann, conseiller auprès du Président américain Woodrow Wilson.

19 Keith D. Dickson, « War in (Another) New Context: Postmodernism », *The Journal of Conflict Studies*, hiver 2004, p. 80-81.

20 Pour lire une étude sur les différentes définitions des opérations d'information, voir Neil Chuka, « Note au dossier : comparaison de la doctrine des opérations d'information selon la vision du Canada, des États-Unis, du Royaume Uni et de l'OTAN », *Journal de l'Armée du Canada*, vol. 12, 2009, p. 101-111.

21 D'après la définition donnée dans le Livre blanc sur l'expérience multinationale concernant les opérations d'information, version 1.0, 4 octobre 2004, RTG SAS-057, « Information Operations in Smaller-Scale Contingencies – Analysis Support and Capability Requirements », Groupe de travail de l'OTAN, 2, p. 34. [http://ftp.rta.nato.int/public//PubFullText/RTO/TR/RTO TR SAS 057///\\$\\$TR SAS 057 ALL.pdf](http://ftp.rta.nato.int/public//PubFullText/RTO/TR/RTO%20TR%20SAS%20057/$$TR%20SAS%20057%20ALL.pdf), site consulté le 9 février 2011.

22 Joint Publication 3-13, *Information Operations*, US Chiefs of Staff, 13 février 2006, p. ix. http://www.fas.org/irp/doddir/dod/jp3_13.pdf, site consulté le 9 février 2011.

23 Sénateur américain Hiram Johnson, 1917.

24 Dickson, « War in (Another) New Context: Postmodernism », p. 81.

25 Jason Hayes, « Preparing Our Soldiers for Operations within Complex Human Terrain Environments », *Australian Army Journal*, hiver 2009, p. 106.

26 Bernd Horn (sous la dir. de), *Perspectives de l'extérieur : opinions de journalistes et d'analystes de la Défense sur le leadership militaire au Canada*, Kingston, Presse de l'Académie canadienne de la Défense, 2007, p. 2.

27 Dauber, *Youtube War*, p. ix.

28 Cette définition de la mondialisation est une paraphrase des propos des professeurs David Held et Anthony McGrew selon qui la mondialisation dénote « [*Traduction*] l'envergure croissante, l'ampleur grandissante, l'accélération et l'effet de plus en plus profond des courants transcontinentaux et des schémas d'interactions sociales [...] Elle renvoie à un bouleversement ou à une transformation dans l'échelle de l'organisation humaine qui relie entre elles des collectivités éloignées et donne aux relations de pouvoir une portée qui va au-delà des régions et des continents. » David Held et Anthony McGrew, *Globalization/Anti Globalization: Beyond the Great Divide*, Cambridge, Polity Press, 2002, p. 1. Fait significatif, il n'existe aucun consensus réel sur la définition réelle de la mondialisation, ni sur la question de savoir si elle est propre à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e. Voir Jan Aart Scholte, *Globalization: A Critical Introduction, Second Edition*, Houndmills (R.-U.), MacMillan, 2000; Lui Hebron et John F. Stack, Jr., *Globalization: Debunking the Myths*, Upper Saddle River (NJ), Pearson/Prentice Hall, 2008.

29 Dickson, « War in (Another) New Context: Postmodernism », p. 82, 85 et 88.

30 Vladimir Bratic, « Media Effects during Violent Conflict: Evaluating Media Contributions to Peace Building », *Conflict & Communication Online*, vol. 5, n^o 1, 2006, p. 2.

31 Stig A. Nohrstedt et Rune Ottosen, « War Journalism in the Threat Society: Peace Journalism as a Strategy for Challenging the Mediated Culture of Fear », *Conflict & Communication Online*, vol. 7, n^o 2, 2008, p. 2.

32 Christoph Schaefer, « The Effects of Escalation vs. De-escalation oriented Conflict Coverage on the Evaluation of Military Measures », *Conflict & Communication Online*, vol. 5, n^o 1, 2006, p. 2.

33 Juan LaLlave, « The Acceptability of Arguments in Favour of and Against the Iraq War », *Conflict & Communication Online*, vol. 4, n^o 2, 2005, p. 2.

34 En fait, quand il examine l'environnement de sécurité de l'avenir, le Chef du développement des Forces du ministère de la Défense nationale prend en compte l'évolution des paramètres démographiques au Canada.

C H A P I T R E 9

Chef du développement des Forces, ministère de la Défense nationale, *L'environnement de la sécurité future, 2008-2030. Partie 1 : tendances actuelles et émergentes*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2010, p. 111.

35 Président Barack Obama, « Presidential Address on Libya », CNN Live, 28 mars 2011.

36 Joseph J. Collins, « Afghanistan: Winning a Three Block War », *The Journal of Conflict Studies*, hiver 2004, p. 63-64.

37 Dauber, *Youtube War*, p. 3.

38 *Ibid.*, p. 13.

39 Jim Gregory, « Special Operations Media Engagement ... the Future of Investing », *Official Blog of United States European Command*, <http://useucom.wordpress.com/2010/10/06/3403/>, site consulté le 24 janvier 2011.

40 Gregory, « Special Operations Media Engagement ... the Future of Investing ».

41 D. Michael Day cité dans Lesley Craig, « Un symposium met en vedette le COMFOSCAN », *La Feuille d'érable*, 12 janvier 2011, p. 4.

42 *Plan stratégique de communication*, Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada, p. 16.

43 Horn, « Qu'on les aime ou qu'on les déteste, il faut apprendre à vivre avec les élites », p. 32.

44 Mercedes Stephenson, « Canada's Elite Commandos aim to Capture, not Kill ».

45 Par exemple, voir Bratic, « Media Effects during Violent Conflict »; Nohrstedt et Ottosen, « War Journalism in the Threat Society »; Schaefer, « The Effects of Escalation vs. De escalation oriented Conflict Coverage on the Evaluation of Military Measures »; Cheryl DesRoches, « Annexe A :

C H A P I T R E 9

Analyse de l'influence des médias sur les perceptions populaires », dans Horn (sous la dir. de), *Perspectives de l'extérieur*, p. 183-247.

46 DesRoches, « Annexe A », p. 159.

47 Fait intéressant, cette conclusion contredit ce que l'on a constaté au sujet des médias de masse américains. *Ibid.*, p. 204 et 209. Par ailleurs, il convient de souligner que cette relation fait l'objet de débats, surtout dans le contexte historique. Pour prendre connaissance de certains débats historiques, voir Jeffrey A. Keshen et Serge Marc Durlinger (sous la dir. de), *War and Society in Post-Confederation Canada*, Toronto, Thomson-Nelson, 2007, p. 61-92.

48 Par exemple, le canular monté par Orson Welles dans les années 1930, dans lequel il annonçait par la radio l'invasion imminente de la Terre par les Martiens a été cru aussitôt, tout comme le poisson d'avril publié en 1971 sous la forme d'une lettre adressée au rédacteur en chef et préconisant l'abolition des terrains de golf. Voir DesRoches, « Appendice A », p. 185.

49 *Ibid.*, p. 229.

50 David Pratt cité dans Jeff Dooling, « New Horizons: Increasing Public Awareness of the Canadian Forces », *Canadian Forces College CSC 31 Paper*. <http://www.cfc.forces.gc.ca/papers/csc/csc31/exnh/dooling.pdf>, site consulté le 22 février 2011

51 Dooling, « New Horizons », Résumé, p. 11.

52 *Plan stratégique de communication*, Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada, p. 20.

53 *Ibid.*, p. 9.

54 Par exemple, voir Jamie Hammond, « Les Forces d'opérations spéciales : congruentes, prêtes et précises », *Revue militaire canadienne*, automne 2004, p. 17-28; J. Paul de B. Taillon, « De nouveaux paradigmes pour les Forces d'opérations spéciales du Canada », *Revue militaire*

C H A P I T R E 9

canadienne, hiver 2005-2006, p. 67-76. Le même genre de situation se produit aussi aux États-Unis. Voir, par exemple, Andrew Feickert et Thomas K. Livingston, « U.S. Special Operations Forces (SOF): Background and Issues for Congress », 3 décembre 2010. Congressional Research Service 75700, <http://openocrs.com/>, RS21048.

55 Simon Anglim, « Special Forces, Strategic Asset », *Infinity Journal*, article 4, numéro 2.

56 David Pugliese, « Military Forms a Quick Reaction Task Force », *The Ottawa Citizen*, 17 juillet 2010. http://www2.canada.com/ottawacitizen/story.html?id=b56da058_84a3_490c_af69_3a1a15642e23, site consulté le 18 juillet 2010.

57 Woods, « Elite Force Operates in Kandahar Shadows ».

58 *Ibid.*

59 Gregory, « Special Operations Media Engagement ... the Future of Investing ».

60 The Canadian Press, « Secret commandos accidentally detained at Tim Hortons », *TV News*, 15 février 2011. http://www.ctv.ca/CTVNews/TopStories/20110215/jtf_tim_hortons_110215/, site consulté le 16 février 2011.

61 *Plan stratégique de communication*, Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada, p. 9.

62 CBC News, « Joint Task Force 2: Canada's Elite Fighters ».

63 On peut accéder au site Web de chaque unité en passant par la page d'accueil du COMFOSCAN : <http://www.cansofcom-comfoscan.forces.gc.ca/gi-ig/cct-tbc-fra.asp>.

64 Stephenson, « Canada's Elite Commandos aim to Capture, not Kill ».

65 Worthington, « JTF2 – Canada's Secret Weapon or a Place where Trouble Hides ».

C H A P I T R E 9

66 Les quatre autres vérités concernant les FOS sont les suivantes : les êtres humains importent plus que le matériel; qualité vaut mieux que quantité; les FOS ne peuvent pas être produites en série; on ne peut pas créer des FOS compétentes une fois qu'une situation d'urgence s'est produite.

67 Day, « Instruction du commandant », p. 3.

68 *Plan stratégique de communication*, p. 10.

69 *Ibid.*, p. 10.

70 *Ibid.*, p. 10.

71 *Ibid.*, p. 7.

72 COMFOSCAN, *Classification de l'information*, p. 4.

73 Voir, par exemple, COMFOSCAN, *Classification de l'information*, citation, p. 4.

74 Voir, par exemple, le chapitre de David Pugliese dans le présent ouvrage.

75 COMFOSCAN, *Classification de l'information*, p. 3-4.

AUTEURS

David Charters, Ph. D., est professeur d'histoire militaire et agrégé supérieur au Gregg Centre for the Study of War and Society à l'Université du Nouveau-Brunswick. Il a enseigné, mené des recherches, publié des ouvrages et donné de nombreuses conférences dans le domaine des conflits de faible intensité, y compris le terrorisme, l'insurrection et la contre-insurrection, les opérations spéciales et le renseignement. Son tout dernier ouvrage d'importance, dont il est co-auteur, s'intitule *Kandahar Tour* (2008).

Le **Colonel Bernd Horn**, OMM, MSM, CD, Ph. D., est un officier d'infanterie expérimenté qui a commandé des unités et des sous-unités. Il a notamment occupé les postes de commandement clés suivants : commandant adjoint du Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada, commandant du 1^{er} Bataillon, The Royal Canadian Regiment, et commandant du 3^e Commando du Régiment aéroporté du Canada. Le Colonel Horn est titulaire d'un doctorat du Collège militaire royal du Canada, où il est aussi professeur auxiliaire d'histoire. À titre d'auteur, de co-auteur, de directeur ou de co-directeur de rédaction, il a contribué à la réalisation de 32 livres et de plus de 100 chapitres et articles sur l'histoire et les affaires militaires.

Le **Colonel Bob Kelly** est actuellement chef d'état-major du développement de la Force au COMFOSCAN et il occupe ce poste depuis la mise sur pied du Commandement en 2006. Il a acquis son expérience de l'Armée canadienne dans l'Ouest canadien et en Europe surtout. Par ailleurs, il a géré plusieurs grands projets pour le MDN. Il fait partie des FC depuis presque 34 ans, et il trouve son poste actuel à la fois rempli de défis et enrichissant. La mission des FOS nécessite une évolution constante des capacités, ce qui laisse beaucoup de place à l'imagination et à l'ingéniosité.

A U T E U R S

Sean M. Maloney, Ph. D., est professeur d'histoire au Collège militaire royal du Canada où il enseigne dans le cadre du Programme des études sur la guerre depuis dix ans. Il est actuellement conseiller historique auprès du chef d'état-major de l'Armée pour ce qui concerne la guerre en Afghanistan. Il a auparavant été l'historien du 4^e Groupe-brigade mécanisé du Canada, qui a constitué le principal engagement de l'Armée canadienne auprès de l'OTAN pendant la guerre froide, immédiatement après la réunification de l'Allemagne et au début de la longue intervention du Canada dans les Balkans. M. Maloney a acquis sur le terrain une expérience approfondie de cette région, notamment en Croatie, en Bosnie, au Kosovo et en Macédoine, de 1995 à 2001. Dans les Balkans, son travail a été interrompu par les attentats du 11 septembre 2001. À partir de cette date, il a concentré ses efforts presque exclusivement sur la guerre contre al-Qaïda et plus particulièrement sur la composante afghane du conflit. Il s'est rendu régulièrement en Afghanistan depuis 2003 pour y observer les opérations de la coalition et il est l'auteur d'un certain nombre de livres portant sur le conflit dans ce pays.

Le **Colonel (à la retraite) James F. Powers, Jr.** a fait carrière pendant 30 ans à titre d'officier des Forces spéciales de la U.S. Army. Après avoir pris sa retraite, il a été, d'octobre 2001 jusqu'à la moitié de 2006, expert-conseil des opérations spéciales auprès de la maison KWG Consulting, à Waterford (Virginie), professeur auxiliaire au U.S. Army War College, à Carlisle Barracks (Pennsylvanie), et agrégé supérieur à la Joint Special Operations University du U.S. Special Operations Command, à la Base aérienne MacDill, en Floride. Le 5 juin 2006, le Colonel Powers a été nommé directeur de la sécurité territoriale de la Pennsylvanie et il a pris sa retraite de ce poste en 2010. À titre de directeur, il a été le principal point de contact du Commonwealth pour ce qui concernait la sécurité du territoire et conseiller supérieur du gouverneur en cette même matière.

A U T E U R S

David Pugliese est un journaliste lauréat qui couvre les affaires militaires pour le *Ottawa Citizen*. Il a signé deux succès de librairie sur les Forces d'opérations spéciales : *Canada's Secret Commandos: the Unauthorized Story of Joint Task Force Two et Shadow Wars: Special Forces in the New Battle Against Terrorism*.

Le **Lieutenant-Colonel Mike Rouleau**, MSC, CD, s'est enrôlé dans les FC en 1985 et il a servi au sein des 5^e et 4^e Groupes-brigades au Québec et en Allemagne, respectivement. De 1999 à 2002, il a également été brièvement officier des interventions d'urgence au Service de police d'Ottawa. En outre, le Lieutenant-colonel Rouleau a fait partie pendant dix ans de la FOI 2 au sein de laquelle il a été commandant d'une troupe d'assaut et d'un escadron de sabres en plus d'être instructeur en chef; sa carrière a atteint son point culminant quand il a occupé le poste de commandant de 2007 à 2009. Par ailleurs, il a commandé un groupe d'opérations spéciales en Afghanistan, de 2006 à 2007. De plus, il a participé à des déploiements opérationnels dans les Balkans et en Afrique. Il est diplômé du Collège de commandement et d'état-major (2006) et du Programme de sécurité nationale (2010); il détient un baccalauréat ès arts de l'Université du Manitoba et une maîtrise du Collège militaire royal du Canada. Le Lieutenant-colonel Rouleau est actuellement chef de cabinet du chef d'état-major de l'Armée.

Le **Captain (Navy) Thomas C. Sass**, United State Navy, est titulaire de la chaire Major General « Wild Bill » Donovan (Opérations spéciales) au US Naval War College. Il est aussi professeur militaire au Département des opérations militaires interarmées et directeur adjoint du Center on Irregular Warfare and Armed Groups à ce même collège. C'est un officier de carrière dans le domaine de la guerre navale spéciale; il est diplômé de la classe 151 des SEAL (Cours de base en démolition sous-marine) et il a entrepris sa carrière opérationnelle dans l'Équipe n° 3 des SEAL; à la fin de sa carrière, il était commandant de l'Équipe n° 1 des SEAL – Vecteurs (Deli-very Vehicle). Il possède un baccalauréat ès

A U T E U R S

arts du Yale College, une maîtrise en administration publique de l'Université Harvard, une maîtrise ès arts en droit et en diplomatie et un doctorat (ABD) de l'École Fletcher de l'Université Tufts; il a par ailleurs terminé l'Étape II du programme d'études militaires professionnelles au Armed Services Staff College.

Emily Spencer, Ph. D., est professeure responsable du Centre de perfectionnement professionnel du Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada. Elle est aussi professeure adjointe auxiliaire au Collège militaire royal du Canada. Elle concentre ses recherches sur l'importance des connaissances culturelles pour la réussite dans l'environnement opérationnel contemporain et sur la façon dont les médias contribuent à la compréhension des événements mondiaux.

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES

427 EOSA	427 ^e Escadron d'opérations spéciales d'aviation
ANA	Armée nationale afghane
AP	Affaires publiques
ARC	Aviation royale canadienne (anciennement l'Aviation royale du Canada)
BGS	<i>Brigadier-General Staff</i>
BOA	Base d'opérations avancée
Bon CA para	Bataillon canadien de parachutistes
C2	Commandement et contrôle
CBRN	Chimique, biologique, radiologique et nucléaire
CCOSA	Compagnie canadienne d'opérations spéciales aéroportées
CDD	Comité de développement de Dhofar
CEMD	Chef d'état-major de la Défense
CEMG	Chef d'état-major général
CENTCOM	<i>US Central Command</i>
CFM-A	Commandement des forces multinationales – Afghanistan
CIA	<i>Central Intelligence Agency</i>
CIDG	Groupe de défense civil irrégulier
CIEA	Centre interarmes d'entraînement aérien du Canada
Cie IDNBC	(Compagnie) interarmées de défense nucléaire, biologique et chimique
CJSOTF	Groupe interarmées multinational pour les opérations spéciales
CJSOTF-A	Groupe interarmées multinational pour les opérations spéciales – Afghanistan

A B R É V I A T I O N S E T A C R O N Y M E S

CJSOTF-S	Groupe interarmées multinational pour les opérations spéciales – Sud
Cmdt	Commandant
CmdtA	Commandant adjoint
CNO	Opérations axées sur les réseaux informatiques
COCIM	Coopération civilo-militaire
COIN	Contre-insurrection
COMFOSCAN	Commandement – Forces d’opérations spéciales du Canada
CONPLAN	Plans de circonstance
CORDS	Soutien aux opérations civiles et au développement révolutionnaire
CP	Contre-prolifération
CPM	Cabinet du Premier ministre
CSM	Croix du service méritoire
CSSBN	Bataillon d’opérations spéciales du Canada
CT	Contre-terrorisme
DA	Action directe
DDAM	Défense, diplomatie et aide militaire
DHP	Direction – Histoire et patrimoine
DoD	Département de la Défense (É.-U.)
É.-U.	États-Unis
EEAB	Équipes d’entraînement de l’Armée britannique
EEAI	École d’entraînement aérien interarmées
EES	École d’entraînement spécial
EF	Économie de forces
EI	Équipe d’intervention
EOA	Environnement opérationnel de l’avenir
EOC	Environnement opérationnel contemporain
EPR	Équipe provinciale de reconstruction
ESF	Environnement de sécurité future
ESS	Exploitation de site sensible
FAQ	Foire aux questions
FARP	Forces armées révolutionnaires du peuple (Grenade)
FBI	<i>Federal Bureau of Investigation</i>

A B R É V I A T I O N S E T A C R O N Y M E S

FC	Forces canadiennes
FFM	Force de frappe mobile
FIAS	Force internationale d'assistance à la sécurité
FID	Défense intérieure à l'étranger
FLQ	Front de libération du Québec
FMC	Commandement de la force mobile
FO	Force opérationnelle
FO CBRNE	Force opérationnelle – Menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires et explosifs
FO Kandahar	Force opérationnelle Kandahar
FOI	Force opérationnelle interarmées
FOI 2	Deuxième Force opérationnelle interarmées
FOIM	Force opérationnelle interarmées multinationale
FOM	Force opérationnelle multinationale
FOPC	Force opérationnelle permanente de contingence
FORI	Force opérationnelle d'intervention immédiate
FOS	Force d'opérations spéciales
FOSCAN	Forces d'opérations spéciales du Canada
FSNA	Forces de sécurité nationale afghanes
GAS	Groupe Abou Sayyaf
GBMC	Groupe-brigade mécanisé du Canada
GC	Gouvernement du Canada
GE	Guerre électronique
GIGN	Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale
GMCT	Guerre mondiale contre le terrorisme
GRC	Gendarmerie royale du Canada
GROM	<i>Grupa Reagowania Operacyjno-Manewrowego</i> (Groupe mobile opérationnel de réaction)
GSG 9	<i>Grenzschutzgruppe 9</i> (Protection des frontières – Groupe 9)
GSIU	Groupe spécial des interventions d'urgence
GTI	Groupe tactique d'intervention
GTR-S	Groupement tactique régional (Sud)
HALO	Chute libre prolongée

A B R É V I A T I O N S E T A C R O N Y M E S

ICEX	Programme de coordination et d'exploitation du renseignement
IED	Dispositif explosif de circonstance
IRA	Armée républicaine irlandaise
IVC	Infrastructure du Viêt-cong
JCS	Instance collégiale des chefs d'état-major
JEC	Jury d'évaluation des candidats
JI	Jamai Islamia
JSOTF	Groupe opérationnel interarmées pour les opérations spéciales
JSOTF-P	Groupe opérationnel interarmées pour les opérations spéciales – Philippines
LO	Libération d'otages
LRDG	<i>Long Range Desert Group</i>
MACV-SOG	<i>Military and Assistance Command Vietnam – Studies and Observation Group (É.-U.)</i>
MAD	Destruction mutuelle assurée
MDN	Ministère de la Défense nationale
MGI	Missions de grande importance
MILDEC	Déception militaire Député
Min DN	Ministre de la Défense nationale
MRC	Marine royale canadienne (anciennement la Marine royale du Canada)
MSM	Médaille du service méritoire
NEO	Opération d'évacuation de non-combattants
NJM	<i>New Jewel Movement</i>
ODA	Détachement opérationnel Alpha
OEF	Opération <i>Enduring Freedom</i>
OI	Opération d'information
OIF	Opération <i>Iraqi Freedom</i>
ONG	Organisations non gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies

A B R É V I A T I O N S E T A C R O N Y M E S

OODA	Observation, orientation, décision, action
OOFC	Ordonnance d'organisation des Forces canadiennes
Op	Opération
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OPSPSY	Opérations psychologiques
OS	Opérations spéciales
OSS	<i>Office of Strategic Services</i>
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAIM	Programme d'aide à l'instruction militaire
PFSS	Première Force de Service spécial
PG	Prisonnier de guerre
POAS	Programme « Prises d'otages, Attaques et Sauvetages »
PPCLI	Princess Patricia's Canadian Light Infantry
PSB	Plan de sécurité de base
QGDN	Quartier général de la Défense nationale
QGOI	Quartier général des opérations interalliées
R22°R	Royal 22 ^e Régiment
RAC	Régiment aéroporté du Canada
RAF	<i>Royal Air Force</i> (G.-B.)
RCR	The Royal Canadian Regiment
RDPY	République démocratique populaire du Yémen
RE	Règles d'engagement
RN	<i>Royal Navy</i> (G.-B.)
ROSC	Régiment d'opérations spéciales du Canada
RP	Relations publiques
RRS	Régiment de reconnaissance spéciale
RS	Reconnaissance stratégique ou Reconnaissance spéciale
RSR	Renseignement, surveillance et reconnaissance
S/off	Sous-officier
SAS	<i>Special Air Services</i> (G.-B.)
SBS	<i>Special Boat Service</i> (G.-B.)
SDCD	Stratégie de défense Le Canada d'abord

A B R É V I A T I O N S E T A C R O N Y M E S

SDNA	Stratégie de développement national de l'Afghanistan
SEAL	Équipe <i>SEAL</i> (Mer-Air-Terre) (É.-U.)
SECOP	Sécurité opérationnelle
SHAEF	Commandement suprême du corps expéditionnaire allié
SOCEUR	<i>Special Operations Command – Europe</i>
SOE	<i>Special Operations Executive</i> (G.-B.)
SOFLAM	Marqueur d'acquisition au laser pour les Forces d'opérations spéciales
SOTF	Force opérationnelle pour les opérations spéciales
TEL	Véhicule-rampe
TF2EAD	Trouver, fixer, finaliser, exploiter, analyser et diffuser
TTB	Transport de troupes blindé
TTP	Tactiques, techniques et procédures
UAV	Véhicule aérien sans pilote
UIIC	Unité interarmées d'intervention du Canada
USAF	<i>United States Air Force</i>
USAID	<i>United States Agency for International Development</i>
USMC	<i>United States Marine Corps</i>
USSF	<i>US Special Forces</i>
USSOCOM	<i>United States Special Operations Command</i>
VBL	<i>Véhicules blindés légers</i>
WTC	World Trade Center
Z atter	Zone d'atterrissage
ZDA	Zone de développement afghane
ZDR	Zone de développement régional
ZL	Zone de largage
ZO	Zone d'opérations

INDEX

- 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes 20, 22, 23, 28, 33, 40, **75 notes**,
76 notes
- 1^{er} Bataillon canadien de Service spécial 23
- 2^e Bataillon canadien de parachutistes 23, **78 notes**, **79 notes**
- 427^e Escadron d'opérations spéciales d'aviation (EOSA) 63, 64, 96, 229, 257
- Accès à l'information 228, 261
- Action directe (DA) 1, 44, 47, 52-55, 57, 53, 64, 85, 87, 88, 90, 103,
105, 110, 141, 160, 180, 183, 188, 189, 192, 205, 206, 220, **224 notes**,
225 notes
- Aérodrome de Kandahar 232
- Affaires civiles 110, 142, **165 notes**, 188, 191, 218
- Affaires publiques (AP) 227, 229-231, 251, 252
- Afghanistan 1, 2, 53, 55, 57-60, 62, 66, 67, **86-89 notes**, **91 notes**,
105, 115, 124, 153, 156, 157, 159, 190, 194, 205-211 213, 214,
220, **224 notes**, **225 notes**, 230, 234, 236, 252, 254, 257, 258, 262,
264 notes, 268, 274, 275
- Aide humanitaire 110, 188, 191, 247
- Al-Qaïda 87, 153, 190-192, 207, 209, 274
- Alliance du Nord 53, 191, 206
- Anti-terroriste 2, 49, 123, 192
- Armée nationale afghane (ANA) 215, 216, 218, 221
- Armée républicaine irlandaise (IRA) 48
- Aviation royale canadienne (ARC) 34, 35, 37

I N D E X

- Ben Laden, Oussama 53, **264 notes**
- Bérets verts (Green Berets) **70 notes**, 234, 237
- Bureau du Conseil privé 228
- Cabinet du Premier ministre (CPM) 230
- Cadence opérationnelle 62, 98
- Caméra de combat des Forces canadiennes 234
- Camp X 12, 13, **72 notes**
- Campagne du Dhofar 138, 142, **164 notes**, **165 notes**
- Central Intelligence Agency (CIA) 53, 179, 180, 191, 236
- Centre d'entraînement de Dwyer Hill 51, 227, 228
- Centre interarmes d'entraînement aérien du Canada (CIEA) 34, 36, 37, 39, 80
- Chef d'état-major de la Défense (CEMD) 2, 41, 49, 50, 52, 58, 59, 62, 65, **66**, **89 notes**, 208
- Chef d'état-major général (CEMG) 28, 36, 39, 40, **78 notes**, **79 notes**
- Coalition 54, 103, 159, 163, 189, 209, 211, 213-217, 221-224, 243, 274
- Comité de guerre du Cabinet canadien 22, 23
- Commandement de la Force mobile (FMC) 41
- Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada (COMFOSCAN) iii, iv, vi, 2, 55, 56, 62-67, **87 notes**, **90 notes**, **91 notes**, 93-97, 99, 160-162, **199 notes**, 228-235, 237-239, 248-250, 253, 256-260, 262, **264 notes**, **268 notes**, **270 notes**, **271 notes**, 273, 276
- Commandement des forces multinationales – Afghanistan (CFM-A) 207, 209, 211, 213
- Commandement et de contrôle (C2) 61, 104, 123, 161, 177, 185, 187, 188, 197

I N D E X

- Commandos 1, 3, 10, 12-15, 17-20, 23, 25, 26, 32, 35-37, 39-42, 44, 49, 71 notes, 73 notes, 74 notes, 76-78 notes, 80 notes, 83 notes, 86 notes, 116, 125 notes, 132, 133, 176, 177, 200 notes, 218, 237, 238, 255, 265 notes, 268 notes, 270 notes, 275
- Compagnie canadienne d'opérations spéciales aéroportées (CCOSA) 32, 34-36, 38-40, 81 notes
- Consolidation de la paix 158, 160
- Contre-insurrection (COIN) 62, 66, 105, 116, 129, 135, 139, 141, 158, 179, 181, 193, 202 notes, 208, 209, 273
- Contre-terrorisme (CT) 50-52, 55, 63, 64, 85 notes, 110, 158, 160, 187, 188, 192-194
- Coopération civilo-militaire (COCIM) 158, 160, 216, 217, 220
- Cycle OODA (Observation, orientation, décision et action) 105
- Défense intérieure à l'étranger 110, 179, 184, 188, 194, 205
- Député 228, 233
- Deuxième Force opérationnelle interarmées (FOI 2) 1, 2, 50-52, 54-56, 58-60, 62-65, 85 notes, 88 notes, 96, 227-229, 231-234, 238, 254-258, 275
- Développement des forces vi, 93-95, 97, 99, 111, 267 notes, 268 notes
- Dwyer Hill 51, 55, 227, 228
- École d'entraînement aérien interarmées (EEAI) 34, 39, 40, 80
- Économie d'effort vi, 129, 178, 205, 206, 210, 215, 220, 223, 224
- Économie de forces (EF) 98, 118, 124, 127, 129, 163, 169-171, 177, 178, 181-184, 189-192, 194-198, 217, 222-224
- El Salvador 171, 201 notes
- Environnement opérationnel contemporain (EOC) v, vi, 101, 109, 235, 238-247, 253, 276

I N D E X

- Environnement opérationnel de l'avenir (EOA) iv, 111-113, 125
- Environnement de sécurité de l'avenir 101, 106, **267 notes**
- Environnement de la sécurité future **268 notes**
- Environnement de sécurité nationale 102
- Équipe provinciale de reconstruction (EPR) 105, 124, 158, 207-209, 213, 217, 218
- Équipes de démolition sous-marine de la Marine 174, 179, 182
- Équipes Jedburgh 171, 173
- Espace de combat 101, 105, 224, 232, 237, 238, 248, 249, 253
- Espace de combat informationnel 238, 248, 249, 253
- Forces canadiennes (FC) iii, 2, 33, 42, 43, 45-47, 50-53, 56, 58, 59, 62-66, **82 notes, 89 notes, 90 notes**, 93, 94, 96, 98, 99, 104, 106, 128, 153, 155-162, **199 notes**, 227-231, 233, 234, 237, 238, 248, 249, 251-253, 256-258, 260, 273, 275
- Force Delta 52, 55, 60, 144, 145, 147, 237
- Force de frappe mobile (FFM) 40
- Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) 59, 61, 207-209, 213-215, 219
- Forces d'opérations spéciales du Canada (FOSCAN) iii, iv, vi, 1, 2, 55, 56, 58, 61-63, 66, **86 notes, 87 notes**, 93-95, 99, 108, **199 notes, 203 notes**, 219, 220, 227, 228, 231, 232, 235, 237-239, 249, 253-259, **264 notes, 268-270 notes**, 273, 276
- Force opérationnelle – Menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires et explosifs (FO CBRNE) 96, 97
- Force opérationnelle Arrowhead (FO Arrowhead) 65, 96, 97
- Force opérationnelle interarmées multinationale (FOIM) 207, 209

I N D E X

- Force opérationnelle Kandahar (FO Kandahar) 217, 219
- Force opérationnelle K-BAR (FO K-BAR) 56, 57, 192, 254, 258
- Force opérationnelle multinationale (FOM) 212, **225 notes**
- Force opérationnelle permanente de contingence (FOPC) 96, 97
- Force opérationnelle pour les opérations spéciales 96, 192
- Force opérationnelle de réaction immédiate (FORI) 64, 96, 97
- Force de Service spécial (Première) (PFSS) 16, 23-26, 28-33, 38, 65, **73 notes, 76 notes**, 116
- Force Viking 13, 14, 16-19
- FOS de niveau 0 210
- FOS de niveau I 210, 212
- FOS de niveau II 62, 207-212, **224 notes**
- Front de libération du Québec (FLQ) 45, 48
- Gendarmerie royale du Canada (GRC) 2, 49-51, **85 notes, 87 notes, 90 notes**, 277
- Gestion de l'information 94, 95
- Gouvernement du Canada (GC) iii, iv, 49, 63, 64, 66, **86 notes**, 94-96, 99, 104, 153, 159, 254, 256, 257, 261, 263, **268 notes**
- Grande stratégie d'ensemble 112, 125
- Groupe de défense civil irrégulier (CIDG) 115, 116, 118, 179
- Groupe interarmées multinationale pour les opérations spéciales (CJSOTF) 57, **87 notes**, 123, 192, 219
- Groupe interarmées multinationale pour les opérations spéciales – Afghanistan (CJSOTF-A) 210, 212, 217

I N D E X

- Groupe interarmées multinational pour les opérations spéciales – Sud (CJSOTF-S) 54-57, **87 notes**, **88 notes**
- Groupe opérationnel interarmées pour les opérations spéciales (JSOTF) 123, 191, 192, **202 notes**
- Groupe opérationnel interarmées pour les opérations spéciales – Philippines (JSOTF-P) 171, 194, 195, **202 notes**, **203 notes**
- Groupe spécial des interventions d’urgence (GSIU) 2, 47, 50, 51, **85 notes**, 227
- Groupe tactique d’intervention (GTI) 50
- Guerre de la Conquête 6, **68 notes**
- Guerre froide 2, 50, 67, **85 notes**, **89 notes**, 178, 184, 185, 188, 244, 245, 274
- Guerre du Golfe 159
- Guerre irrégulière 6, 66
- Guerre non conventionnelle 31, 57, 110, 124, 171, 178, 179, 182, 191, 192,
- Guerre de Sept Ans 3, 6, **68 notes**, **69 notes**, 132
- Guerre du Vietnam 110, 178, 181, 182, 184
-
- Hammond, Jamie (Colonel) 229, 233, **269 notes**
- Harper, Stephen (Premier ministre) 232
- Hillier, Rick (Général) 2, 59-62, **88-90 notes**
- Intervention en cas de désastre 158
-
- Journalisme 246
- Journaliste 21, 25, **75 notes**, 227-234, 237, 238, 246, 249, 253, 254, 275

I N D E X

- Leadership 13, 22, 46, **67 notes**, 96, 142, 181, **266 notes**
- Légion étrangère (France) 45
- Libération d'otages (LO) 50-52, 56, **85 notes**, **87 notes**,
- Loi Goldwater-Nichols 171, 187
- Long Range Desert Group (LRDG) 10
- Maintien de la paix 145, 158, 197
- Malouines 171, 182, 183
- Marine royale canadienne (MRC) 19, 20, **74 notes**
- Médias de masse iii, 238-240, 245, 247, 249-251, **269 notes**
- Médias iii, vi, 1, 2, 11, 20, 46, 56, 101, 102, 124, 144, 154, 219, 227-241, 243-253, 256-259, 262, **269 notes**, 276
- Milieus de la défense iii, 101, 106, 109, 188
- Ministère de la Défense nationale (MDN) 46, 50, 56, 66, **67 notes**, **73 notes**, **76 notes**, **85 notes**, **86 notes**, **88 notes**, **90 notes**, **91 notes**, 94, 128, 161, 162, **166 notes**, 227, 229-231, 252, **267 notes**, **268 notes**, 273
- Ministre de la Défense 138, 234
- Ministre de la Défense nationale (min DN) 1, 22, 41, 47, 58, **90 notes**, 252
- Mondialisation 102, 235, 241, 243, 245, **267 notes**
- Office of Strategic Services (OSS) **72 notes**, 115, 176
- Opération Baaz Tsuka 215
- Opération Desert Storm 171, 189
- Opération Dragon rouge 132, 134
- Opération Eagle Claw 119, 120, 122, 185, 186

I N D E X

- Opération Enduring Freedom (OEF) 53, 55, 56, 60, 124, 171, 190, 194, 207, 208, 213, 215
- Opération d'information (OI) 131, 140, **164 notes**, **165 notes**, 241, 242
- Opération Iraqi Freedom (OIF) 124, 171, 192
- Opération Ivory Coast 118, 119
- Opération Medusa 212, 215
- Opération Mikado 183
- Opération Overlord 173
- Opération Provide Comfort 122, 123
- Opérations psychologique (OPSPSY) 110, **165 notes**, 172, 179, 188, 191, 216-218, 220, 242
- Opération Urgent Fury 142, 148
- Opérations Claret 134, 135
- Opérations de protection de la souveraineté 159, 160
- Opérations de stabilisation 158, 160
- Opinion publique 238-240, 243, 246, 249, 254
- Ordonnance d'organisation des Forces canadiennes (OOFC) 42, 43, 45
- Organisation à haute fiabilité 107
- Organisations non gouvernementales (ONG) 191, 142, 152
- Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) 140, 171, 199, 206, 208, 213, 217, 219, 241, **266 notes**, 274
- Paramilitaire 43, 53, 114, 116, 124
- Petite guerre 3, **67 notes**, 140
- Plan de sécurité de base (PSB) 39

I N D E X

- Politique 10, 33, **73 notes**, 94, 102, 103, 109, 110, 125, 159, 169, 227, 234
- Première Force de Service spécial (PFSS) 23-26, 28-33, 38, 65, **76 notes**, 116
- Princess Patricia's Canadian Light Infantry (PPCLI) 38, 40
- Programme Phoenix 180
- Programme « Prise d'otages, attaques et sauvetages » (POAS) 49
- Propagande 11, 116, 141, 238, 240, 241, 243, 246, 251, 259
- Quartier général de la Défense nationale (QGDN) 33, 34, 36, 46, **76 notes**, **78 notes**, 234
- Rangers v, 1, 2, 5-8, 10, 45, 54, 67, **69 notes**, **70 notes**, **74 notes**, 132, 144-147, 191, 197, 236, 237
- Rangers de Goreham 6, 8
- Rangers de Rogers 6, 8
- Rapport Holloway 171, 186, 188, 197, 198
- Recherche et sauvetage dans le théâtre 111
- Reconnaissance offensive **103 notes**
- Reconnaissance stratégique (ou spéciale) 1, 31, 52, 54, 55, 57, 63, 64, **85 notes**, **87 notes**, **88 notes**, **90 notes**, **91 notes**, 189, 192, 205, 206, 217, **225 notes**,
- Régiment aéroporté du Canada (RAC) 2, 40, 42-47, **82 notes**, **83 notes**, 273
- Régiment d'opérations spéciales du Canada (ROSC) 63, 65, 96, 161, **167 notes**, 228, 229, 231, 234, 254, 257
- Règles d'engagement (RE) 152, 219, 261

I N D E X

- Relations publiques (RP) 131, 230
- Renseignement, surveillance et reconnaissance (RSR) 105
- Royal 22e Régiment (R22eR) 38, 40
- Royal Air Force (RAF) 13, 26, **74 notes**, 127,
- Royal Canadian Regiment (RCR) 38, 40, 216, 273
- Royal Navy (RN) 19, **74 notes**, 174
- Sand Trap (Projet) 233
- Seconde Guerre mondiale v, 2, 9, 11, 14, 20, 37, 40, 65, 67, **71 notes**,
72 notes, 115, 132, 169-172, 176, 177, 179, 198
- Sécurité opérationnelle (SECOP) iii, 136, 185, 187, 206, 232-234, 242, 248,
252, 259-263
- SEAL (Marine américaine) 144-146, 174, 179, 182, **200 notes**, **201 notes**,
234, 275
- Somalie 46, 153, 154, 251
- Sous-officier (s/off) 13, 22, 44
- Special Air Service (SAS) 10, 35-37, 40, 42, 45, 47, 52, 55, **81 notes**,
84 notes, 135, 141, 142, **167 notes**, 174, 197, 217, **225 notes**, 233, 237
- Special Operations Command – Europe (SOCEUR) 123
- Special Operations Executive (SOE) 10-13, 26, 27, 32, 38, 40, **72 notes**,
115, 176, 177
- Stratégie iii, 31, 96, **99 notes**, 102, 109, 112, 113, 124, 125, 139, **166 notes**,
175, 178, 179, 190, **199 notes**, 206-209, 211, 213-216, 218, 220-224,
260
- Stratégie de défense Le Canada d'abord (SDCD) iii, 96, 97, **99 notes**,

I N D E X

- Tactiques, techniques et procédures (TTP) 62, 95, 104, 105, 154
- Tirpitz 171, 175
- Organisation des Nations Unies (ONU) 42, 45, 157, 159, 197, 208
- Unité interarmées d'intervention du Canada (UIIC) 63, 64, **90 notes**, 96, 229, 257
- United States Special Operations Command (USSOCOM) 115, 122, 123, 186-190, 196, 197, 234
- United States Special Operations Forces **201 notes**
- Valeurs 107, 247, 250
- Véhicules blindés légers (VBL) 93, 144
- Vérités concernant les Forces d'opérations spéciales (FOS) 98, **271 notes**
- X-Craft 174, 175
- Zone d'opérations (ZO) 38, 61, 101, 190, 193, 209
- Zone de responsabilité 97, 187, 188



PRESSE DE L'ACADÉMIE
CANADIENNE DE LA DÉFENSE

